

**A L'ÉTRANGER :** Algérie, 4,50 DA; Maroc, 6 DH; Tunisie, 850 m.; Allemagne, 2,20 DM; Autriche, 22 SCH; Belgique, 33 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Antilles-Réunion, 8 F; Côte-d'Ivoire, 425 F CFA; Danemark, 12 KR; Espagne, 175 PTA; France, 100 F; Grèce, 200 L; Luxembourg, 33 FL; Norvège, 13 KRN; Pays-Bas, 2,50 FL; Portugal, 150 ESC; Sénégal, 375 F CFA; Suède, 14 KRS; Suisse, 1,70 FG; USA (NY), 1,76 \$; USA (other), 2 \$.







# ÉTRANGER

ALGÉRIE : après le succès électoral des islamistes

## Vifs affrontements au sein du FLN

Le bureau politique du FLN a rendu public, dimanche soir 17 juin, un communiqué dans lequel il fait l'analyse de son échec électoral. La direction du parti y souligne les nombreuses irrégularités qui ont accompagné le vote, tout en reconnaissant que cela ne change pas grand-chose au résultat. Bien que disposant d'un authentique « capital populaire », ajoute le communiqué, le FLN n'a pas su jouer le jeu complexe du pluralisme. La direction de l'ancien parti unique appelle aussi tous les responsables politiques du pays à explorer ensemble les conditions nécessaires à la poursuite du processus démocratique.

ALGER

de notre correspondant

Il aura fallu près d'une semaine de réflexion et pas moins de trois réunions pour que le bureau politique du FLN tente d'expliquer ses piètres résultats électoraux. Le texte n'explique en fait rien du tout mais souligne, derrière les formules convenues, la crise que vit la direction du parti.

La crise est si grave que certains dirigeants du FLN reconnaissent que leur parti a « atteint la fin d'une phase ». « Rien ne peut plus se faire autour de lui, affirment-ils, même si des choses peuvent encore se faire avec des groupes qui en sont sortis ». Et de proposer tout bonnement la construction d'une formation nouvelle, non sans préalablement « démolir et nettoyer la place du parti ancien ».

Les dernières réunions du bureau politique ont été le théâtre de vifs affrontements opposant les appareils du parti, conduits par le secrétaire général, M. Abdelha-

mid Mehri, aux membres du gouvernement sous la houlette du premier ministre, M. Mouloud Hamrouche. Selon le premier, plusieurs initiatives prises avant le vote par le ministre de l'Intérieur, M. Mohamed Salah Mouammedi, auraient délibérément favorisé le Front islamique du salut (FIS). Il en est ainsi de l'autorisation donnée par circulaire d'accepter le vote des électeurs dépourvus de papiers d'identité, procédure qui aurait permis aux islamistes de faire voter à leur profit de nombreux abstentionnistes.

### Toujours pas de résultats complets

De même, le gouvernement a été violemment apostrophé sur l'absence quasi-générale dans les bureaux de vote de fonctionnaires impartiaux pour surveiller les opérations électorales. De fait, rares étaient les scrutateurs n'appartenant pas au FIS. Non sans perversité, on rétorque, dans les milieux gouvernementaux, que si le FLN n'a pu fournir les observateurs nécessaires, c'est qu'il n'a plus ni militants ni partisans, ce dont les résultats du scrutin ont abondamment témoigné.

Signe des temps qui souligne le climat de règlement de comptes régnant au sein des organes dirigeants du pays, les querelles du bureau politique sont décrites sans fard par les uns et les autres, chacun se donnant évidemment le beau rôle. Un journal saoudien paraissant à Londres vient même d'en faire un compte rendu fidèle, ce qui a chauffé un peu plus les esprits en suscitant des suspensions sur l'origine et le motif de la fuite.

Ces affrontements au sein du FLN ont été précédés par ceux des résultats officiels et complets de l'élection n'ont toujours pas été rendus publics. Le ministre de l'Intérieur, qui a donné le nombre des

communes gagnées par les uns et les autres, n'a pas encore précisé le nombre des votants recueilli par chaque parti (le Monde des 15 et 16 juin). Le ministère avance des raisons techniques, mais nombreux sont les Algériens qui commencent à croire que cette discrétion vise à amoindrir le choc de chiffres particulièrement favorables au FIS. D'autant que M. Abassi Madani, porte-parole des islamistes, vient d'affirmer que ses partisans et ses ordonnateurs lui donnaient un score proche de 80 % des suffrages exprimés, chiffres qui, s'ils étaient confirmés, seraient proprement extraordinaires.

Surtout, ils relanceraient la discussion sur la signification du score atteint par le FIS. Si tout le monde s'accorde à dire que les électeurs ont voulu infliger au FLN un vote sanction, les analyses divergent quand il s'agit d'apprécier l'avenir. Combien, parmi les électeurs du FIS, sont des fidèles prêts à le suivre plus loin qu'une élection et combien ne sont que des électeurs d'occasion, disposés à l'abandonner s'il existait une autre formation capable de polariser leur désir de renouveau ? De la réponse à ces questions dépend en partie la réussite d'une conférence nationale pour la démocratie convoquée le 5 juillet par plusieurs partis politiques.

### Opération séduction

Selon les promoteurs de cette initiative conduite par le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), leur regroupement, auquel pourraient se joindre d'autres partis, y compris les éléments progressistes d'un FLN en pleine décomposition, a pour objectif de préparer la riposte contre le FIS en exigeant la mise en place d'un gouvernement de transition (le Monde daté 17-18 juin). Surtout, il devrait

être assez puissant pour convaincre le président Chadli de ne pas dissoudre trop rapidement l'Assemblée populaire nationale (APN). Une telle dissolution, estiment les initiateurs de la conférence, obligerait à tenir dans les trois mois des élections législatives que le FIS risque de facilement gagner.

Tout est donc fait pour repousser au plus tard cette échéance. M. Madani ne l'entend évidemment pas de cette oreille. Reçu samedi par M. Massoud Ah-Chalal, conseiller politique de M. Chadli, il a réaffirmé son exigence d'une dissolution de l'APN « le plus rapidement possible ». Son calcul est simple : sûr de remporter la victoire, le FIS formerait le gouvernement puis exigerait la tenue d'une élection présidentielle qu'il gagnerait avec la même facilité.

Cherchant à séduire plus qu'à faire peur – contrairement à M. Ali Belhadj, son second, il vient, devant des journalistes, de redire tout le bien qu'il pensait de la France, de sa culture et de ses intellectuels. – M. Madani n'a pas encore indiqué quelle serait sa réaction si, malgré ses désirs, l'APN restait en place jusqu'à la fin de l'année, voire au-delà. Mais ayant amplement prouvé sa représentativité, il est peu probable qu'il demeure sans réactions.

GEORGES MARION

□ Démenti du RCD sur une rencontre avec le FLN. – Le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD) dément formellement, dans un communiqué qu'il nous a adressé, qu'une rencontre ait eu lieu entre plusieurs partis, dont le RCD, et des membres du comité central du FLN, comme nous l'avions écrit dans le Monde daté 17-18 juin.

Encore incertains sur l'application des lois nouvelles, effarouchés par l'instabilité politique, les investisseurs étrangers hésitent. Dans le secteur pétrolier par exemple, bien que le nouveau code destiné à relancer l'exploration ait été voté depuis 1986, il a fallu attendre la fin de 1989 pour que des contrats soient concrètement conclus avec des compagnies étrangères et que les travaux débutent... avec un espoir de résultat d'ici deux à cinq ans.

Quant aux entrepreneurs nationaux, vilipendés par l'opinion publique, qui dénoncent les « profits » de la crise, ils se cantonnent encore pour la plupart dans le commerce parallèle ou la spéculation, entretenant l'inflation et les inégalités.

Comme l'URSS, l'Algérie se retrouve coincée entre une crise conjoncturelle presque insurmontable et une réforme à long terme qui, dans un premier temps, a surtout pour effet de gripper un peu plus le système. Seule solution : l'appel aux capitaux étrangers, de plus en plus réticents à mesurer que la contestation sociale s'accroît. La quadrature du cercle.

VÉRONIQUE MAURUS

(1) « Economies en développement et défis démographiques », Agnès Chevallier et Véronique Kessler, notes et études documentaires n° 4878, 1989-3.

POINT DE VUE : le sommet franco-africain de La Baule

## Vérités oubliées

par Jacques Pelletier

Le seizième sommet franco-africain doit officiellement s'ouvrir, mercredi 20 juin, à La Baule. L'ordre du jour de ses travaux, qui dureront deux jours, est informel. M. Jacques Pelletier, le ministre de la coopération et du développement, rappelle, dans le « point de vue » ci-dessous, les grandes lignes de la politique africaine.

mon arrivée au ministère de la coopération et du développement, j'ai constaté avec regret que l'Afrique ne semblait plus intéresser les Français. Persuadé que notre politique de coopération est un élément essentiel pour la paix et le développement de la France dans le monde, j'ai essayé de mobiliser les responsables politiques, et à travers eux l'ensemble de nos concitoyens : lancement de la campagne « L'Afrique a droit à un avenir », organisation, il y a tout juste un an, du premier grand débat à l'Assemblée nationale sur notre politique de coopération, etc. J'ai constaté que les partis politiques représentés à l'Assemblée nationale s'accordaient sur les principes de notre coopération, et que la plupart d'entre eux soutenaient les nouvelles orientations données à notre action.

Aujourd'hui, il ne se passe pas une journée sans qu'un article explique ce que doit être notre politique en Afrique. Je m'en réjouis. Je souhaite cependant rappeler quelques vérités un peu oubliées ces derniers temps.

Beaucoup de pays d'Afrique connaissent actuellement d'énormes difficultés économiques que le poids énorme de l'endettement aggrave encore. Des erreurs ont été commises dans le passé, cela est certain. Mais je ne crois pas que l'on puisse dire, comme je l'entends parfois, que les problèmes actuels traduisent l'échec de notre politique de coopération ou sont la preuve que l'Afrique est condamnée.

Il faut se rendre compte que les responsabilités de la situation actuelle sont très partagées. Je ne viens pas sur celles de l'Afrique ; tout le monde le fait. Les débats idéologiques du Nord ont parfois eu des répercussions néfastes au Sud : de l'étatisme paralysant à l'ultralibéralisme destructeur, certains pays d'Afrique ont parfois mis en application des politiques inadéquates qui leur étaient suggérées par les donateurs d'aides et de leçons.

Nous n'avons pas su instaurer un système juste de rémunération des matières premières, et pendant que le prix des produits de base vendus par l'Afrique s'effondrait, le prix des produits industriels que nous leur vendions s'envolait ; cette évolution a déséquilibré profondément la balance commerciale et le budget des États. De même, si les pays du Nord s'inquiètent aujourd'hui du volume de la dette des pays pauvres, n'oublions pas qu'il y a quelques années il était impératif de recycler les pétrodollars.

Enfin, s'il est nécessaire que l'Afrique continue ses efforts pour réussir son ajustement économique, il ne faut pas oublier les réalisations de ces dernières années : soit-on que le Sahel est aujourd'hui exportateur de céréales ? Soit-on que la croissance économique de l'Afrique est en moyenne de 3 % depuis trente ans, ce qui est certes insuffi-

sant par rapport à la croissance démographique, mais est néanmoins très important ? Soit-on que les premiers pays qui ont pris des mesures d'ajustement retrouvent aujourd'hui le chemin de la croissance ?

Depuis quelques semaines, l'Afrique connaît une agitation politique et sociale inhabituelle. Ces événements étaient prévisibles. Une marche vers la démocratisation se fait jour dans plusieurs pays. Certains souhaitent que le mouvement s'accélère et que la France impose une marche forcée vers le pluralisme. Si je peux comprendre cette position de principe, je pense que trente ans après l'indépendance, il n'y a pas à dicter leur conduite à ces jeunes nations souveraines. Aidons-les à progresser vers la démocratie, mais méfions-nous des attitudes trop directives, voire néo-coloniales, même si elles sont inspirées par des sentiments généreux.

### Critiques injustifiées

Je m'élève avec force contre des critiques dépassées et injustifiées de notre action en Afrique. Les Français doivent savoir que l'argent public est bien utilisé et que les objectifs de notre action sont clairement identifiés. Je lutte avec la plus grande fermeté contre le gaspillage sous toutes ses formes. L'évaporation financière si souvent et si légitimement dénoncée n'est plus de mise. Le contrôle et l'efficacité de nos moyens sont constamment renforcés. J'ai créé, à cet effet, une cellule d'évaluation. Je compte poursuivre sans relâche cet effort.

Les objectifs de notre politique de coopération entreprise sous le contrôle du président de la République et du premier ministre et en concertation permanente avec Roland Dumas et Pierre Bérégovoy sont très précisément définis. Je veux juste mentionner ici quelques principes qui ont guidé mon action : la France et l'Europe n'entendent pas diminuer leurs efforts en faveur de l'Afrique ; la France refuse de s'ingérer dans les affaires intérieures africaines, mais elle soutient des actions tendant à créer ou à renforcer la notion d'État de droit ; le problème de la réduction de la dette doit demeurer une priorité ; l'action du ministère doit constamment s'adapter aux évolutions de la réalité africaine.

C'est sous la présidence de la France et grâce à notre impulsion que la Communauté européenne a signé en décembre 1989 les accords de Lomé, qui ont sensiblement accru l'aide européenne à l'Afrique. Le sommet franco-africain de La Baule et la conférence des Nations unies en septembre, à Paris, sur les pays les moins avancés manifesteront une nouvelle fois la vitalité de l'engagement de notre pays en faveur des pays du Sud. Je souhaite que cette grande politique soit clairement perçue par l'ensemble de l'opinion publique, car elle est un élément important du rayonnement et du rang de la France et de l'avenir de l'Afrique.

► M. Jacques Pelletier est ministre de la coopération.

## Les réformes économiques n'ont fait qu'aggraver la récession

Chômage, pénuries, inégalités, marché noir, et baisse du pouvoir d'achat. L'Algérie paye aujourd'hui très cher quatre années de récession dramatique, que les réformes engagées depuis peu n'ont pu stopper, au contraire.

Comme l'avait promis le gouvernement après les émeutes d'octobre 1988, 1989 fut bien « l'année de toutes les réformes ». Lentement mais sûrement, le régime s'est engagé dans la voie du libéralisme. Privatisation de l'agriculture, libération partielle des prix, autonomie des entreprises publiques, suppression de la planification impérative et du contrôle strict des importations, ouverture aux capitaux étrangers et refonte bancaire : autant de réformes en profondeur approuvées par le Parlement.

Malheureusement pour le gouvernement, elles n'ont en rien amélioré la vie quotidienne de plus en plus dure pour l'ensemble de la population. Comme en URSS, les réformes, trop prudentes, ont eu surtout pour effet à court terme de désorganiser le système en place, sans pour autant relancer la machine.

Or depuis la chute en 1986 des prix du pétrole et du gaz, qui constituaient l'essentiel (98 %) des recettes en devises du pays, la situation financière s'est singulièrement aggravée. La baisse de près de moitié des recettes d'hydrocar-

bures (de près de 15 à 8 milliards de dollars par an) a malheureusement coïncidé avec un pic des remboursements d'emprunts contractés au cours des années d'euphorie. La dette algérienne, estimée à 23 milliards de dollars, reste certes, au regard du PIB, relativement raisonnable. Mais, mal structurée, constituée à 80 % de crédits courts et à court terme et à taux d'intérêt élevés, elle impose au pays un sacrifice énorme. Le service de cette dette a atteint l'an dernier 6,5 milliards de dollars, absorbant à lui seul les trois quarts des recettes d'exportation.

### Cercle vicieux

Refusant de passer sous les fourches caudines du FMI, le gouvernement n'avait donc d'autre choix depuis quatre ans que de réduire les importations. Depuis 1985, celles-ci ont diminué en termes réels de près de moitié. D'où les pénuries – les importations alimentaires représentent un quart du total – et la récession : fautes de pièces et de matières premières industrielles, les entreprises ne tournent dans le meilleur des cas qu'à 35 % ou 40 % de leurs capacités, et, sommées d'être rentables, licencient.

Depuis 1986 le produit national brut a diminué de 4 %. Ce qui,

dans un pays où la croissance démographique atteint 3 % l'an et où les dépenses d'éducation et de santé absorbent 10 % du PIB, est proprement insupportable. Il faudrait pour absorber les jeunes issus du système scolaire, chaque année 256 000 emplois (pour un total de 3,3 millions d'emplois existants) (1). On est très loin du compte puisqu'à peine la moitié des jeunes diplômés trouvent chaque année à se placer, et que la réorganisation des entreprises publiques a entraîné jusqu'ici la suppression de 80 000 emplois.

Résultat : un chômage qui touche, selon les estimations officielles, près du quart (24 %) de la population active, et que le marché parallèle, source d'activité mais aussi d'injustices de plus en plus mal supportées, pas plus que l'émigration, soupape traditionnelle désormais tarée, ne peuvent plus soulager.

Un cercle d'autant plus vicieux que le gouvernement ne dispose plus de ses marges de manœuvre traditionnelles. Alimenté pour près de moitié par la fiscalité pétrolière, le budget a dû, lui aussi, être saisi, ce qui a entraîné une chute des investissements publics – d'où une pénurie de logement et la dégradation des services publics – alors que le secteur privé, sommé de relayer l'initiative publique, traîne des pieds.

## AFRIQUE DU SUD

### L'anniversaire des émeutes de Soweto a été célébré dans la désunion

JOHANNESBURG

de notre correspondant

L'état d'urgence levé, rien n'interdisait plus – du moins légalement – la célébration collective du quatorzième anniversaire des tragiques émeutes de Soweto, le 16 juin 1976. Les habitants du ghetto noir de Johannesburg ne se sont donc pas privés de manifester. Mais l'unité des mouvements anti-apartheid qui primait dans la clandestinité n'est plus qu'un souvenir.

Le Congrès national africain (ANC) de Nelson Mandela a organisé sa fête, samedi, dans le petit stade de Jabulani, au cœur de Soweto, où, dans une ambiance de kermesse, quelque trente mille personnes se sont serrées pour écouter M. Walter Sisulu, le responsable de l'ANC pour l'Afrique du Sud, Myrman Makeba, la célèbre chanteuse noire rentrée au pays la

semaine passée après trente et un ans d'exil, et des responsables de la jeunesse venus expliquer qu'ils n'étaient pas si radicaux qu'on voulait bien le dire et qu'ils soutenaient l'action de la direction du mouvement dans ses efforts de négociation avec le gouvernement.

Le Congrès panafricain (PAC) et le mouvement de la Conscience noire (BC), deux organisations plus rigides que l'ANC, n'ont pas réussi à mobiliser la population comme elles l'avaient prévu. Quelques milliers de militants du PAC seulement se sont rassemblés au stade d'Orlando où ils ont quand même laissé parler leur rancœur à l'encontre de la communauté blanche en entonnant leur dernier blanc, que slogan : « Un fermier blanc, une balle ». Quelques milliers de membres de la BC ont écouté M. Khosro Seatholo, un dirigeant du mouvement étudiant en 1976,

leur relater les événements de ce funeste été dans l'église Regina Mundi, la plus grande église catholique de Soweto que les forces de police avaient profondément pourchassé et éliminé de nombreux manifestants noirs.

Quelques incidents ont éclaté ici et là. A Johannesburg, une marche du Congrès de la jeunesse sud-africaine (Soyco) a été dispersée à coups de grenades lacrymogènes devant la grande église méthodiste. Des militants du mouvement zoulou Inkatha ont attaqué des cars transportant des militants de l'ANC qui se rendaient au meeting de leur organisation au stade d'Edendale, la cité noire de Pietermaritzburg, dans le Natal.

A Welkom, le fief de la droite « musclée » sud-africaine, dans l'état libre d'Orange, près de quatre cents membres du mouvement extrémiste d'Eugène Terreblanche,

ont convergé vers le commissariat central pour exiger la libération de trois de leurs militants impliqués dans des attentats à l'explosif. Les commandos de l'AWB ont paré en uniforme kaki clair, chantant « Pendants Mandela » et « Nous voulons un État boer ».

FREDÉRIC FRITSCHER

□ LIBÉRIA : ajournement des pourparlers de paix. – Les représentants du gouvernement libérien et ceux des rebelles du Front national patriotique du Libéria (NPLF), ont annoncé, dans un communiqué commun publié à Freetown en Sierra-Leone, l'ajournement des pourparlers du 25 juin. Le communiqué précise que les deux parties se sont engagées à « limiter l'usage de la force armée » ainsi que « les déclarations publiques » pendant ce délai. – (AFP.)

### Première visite d'un ministre français depuis 1975

JOHANNESBURG

de notre correspondant

M. Bernard Kouchner, le secrétaire d'Etat français aux questions humanitaires, a regagné Paris, lundi 18 juin, au terme d'un voyage de cinq jours en Afrique du sud. Il s'est entretenu avec les ministres des affaires étrangères, de la santé, de l'éducation et le ministre-adjoint au développement constitutionnel. Il a aussi rencontré l'archevêque anglican du Cap, Mgr Desmond Tutu.

Précisant qu'il était le premier membre du gouvernement français à se rendre en Afrique du Sud de qualité depuis M. Norbert Ségard, ministre du commerce de M. Giscard d'Estaing, en 1975, M. Kouchner a tenu à souligner que ses

entretiens avaient été « équilibrés » à dessein, ce qui a « une signification politique ». Il s'est longuement entretenu avec M. Walter Sisulu et d'autres responsables du Congrès national africain (ANC), avec des intellectuels et des dirigeants d'associations.

« Tous mes interlocuteurs m'ont interrogé sur les sanctions. Je leur ai répondu que la France les maintenait », a indiqué M. Kouchner en précisant, toutefois, que les autres pays européens devaient se prononcer et qu'une attitude commune serait décidée lors du prochain sommet de la Communauté à Dublin, les 25 et 26 juin.

F. F.



## PROCHE-ORIENT

## IRAN

## Un journal de Téhéran demande la peine de mort pour les opposants arrêtés

Le journal *Abzar*, proche de la tendance islamiste dure du régime, a appelé dimanche 17 juin le pouvoir judiciaire en Iran à exécuter le « verdict révolutionnaire » — la peine de mort, selon la terminologie islamiste — à l'encontre des personnalités libérales arrêtées la semaine dernière à Téhéran.

S'interrogeant sur l'identité de « ces mercenaires politiques et culturels de l'Occident qui opèrent en Iran », le journal ajoute que « ces pseudo-libéraux sont des franc-maçons occidentalisés qui sont entrés sur la scène politique iranienne sous la bannière de la défense de la liberté à l'occidentale, cherchant à renverser le régime sacré de la République islamique ».

L'organe de la République islamique, *Jomhuri Eslami*, va dans le même sens en invitant le gouvernement à se montrer « implacable » à l'égard de ceux qui « ont tenté de réinstaurer un régime diabolique en Iran ». S'élevant contre

ces accusations, un porte-parole du Mouvement pour la liberté de l'Iran, présidé par M. Bazargan, a déclaré : « Nous ne nous considérons pas comme un groupe d'opposition. Nous sommes issus de la révolution islamique... C'est dans cet état d'esprit et dans ce cadre que nous avons signé en mai une lettre critiquant le régime islamique. Nos observations n'étaient que des suggestions en vue d'assurer la survie du gouvernement révolutionnaire. »

Il semble de plus en plus évident que ces arrestations ont pour principal objectif de faire obstacle à la politique d'ouverture vers l'Occident préconisée par le président Rafsanjani, dont le plus proche collaborateur, le ministre de l'Intérieur, M. Nouri, avait adressé il y a une dizaine de jours, une invitation au représentant des Nations unies pour les droits de l'homme à venir à Téhéran constater que les libertés fondamentales y étaient parfaitement respectées.

## ISRAËL

## La diaspora juive pourrait être contrainte de dialoguer avec l'OLP

écrit M. Théo Klein au président Herzog

M. Théo Klein, ancien président du CRIF, souligne dans une lettre adressée au président israélien Haim Herzog que la diaspora juive pourrait être contrainte d'entamer un

dialogue avec l'OLP, si l'Etat d'Israël continuait à s'y refuser. Dans ce message, qui devait être publié lundi 18 juin par *Jour J*, organe de la communauté juive en France, M. Klein constate que l'OLP « tient un langage nouveau », même s'il n'est pas « dépourvu de contradictions parfois scandaleuses » et qu'« Israël ne peut totalement ignorer l'immense mouvement de reconnaissance dont l'OLP bénéficie » dans les territoires occupés. Il pose en conséquence « une question angoissante » : « Si le gouvernement d'Israël devait refuser toute rencontre avec une délégation palestinienne même proche de l'OLP, ne serions-nous pas, nous Juifs de la diaspora — alliés fraternels d'Israël directement concernés par son avenir — conduits, sinon contraints moralement, d'explorer — et non pas, bien sûr, de négocier — la réalité d'une ouverture politique nouvelle proclamée au nom de cette organisation. »

(Publicité)

## LA RÉSURRECTION D'ALEXANDRIE

La cité légendaire entre la méditerranée. Elle se veut désormais le carrefour du savoir arabe, africain, méditerranéen. Un reportage couleur d'Oliver Poivre d'Arvor et de Rodolphe Ham-madi.

Dans le numéro de juin d'Arabes

en kiosques et en librairies  
78, rue Joffroy 75017 Paris  
(tél. : 46.23.34.14)

ADULTES - ETUDIANTS - JEUNES  
ANGLAIS-ALLEMAND  
UN INVESTISSEMENT POUR REUSSIR

Maîtrisez l'anglais en Angleterre / l'allemand en Allemagne. Choisissez un organisme reconnu par le British Council, OISE, professionnel de la formation linguistique, propose des stages à toute période de l'année avec des professeurs permanents et des méthodes pédagogiques qui allient tradition et innovation.



BINSEY LANE - OXFORD (ENGLAND) - TEL. (0865) 249 218. MEMBRE DE AIELS-FELCO  
21, RUE THEOPHILASTE-RENAUDOT - 75016 PARIS - AGREEE PAR L'UNOSEL  
Tél. (1) 45 33 13 02

LA REFERENCE POUR L'EXCELLENCE EN LANGUES

CERTIFICAT D'APTITUDE  
A L'ADMINISTRATION  
DES ENTREPRISES  
LE 3<sup>e</sup> CYCLE EN  
GESTION DE L'IAE

Inscriptions :  
du 2 Mai au 28 Juin

Possibilité d'inscription  
par Minitel :  
3616 code IAE

IAE

le savoir-faire

L'IAE DE PARIS  
propose  
aux étudiants  
et aux cadres  
en activité,  
le CAAE

INSTITUT D'ADMINISTRATION  
DES ENTREPRISES  
Université de Paris 1  
Panthéon Sorbonne  
162 rue Saint-Charles  
75740 Paris Cedex 15  
☎ 45 54 40 10  
☎ 45 57 62 52

## AMÉRIQUES

## BRÉSIL

## Le président Collor met 10 000 fonctionnaires en disponibilité

Le président Collor, qui avait prévu de renvoyer 360 000 fonctionnaires avant lundi 18 juin, dans le cadre d'une réforme administrative destinée à réduire le lourd déficit public, a mis en disponibilité 10 640 fonctionnaires, un nombre bien inférieur à celui initialement prévu. De plus, aucun des fonctionnaires n'a été « effectivement renvoyé » mais seulement « mis en disponibilité avec réduction de salaire ». Toutefois, pour compenser son échec dans la tentative de réduire de 30 % le nombre des fonctionnaires, ce qui devait faire économiser 1,75 milliard de dollars soit (0,5 % du PIB), le gouvernement va bloquer les salaires de la fonction publique jusqu'à la fin de l'année.

Samedi 16 juin, on avait appris de source gouvernementale qu'un total de 75 000 fonctionnaires sur les 360 000 initialement prévus seraient finalement touchés par la réforme administrative qui se ferait désormais au cours des cinq années de mandat du président Collor et non plus avant le lundi 18 juin. En réaction à ces licenciements — les plus importants de l'histoire du Brésil — et pour protester contre la vague de privatisations annoncées, quelque deux millions de travailleurs se sont mis en grève samedi, selon une estimation du président du principal syndicat brésilien, la Centrale unique des travailleurs (CUT-combative), M. Jair Meneguelli. — (AFP)

## ÉQUATEUR

## Elections générales dans le calme

Quelque 5 260 000 électeurs équatoriens se sont rendus aux urnes dimanche 17 juin, pour des élections législatives, provinciales et municipales après une campagne électorale qui s'est déroulée, de l'avis des observateurs internationaux présents dans le pays, dans une atmosphère de calme et de liberté. Soixante sièges de député au Congrès (Parlement) unicaméral, 50 de conseillers provinciaux et 528 de conseillers municipaux étaient soumis au vote. Selon les derniers sondages, établis avant l'annonce des résultats, le scrutin devait être marqué par un recul du parti de la Gauche démocratique (ID, social-démocrate) du président Rodrigo Borja, et des gains du Parti social-

chrétien de l'ancien président conservateur Leon Febres Cordero ainsi que du Parti socialiste.

Recevant samedi au palais gouvernemental de Quito les observateurs étrangers représentant sept pays de la région, l'Organisation des Etats américains (OEA) et l'Association latino-américaine pour les droits de l'homme, le président Borja a souligné qu'au-delà du résultat des élections de dimanche « l'important est le maintien de l'intégrité de notre système démocratique ». Ce qui ne devait pas empêcher dans la soirée le tribunal électoral de l'Équateur de dénoncer plusieurs tentatives de perturbation du scrutin. — (AFP)

◻ PANAMA : la plupart des Américains blessés lors de l'intervention ont été victimes de leurs compagnons d'armes, selon *Newsweek*. — La plupart des 347 soldats blessés lors de l'intervention américaine au Panama en décembre 1989 ont été victimes de balles tirées par leurs compagnons d'armes, estime l'hebdomadaire *Newsweek* dans son édition datée du 25 juin. Selon le magazine, qui cite des sources militaires non identifiées, neuf au moins des vingt-trois morts américains ont été tués accidentellement par d'autres soldats américains. — (AFP)

◻ COLOMBIE : arrestation d'un nouveau chef présumé du cartel de la drogue. — La police colombienne a arrêté, vendredi 15 juin, à Baranquilla, au nord de Bogotá, Solomon Shueter Benitez, soupçonné d'être le chef du cartel de la drogue de la côte caribéenne, et dont l'extradition est

**Le Maroc,  
FES, MARRAKECH,  
AGADIR  
ou OUARZAZATE,  
sur vols réguliers A.R.  
à 2 900 F, y compris  
une nuit dans un hôtel  
4 étoiles.  
Appelez : SUN INCENTIVE  
au 42-27-95-71.**

## PUBLICITÉ FRÈRES DES HOMMES

En Afrique aussi, pas de développement sans démocratie.

## APPEL ZAÏRE

- pour le respect des libertés démocratiques au Zaïre ;  
- pour la constitution d'une commission internationale d'enquête sur les massacres de Lubumbashi.

L'Afrique est en ébullition : comme au Gabon, en Côte d'Ivoire, au Cameroun, le peuple zaïrois exige la démocratie, nécessaire à sa survie.

Après avoir annoncé l'ouverture au multipartisme le 24 avril dernier, le président Mobutu est rapidement revenu sur ses promesses, provoquant protestations et manifestations dans tout le pays.

Aux exigences de démocratie de la population zaïroise, le président Mobutu a répondu par les arrestations et la violence :

- Trois responsables de Solidarité Paysanne, ONG zaïroise soutenue par Frères des Hommes sont incarcérés depuis le 11 mai 90 à Bukavu, pour leur participation à ce renouveau de la vie civique, après 30 ans de silence forcé ;

- plus de cinquante étudiants ont été massacrés par un détachement de la Division Spéciale Présidentielle sur le campus de Lubumbashi dans la nuit du 11 au 12 mai. Le pire est donc à craindre.

Les organisations signataires de cet appel réaffirment que le combat pour le développement et le combat pour la démocratie sont indissociables. La France dont les engagements politiques et économiques sont bien connus sur ce continent ne peut plus ignorer : le poids d'institutions autoritaires sur la vie économique et sociale dans de nombreux pays d'Afrique bloque toute possibilité de mieux-être. Il est illusoire de promouvoir des projets sociaux indispensables sans changer un cadre politique anti-démocratique. C'est pour cette raison qu'aujourd'hui la population zaïroise est dans la rue.

Premiers signataires : Frères des Hommes, Comité de Liaison des ONG SOLAGRAL, Afrique Verte, Peuples Solidaires, Terre des Hommes, Agr. Ici, INODEP France, CEDETIM, Ligue des Droits de l'Homme, Ed. L'Harmattan, FEN CGT, UNEFAD, UNEFSE, FIDL, Confédération Paysanne, PCF, PS, MRG, Les Verts.

- exigent la libération de tous les prisonniers d'opinion et le respect des libertés d'expression et d'organisation au Zaïre  
- décident d'appeler à la constitution d'une commission internationale d'enquête sur les assassinats de Lubumbashi et les événements de Bukavu et de Kisangani

- demandent aux autorités gouvernementales françaises de mettre en œuvre une politique de coopération visant à promouvoir la démocratie et le respect des Droits de l'Homme au Zaïre comme dans les autres pays d'Afrique, au vu des événements survenus dernièrement sur ce continent.

Signatures et soutiens financiers sont à adresser à :  
Frères des Hommes - action Zaïre - 45 bis rue de la Glacière - 75013 Paris  
CCP : Frères des Hommes 835 W Paris.

## EUROPE

## BULGARIE : au second tour des élections

## L'ancien Parti communiste obtient la majorité absolue

Le Parti socialiste bulgare (PSB, ex-communiste) a obtenu la majorité absolue dans la future Assemblée législative-constituante, selon les premiers résultats officiels du second tour des élections qui s'est tenu dimanche 17 juin.

Alors que 14 circonscriptions sur les 81 en ballottage restaient à dépouiller lundi matin, le PSB totalisait 211 sièges, soit 10 de plus que la majorité absolue (201 sièges). L'Union des forces démocratiques (UFD, opposition) qui a eu 107 élus au premier tour, est assurée d'au moins 25 mandats supplémentaires, et remporte la quasi-totalité des sièges de Sofia. Le PSB n'aura cependant pas la majorité des deux tiers nécessaire pour l'adoption de la Constitution et des réformes économiques fondamentales.

La participation, de 75,2 %, a été moins importante qu'au pre-

mier tour (90,7 %). Le premier ministre, M. Andreï Loukanov, qui était en difficulté dans sa ville natale de Pleven, a été élu au second tour, a annoncé la radio bulgare. En revanche, le ministre de la défense, le général Dobri Djourov, que les sondages affirmaient être l'homme le plus populaire du pays, a été battu à Tröian par le rédacteur en chef du quotidien d'opposition *Demokrasiya*, l'écrivain Jordan Yassilev.

Des diplomates étrangers qui ont observé le déroulement du second tour ont fait état d'irrégularités et de cas d'intimidation plus nombreux qu'au premier tour, tels que la présence de militaires en uniforme et de maires contrôlant les bureaux de vote, ou de tentatives de la part de militants du PSB d'« acheter » le vote des Tziganes. — (AFP, Reuter, AP.)

## ASIE

## INDONÉSIE : les massacres de 1965-1966

## La CIA a-t-elle fourni des listes de communistes aux militaires ?

Selon un rapport rédigé par un ancien enquêteur du Congrès américain, M<sup>me</sup> Kathy Kadane, la CIA aurait fourni aux militaires indonésiens, en 1965, les noms de cinq mille cadres communistes qui auraient été pourchassés et tués lors de la sanglante répression du coup d'Etat avorté dans lequel était impliqué le PKI, le PC indonésien. Des centaines de milliers de personnes ont, à l'époque, été massacrées.

L'ambassadeur américain à Jakarta à l'époque, M. Marshall Green — et à l'initiative de M. William Colby, responsable régional de la CIA appelé à devenir, plus tard, le directeur de l'agence de renseignements, le rapport a été publié, en mai, par le *San Francisco Examiner* et par le *Washington Post*. Il a été, depuis, évoqué par l'Editor, un magazine de Jakarta.

## La fin du régime de Sukarno

Cette liste aurait permis aux généraux indonésiens de neutraliser l'encadrement du PKI qui était, à l'époque, le troisième PC de la planète avec trois millions de membres.

L'échec du complot de 1965 a marqué la fin du régime de Sukarno et l'émergence de l'« ordre nouveau » que préside toujours, un quart de siècle plus tard, Suharto, l'un des généraux que les comploteurs avaient tentés, à l'époque, d'abattre.

◻ BIRMANIE : résultats officiels des élections. — La Ligue nationale pour la démocratie (LND, opposition) de M<sup>me</sup> Aung San Suu Kyi a remporté les trois quarts des sièges au Parlement, selon les derniers résultats officiels des élections législatives du 27 mai. La junte militaire, au pouvoir depuis le coup d'Etat de septembre 1988, n'a cependant montré aucune intention de céder le pouvoir après l'annonce, samedi 16 juin par Radio Rangoun, de la victoire de la LND qui l'emporte dans 360 des 420 circonscriptions dont les résultats sont connus. Selon un décompte de la LND, le parti de M<sup>me</sup> Aung San Suu Kyi, en résidence surveillée depuis juillet 1989, remporterait environ 390 des 485 sièges à pourvoir. — (AFP)

◻ PAKISTAN : décès de la Begum Ali Khan. — La veuve de Liaquat Ali Khan, premier chef du gouvernement pakistanais (assassiné en 1951), est morte le 13 juin à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

(Infatigable, la Begum Ali Khan a milité pendant soixante ans pour les droits de la femme. Elle a dirigé plusieurs institutions avant d'être la première femme musulmane déléguée à l'ONU (1952). Membre pendant vingt ans de différents comités de l'OIT, elle a été ambassadrice dans trois pays (1954-1966) avant d'être gouverneur de la province du Sind (1973-1976). Dans les années 80, elle avait publiquement attaqué le général Zia Ul-Haq, lors de l'adoption de la charia.)

◻ CAMBODGE : les Khmers rouges affirment avoir pris Kompong-Thom. — Dans une émission de leur radio clandestine, les Khmers rouges ont affirmé, lundi 18 juin, qu'ils avaient pris le contrôle de Kompong-Thom, chef-lieu de province situé à 100 km au nord de Phnom-Penh. La prise de cette même ville avait déjà été revendiquée dimanche par les forces du prince Sihanouk. Aucune confirmation de source indépendante de ce succès de la guérilla n'a pu être obtenue lundi matin à Bangkok. — (AFP)

◻ AFGHANISTAN : unification des opposants chiites. — Les neuf partis chiites de l'opposition ont formé, samedi 16 juin à Téhéran, un Parti de l'unité islamique. Les chiites, réfugiés pour l'essentiel en Iran, ne reconnaissent pas le « gouvernement provisoire » formé par les sunnites au Pakistan en février 1989. D'autre part, M. Thierry Bernadac, chargé d'affaires français, est arrivé à Kaboul dimanche 17 juin pour y rouvrir l'ambassade de France. — (AFP)

◻ SRI-LANKA : poursuite des combats. — Des combats meurtriers se sont poursuivis, dimanche 17 juin, entre la guérilla tamoule et les forces gouvernementales dans l'est du pays en dépit du cessez-le-feu signé vingt-quatre heures auparavant. — (AFP)

(Publicité)

**University Studies in America inc.**  
Importante organisation américaine, facilite l'entrée dans de grandes universités US. Etudes tous niveaux quels que soient votre anglais et vos diplômes (terminale à doctorat). Prise en charge à Paris et simplification des formalités.  
**UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA, Inc.**  
U.S.A.-French-Office, 57, rue Charles-Lafitte, 92200 Neuilly, 47.22.94.94



# LES 2000 PRODUITS DE LA MARQUE CASINO INTERDITS DE TELEVISION...



## SANS DOUTE PARCE QUE LEUR PRIX EN DERANGERAIT PLUS D'UN !

Oui ! Pourquoi cette confiture d'abricot mériterait au moins 20 secondes de publicité payante à la télévision ? Tout simplement parce que le consommateur doit être bien informé et ainsi pouvoir comparer.

La confiture d'abricot 45 % de fruit, spécialement fabriquée dans nos propres usines, est vendue seulement 4,95 F\*, le pot de 370 g, dans toutes nos grandes surfaces à l'enseigne Casino. Oui, nous ne craignons pas la comparaison, bien au contraire



nous la recherchons.

Mais voilà, lorsqu'on n'a pas accès à la télévision, il nous est interdit de bien faire comprendre au consommateur qu'il peut certainement trouver aussi bon et moins cher.

Oui, nous pensons que l'information sérieuse, la comparaison de la qualité, la comparaison des prix, c'est bien ce qui, en définitive, garantit la totale liberté des consommateurs.

\*soit le kg 13,38 F

## LE BON N'EST PAS PLUS CHER



## EUROPE

RFA : I

## Un entretien avec le premier ministre grec

« J'espère que la solidarité communautaire se manifestera à l'égard de mon pays », nous déclare M. Constantin Mitsotakis à la veille de sa visite à Paris

Le premier ministre conservateur, M. Constantin Mitsotakis, fait une visite officielle à Paris mardi 19 juin. Au cours de son entretien avec le président François Mitterrand, il fera part notamment de la volonté de son pays d'adhérer à l'Union européenne occidentale (UEO). Il se rendra le lendemain à Bruxelles pour y rencontrer le président de la commission européenne, M. Jacques Delors. A la veille de ces déplacements, M. Mitsotakis a répondu aux questions du Monde sur la situation économique et la politique étrangère de la Grèce.



ATHÈNES

de notre correspondant

« Ces visites concluent la tournée d'un mois que vous avez entreprise dans les capitales de la Communauté et aux États-Unis. M. Jacques Delors avait mis en garde au début de l'année la Grèce sur les risques de détérioration de la situation économique. Qu'avez-vous à lui dire après deux mois d'exercice du pouvoir ?

— Le but de ces visites était de prendre contact avec mes homologues euro-

péens et j'en ai naturellement profité pour les informer en détail sur la situation politique et économique de mon pays qui est en ce moment, je ne le cache pas, des plus difficiles. Je ne me suis posé aucun objectif concret et je n'ai formulé aucune demande, mais je crois pouvoir dire sans exagération que j'ai partout rencontré un esprit de compréhension amicale qui me permet d'espérer que la solidarité communautaire se manifestera de manière tangible à l'égard de la Grèce.

— Je suis sûr que M. Delors appréciera à leur juste valeur les mesures très douloureuses et très courageuses de

mon gouvernement en vue d'un redressement aussi rapide que possible de la situation économique.

— Les mesures que vous avez prises ont soulevé de nombreuses réactions sur le front social avec une multiplication des grèves. Mais sont-elles suffisantes quand on pense, notamment, que l'inflation est supérieure à 20 % et que les grands indicateurs économiques sont au rouge ? Votre plan n'est-il pas compromis ?

— Les mesures que mon gouvernement s'est vu contraint de prendre ont été très pénibles pour tout le monde et en premier lieu pour le gouvernement lui-même. Les réactions sur le plan social étaient à prévoir et sont parfaitement compréhensibles car personne n'aime être assujéti à l'austérité. Pour sortir de l'impasse, il faut éliminer le déficit du secteur public — plus de 22 % du revenu national — et encourager la production et la productivité. Nous présenterons à la fin de la semaine un plan visant à stimuler les investissements et à moderniser l'économie et l'administration. Il y aura des réactions, mais nous espérons que le réalisme et le sens de la responsabilité prévaudront.

— Vous avez formé une commission gouvernementale chargée de renégocier les conditions d'achat de quarante Mirage 2000 par vos prédécesseurs socialistes. Pourquoi ? Cette affaire a-t-elle assombré les relations gréco-françaises ?

— Une commission a été formée pour renégocier les termes des contrats passés entre le gouvernement grec et les sociétés Dassault et General Dynamics concernant l'achat de quarante Mirage 2000 et quarante F16. Il semble en effet que les termes de ces contrats sont particulièrement onéreux pour la Grèce en comparaison de ceux proposés à d'autres pays et notamment à la Suisse pour les Mirage. La société Dassault a par ailleurs reconnu que l'équipement radar de ces avions était défectueux, ce qui réduisait considérablement leur valeur de combat. Je voudrais néanmoins souligner que c'est là strictement un différend entre le gouvernement grec et la société Dassault, n'affectant rien nos relations avec le gouvernement français.

— Vous avez amorcé avec votre récente visite aux États-Unis un rapprochement remarqué avec Washington après avoir conclu un accord sur la présence militaire américaine en Grèce. Qu'attendez-vous de ce rapprochement ?

— Il ne s'agit pas d'un rapprochement mais tout simplement d'un remplacement des relations avec les États-Unis dans leur cadre normal dont elles s'étaient éloignées pour des raisons dogmatiques plutôt que politiques. Il faut dire d'ailleurs par souci d'impartialité que le gouvernement socialiste s'était lui-même rendu compte de ses erreurs passées et que vers la fin de son mandat il avait sensiblement modifié son attitude envers les États-Unis. On ne pouvait

que déplorer que les relations gréco-américaines, historiquement empreintes d'une amitié sincère et fructueuse, se fussent écartées de leur chemin traditionnel. En ce qui concerne la présence américaine en Grèce, nous avons passé un accord avec les États-Unis qui sera soumis à l'approbation du Parlement grec. C'est un accord qui selon nous sert aussi bien les intérêts nationaux que ceux de l'alliance atlantique à laquelle nous restons fidèles.

— Les socialistes ont pendant huit ans pris leurs distances avec l'OTAN et refusé de participer aux manœuvres alliées en mer Égée en raison du différend gréco-turc sur la militarisation de l'île de Limnos (nord-est de l'Égée). Quelle sera votre politique vis-à-vis de l'OTAN ? Participerez-vous au prochain exercice allié dans la région ?

— J'ai déjà dit que nous resterons fidèles à l'alliance qui, malgré les bouleversements survenus en Europe de l'Est et les changements profonds de la carte politique et stratégique de notre continent reste toujours un facteur de stabilité et de sécurité indispensables. Notre participation aux manœuvres alliées en mer Égée sera naturellement dictée par nos intérêts nationaux. Nous tenons à ce que l'île de Limnos ne soit pas démilitarisée et que par conséquent elle puisse être incluse dans les exercices de l'OTAN. Nous ne pouvons pas naturellement admettre que l'attitude de l'alliance prête à équivoque sur ce point solidement fondé en fait et en droit.

## Reprise du dialogue avec Ankara

— Existe-t-il pour votre gouvernement une « menace turque » dirigée contre la Grèce ? Vous voulez reprendre le dialogue avec Ankara. Qu'en attendez-vous ? Bloquez-vous les aspirations turques à une adhésion à la CEE ?

— Il existe pour mon gouvernement une question d'équilibre des forces dans la Méditerranée orientale en général et en mer Égée plus particulièrement, qui s'inscrit dans le cadre du maintien de la paix. On ne peut prétendre que l'équilibre des forces est nécessaire sur le plan global et le méconnaître sur le plan régional. La reprise du dialogue avec la Turquie vise elle aussi à la solution pacifique et est conforme aux normes du droit international de questions extrêmement délicates qui touchent aux droits souverains de mon pays. La Grèce et la Turquie sont des pays voisins, membres de la même alliance, qui ont tout intérêt à vivre en bonne entente plutôt qu'en discord, et je suis convaincu que les différends qui les

divisent pourraient être résolus de manière satisfaisante si les deux parties faisaient preuve d'un minimum de bonne volonté.

— En ce qui concerne l'adhésion de la Turquie à la Communauté européenne, la Grèce n'a aucune raison de principe à s'opposer à ses aspirations, mais la CEE est une Communauté fondée sur la primauté du droit et le respect des droits de l'homme. Aussi, longtemps que ces principes qui sont à la base de la construction européenne seront liés avec désinvolture par la Turquie, tant sur le plan international que sur le plan interne, le chemin de son adhésion sera par la force des choses semé d'écueils.

— L'affaire de Chypre est de nouveau dans l'impasse. Vous avez fait part de votre optimisme quant à une possible issue, après votre visite aux États-Unis et au siège de l'ONU. Qu'est-ce qui vous le fait croire ?

— Je veux croire à la bonne volonté et au bon sens de la Turquie. Car ne nous trompons pas, le véritable interlocuteur de la République de Chypre est Ankara et non pas M. Denktash. Or il est inconcevable que le gouvernement turc ne se rende pas compte que sa position actuelle est intenable à long terme. Au moment où les barrières séparent les peuples et idéologies s'écroulent partout dans le monde, où l'esprit de détente ouvre de nouveaux horizons de collaboration internationale, politique et économique, il est difficile d'imaginer qu'une armée d'occupation puisse être maintenue indéfiniment sur le territoire d'un pays européen, membre des Nations unies et du Conseil de l'Europe, territoire conquis par la force des armes et que, de surcroît, cette armée appartienne à une puissance faisant partie de l'alliance atlantique. La perpétuation de cette situation n'est dans l'intérêt de personne et surtout pas dans celui de la Turquie.

— Où en est l'« assainissement » de la vie politique nationale qui était il y a un an votre principale préoccupation après tous les scandales politico-financiers qui avaient secoué la Grèce ?

— Mon gouvernement s'est engagé devant le peuple grec à assainir la vie politique, à combattre la corruption dans la vie publique et en général à lui rendre sa confiance dans l'honnêteté et l'impartialité de l'administration publique. C'est de toute évidence œuvre de longue haleine, mais nous sommes fermement déterminés à la mener à bon port. Du moment où la justice a pris son cours, il n'est ni dans le pouvoir, ni dans les intentions du gouvernement de s'immiscer dans le processus.

Propos recueillis par CHRIER KUNZ

## DIPLOMATIE

Dans une lettre à M. Delors

## M. Mitterrand demande un « respect plus rigoureux » de la langue française au sein de la CEE

Le président Mitterrand vient d'insister, dans une lettre adressée au président de la Commission européenne, M. Jacques Delors, pour que la langue française soit défendue avec un « respect plus rigoureux » au sein de la CEE.

« Une tendance existe aujourd'hui, dans certains services de la Commission, à convoquer des réunions d'experts appelées à ne travailler qu'en anglais, à diffuser des appels d'offres, contrats-types ou documents de travail rédigés exclusivement en anglais. De telles pratiques ne sont pas admissibles, et la France continuera de s'y opposer », indique M. Mitterrand.

« Je comprends, par ailleurs, le souci de la Commission de diversifier son recrutement et d'assurer dans les faits la diversité d'origine et le plurilinguisme qui font la richesse de la Communauté. De tels objectifs ne doivent pas conduire pour autant à réduire la présence de fonctionnaires français ou francophones. La France est prête, en outre, à mettre à la disposition de la Commission ses moyens de formation pour contribuer à permettre aux fonctionnaires de la Commission d'acquiescer les compétences linguistiques utiles à l'exercice de leur mission », a conclu le président français.

Au cours d'une réunion avec les Douze à Dublin

## Sept pays d'Europe de l'Est s'engagent à renforcer leur politique de l'environnement

Sept pays d'Europe de l'Est (URSS, Pologne, Hongrie, Tchécoslovaquie, RDA, Bulgarie et Yougoslavie) se sont engagés, samedi 16 juin, à Dublin à renforcer radicalement leur politique de l'environnement, avec l'assistance des douze pays de la CEE.

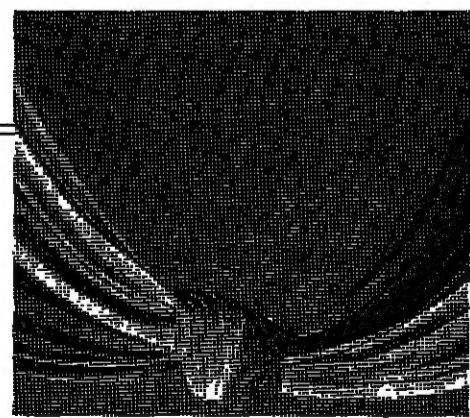
Les ministres de l'Environnement de ces dix-neuf pays, réunis pour la première fois, sont convenus de « donner la priorité », entre autres, à la sécurité des centrales nucléaires installées à l'Est, selon les conclusions adoptées à l'issue de la réunion. M. Klaus Toepfer, ministre allemand de l'Environnement, avait demandé aux pays de l'Est de faire comme la RDA, qui a fermé trois réacteurs

de sa centrale de Greifswald jugées obsolètes.

Les ministres de l'Est ont, par ailleurs, souligné « le besoin » pour eux « d'établir de façon urgente des normes élevées en matière d'environnement (...) similaires à celles de la CEE », qui pourront impliquer la fermeture des usines les plus polluantes. La CEE, de son côté, s'est engagée à apporter son assistance « en terme de formation, d'expertise et d'autres moyens ».

En revanche, la demande de l'URSS d'obtenir une aide occidentale spéciale pour l'environnement de ses républiques européennes n'a obtenu qu'une réponse évasive de la part des Douze. — (AFP)

Alcantara est une marque enregistrée © par Alcantara S.p.A.



Alcantara est un nouveau genre. Aux multiples avantages. Souple et résistant, lavable et indéformable, frais et soyeux, chamarré ou pastel, Alcantara offre une résistance exceptionnelle à l'usage. Habillement, décoration, revêtement intérieur des moyens de transport, il répond à toutes les exigences de stylisme et de design. Inimitable, Alcantara est une marque déposée pour offrir un style de vie unique.

ALCANTARA  
Le Chamois Vous Entoure

میتسوتاکیس



## EUROPE

# RFA : le SPD, force d'avenir en Allemagne ?

Pour battre le chancelier Kohl aux élections de décembre.  
M. Oskar Lafontaine se fonde sur la conviction que l'unification va « déstabiliser »  
une société qui préfère le confort bourgeois à l'exaltation de l'idée nationale

BONN

de notre correspondant

Une question ne laisse pas d'intriguer les observateurs de la vie politique allemande : comment se fait-il que le chancelier Kohl et son parti, la CDU, qui conduisent le pays vers son unité et obtiennent plus de succès économiques et diplomatiques qu'aucun de leurs prédécesseurs, ne tirent aucun bénéfice électoral de leur action ? Les sondages prédisent certes encore une mince victoire de la coalition sortante CDU/CSU et FDP si les législatives avaient lieu ce printemps, mais ils s'accompagnent d'indices préoccupants pour le chancelier et sa formation : sa cote de popularité est largement inférieure à celle de son principal adversaire, le social-démocrate Oskar Lafontaine, qui n'est lui-même dépassé que par le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher.

Le cas de ce dernier est spécifique, car il réunit sur son nom des partsisans de la gauche comme de la droite, et ne prétend pas, du fait de son appartenance au petit Parti libéral (FDP), à la fonction de chancelier. L'indice de sympathie des partis montre une faiblesse encore plus nette des chrétiens-démocrates : le SPD recueille 46 % d'opinions favorables contre 40 % à la CDU.

Depuis 1983, les élections locales traduisent la désaffection progressive de l'électorat vis-à-vis d'une CDU qui, pour la première fois dans l'histoire de la République fédérale, ne dirige plus aucun des gouvernements régionaux de l'Allemagne du Nord, et a perdu ainsi la majorité au Bundestag, la deuxième chambre ouest-allemande. En Bavière, la disparition de Franz Josef Strauss a notablement affaibli la CSU, qui reste le parti dominant de ce Land soucieux de préserver son identité, mais son déclin relatif prive la droite d'un apport de suffrages massifs, susceptible de compenser le poids des gros bataillons sociaux-démocrates venus du nord et des grandes villes.

Cette tendance, espère-t-on dans l'entourage du chancelier, sera plus que compensée par le renfort venu de l'Est, de la RDA où Helmut Kohl a systématiquement écarté de toute fonction ou réduit au silence ceux qui, à l'intérieur du parti, pourraient mettre en danger son pouvoir. Le ministre de la Défense, Gerhard Stoltenberg, qui passait, il y a quelques années, pour son dauphin potentiel, a souffert de la perte de son fief, le Schleswig-Holstein, à la suite de l'affaire Barschel ; M. Lothar Späth « boude » dans son Bade-Wurtemberg, depuis que le chancelier a éliminé des instances dirigeantes de la CDU pour le punir d'avoir suivi le secrétaire général du parti, M. Heiner Geissler, dans sa tentative de putsch interne pendant l'été 1989. Les « espoirs » chrétiens-démocrates comme M. Walter Wallmann, ministre président de Hesse, ou M. Rita Süsmuth, présidente du Parlement, sont loin de remplir les espérances que l'on avait placées en eux : M. Wallmann n'est pas certain de conserver le pouvoir dans un Land où la compétition est toujours très serrée, et on a pu constater les limites de l'efficacité électorale de la popularité de M. Süsmuth lors des élections régionales de Basse-Saxe, où elle avait été présentée comme le « joker » de la CDU. La notoriété de M. Carl Ludwig Wagner, ministre président de Rhénanie-Palatinat, ne dépasse guère les limites de son Land, et le successeur de Franz Josef Strauss à Munich, M. Max Streibl, limite ses ambitions à assouir en Bavière une autorité qu'il cherche à lui contester d'autres barons de la CSU, comme le ministre des finances Theo Waigel.

Un autre signe de la faiblesse structurelle de la CDU d'Helmut Kohl, c'est l'impossibilité pour ce parti de regagner du terrain et de faire émerger des personnalités susceptibles d'assurer l'alternance là où il est dans l'opposition : M. Norbert Blum va d'échec en échec en Rhénanie du Nord-Westphalie, et on a toutes les peines du monde à trouver quelqu'un qui veuille assumer la succession d'Ernst Albrecht à la tête d'une CDU désavouée en Basse-Saxe.

Le sens politique d'Helmut Kohl

Un échelon plus bas dans la vie démocratique, on constate que les sociaux-démocrates dirigent toutes les villes de plus de 200 000 habitants sauf quatre : Stuttgart, Bonn, Münster et Karlsruhe. Huit ans après son retour au pouvoir, la CDU se réduit presque exclusivement à la force qui lui confèrent la personnalité et le sens politique d'Helmut Kohl : ce n'est

pas rien, et bon nombre de ceux qui se gaussaient de la balourdise du chancelier débutant ont aujourd'hui révisé leur jugement. La présence massive du « géant noir du Palatinat » sur la scène nationale et internationale ne peut cependant masquer la perte d'influence progressive de sa famille politique et spirituelle sur la société allemande.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est que l'homme qui succédera au chancelier Kohl occupe déjà le fauteuil de ministre-président de l'un des Länder de la République fédérale : pour pouvoir aujourd'hui prétendre à la chancellerie, il faut avoir fait la preuve de sa compétence de gestionnaire et de son sens politique en conquérant, puis en administrant une portion du pays, dans le cadre des compétences très larges accordées à ces « barons provinciaux » dans le système décentralisé allemand. Or, en quantité comme en qualité, le SPD dispose d'une réserve de personnel impressionnante : si M. Oskar Lafontaine avait renoncé à sa candidature, le SPD aurait pu se rabattre sur d'autres personnalités, dont la popularité et la crédibilité sont assises : il y a Björn Engholm au Schleswig-Holstein, Walter Momper à Berlin, ou encore Gerhard Schröder à Hanovre, tous ces « petits-fils » de Willy Brandt parvenus aux tout premiers plans avant d'avoir atteint la cinquantaine.

Le fait de gouverner dans leur Land, et ainsi de ne pas moisir sur les bancs de l'opposition bonnoise, les préserve d'occuper leur énergie à se combattre les uns les autres pour arriver le premier au poteau. La « question nationale » secoue certes un SPD contraint de s'adapter au rythme d'enfer imposé par la « fuite en avant » du chancelier, mais ne met pas en réel danger la cohésion d'un parti plus que centenaire, où les affrontements internes ont toujours été durs.

La faiblesse structurelle de la CDU

En face, à la CDU, la situation est totalement différente : contesté par les barons du parti dès son arrivée au pouvoir en 1983, Helmut Kohl a systématiquement écarté de toute fonction ou réduit au silence ceux qui, à l'intérieur du parti, pourraient mettre en danger son pouvoir. Le ministre de la Défense, Gerhard Stoltenberg, qui passait, il y a quelques années, pour son dauphin potentiel, a souffert de la perte de son fief, le Schleswig-Holstein, à la suite de l'affaire Barschel ; M. Lothar Späth « boude » dans son Bade-Wurtemberg, depuis que le chancelier a éliminé des instances dirigeantes de la CDU pour le punir d'avoir suivi le secrétaire général du parti, M. Heiner Geissler, dans sa tentative de putsch interne pendant l'été 1989. Les « espoirs » chrétiens-démocrates comme M. Walter Wallmann, ministre président de Hesse, ou M. Rita Süsmuth, présidente du Parlement, sont loin de remplir les espérances que l'on avait placées en eux : M. Wallmann n'est pas certain de conserver le pouvoir dans un Land où la compétition est toujours très serrée, et on a pu constater les limites de l'efficacité électorale de la popularité de M. Süsmuth lors des élections régionales de Basse-Saxe, où elle avait été présentée comme le « joker » de la CDU. La notoriété de M. Carl Ludwig Wagner, ministre président de Rhénanie-Palatinat, ne dépasse guère les limites de son Land, et le successeur de Franz Josef Strauss à Munich, M. Max Streibl, limite ses ambitions à assouir en Bavière une autorité qu'il cherche à lui contester d'autres barons de la CSU, comme le ministre des finances Theo Waigel.

Un autre signe de la faiblesse structurelle de la CDU d'Helmut Kohl, c'est l'impossibilité pour ce parti de regagner du terrain et de faire émerger des personnalités susceptibles d'assurer l'alternance là où il est dans l'opposition : M. Norbert Blum va d'échec en échec en Rhénanie du Nord-Westphalie, et on a toutes les peines du monde à trouver quelqu'un qui veuille assumer la succession d'Ernst Albrecht à la tête d'une CDU désavouée en Basse-Saxe.

Le sens politique d'Helmut Kohl

Un échelon plus bas dans la vie démocratique, on constate que les sociaux-démocrates dirigent toutes les villes de plus de 200 000 habitants sauf quatre : Stuttgart, Bonn, Münster et Karlsruhe. Huit ans après son retour au pouvoir, la CDU se réduit presque exclusivement à la force qui lui confèrent la personnalité et le sens politique d'Helmut Kohl : ce n'est

pas rien, et bon nombre de ceux qui se gaussaient de la balourdise du chancelier débutant ont aujourd'hui révisé leur jugement. La présence massive du « géant noir du Palatinat » sur la scène nationale et internationale ne peut cependant masquer la perte d'influence progressive de sa famille politique et spirituelle sur la société allemande.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est que l'homme qui succédera au chancelier Kohl occupe déjà le fauteuil de ministre-président de l'un des Länder de la République fédérale : pour pouvoir aujourd'hui prétendre à la chancellerie, il faut avoir fait la preuve de sa compétence de gestionnaire et de son sens politique en conquérant, puis en administrant une portion du pays, dans le cadre des compétences très larges accordées à ces « barons provinciaux » dans le système décentralisé allemand. Or, en quantité comme en qualité, le SPD dispose d'une réserve de personnel impressionnante : si M. Oskar Lafontaine avait renoncé à sa candidature, le SPD aurait pu se rabattre sur d'autres personnalités, dont la popularité et la crédibilité sont assises : il y a Björn Engholm au Schleswig-Holstein, Walter Momper à Berlin, ou encore Gerhard Schröder à Hanovre, tous ces « petits-fils » de Willy Brandt parvenus aux tout premiers plans avant d'avoir atteint la cinquantaine.

Le fait de gouverner dans leur Land, et ainsi de ne pas moisir sur les bancs de l'opposition bonnoise, les préserve d'occuper leur énergie à se combattre les uns les autres pour arriver le premier au poteau. La « question nationale » secoue certes un SPD contraint de s'adapter au rythme d'enfer imposé par la « fuite en avant » du chancelier, mais ne met pas en réel danger la cohésion d'un parti plus que centenaire, où les affrontements internes ont toujours été durs.

La faiblesse structurelle de la CDU

En face, à la CDU, la situation est totalement différente : contesté par les barons du parti dès son arrivée au pouvoir en 1983, Helmut Kohl a systématiquement écarté de toute fonction ou réduit au silence ceux qui, à l'intérieur du parti, pourraient mettre en danger son pouvoir. Le ministre de la Défense, Gerhard Stoltenberg, qui passait, il y a quelques années, pour son dauphin potentiel, a souffert de la perte de son fief, le Schleswig-Holstein, à la suite de l'affaire Barschel ; M. Lothar Späth « boude » dans son Bade-Wurtemberg, depuis que le chancelier a éliminé des instances dirigeantes de la CDU pour le punir d'avoir suivi le secrétaire général du parti, M. Heiner Geissler, dans sa tentative de putsch interne pendant l'été 1989. Les « espoirs » chrétiens-démocrates comme M. Walter Wallmann, ministre président de Hesse, ou M. Rita Süsmuth, présidente du Parlement, sont loin de remplir les espérances que l'on avait placées en eux : M. Wallmann n'est pas certain de conserver le pouvoir dans un Land où la compétition est toujours très serrée, et on a pu constater les limites de l'efficacité électorale de la popularité de M. Süsmuth lors des élections régionales de Basse-Saxe, où elle avait été présentée comme le « joker » de la CDU. La notoriété de M. Carl Ludwig Wagner, ministre président de Rhénanie-Palatinat, ne dépasse guère les limites de son Land, et le successeur de Franz Josef Strauss à Munich, M. Max Streibl, limite ses ambitions à assouir en Bavière une autorité qu'il cherche à lui contester d'autres barons de la CSU, comme le ministre des finances Theo Waigel.

Un autre signe de la faiblesse structurelle de la CDU d'Helmut Kohl, c'est l'impossibilité pour ce parti de regagner du terrain et de faire émerger des personnalités susceptibles d'assurer l'alternance là où il est dans l'opposition : M. Norbert Blum va d'échec en échec en Rhénanie du Nord-Westphalie, et on a toutes les peines du monde à trouver quelqu'un qui veuille assumer la succession d'Ernst Albrecht à la tête d'une CDU désavouée en Basse-Saxe.

Le sens politique d'Helmut Kohl

Un échelon plus bas dans la vie démocratique, on constate que les sociaux-démocrates dirigent toutes les villes de plus de 200 000 habitants sauf quatre : Stuttgart, Bonn, Münster et Karlsruhe. Huit ans après son retour au pouvoir, la CDU se réduit presque exclusivement à la force qui lui confèrent la personnalité et le sens politique d'Helmut Kohl : ce n'est

pas rien, et bon nombre de ceux qui se gaussaient de la balourdise du chancelier débutant ont aujourd'hui révisé leur jugement. La présence massive du « géant noir du Palatinat » sur la scène nationale et internationale ne peut cependant masquer la perte d'influence progressive de sa famille politique et spirituelle sur la société allemande.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est que l'homme qui succédera au chancelier Kohl occupe déjà le fauteuil de ministre-président de l'un des Länder de la République fédérale : pour pouvoir aujourd'hui prétendre à la chancellerie, il faut avoir fait la preuve de sa compétence de gestionnaire et de son sens politique en conquérant, puis en administrant une portion du pays, dans le cadre des compétences très larges accordées à ces « barons provinciaux » dans le système décentralisé allemand. Or, en quantité comme en qualité, le SPD dispose d'une réserve de personnel impressionnante : si M. Oskar Lafontaine avait renoncé à sa candidature, le SPD aurait pu se rabattre sur d'autres personnalités, dont la popularité et la crédibilité sont assises : il y a Björn Engholm au Schleswig-Holstein, Walter Momper à Berlin, ou encore Gerhard Schröder à Hanovre, tous ces « petits-fils » de Willy Brandt parvenus aux tout premiers plans avant d'avoir atteint la cinquantaine.

Le fait de gouverner dans leur Land, et ainsi de ne pas moisir sur les bancs de l'opposition bonnoise, les préserve d'occuper leur énergie à se combattre les uns les autres pour arriver le premier au poteau. La « question nationale » secoue certes un SPD contraint de s'adapter au rythme d'enfer imposé par la « fuite en avant » du chancelier, mais ne met pas en réel danger la cohésion d'un parti plus que centenaire, où les affrontements internes ont toujours été durs.

La faiblesse structurelle de la CDU

En face, à la CDU, la situation est totalement différente : contesté par les barons du parti dès son arrivée au pouvoir en 1983, Helmut Kohl a systématiquement écarté de toute fonction ou réduit au silence ceux qui, à l'intérieur du parti, pourraient mettre en danger son pouvoir. Le ministre de la Défense, Gerhard Stoltenberg, qui passait, il y a quelques années, pour son dauphin potentiel, a souffert de la perte de son fief, le Schleswig-Holstein, à la suite de l'affaire Barschel ; M. Lothar Späth « boude » dans son Bade-Wurtemberg, depuis que le chancelier a éliminé des instances dirigeantes de la CDU pour le punir d'avoir suivi le secrétaire général du parti, M. Heiner Geissler, dans sa tentative de putsch interne pendant l'été 1989. Les « espoirs » chrétiens-démocrates comme M. Walter Wallmann, ministre président de Hesse, ou M. Rita Süsmuth, présidente du Parlement, sont loin de remplir les espérances que l'on avait placées en eux : M. Wallmann n'est pas certain de conserver le pouvoir dans un Land où la compétition est toujours très serrée, et on a pu constater les limites de l'efficacité électorale de la popularité de M. Süsmuth lors des élections régionales de Basse-Saxe, où elle avait été présentée comme le « joker » de la CDU. La notoriété de M. Carl Ludwig Wagner, ministre président de Rhénanie-Palatinat, ne dépasse guère les limites de son Land, et le successeur de Franz Josef Strauss à Munich, M. Max Streibl, limite ses ambitions à assouir en Bavière une autorité qu'il cherche à lui contester d'autres barons de la CSU, comme le ministre des finances Theo Waigel.

Un autre signe de la faiblesse structurelle de la CDU d'Helmut Kohl, c'est l'impossibilité pour ce parti de regagner du terrain et de faire émerger des personnalités susceptibles d'assurer l'alternance là où il est dans l'opposition : M. Norbert Blum va d'échec en échec en Rhénanie du Nord-Westphalie, et on a toutes les peines du monde à trouver quelqu'un qui veuille assumer la succession d'Ernst Albrecht à la tête d'une CDU désavouée en Basse-Saxe.

Le sens politique d'Helmut Kohl

Un échelon plus bas dans la vie démocratique, on constate que les sociaux-démocrates dirigent toutes les villes de plus de 200 000 habitants sauf quatre : Stuttgart, Bonn, Münster et Karlsruhe. Huit ans après son retour au pouvoir, la CDU se réduit presque exclusivement à la force qui lui confèrent la personnalité et le sens politique d'Helmut Kohl : ce n'est

pas rien, et bon nombre de ceux qui se gaussaient de la balourdise du chancelier débutant ont aujourd'hui révisé leur jugement. La présence massive du « géant noir du Palatinat » sur la scène nationale et internationale ne peut cependant masquer la perte d'influence progressive de sa famille politique et spirituelle sur la société allemande.

Ce qui est certain, en tout cas, c'est que l'homme qui succédera au chancelier Kohl occupe déjà le fauteuil de ministre-président de l'un des Länder de la République fédérale : pour pouvoir aujourd'hui prétendre à la chancellerie, il faut avoir fait la preuve de sa compétence de gestionnaire et de son sens politique en conquérant, puis en administrant une portion du pays, dans le cadre des compétences très larges accordées à ces « barons provinciaux » dans le système décentralisé allemand. Or, en quantité comme en qualité, le SPD dispose d'une réserve de personnel impressionnante : si M. Oskar Lafontaine avait renoncé à sa candidature, le SPD aurait pu se rabattre sur d'autres personnalités, dont la popularité et la crédibilité sont assises : il y a Björn Engholm au Schleswig-Holstein, Walter Momper à Berlin, ou encore Gerhard Schröder à Hanovre, tous ces « petits-fils » de Willy Brandt parvenus aux tout premiers plans avant d'avoir atteint la cinquantaine.

Le fait de gouverner dans leur Land, et ainsi de ne pas moisir sur les bancs de l'opposition bonnoise, les préserve d'occuper leur énergie à se combattre les uns les autres pour arriver le premier au poteau. La « question nationale » secoue certes un SPD contraint de s'adapter au rythme d'enfer imposé par la « fuite en avant » du chancelier, mais ne met pas en réel danger la cohésion d'un parti plus que centenaire, où les affrontements internes ont toujours été durs.

La faiblesse structurelle de la CDU

En face, à la CDU, la situation est totalement différente : contesté par les barons du parti dès son arrivée au pouvoir en 1983, Helmut Kohl a systématiquement écarté de toute fonction ou réduit au silence ceux qui, à l'intérieur du parti, pourraient mettre en danger son pouvoir. Le ministre de la Défense, Gerhard Stoltenberg, qui passait, il y a quelques années, pour son dauphin potentiel, a souffert de la perte de son fief, le Schleswig-Holstein, à la suite de l'affaire Barschel ; M. Lothar Späth « boude » dans son Bade-Wurtemberg, depuis que le chancelier a éliminé des instances dirigeantes de la CDU pour le punir d'avoir suivi le secrétaire général du parti, M. Heiner Geissler, dans sa tentative de putsch interne pendant l'été 1989. Les « espoirs » chrétiens-démocrates comme M. Walter Wallmann, ministre président de Hesse, ou M. Rita Süsmuth, présidente du Parlement, sont loin de remplir les espérances que l'on avait placées en eux : M. Wallmann n'est pas certain de conserver le pouvoir dans un Land où la compétition est toujours très serrée, et on a pu constater les limites de l'efficacité électorale de la popularité de M. Süsmuth lors des élections régionales de Basse-Saxe, où elle avait été présentée comme le « joker » de la CDU. La notoriété de M. Carl Ludwig Wagner, ministre président de Rhénanie-Palatinat, ne dépasse guère les limites de son Land, et le successeur de Franz Josef Strauss à Munich, M. Max Streibl, limite ses ambitions à assouir en Bavière une autorité qu'il cherche à lui contester d'autres barons de la CSU, comme le ministre des finances Theo Waigel.

Un autre signe de la faiblesse structurelle de la CDU d'Helmut Kohl, c'est l'impossibilité pour ce parti de regagner du terrain et de faire émerger des personnalités susceptibles d'assurer l'alternance là où il est dans l'opposition : M. Norbert Blum va d'échec en échec en Rhénanie du Nord-Westphalie, et on a toutes les peines du monde à trouver quelqu'un qui veuille assumer la succession d'Ernst Albrecht à la tête d'une CDU désavouée en Basse-Saxe.

Le sens politique d'Helmut Kohl

Un échelon plus bas dans la vie démocratique, on constate que les sociaux-démocrates dirigent toutes les villes de plus de 200 000 habitants sauf quatre : Stuttgart, Bonn, Münster et Karlsruhe. Huit ans après son retour au pouvoir, la CDU se réduit presque exclusivement à la force qui lui confèrent la personnalité et le sens politique d'Helmut Kohl : ce n'est

de siècle sont conscients que la période qu'ils vivent est la plus heureuse de toute l'histoire du pays, et qu'il convient d'en préserver les équilibres essentiels, démographiques, économiques et écologiques. L'unité proposée par le chancelier est considérée par beaucoup comme une aventure qui risque de marquer la fin de cette période bénie.

Le « pari lafontainien » est l'inverse du « coup de poker permanent » kohlien. Il se fonde sur la conviction que l'unité va, dans un premier temps, déstabiliser et « insécuriser » une société qui préfère la jouissance du confort bourgeois à l'exaltation de l'idée nationale. Etre social-démocrate, c'est aussi être conservateur : un paradoxe qui n'est pas pour effrayer la nouvelle génération des héritiers d'August Bebel et Karl Liebknecht.

LUC ROSENZWEIG

## Les Nouveaux Horizons

# Le Livret A en plus.

LIVRET A

Caisse d'Epargne Ecureuil

90.000 F sans impôt

## LE LIVRET A UN PLACEMENT EN TOUTE SÉCURITÉ

Vous pouvez déposer jusqu'à 90.000 F sur votre Livret A. En cumulant Livret A et CODEVI à la Caisse d'Epargne Ecureuil, vous profitez pleinement de l'exonération d'impôt. Cette exonération s'applique aux intérêts de votre épargne disponible pouvant atteindre 100.000 F.

Livret A : 90.000 F + CODEVI 10.000 F = 100.000 F à 4,5% d'intérêt.  
• en toute sécurité • sans impôt.  
Vous pouvez même dépasser le plafond de 100.000 F par la capitalisation des intérêts. Chaque foyer peut posséder deux CODEVI et chaque membre d'une même famille, son Livret A. C'est toujours un bon placement de l'Ami Financier. Sachez en profiter.



Caisse d'Epargne Ecureuil  
L'Ami Financier



## EUROPE

RDA : journée parlementaire mouvementée

## Un projet d'unification immédiate est renvoyé en commission

Le premier ministre est-allemand, M. Lothar de Maizière, était attendu lundi après-midi 18 juin à Paris, pour sa première visite en France depuis son entrée en fonction. A deux semaines de l'entrée en vigueur de l'union économique et monétaire, il a estimé dimanche que l'unification politique des deux Allemagnes supposait la négociation préalable d'un deuxième traité d'Etat interallemand, et de ne pas perdre de vue ses aspects extérieurs.

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

Célébré pour la première fois depuis la chute du régime communiste en RDA, le 17 juin - anniversaire de l'insurrection des ouvriers de Berlin-Est en 1953 - avait été conçu comme un jour de recueillement. Les députés est-allemands avaient été conviés dimanche 17 à se joindre à leurs collègues de l'Ouest pour prendre part à des offices religieux et diverses manifestations.

Le chancelier Helmut Kohl a profité de l'occasion pour s'entretenir avec M. de Maizière. Les choses vont vite en RDA : il ne se passe pas de semaine sans que le Parlement - la Volkskammer - n'adopte au pas de charge un paquet de lois empruntées de la législation ouest-allemande pour se préparer à l'union économique et monétaire du 1<sup>er</sup> juillet. Une séance exceptionnelle avait été convoquée dimanche après-midi pour adopter une importante loi sur le devenir des entreprises d'Etat et les privatisations. Le chancelier Kohl avait été invité en compagnie de plusieurs de ses ministres et du chef de l'opposition ouest-allemande, M. Hans Jochen Vogel (SPD), à venir pour la première fois assister au banc des visiteurs.

Cette séance aurait pu n'être que de routine. Mais, en ce 17 juin symbolique, furieux du rythme auquel les conservateurs de RFA entraînent la RDA sur la voie de la réunification, quelques députés de l'Alliance 90, qui représente les formations ayant dirigé les premières manifestations d'octobre dernier contre le régime communiste, avaient décidé de placer le Parlement au pied du mur. A la surprise générale, M. Wolfgang Ullmann, vice-président de la Chambre, faisait savoir avant le début de la séance, qu'il souhaitait déposer une résolution demandant

l'application immédiate de l'article 23 de la loi fondamentale ouest-allemande, qui prévoit la possibilité pour toute autre partie de l'Allemagne de se rattacher à tout moment à la RFA.

Cette démarche a embarrassé les dirigeants de la coalition dont aucun ne pouvait voter purement et simplement contre. Plusieurs députés chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates voulurent alors réunir d'urgence les groupes parlementaires pour imposer une marche à suivre. Pour couper l'herbe sous le pied de l'opposition, il fut finalement décidé de débattre publiquement de la proposition puis de la renvoyer pour examen en commission.

Attendre la fin 1992

L'initiative des députés de l'«Alliance 90» a eu au moins le mérite de forcer tout le monde à prendre position dans le débat sur l'allure à laquelle doit être menée l'unification. Pressé par les Allemands de l'Ouest, le groupe parlementaire chrétien-démocrate avait pris position la semaine dernière en faveur de l'élection d'un Parlement panallemand en décembre. Cette décision avait déclenché une véritable pluie de déclarations discordantes dans les rangs du gouvernement.

Le ministre des affaires étrangères, le social-démocrate Markus Meckel, ne veut pas entendre parler d'élections avant l'année prochaine. Le ministre de la défense, M. Rainer Eppelmann, dont le Renouveau démocratique fait partie de l'Alliance conservatrice, avait estimé la semaine dernière qu'il serait préférable d'attendre la fin de 1992 pour ne pas gêner le processus d'intégration européenne.

Devant un chancelier Kohl et un président du SPD particulièrement attentifs, M. Lothar de Maizière fut prié par les ex-communistes de s'expliquer. Le premier ministre avait donné l'impression, ces derniers jours, d'être moins pressé qu'une partie de ses propres troupes à fixer les échéances. Il a rappelé qu'il était, sur le fond, d'accord pour que la réunification se fasse sur la base de l'article 23, mais en posant une certaine norme de précaution. Enfin, à quelques jours de la conférence «2+4» à Berlin-Est, M. de Maizière a insisté sur la nécessité de «lier soigneusement et de manière psychologique acceptable les aspects internes et externes de l'unification allemande».

HENRI DE BRESSON

## Berlin et Bonn ont signé un accord sur la restitution des biens confisqués sous le régime communiste

BERLIN-EST

de notre envoyé spécial

L'un des principaux points de litige entre la RFA et la RDA a été, ces derniers mois, le sort des biens confisqués à tous ceux qui ont quitté l'Allemagne de l'Est après la guerre en raison du régime communiste. Pendant la campagne électorale, les ex-communistes et les petites formations issues de la révolution de l'automne avaient largement misé sur la hantise des locataires ou des agriculteurs de se voir brutalement jetés à la rue par d'anciens propriétaires, ou prétendus tels, surgis de préférence en Mercedes d'on ne sait où en RFA pour exiger leurs biens.

Des négociations entre les deux gouvernements ont abouti, vendredi 15 juin, à une déclaration commune dont le principe donne satisfaction aux Allemands de l'Ouest : tout bien exproprié doit

être rendu à ses anciens propriétaires ou à leurs héritiers. Néanmoins les Allemands de l'Est ont obtenu un certain nombre de garanties. Si le bien en question a été vendu à un tiers entre-temps, ou si l'occupant peut faire valoir un «droit d'usage», l'ancien propriétaire devra se contenter d'un dédommagement. Les anciens propriétaires pourront récupérer les immeubles gérés par les administrations communales créées à cet effet sous l'ancien régime communiste, qui vont être dissoutes.

Des litiges en perspective

Ces précautions ne seront sans doute pas suffisantes pour empêcher des litiges sans fin. Bien des points restent flous. Les contrats de location existants à l'heure actuelle sont souvent peu précis, spécialement en matière de commerces. Pour ce qui est des entreprises, l'accord prévoit que les anciens propriétaires pourront faire valoir leurs droits, et que les tribunaux décideront de ce à quoi ils pourront prétendre en fonction de «l'évolution de la valeur».

Les seuls biens exclus de l'accord sont ceux expropriés entre 1945 et 1949 sous la responsabilité des Soviétiques. Cela concerne un certain nombre de grandes entreprises nationalisées à l'époque, mais aussi la réforme agraire, qui avait conduit à l'expropriation de tous les domaines de plus de 100 hectares. Le gouvernement ouest-allemand a cependant tenu à octroyer le droit de réexaminer ce point à un Parlement allemand réuni.

H. de B.

MOSCOU

de notre correspondant

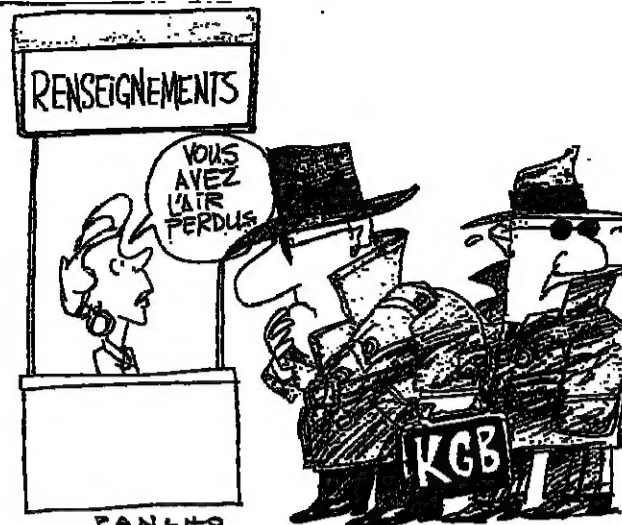
Soudain, dans cette assemblée où il ne se disait rien de bien inattendu, il y eut un grand frémissement. De la tribune on venait en effet d'annoncer, samedi 16 juin, qu'un général du KGB s'était invité et allait parler, à visage découvert, des activités de son organisation, non pas dans le passé, mais aujourd'hui.

Montés à Moscou pour se préparer au XXVIII<sup>e</sup> congrès du parti qui s'ouvre dans deux semaines, les réformateurs du courant plate-forme démocratique espéraient donc apprendre si, oui ou non, leur salle de bain était «sonorisée». Après tout, le problème est obsédant mais ce n'est pas de plomberie mais de la «démoralisation» du KGB que voulait parler le général Kalouguine.

Sans cesse, ce mot revenait dans sa bouche, et cet ancien patron du contre-espionnage soviétique a donné en quelques phrases, la mesure d'une débauche qu'il vit comme un drame professionnel. Pendant soixante-dix ans, a-t-il expliqué en substance, on a appris aux «guébiistes» à lutter contre «les impérialistes, les trotskistes, les sociaux-démocrates» les ennemis. Et voilà qu'aujourd'hui les ennemis n'en sont plus, qu'ils sont même parfois devenus des amis et cela en moins d'une demi-décennie.

On s'y perdrait à moins et les «guébiistes» sont effectivement

## Le KGB n'a plus le moral...



perdus, a poursuivi le général, car s'ils savent comment «expédier en hôpital psychiatrique des adeptes de Khrushchev, ils ne savent ni prévoir ni maîtriser les événements sérieux». «Où était le KGB, s'est-il ainsi exclamé sous les applaudissements, pendant les violences inter-ethniques de Soumgaït, Bakou, Fergana, Frounze...»

La réponse à cette question tout le monde la connaît : sous la table pour la simple raison que l'énorme machine à broyer les dissidents ne sait tout simplement pas faire face à l'apparition, aux quatre coins du pays, de dizaines de milliers d'hommes et de mouvements nouveaux. Il n'y

a pas de dossiers et l'on ne sait pas quoi faire avec des opposants notoires auxquels la télévision donne la parole depuis qu'ils sont députés. Alors quand deux républiques, comme dans le Caucase, commencent à se faire la guerre ou que trois républiques basculent d'un coup dans la sécession...

Est-ce à dire pour autant que le KGB ne serait aujourd'hui plus qu'un innocent vestige du passé ? Pas le moins du monde, répond le général Kalouguine, qui en a démissionné il y a trois mois, car «cette organisation, dit-il, a pénétré tous les pores de notre organisme social et s'im-

pose, à la demande et au su du Parti, dans toutes les affaires de la vie étatique, sociale, économique, culturelle, scientifique, sportive, religieuse». En somme non seulement les «guébiistes» sont partout mais ils sont, en plus, totalement inefficaces quand l'Etat a vraiment besoin d'eux. Petit, trapu, extrêmement rapide et vaguement neurasthénique, ce général évoque beaucoup plus le «Smiley» de John Le Carré qu'un quelconque James Bond. Il voudrait que ça marche et après avoir passé douze ans aux Etats-Unis sous diverses couvertures «professionnellement parlant, mes meilleures années», dit-il dans un sourire gourmand, il a écrit, il y a trois ans, à M. Gorbatchev pour lui proposer... le modèle américain.

Il faudrait, pense-t-il, séparer le renseignement intérieur des services d'espionnage, rattacher le premier au gouvernement, le second à la présidence et placer les gardes-frontières sous l'autorité des douanes. Seulement voilà, après avoir favorablement noté sa lettre, M. Gorbatchev n'a encore rien fait et le général a fini par désespérer de faire bouger les choses de l'intérieur.

Le voilà dehors, faisant du scandale et héros de la presse réformatrice, car ce sont les journalistes soviétiques, beaucoup plus encore que les correspondants étrangers, qui ont fait le piétiner lorsqu'il a quitté la tribune. Cela s'appelle prendre date.

B. G.

## De bonnes nouvelles pour M. Gorbatchev...

Suite de la première page

La redéfinition de l'Union sera en marche, la réforme économique aura été engagée et le problème du parti sera beaucoup moins brûlant pour la simple raison que ce parti aura encore beaucoup perdu de son poids dans la réalité soviétique.

Quant à l'autre aile - la droite conservatrice qu'on n'ose plus même qualifier d'«orthodoxe» tant la notion d'orthodoxie est devenue abstraite - elle paraît bien avoir choisi aussi de faire le gros dos. Elle aussi avait rêvé d'un regroupement de troupes, d'un coup de force au congrès et placé, pour sa part, tous ses

espoirs dans la constitution d'un parti russe jusqu'alors confondu dans le parti soviétique.

Les conservateurs étaient si certains de pouvoir réaliser à leur profit que le premier secrétaire de Leningrad, M. Guidaspov, était carrément entré en dissidence en organisant de lui-même, contre les décisions du comité central, deux conférences de préparation à la fondation de ce parti. Toutes deux ont été cependant de tels «flops» qu'il vient de se recueillir par le biais d'une interview à la Pravda. M. Guidaspov a dû recommander sa défaite car cette masse de l'appareil, sur laquelle il comptait,

n'a pas eu le courage de suivre les enrégimés de la réaction sur la voie de l'épreuve de force.

Sentant bien que le vent ne leur est pas favorable et refoulant leur haine, la masse des bureaucrates préfèrent cent fois ménager le seul homme qui puisse leur assurer une mise à la retraite tranquille : M. Gorbatchev. C'est que leur hantise n'est déjà plus tant de perdre le pouvoir (c'est virtuellement fait) que de perdre leur appartement et d'avoir à rendre des comptes. Considérablement avivée depuis le basculement de l'Europe centrale, cette peur exerce également un effet stabilisateur, et c'est pour cela qu'après avoir longtemps tergiversé M. Gorbatchev ouvrira, mardi 19 juin, sans appréhension majeure, une conférence des communistes de Russie qui, officiellement cette fois-ci, jettera les bases du parti russe.

Les conservateurs - M. Ligatchev l'a déjà annoncé - vont se battre. On

les entendra, et très fort, mais leur intérêt à eux non plus n'est pas de précipiter une rupture qu'ils seraient aujourd'hui peu à vouloir opter. Une fois de plus, les compromis deviennent s'imposer et permettent au parti de mourir, sans trop de bruit, d'angoisse galopante, plutôt que d'imposer au président soviétique des choix auxquels il a toujours préféré les faits accomplis.

Et d'ici au 2 juillet, l'évolution de la crise balte aura, de surcroît, privé les conservateurs du cheval qu'ils comptaient enfourcher. On va en effet négocier, pour la bonne raison qu'il serait hautement improbable que le Parlement lituanien n'approuve pas cette semaine la proposition de gouvernement de la République de «déclarer un moratoire temporaire de l'acte d'indépendance pendant la période de négociation avec l'Union soviétique».

BERNARD GUETTA

ROUMANIE : manifestation place de l'université à Bucarest

## Les «golans» sont de retour

Le gouvernement roumain a promis, dans un communiqué diffusé samedi 16 juin, d'ouvrir une enquête sur les violences commises par les mineurs et déclaré que les personnes responsables d'actions antigouvernementales le 13 juin seraient traduites en justice. A Timisoara, une manifestation commémorant le soulèvement de décembre dernier a réuni plusieurs milliers de personnes sans incident, tandis qu'à Bucarest la population reprenait subitement possession de la place de l'université.

BUCAREST

de notre envoyé spécial

Ils n'étaient pas nombreux - une vingtaine au début, quelques centaines un peu plus tard. Ils n'ont pas occupé la place longtemps - juste quelques heures. Mais le fait est là : dimanche 17 juin à 20 h 30, la place de l'Université à Bucarest a été de nouveau sous le contrôle des golans, («vovous»), qui ont crié, notamment, des slogans anticomunistes, demandé la libération sans condition de quelque mille personnes emprisonnées ces derniers jours et se sont donné rendez-vous pour lundi en fin d'après-midi.

Alors que l'opposition pensait ses places après le raid ravageur des mineurs sur la ville, que de nombreux leaders étudiants songeaient à demander l'asile politique à l'étranger, que beaucoup de Bucarestois continuaient à se cacher chez eux, craignant un retour des «guelles noires», une poignée d'irréductibles a donc, non sans courage, réussi à soulever la chape qui était tombée sur Bucarest.

Beaucoup de curieux, en général

des sympathisants, les ont alors rejoints pendant quelques heures, et la place a retrouvé son allure sabbatique de forum ininterrompu. D'où la conclusion toute simple que les autorités auraient pu tirer avant le 13 juin et éviter ainsi le terrible gâchis de cette dernière semaine : dans ce pays latin où la parole, bâillonnée pendant quarante ans, compte tant, ce forum est sans doute nécessaire car il sert d'écoute à tous ceux qui n'ont pas accepté le verdict des élections, ne font pas confiance aux partis d'opposition officiels et rêvent encore d'une révolution à la tchécoslovaque.

Interrogations sur l'armée

Présentes pourtant aux alentours de la place, les forces de l'ordre, constituées de plusieurs centaines de soldats et de quelques policiers, ne sont intervenues à aucun moment et ont même été applaudies lorsque, vers 23 heures, elles ont quitté les lieux. Ce qui confirme peut-être que les autorités roumaines, conscientes de l'image déplorable qu'elles ont donnée à l'étranger ces derniers jours, tentent maintenant de montrer un visage plus avenant.

Il faut interpréter ainsi les gages donnés aux leaders des partis d'opposition concernant leur sécurité, mais aussi l'annonce que des poursuites judiciaires pourraient être lancées contre certains mineurs coupables de violences - bien qu'on voie mal des policiers venir arrêter des mineurs dans leur fief... Dès l'ouverture de la session parlementaire, lundi 18 juin, les députés et sénateurs de l'opposition devraient demander la mise sur pied d'une commission d'enquête parlementaire appelée à faire toute la lumière sur les événements des 13, 14 et 15 juin.

Pourrait-elle déterminer quel a été exactement le rôle de l'armée dans ces journées tragiques ? L'attitude, bienveillante, des forces de l'ordre dimanche soir place de l'Université, de nouveau, à l'interrogation sur les rapports entre M. Ion Iliescu et son armée. Le président de la République a-t-il fait appel aux mineurs parce qu'il n'était pas sûr des militaires ? S'il a aujourd'hui les arguments nécessaires pour épurer l'armée de ses éléments les plus «contestataires», en a-t-il les moyens ? Quel est le poids exact du ministre de la défense, le général Victor Stanculescu, dans la nébuleuse qui entoure le président de la République ?

Il est quand même étonnant d'entendre le capitaine Mihai Lupoi, ancien ministre du tourisme et qui apparaît comme un des éléments les plus contestataires de l'armée, déclarer aux journalistes qu'il n'était pas exclu qu'il quitte la Roumanie mais qu'en attendant, craignant sans doute pour sa sécurité, il s'était mis «sous la protection de l'armée». Qui gouverne à Bucarest ?

JOSÉ-ALAIN FALON

■ PAYS-BAS : arrestation de deux membres présumés de l'IRA. Deux personnes soupçonnées d'appartenir à l'Armée républicaine irlandaise (IRA) ont été arrêtées samedi 16 juin par les policiers belges et néerlandais, des deux côtés de la frontière, dans les environs de Meerle (Belgique). Il s'agit d'une jeune femme de vingt-cinq ans, Donna Maguire, déjà recherchée en RFA pour homicide, tentative d'homicide et attentat à l'explosif, et d'un homme, dont l'identité et les antécédents n'ont pas été rendus publics. Un troisième membre présumé de l'IRA est parvenu à prendre la fuite. (Corresp.)

POLOGNE

## M. Mazowiecki gagne le soutien des comités civiques

Le premier ministre polonais, M. Tadeusz Mazowiecki, a marqué un point, dimanche 17 juin, dans le différend qu'il oppose au président de Solidarité, M. Lech Walesa, en obtenant des comités civiques de Solidarité qu'ils désobéissent à une éventuelle transformation en un parti de soutien au gouvernement.

Les représentants des comités civiques, organisation fondée l'an dernier sous l'impulsion de M. Walesa pour remporter les élections législatives de juin 1989, ont accepté une proposition de M. Mazowiecki de se réunir le 1<sup>er</sup> juillet pour discuter de la mise en place d'une fédération nationale, qui disposerait de ses propres structures et de son programme politique. «Le mouvement peut et doit devenir la force de base d'une grande alliance polonaise pour la démocratie», a déclaré le premier ministre.

Cette «alliance pour la démocratie» pourrait être le pendant de l'Union du centre, lancée il y a quelques semaines par l'entourage de M. Walesa pour appuyer sa candidature à la présidence de la République.

De son côté, M. Walesa a obtenu samedi des producteurs laitiers mécontents la levée de barrières routières vers Varsovie et Gdansk. (Reuters, AFP, UPI)

■ POLOGNE : deux visites du pape en 1991. - Le pape Jean-Paul II se rendra deux fois dans son pays natal l'an prochain, a annoncé samedi 16 juin l'épiscopat polonais. Outre un quatrième pèlerinage en juin 1991, il reviendra les 14 et 15 août à Czeszowa. (AFP, UPI)

Centre formation professionnelle avocats.  
**C.F.P.A.**  
Préparation intensive  
27 août au 22 septembre  
80 % à 90 % DE REÇUS  
chaque année  
**CEPES**  
32, rue Charrier-Laffay, 92200 Neuilly  
Tél : 47-45-09-19 ou 47-22-94-94.



Devant les responsables du Parti socialiste

## M. Rocard demande que son action contre les inégalités soit jugée au terme de la législature

M. Michel Rocard a prononcé, dimanche 17 juin à Paris, le discours de clôture des « rencontres socialistes » consacrées aux inégalités sociales. Le premier ministre a énoncé « vingt critères » sur lesquels il demande à être jugé lors des élections législatives de 1993.

M. Michel Rocard, dans le discours qu'il a prononcé, a reconnu l'existence d'un « malaise répandu dans la société française », malaise résultant, a-t-il dit, d'un sentiment d'accroissement des inégalités. « Il ne doit pas y avoir, à ce sujet, de conflit entre nous », a souligné le premier ministre, car il y a « pas d'un côté, des socialistes au cœur sec et de l'autre des socialistes redistributeurs. Il ne peut pas y avoir de conflit entre nous, parce que c'est le propre des socialistes de conjuguer le souci de la juste répartition avec le sens des responsabilités ».

« Comme militant socialiste, a continué M. Rocard, je trouve inacceptable les bas salaires, excessive la spéculation, immoral l'enrichissement sans cause, intolérable le chômage de longue durée, condamnables les attaques con-

tre notre système de protection sociale. Comme responsable du gouvernement de la France, je travaille quotidiennement à faire le maximum pour la justice sociale et pour la prospérité collective du pays ».

Le débat entre les socialistes, qui s'est développé au cours des derniers mois, doit, selon le premier ministre, « permettre de dépasser l'étape de la confrontation des sensibilités pour parvenir à celle où s'impose la cohésion dans l'action : voilà, a-t-il affirmé, ce que doit être la nouvelle étape sociale ». M. Rocard a souligné que « l'impitance est grande, alors même que les marges de manœuvre impliquent un mouvement progressif ». Il s'agit, a-t-il expliqué, de « réduire les inégalités devant la loi, l'éducation, le logement, la santé, l'emploi », car, « aujourd'hui, l'inégalité ne se résume plus (...) à l'opposition des « petits » et des « gros ». En outre, « la lutte contre les inégalités est, dans une large mesure, un enjeu pour les collectivités décentralisées, pour les mouvements associatifs, pour les partenaires sociaux », a-t-il dit, en indiquant qu'« un excès d'intervention étatique, à comme ailleurs, peut bloquer les initiatives et aller, finalement, à l'encontre du but poursuivi ». « Soyons assez audacieux pour engager toutes les

réformes conduisant à plus d'équité », a lancé M. Rocard, mais soyons assez unis pour défendre ensemble le travail accompli ».

Le premier ministre estime qu'« il n'est pas trop d'une législature » pour voir les résultats de l'œuvre entreprise. Il a proposé « vingt critères contre les inégalités » pour mesurer, « à l'heure du bilan, dans trois ans », le chemin qui aura été parcouru. Ces critères sont :

- pour l'emploi : le recul du chômage, la croissance de l'emploi, la baisse de la précarité, la sécurité au travail, la formation permanente, le renouveau du service public ;
- pour la solidarité : les progrès de l'insertion, le recul du chômage de longue durée, la lutte contre le chômage des jeunes, le nombre d'emplois protégés pour les handicapés ;
- pour la « lutte contre les fatalités sociales » : le recul de l'échec scolaire, l'accès à l'enseignement supérieur, la réhabilitation des logements sociaux, les places de garde d'enfants, l'accès aux bibliothèques publiques ;
- pour le « partage » : les conditions du partage en trois tiers (investissement, création d'emplois, salaire), la protection de l'épargne

populaire, l'amélioration de l'habitat ; — pour les salaires : la carrière des basses qualifications, le pouvoir d'achat des salariés.

« Ne parlons pas de nouvelle étape sociale comme si tout était fait », a déclaré M. Rocard, « nous ne voulons pas nous suicider électoralement ». Il a indiqué que, en matière fiscale, le rapport de M. François Hollande contient « des idées excellentes » et qu'il avait demandé à M. Pierre Bérégovoy que « tout cela soit pris en considération ».

De même, M. Rocard a demandé à M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, de lui « proposer rapidement un calendrier » pour la mise en œuvre de la retenue à la source. Le projet de contribution sociale de solidarité sur les revenus sera soumis au conseil des ministres, a-t-il précisé, « au cours du mois de juillet ».

Enfin, au sujet des salaires, le premier ministre a affirmé qu'il fera « preuve de la plus grande vigilance pour éviter tout enlisement », mais il a rappelé qu'il avait « donné deux ans aux partenaires sociaux pour réussir ». S'il n'entend pas se priver de « les inciter à aller plus vite », M. Rocard ne commenta pas « l'erreur impardonnable de faire avancer les processus en en brusquant la gestation ».

comme un transfert de financement de la Sécurité sociale et ceux qui y voient un impôt sur le revenu. « Le premier ministre a défini un cadre, a-t-il dit, nous le remplir », commentait M. Mauroy, toujours optimiste.

En dépit des efforts du premier ministre pour redonner corps et foi au PS, celui-ci n'échappe pas au vau-lavé à l'âme. Outre les courants, dont aucun, dirait-on, ne se sent vraiment chez lui rue de Solferino, d'autres causes conspiraient à nuire au parti majoritaire. Face à l'extrême droite, le thème du « front républicain », que les dirigeants socialistes résistent avec vigueur, bien qu'il ait joué en leur faveur à Villeurbanne, donne à penser qu'ils n'ont pas le monopole de la défense des valeurs morales par la montée du Front national. La stratégie électorale tend aussi à leur échapper, le « rassemblement de la gauche » apparaissant comme une réponse pour le moins partielle et aléatoire, et la France unie comme un objet non identifié, à géométrie variable, qui pourrait émietter irrésistiblement le moment venu, sur le terrain du PS.

Le repli précipité sur la « classe moyenne », dont la direction du PS se proclame le représentant attitré, s'accompagne d'une dévalorisation déplaçante et présomptueuse des efforts à mener en direction des deux millions et demi de chômeurs et de tous ceux qui, travaillant et salariés, sont, au bas de l'échelle, menacés de marginalisation. Les socialistes — y compris le plus illustre d'entre eux — ont encore à faire pour trouver ou retrouver leurs marques. M. Rocard est intraitable : ils ne le feront pas à ses dépens.

PATRICK JARREAU

## Nouvelle étape sociale ou nouvelle étape économique

Le débat sur la « nouvelle étape sociale » souhaitée depuis l'an dernier par les socialistes avait fait les frais de l'affrontement entre les courants du parti au congrès de Rennes en mars dernier. Dimanche 17 juin, les dirigeants et les cadres du PS se sont retrouvés à la Maison de la chimie, à Paris, pour discuter du bilan et de leurs attentes en matière sociale.

M. Gérard Collomb, proche de M. Pierre Mauroy, chargé d'organiser ces « rencontres socialistes », les a ouvertes avec le maximum de diplomatie. « Il était normal, a-t-il expliqué, que le gouvernement concentre, dans un premier temps, tous ses efforts sur la lutte contre les exclusions qu'avait fait naître la crise. (...) Aujourd'hui, cependant, il nous faut aller plus loin. C'est que l'attente sociale dépasse, et de loin, les seuls rangs de ceux qui ont eu le plus à souffrir de la crise ».

Les différents « forums » ont permis aux participants de faire le point sur les actions en cours, autant que de préciser celles

qu'ils voudraient voir entreprises. La discussion sur les inégalités de revenu et de patrimoine a porté sur les « marges de manœuvre ». L'idée d'une « autre politique » n'était pas entièrement écartée. M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, se demandant si, plutôt que de nouvelle étape sociale, il ne faudrait pas parler de nouvelle étape économique.

M. Pierre Bérégovoy, présent dans la salle, n'a rien dit. L'un de ses conseillers, M. André Gauron, s'est borné à souligner que, pour ce qui est du chômage, « nous ne sommes pas encore sortis de la crise », et à placer le débat sur la contribution sociale de solidarité sous l'alternative : diminuer les prélèvements obligatoires ou augmenter les impôts. Le Quai de Bercy était prudent. M. Lionel Stoleru, secrétaire d'Etat au plan, s'est estimé plus libre de ses propos parmi les socialistes, lui qui n'est pas, a rappelé, que si la justice est souhaitable, l'Europe, elle, est réelle, et qu'un certain

François Mitterrand a tout fait pour cela...

Coincé entre la rigueur inflexible des défenseurs du « franc fort » et l'ironie de M. Dominique Kessler, proche de M. Strauss-Kahn, qui a qualifié de « petites cuillères pour vider l'océan » les mesures fiscales possibles sur les patrimoines et les plus-values, M. François Hollande s'est défendu comme un beau diable. Premièrement, a-t-il observé, si un rapport — tel que le sien — sur l'imposition des patrimoines et des plus-values n'aurait pas les boursiers, ce serait à désespérer. Deuxièmement, la menuiserie argenterie peut avoir une valeur symbolique inestimable. « Les 5 milliards de francs de l'impôt sur les grandes fortunes nous ont donné une bonne conscience fiscale pour longtemps », a rappelé le député de la Corse.

M. Michel Rocard devait indiquer, dans son discours de conclusion, qu'il avait demandé à M. Bérégovoy de prendre « tout cela » en considération.

P. J.

Les élections partielles

## L'érosion du PS se confirme malgré sa victoire à Villeurbanne

« Villeurbanne, c'est l'anti-Dreux », a commenté au soir du second tour de l'élection cantonale partielle de Villeurbanne-Sud le maire socialiste de la ville. M. René Chabroux. « Villeurbanne sera Dreux demain », a, pour sa part, prédit M. Pierre Vial, candidat du FN.

Dreux devenue référence obligée des commentateurs électoraux depuis qu'en septembre 1983 la droite parlementaire avait conclu une alliance municipale avec le FN ; Dreux et sa circonscription qui ont élu, le 3 décembre 1989, le seul député l'épéniste, M. Marie-France Stirbois, face au candidat de droite qui avait pourtant bénéficié d'un vote républicain « anti-Front national ».

Dreux ou pas Dreux, Villeurbanne a en tout le cas illustré une fois de plus le dilemme d'une droite partagée sur l'interprétation à donner au « ni le PS ni le FN » :

au CNL, suivi par l'UDF, M. Alain Griotteray a choisi le FN ; au RPR, M. Michel Noir a prôné l'abstention, la direction du mouvement le non-choix, le candidat lui-même le vote blanc. M. Alain Carignon préférant le soutien à la candidate du PS, comme l'aurait fait le centriste Bernard Stasi s'il avait eu à voter... Bref, la droite a donné l'image du désordre, ce qui

est suffisant pour faire dire à l'extrême droite qu'elle est « la seule force d'opposition crédible », au moins à Villeurbanne.

La droite était unie dans le canton de Villeurbanne-Sud. Divisée à Allauch, elle est devancée par la liste FN, qui devient la seconde force dans une commune qui reste à gauche.

Le FN, loin de connaître un coup d'arrêt à sa progression, continue d'engranger des gains modestes : + 1 point dans un canton de l'Eure, + 0,76 à Vierzou.

La droite conserve le canton d'Amance (Haute-Saône) que menaçait de lui ravir le PS. En revanche, elle échoue à Alzon (Gard), où l'électorat socialiste s'effrite. La même observation d'une érosion de la gauche, conduite par le PS, s'impose pour les municipales partielles de Lège-Cap-Ferret (Gironde), où le FN soutenait la liste du maire sortant UDF-PR, et de La Ferté-Saint-Aubin (Loiret).

Ces revers sont certes compensés à Allauch. Reste que le résultat de Vierzou met à mal le choix de la direction nationale du PS de rester fidèle à l'union de la gauche : le socialiste dissident frôle le succès dès le premier tour.

ANNE CHAUSSEBOURG

## Quatre cantonales partielles

EURE : canton d'Andreville-la-Campagne (1<sup>er</sup> tour).

Inscr. 9 324 ; vot. 3 875 ; abst. 58,44 % ; suffr. expr. 3 752. M. Christian Lemaire, div. d., m. de Tourville, 1 477 voix (39,36 %) ; Daniel Leho, PS, m. de Thuit-Signol, 1 217 (32,43 %) ; Gérard-André Delacroix, FN, 441 (11,75 %) ; Joël Léost, Verts, 423 (11,27 %) ; Didier Pannier, PC, 194 (5,17 %). Il y a ballottage.

[Par rapport à son prédécesseur divers droite, Jean Schneider (RPR), réélu, a reculé de 12,96 points de pourcentage, tandis que le PS progresse de 7,78 points. Le gain est équivalent à la perte du PC, soit 7,09 points. Le FN confirme son implantation en gagnant un point et les Verts, qui n'avaient pas eu lieu il y a cinq ans, sont crédités de 11,27 % des voix.]

Jean Schneider avait été réélu au premier tour des cantonales de mars 1985, avec 2 943 voix (52,32 %), contre 1 387 (24,65 %) à M. Alvarez, PS, 690 (12,26 %) à M. Rivart, PC, et 416 (7,5 %) à M. Delfo, croisé, FN. Il y avait eu 5 625 suffrages exprimés et 5 882 votants (soit 32,99 % d'abstention), sur 8 778 inscrits.]

GARD : canton d'Alzon (2<sup>e</sup> tour). Inscr. 884 ; vot. 666 ; abst. 24,66 % ; suffr. expr. 644. M. Jean-Claude Roustant, PS, 352 voix (54,5 %), ELU ; Hubert Brun, div. d., 1<sup>er</sup> adjoint au maire d'Alzon, 312 (48,44 %).

[Il s'agissait de remplacer Marcel Rouquette (PS) 75, conseiller pédestre, élu depuis quarante ans et maire du chef-lieu, est décédé le 9 avril dernier.]

En premier tour, les résultats avaient été les suivants : Inscr. 884 ; vot. 581 ; abst. 34,27 % ; suffr. expr. 565. M. Jean-Claude Roustant, 275 voix (48,67 %) ; Hubert Brun, 225 (39,82 %) ; Roger Colasché, PC, 29 (5,13 %) ; Jacques Brun, div. d., 24 (4,24 %) ; Alfred Perution, FN, 12 (2,12 %).

Marcel Rouquette avait été réélu au premier tour des élections cantonales de mars 1985 par 398 voix (57,51 %), contre 108 (15,60 %) à M. Jean-Paul Bourquet, div. d., 86 (12,42 %) à M. Michel Baptiste, UDF-CDS, 36 (5,20 %) à M. Roger Colasché, PC, 35 (5,05 %) à M. Jacques Sigislian, FN et 29 (4,19 %) à M. Paul Dierval, MRG, sur 946 inscrits, 715 votants (soit 24,41 % d'abstention) et 692 suffrages exprimés.]

RHÔNE : canton de Villeurbanne-Sud (2<sup>e</sup> tour). Inscr. 20 550 ; vot. 8 018 ; abst. 60,98 % ; suffr. expr. 7 530. M. Nathalie Gautier, PS, adj. au m., 4 766 voix (63,29 %) ; ELUE ; M. Pierre Vial, FN, cons. mun., 2 764 (36,70 %).

[La dramatisation et les positions divergentes de l'opposition, qui ont suivi le premier tour, ont incontestablement joué en faveur du PS. Ce dernier conserve ainsi le siège détenu depuis 1979 par M. Jean-Jack Queyranne qui, député et maire de Bron, l'a abandonné pour respecter la loi limitant le cumul des mandats. Toutes élections confondues, le PS obtient, en pourcentage, dans ce canton, son meilleur résultat depuis l'arrivée, en 1977, de Charles Heru à la mairie de Villeurbanne.]

La candidate du PS, M. Nathalie Gautier, est la principale bénéfici-

taire de l'augmentation (+ 13,46 points de pourcentage) du nombre des votants. Les consignes données en faveur de l'abstention, notamment par le maire RPR de Lyon, M. Michel Noir, ont été peu suivies. La proportion de bulletins blancs ou nuls est passée, du premier au second tour, de 1,48 % (soit 78 bulletins) à 6,08 % (soit 488 bulletins) du nombre des votants, alors que M. Arnoux, candidat de l'union de la droite éliminé au premier tour, qui avait recueilli 17,20 % des voix, avait finalement recommandé le vote blanc.

Le candidat du Front national, M. Vial, qui avait reçu le soutien du CNL, recueille 1 354 voix de plus qu'au premier tour, soit une progression de 9,05 points, due pour une bonne part au report sur son nom de voix RPR-UDF. L'ancien cofondateur du GRECE peut ainsi s'estimer satisfait d'avoir contribué, à son niveau, à la banalisation du vote en faveur du parti de M. Le Pen.

Les résultats du premier tour ont été les suivants : Inscr. 20 549 ; vot. 8 251 ; abst. 74,44 % ; suffr. expr. 5 173. M. Nathalie Gautier, 1 904 voix (36,81 %) ; MM. Pierre Vial, 1 410 (27,65 %) ; Christian Arnoux, RPR, cons. mun., 890 (17,20 %) ; Pierre Grange, PC, adj. au m., 451 (8,71 %) ; Pierre Dutey, Verts, cons. mun., 421 (8,13 %) ; Gilles Rozet, UDF-CDS diss., 79 (1,52 %) ; André Villame, POE, 18 (0,34 %).

M. Jean-Jack Queyranne l'avait emporté au second tour des cantonales de mars 1985 par 5 907 voix (51,69 %), contre 5 518 (48,28 %) à M. Michel Richeley, CNL, et 2 (0,01 %) à M. Berthemy, FN. Il y avait eu 11 427 suffrages exprimés et 11 736 votants (soit 41,71 % d'abstention), sur 20 135 inscrits.]

HAUTE-SAÛNE : canton d'Amance (2<sup>e</sup> tour). Inscr. 3 464 ; vot. 2 586 ; abst. 25,33 % ; suffr. expr. 2 482. M. Guy Philipponet, RPR, m. de Vaverney, 1 374 voix (55,35 %) ; ELU ; Augustin Sœur, PS, m. d'Amance, 1 108 (44,64 %).

[Ce scrutin fait suite au décès de Camille Bussière (UDF-PR), survenu à l'âge de soixante-dix-sept ans, le 28 avril dernier. Conseiller général depuis 1955, il était régulièrement réélu dès le premier tour dans ce canton qui vote d'ordinaire à gauche aux élections nationales.]

L'électorat de M. Jean-Paul Pugin, candidat sans étiquette qui, crédité de près de 23 % des voix au premier tour, n'avait pas donné de consignes de vote pour le second, s'est, semble-t-il, reporté sur le candidat socialiste, maire du chef-lieu de canton, dans celles de droite. Les résultats du premier tour ont été les suivants : Inscr. 3 477 ; vot. 2 530 ; abst. 27,13 % ; suffr. expr. 2 478. M. Guy Philipponet, 941 voix (37,97 %) ; Augustin Sœur, 751 (30,79 %) ; Jean-Paul Pugin, sans étiquette, 568 (22,91 %) ; Denis Hugot, PC, 80 (3,22 %) ; Alain Cwiklinski, Verts, 78 (3,14 %) ; Jean-Claude Poulet, FN, 60 (2,42 %).

En mars 1985, Camille Bussière avait été réélu au premier tour avec 1 312 voix (53,09 %), contre 994 (40,22 %) à M. Sœur et 165 (6,67 %) à M. Lievin, PC, sur 3 573 inscrits, 2 624 votants (soit 28,05 % d'abstention) et 2 471 suffrages exprimés.]

(Lire les résultats des cinq élections municipales en page 10.)

## Intraitable

Suite de la première page

Les dirigeants du PS s'indignent de voir le député des Bouches-du-Rhône s'emparer sans la moindre gêne des quatre cents quartiers prioritaires repérés par la mission de M. Yves Dauge sur la ville et décréter une mobilisation des élus qui ne font pas attendre, pour comme il le dit, « se lever le derrière ». Ils ont encore moins apprécié les commentaires approbateurs de l'Hotel Matignon sur la prestation de M. Tapie. M. Mauroy et Fabius se sont trouvés d'accord — tout arrive ! — pour déclarer, le premier, que les socialistes sont « les seuls » à pouvoir

## La contribution de solidarité pour tous

Après plus de six années d'une difficile gestation, la contribution sociale généralisée de solidarité (CSS) au profit de la Sécurité sociale va enfin voir le jour. M. Michel Rocard a annoncé dimanche 17 juin qu'un projet de loi sera présenté lors d'un prochain conseil des ministres (celui du 11 juillet, en principe). Alors que les cotisations qui financent la protection sociale sont essentiellement prélevées sur les revenus du travail, cette contribution pèsera sur l'ensemble des revenus (salaires, revenus des capitaux, revenus de substitution tels que les allocations-chômage ou les pensions de retraite). Des exonérations seront introduites (elle ne serait pas prélevée en dessous du SMIC).

La CSS devra trouver sa place à taux de prélèvements obligatoires constant, ce qui signifie qu'elle prendra le relais de certaines cotisations existantes. Le gouvernement envisage ainsi de réduire la cotisation salariale d'assurance-vieillesse, actuellement plafonnée, ce qui permettrait d'alléger en part relative les charges pesant sur les salariés dont la rémunération est inférieure au plafond de la Sécurité sociale (10 800 francs par mois). Néanmoins, l'affectation de cette CSS (au taux de 1 %, elle rapporterait quelque 33 milliards de francs) n'est pas encore définie. M. Claude Evlin, ministre de la solidarité, souhaite l'utiliser afin de modifier le financement des allocations familiales à la charge des entreprises, mais M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, propose de lui faire supporter des dépenses budgétaires de solidarité (RMI, minimum vieillesse, notamment).

J.-M. N.



## DÉFENSE

A la demande de M. Chevènement

## Une enquête sur l'extrême droite à Saint-Cyr

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la défense, a confié à l'inspecteur général de l'armée de terre, le général d'armée Jean-Claude Coullon, une enquête destinée à éclaircir les conditions dans lesquelles deux jeunes élèves-officiers de troisième année à Saint-Cyr ont pu, dans leur mémoire de fin de scolarité,

faire remonter les fondements « seconds » de la coopération franco-allemande à la période où des volontaires français se sont engagés auprès des nazis entre 1940 et 1945.

L'affaire a éclaté avec la démission du général (cadre de réserve) Georges Fricaud-Chagneau du jury de thèse, dont il était l'un

des assesseurs sous la présidence d'un officier d'active, lui-même affecté au secrétariat général du conseil de défense et de sécurité franco-allemand. Ancien résistant, le général est l'un des conseillers du ministre de la défense.

Dans ce mémoire d'histoire de trois cent cinquante-quatre pages dactylographiées, rédigé par sept élèves-officiers de Saint-Cyr et consacré aux relations franco-allemandes, deux des auteurs jugent « seconds » les fondements de la collaboration entre les deux pays, qu'ils datent de l'époque de la Légion des volontaires français (LVF) contre le bolchevisme, de la brigade Waffen SS et de la division Charlemagne constituées pendant la seconde guerre mondiale à partir de contingents en provenance des deux côtés du Rhin.

Au cabinet du ministre de la défense, on considère que de tels propos sont pour le moins « curieux » et « inquiétants ». Au commandement des écoles de Saint-Cyr, on juge « abusif » le fait d'évoquer des thèses nazies pour un mémoire qui ne contient que quatre lignes d'allusion à la division Charlemagne.

Le général Coullon, chargé d'enquêter pour le compte de M. Chevènement, devra apprécier si la rédaction des deux jeunes officiers relève de la mauvaise analyse — qu'il convient de corriger — de deux élèves ; d'un jugement pervers de leur part, qui s'inspirerait des thèses d'extrême droite, ou d'un acte foncièrement militant de deux esprits provocateurs.

## Nominations militaires

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, le conseil des ministres du 27 juin a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **TERRE.** — Est promu : général de brigade, le colonel Patrick Vigila.

Sont nommés : chargé de mission auprès du général commandant la 3<sup>e</sup> région militaire, le général de division Jacques Leroy ; commandant la 6<sup>e</sup> division légère blindée, le général de brigade Jean Mouscardes ; commandant la 8<sup>e</sup> division d'infanterie et la 22<sup>e</sup> division militaire territoriale, le général de brigade Pierre de Percin Northumberland ; commandant la 15<sup>e</sup> division d'infanterie et la 43<sup>e</sup> division militaire territoriale, le général de brigade Michel Zeller ; commandant la 5<sup>e</sup> division blindée, le général de brigade Jacques Cienast ; adjoint au général gouverneur militaire de Paris, commandant la 11<sup>e</sup> division mili-

taire territoriale et commandant d'armes délégué de la place de Paris, le général de brigade Arnaud Imbert de Balorre ; commandant l'école des troupes aéroportées, le général de brigade Paul Urwald.

● **MARINE.** — Est nommé : sous-chef d'état-major des armées, le vice-amiral Jean Pouliquen.

● **AIR.** — Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Gérard Simonet ; général de brigade aérienne, le colonel Philippe Jouslin de Pisseloup de Noray.

Sont nommés : commandant du génie de l'air, le général de brigade aérienne Bernard Cysau ; chargé de mission auprès du général commandant les forces aériennes stratégiques, le général de brigade aérienne Jean-Marie Gresse.

● **GENDARMERIE.** — Est nommé : commandant la gendarmerie des forces françaises en Allemagne, le général de brigade André Bricout.

## IRAN : après le séisme, le départ des secouristes français

## Lune de miel franco-iranienne

Des journaux, comme *Républicain*, qui avaient critiqué l'appel à l'aide étrangère après le tremblement de terre du 21 juin en Iran, se réjouissent aujourd'hui des secours apportés. « Nous sommes reconnaissants envers tous les gouvernements et les nations qui se sont précipités pour nous fournir une aide humanitaire », a déclaré l'ayatollah Ali Khamenei, « Guide suprême de la révolution ». La France est particulièrement à l'honneur.

Téhéran

## de notre envoyée spéciale

A-t-on jamais été en froid avec l'Iran ? Arrivés il y a une semaine, à un moment où l'occupation de l'aide étrangère était loin de faire l'unanimité à Téhéran, les Français de la sécurité civile sont repartis vendredi 29 juin avec les honneurs. Dont celui d'avoir été pilotes, non plus seulement par l'armée de l'air, mais par les pasdaran, l'armée verte du régime islamique, pour qui c'était le premier contact avec des militaires occidentaux.

Sur le plan médical, le bilan de l'opération aurait de quoi rendre chagrin tout contributeur normalement constitué. Pas de survivant retrouvé (treize en Arménie, en 1988), sept cent sept interventions de médecine de dispensaire (accidents, gastro-enté-

rites) ; treize opérations. Mais, comme dit Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, « en matière de catastrophe, il y a une obligation d'ingérence, pas de résultat ».

S'agissant des relations franco-iraniennes, la mission semble, en revanche, avoir été un net succès. Plantée dans un camp militaire de Mandij, la tente jaune du bloc opératoire français est devenue une sorte de Camp du drapeau d'or. De nombreux officiels iraniens, dont le ministre de l'intérieur, sont venus la visiter, sincèrement touchés par ce geste de solidarité — particulièrement important dans l'Islam — et aussi par curiosité.

## Le drapeau de l'imam en cadeau

Le lieutenant-colonel Hemandez a ainsi reçu l'hodjatoleslam Ansari, le « gardien » des œuvres de Khomeini, dont il est chargé d'assurer la publication. Au nom d'Ahmad Khomeini, le fils de l'imam défunt, le dignitaire a remercié le peuple français, évoqué les bons souvenirs de Neauphle-le-Château et espéré un renforcement des liens avec la France.

Quant au colonel Maunoury, le chef du détachement français de la sécurité civile, il a reçu la visite de l'hodjatoleslam Ali Khani, responsable de l'Idologie auprès des gardiens de la révolution dans la région, qui lui a cité un verset du Coran : « Le service

rendu à un être humain vaut deux prières ». Le militaire français a essayé de s'en sortir en rappelant que Cyrus avait régné sur la Perse bien avant que Jésus-Christ et Mahomet n'interviennent dans les affaires de ce monde, oubliant que la dynastie des Pahlavi se réclamait ostensiblement du conquérant de Babylone.

Le commandant Kalantari, chef des gardiens de la révolution, a de son côté profité de la visite de M. Kouchner pour proposer une coopération avec la France dans la lutte contre la drogue. Avant son départ, il a apporté aux Français deux climatiseurs à gaz japonais flamant neufs pour le bloc opératoire. Ce geste a sidéré ceux qui ne savaient rien de la difficulté de trouver ne serait-ce que des pneus neufs en Iran.

Impressionnés, les Iraniens ont souhaité acheter 50 000 tentes jaunes et bleues et une antenne chinoise, en promettant de payer cash. Les Français, trouvant un peu indécent de sortir les portefeuilles au milieu des décombres, ont proposé d'essayer de trouver un financement à Paris pour les tentes. Les Iraniens ont demandé aussi à ce qu'une de leurs équipes de sauveteurs puisse être formée à l'aide d'urgence. Ils ont enfin offert des drapeaux à l'effigie de l'imam aux Français, parés contents de rapporter de tels souvenirs !

CORINE LESNES

## SCIENCES

## La myopie de Hubble

Rien ne va plus pour le télescope spatial de Hubble lancé le 24 avril par la navette spatiale. Hubble est myope. Les contrôleurs de la mission ont dû se rendre à l'évidence : les premières images envoyées par le télescope ne sont pas aussi nettes qu'elles le devraient. Ce qui est plus grave, semble-t-il, c'est que ces imperfections ne seraient pas dues aux mauvais fonctionnements d'un sous-système de l'engin mais à la qualité du miroir primaire du télescope.

Les simulations informatiques conduites au sol par les ingénieurs du centre de contrôle laissent à penser que le télescope serait victime d'une « aberration sphérique ». Un problème que les spécialistes de l'optique connaissent bien et qui, dans le cas de Hubble, se traduit par une impossibilité de faire converger en un même point les images d'étoiles reçues par la partie périphérique de ce miroir. Résultat : une image floue. Le télescope ne ferait en effet converger que 20 à 30 % de la lumière qu'il reçoit au lieu des 70 % prévus par le cahier des charges, selon M. Jean Olivier, l'un des responsables du programme. Une situation inadmissible s'il se confirme que cette myopie est bien le résultat d'erreurs de calculs faits au moment du polissage. Cette hypothèse semble aujourd'hui d'autant plus plausible que les difficultés d'accommodation de l'instrument sont presque « trop parfaites ».

Cette anomalie ne serait que de peu d'importance si le télescope Hubble était installé dans un observatoire terrestre. Il suffirait alors, si l'information se confirmait, de démonter le miroir et de le rendre conforme par un nouveau polissage. Opé-

ration coûteuse certes, mais qui, dans le cas présent, prend des proportions quasi « astronomiques ». Car, pour éviter de perdre un si bel outil dont la réalisation a coûté 1,5 à 2 milliards de dollars (8,5 à 11,3 milliards de francs), la NASA envisage la récupération en orbite du télescope, la pose de lunettes pour redonner un peu d'acuité à l'engin ou le remplacement dans l'espace de cette pièce par une nouvelle génération d'instruments. Mais cette dernière ne sera pas disponible avant 1993 ou 1994.

Les astronomes devront donc se contenter d'attendre que la septième merveille de l'astronomie fonctionne à nouveau correctement et puisse enfin leur permettre d'observer des objets célestes datant des débuts de l'Univers. Reste que l'on peut s'interroger sur les méthodes qui ont conduit à vérifier le bon état de Hubble.

Car, à y bien regarder, le télescope spatial, qui vivait déjà sous le signe des reports de lancement depuis quelques années, n'a connu que des ennuis. Dysfonctionnement d'un gyroscope de stabilisation, transmission d'ordres erronés, vibrations parasites des panneaux solaires, pertes de mémoire chaque fois que l'instrument survolait l'Atlantique sud et pour finir découverte d'une myopie rare chez un sujet aussi jeune. Il ne reste donc plus aux responsables de la mission, face à cette avalanche de contretemps, qu'à trouver des modes de fonctionnement permettant à Hubble de donner quand même quelques images comme cela devrait pouvoir se faire, par exemple, dans le domaine de l'ultraviolet.

J.-F. A.

■ **ESPACE :** les satellites Spot-4 et Hélios sous contrat. — Le Centre national d'études spatiales (CNES) a notifié à Matra-Espace, mercredi 27 juin, deux contrats de maîtrise d'œuvre industrielle pour la réalisation des satellites Spot-4 (montant : 1,3 milliard de francs) et Hélios. Spot-4, satellite d'observation de la Terre à vocation civile, devra être prêt à la mi-1994 pour assurer jusqu'en l'an 2 000 la continuité de fonctionnement du système Spot, dont les deux pre-

miers satellites ont été lancés respectivement en février 1986 et janvier 1990 par des fusées européennes Ariane. Le développement des satellites d'observation militaire Hélios-1 et Hélios-2, dirigé par la Délégation générale à l'armement (DGA), sera réalisé en coopération avec l'Italie (14 %) et l'Espagne (7 %). Le premier doit être mis sur orbite à la mi-1993, Hélios-2 devant prendre sa suite à une date qui, comme le montant du contrat, n'a pas été précisée.

## JOURNAL D'UN AMATEUR

PHILIPPE BOUCHER

**P**LUS qu'un feuilleton paraissant le vendredi, aux dimensions (et à l'ambition) nécessairement limitées, il faudra un jour que s'écrive un livre, en l'absence de tout esprit partisan, dont l'auteur n'aura pas le souci de démontrer mais celui de décrire, ne souhaitera pas convaincre mais faire comprendre, pour expliquer comment une majorité politique venue au pouvoir avec l'image du courage entre les dents, dont l'arrivée effraya le bourgeois au point que certains songèrent à l'exil et que quelques-uns s'y résolurent, est passée de la politique à la gestion et de la gestion à l'hygiène ; comment un pays vif, ardent, indiscipliné, aimant la fête et le désordre se voit suggérer un modèle de vie dont les piliers seraient le prêtre et le pharmacien ; comment la gauche, porteuse d'un sursaut de culture lors de sa victoire, s'est-elle dite d'indépendance, a pu présider à « l'indoctination du pays par le modèle nord-américain », pour reprendre une expression du docteur Claude Olivenstein qui, en l'occurrence, ne parlait, bien sûr, pas de drogue bien qu'il s'exprimât devant une assemblée qui traitait de ce sujet (1). Est-il, aujourd'hui, en France, un seul parti d'importance qui ne soit pas un parti de l'ordre ?

Dans les manies contemporaines de l'Hexagone, en est-il une seule parmi toutes celles qui, ventrues, réunies par l'occasion, la presse et la classe politique qui ne sorte de l'exemple nord-américain pour qui tout doit être bien propre, sauf pour les plus malins qui se bâtissent carrière et fortune sur les fantasmes de leurs concitoyens ? L'obsession d'être mince, la hantise d'être clean, le besoin d'être prudent, la soif d'être protégé, le désir d'être beau, enfin le culte du paraître, composent une civilisation de la fadeur et de la peur, c'est-à-dire le contraire de ce qui peut porter ce nom, autrement dit une proie, déjà bien proche d'être prise.

Comme l'a si bien dit M. Jean-Pierre Michel, député socialiste de Haute-Saône : « Il n'y a plus de socialisme économique, alors maintenant on veut faire du socialisme dans la vie privée des gens. » Encore que ce soit donner ainsi du socialisme une vision, même implicite, proche de ses pires conceptions.

**C**OMMENT expliquer (et, en soi, la question est un aveu d'impuissance) que derrière l'honorable vitrine de la lutte contre le tabagisme et l'alcoolisme, se cache (peut-être même à l'insu de ces nouveaux crusés) une arrière-cuisine qui ne mûrit rien de bon pour les libertés ? Que l'hygiénisme triomphant dont le gouvernement se fait une idéologie, faite d'un avoir préservé une autre, n'est pas moins dangereux que ne pouvaient l'être, avant 1981, les projets dont l'opposition d'alors dénonçait le caractère « liberticide » ? Mais ce danger-là est infiniment moins perceptible et, pour tout dire, au sens propre, improbable.

Comment faire comprendre à ceux qui ne boivent ni ne fument, qui n'ont ni cholestérol ni tension, qui conduisent prudemment et font l'amour de même en ne manquant pas de

l'événir, au bon moment, leur petit imperméable, que leur liberté n'est pas moins menacée par ce qui se met en place que celle de tous les associés que les lois vont mettre au pas ? Comment faire passer ce paradoxe que la liberté des honnêtes gens est aussi fonction de celle des mécréants ?

La côté risible de la situation, malgré tout, c'est de constater l'efficacité de ces campagnes dans les pays qui y engloûtent des sommes probablement astronomiques. Quelle nation compte plus d'obèses, dès le plus jeune âge, que ces Etats-Unis qui s'étourdissent de slogans contre le sucre et pour le light ? Ne serait-ce pas plutôt leur mode de vie qui va de travers ? Alors pourquoi insister à des pays qui n'en ont pas vraiment l'usage des remèdes pour des maux qu'ils subissent si peu ?

## Hygiénisme

C'est la même chanson pour le tabac. La cigarette est prosaïque du côté de Manhattan, son consommateur plus ou moins gâté par le lynchage, plus surveillé par ses concitoyens que s'il se promenait jusqu'aux dents Avenue des Amériques, mais la « petite ligne » occupe les tables dans downtown entre midi et deux pour donner du cœur aux yuppies et regonfler l'indice Dow Jones. Quel progrès ! Quel espoir !

**D**ANS cette course à la pureté, dans cette mise en scène de la vertu qui saisis la France, il n'est pas jusqu'à l'assainissement financier de la vie politique qui ne devienne soupçonnable. Qui ne sait que les cartes sont biseautées ?

Comment y croire d'ailleurs lorsque M. Louis Pauwels, dont les affinités ne sont pas un mystère, invente, dans un éditorial du *Figaro-Magazine* en date du 16 juin, un personnage pas dépourvu de vraisemblance qui « avait fini, sous Mitterrand, par se faire de la France une certaine idée de la Suisse » ; quand Michel Courmot, dans un récent article du *Monde*, s'interroge que « l'économique » puisse « miner le dramatique même chez les acteurs de vingt ans ».

Dans ce scénario qui s'élabore de manière si précise et prend les contours d'une politique, formant un consensus d'autant mieux accepté qu'il est imperceptible, il n'y a qu'un terrain où les Etats-Unis n'aient pas encore imposé leurs lois, c'est celui du sexe et de la vie sentimentale. Les hommes politiques, en France, ne risquent pas encore le déshonneur public, ne sont pas encore astreints au repentir télévisé, s'ils ont donné un coup de canif à leur contrat de mariage.

Qui jurerait que cette exception, si utile à la paix des ménages, durera longtemps ; qu'il ne va pas se dresser, un jour ou l'autre, un de ces prédicateurs-escrocs dont l'Amérique du Nord fait une si grande consommation, pour dénoncer les frasques de M. X..., épingleur les écarts de M. Y... ? Le moment venu, il ne faudra pas gémir. C'est dans la logique d'une évolution que le gouvernement a fait sien.

Non sans beaucoup de raisons, l'Occident se tourmente de la montée de l'intégrisme islamiste. C'est une autre forme d'intégrisme dont le gouvernement se fait le véhicule, au nom de la santé, au nom de la morale. Faute d'être de gauche, il se fait dirigiste. C'est une forme de retour aux sources dont on aurait pu se passer.

P. S. 1. En même temps qu'il se soucie de moderniser le service public, le premier ministre serait bien venu de se préoccuper de l'accueil qu'on y reçoit.

Fortes sans doute de sa situation de monopole sur les villes françaises qu'elle dessert, la compagnie Air Inter tient parfois, du haut de ses guichets, sa clientèle pour un ramassis de solliciteurs. A un passager (profession : parlementaire) qui se présentait à l'heure limite d'embarquement, l'employée du sol a indiqué que si cela se reproduisait il serait refusé. Comme il répliquait qu'il empruntait dans les mêmes conditions cette ligne depuis dix-sept ans, la même charmante lui a rétorqué que cela devait être « avant sa naissance ».

Un autre passager s'est fait rabrouer à l'entrée de l'appareil parce que son bagage à main était « trop gros », alors qu'il était d'une taille tout à fait réglementaire dans un appareil qui n'aurait pas rassemblé à un coucou.

A ce propos, il a été fait grief à la SNCF que ses tarifs soient plus chers sur le TGV que sur les trains ordinaires. Cela n'était pas juste. Le service, c'est-à-dire la vitesse et le confort, n'est pas le même. Pourquoi, alors, payer la même somme sur Air Inter dans un Airbus où l'on a ses aises pour un trajet de cinquante-cinq minutes en lisant les journaux, mais aussi sur un moulin à café volant qui ahanne pendant une heure vingt sur le même trajet et est dépourvu du moindre quotidien ?

Dans le même registre : le président de la RATP, qui est, personnellement, la courtoisie même, pourrait-il faire savoir à ses employés qu'il n'est pas indispensable de « jeter » le passager qui n'a « pas la monnaie », même si cette défaillance est effectivement impardonnable...

Et tant pis si ces réclamations qui ne sont qu'indicatives font passer leur auteur pour un râleur poujadiste.

P. S. 2. Il y a des cliques qui se perdent tant certaines erreurs auraient pu être évitées. Naturellement, ce sont quatre-vingts parlementaires, et non quatre-vingts « députés » qui ont refusé de voter les pleins pouvoirs au maréchal Pétain le 10 juillet 1940, épisode mentionné dans l'« Amateur » de la semaine dernière (« De Gaulle »). En effet, pour l'occasion, les deux Chambres du Parlement étaient réunies en Assemblée nationale, mêlant les votes des députés et des sénateurs.

(1) « Toxicomanies, médias, liberté », colloque organisé conjointement par M<sup>me</sup> Georgina Dufoul, déléguée générale à la lutte contre la drogue, et M<sup>me</sup> Jacques Chabas-Delmas, présidente de la fondation Toxicomanie Prévention Jeunesse.



12 La grève de la magistrature  
13 Mozart au Festival de Glyndebourne

14 Piano à la Grange de Meslay  
15 Le cœur malade de la télévision française

19 La Coupe du monde de football  
20 Les Vingt-Quatre Heures du Mans

Manifestation à Paris contre la pénurie des logements sociaux

La journée des exclus

Environ cinq mille personnes ont manifesté, samedi 16 juin à Paris, de la place de la République au Châtelet, pour protester contre les expulsions dans la capitale. L'abbé Pierre a lu la lettre ouverte qu'il venait d'adresser au premier ministre et au maire de Paris. Dimanche 17 juin, il participait, à l'abbaye de Saint-Wandrille (Seine-Maritime), au « Grand Jury RTL-Le Monde » et il devait être reçu lundi 18 à l'Élysée par le président de la République.

Venus de Belleville, de Ménilmontant, de Charonne et de la Goutte-d'Or, de la place de la Réunion, des marches du Sacré-Cœur ou du parvis de la mairie du dix-neuvième, ils ont quitté leurs squats, leurs campements ou leurs quartiers pour se rassembler place de la République et gagner, ensemble, le Châtelet. Une « manif » sous le soleil qui a regroupé, samedi 16 juin, plus de cinq mille personnes sur le thème : « Relogement des expulsés. Pas d'expulsions sans relogement ».

On avait pour l'occasion laissé aux vestiaires les traditionnels masques, déguisements, musiques qui animent généralement ce genre de manifestation. On jouait grave et sérieux. Ils étaient tous là. Ceux qui, depuis le début, à l'appel du Comité des mal-logés se battent au côté de la soixantaine de familles africaines et maghrébines expulsées de ces vieux immeubles parisiens, tout de guingois, promis aux bulldozers de la rénovation et ceux qui avaient pris le train en marche.

Il y avait les vieux habitués, blanchis et ridés, le temps passe vite, qui année après année battent le macadam parisien. Il y avait aussi ceux qui, pour la circonstance, ont éprouvé le besoin de descendre dans la rue, comme cette responsable de l'Armée du salut. Et puis, sagement alignés, en rangs serrés, les gros bataillons de la place du Colonel-Fabien, formant le principal de la troupe. Il y avait,



Sergueï

enfin, Henri Malberg, président du groupe communiste à l'Hôtel de Ville, Alain Krivine (chimiste ouvert), Roland Castro, l'architecte de « banlieue 90 » (veste rose framboise), l'éternelle bicyclette de Moussa, Harlem Désir et sa superbe garde noire, bon chic bon genre, à des années lumière de ces pauvres Maliens et Mauritaniens, toujours à la recherche d'un troc-pièces cuisine et placés en tête du cortège.

On se réunissait donc en compagnie des unions départementales de la CGT, CPDT et FEN. Mais aussi du MRAP, de la LICRA et du PS. Un quatuor de Verts de l'Île-de-France apporte sa touche à l'union de la gauche retrouvée. « Une unité rarement réalisée par les temps qui courent », constate Alain Krivine, qui ajoute : « C'est l'épreuve de force avec le maire de Paris et le gouvernement, qui ont les moyens

d'intervenir pour faire cesser la situation insupportable des expulsés. De l'argent, il y en a : combien a coûté l'intervention de l'armée française au Gabon ? »

La foule grossit, se range sous ses banderoles, plectre en dénoçant la « spéculation », la « hausse des loyers » et la « loi Méhaignerie ». Elle réclame, bien sûr, « le droit au logement pour tous ». Autour, on vend les derniers numéros du *Bochevick*, de l'*Avant-Garde*, du *Libertaire*, et de *Socialisme international*. « Ça fait chaud au cœur de voir autant de monde », lance Henri Malberg, qui précise : « Expulser des gens sans les reloger, c'est moyennageux. La force qui se lève aujourd'hui ne va cesser de grandir. » Et il précise : « Le maire de Paris et le préfet, représentant du gouvernement, doivent arrêter de se renvoyer la balle à propos des logements dans la capitale. »

Soudain, surgissent tout le monde, une voiture débouche à la hauteur du boulevard Saint-Martin. En descendant un petit homme noir assis dans un taxi de caméras, de photographes et de micros. L'abbé Pierre grimpe dans un camion brinquebalant des compagnons d'Emmaüs. Et protégé de la meute par le par-brise, lit la longue lettre qu'il vient d'adresser à « Michel Rocard, premier ministre, et à Jacques Chirac, maire de Paris » sur la situation des mal-logés dans l'Hexagone (voir encadré). Le brave abbé, qui n'a plus d'âge, s'est souvent vu évincer de la rue, lui aussi, un squatter. Un de ces sans-logis qui, à midi, ne savent pas où ils coucheront le soir. Sa lecture achevée, il quitte la place de la République. Aussi seul qu'il était arrivé.

Et le cortège s'ébranle. On crie : « Expulsions, ça suffit ! », on salue : « Stop à la spéculation ! », on clame : « Solidarité immigrés ! », on répète, haut et fort, à la suite de la CGT : « Chirac, Rocard, on veut vivre à Paris ! ». Des pancartes colorées exigent : « Arrêtez de zapper ! », d'autres saluent : « La rénovation publique pour nous loger, pas pour nous voler ! ». Bref, sous le ciel bleu, on s'avance tranquillement vers le Châtelet.

« Allez chercher l'abbé Pierre »

C'est alors qu'une immense banderole barre le boulevard Saint-Martin : « Délogés, délogés, la manif de la honte ». Ce sont les « ultra-gauches » venus des bicoques squattées ou occupées de l'est parisien. Rageurs, vêtus de noir, le visage parfois caché par un foulard, postés juste avant le théâtre de la porte Saint-Martin, ils se souviennent des heurts récents et violents qui les ont opposés à la police. À l'arrivée du cortège, ils hurlent : « Socialistes, des logements » et sifflent les contingents communistes, solidaires et indifférents.

Mais on avait encore rien vu. En effet, regroupé derrière sa banderole, un mince commando du Parti socialiste, commandé par les députés de Paris, MM. Daniel Vaillant, Jean-Michel Cambadélis et Jean-Marie Le Guen, et les conseillers de Paris, M<sup>me</sup> Gisèle Stievenard et M. Jean-Yves Autexier, s'approche. Une pluie de pots de yaourt et de crème vides s'abattent brutalement sur les hommes à la

rose. « Barrez-vous, barrez-vous ! », scandent les assaillants. Ils se jettent sur la chaussée, lancent violemment des sacs poubelles bien garnis sur les socialistes parisiens. Aux cris de : « Retournez à Matignon ! », « Jetez ça ! », « Jetez ça ! », « P. comme pourri. S. comme salauds ! », ils tentent de les exclure de la manifestation. Picquent les injures à l'égard du chef de l'État. Puis viennent les coups. On brise une pancarte. Les libertaires sont maîtres du pavé. MM. Jean-Marie Le Guen est blanc. Il trans-

pire beaucoup. M. Daniel Vaillant murmure : « Allez chercher l'abbé Pierre, vite, vite. Mais rien n'y fait. Pousses, bousculettes, les socialistes sont expulsés du cortège. Mais ils reprendront leur place. Anonymes, sans banderoles. À aucun moment le service d'ordre de la manifestation n'est intervenu... »

Après cette « conduite de Grenoble », nul autre incident ne troubla la journée. À 17 heures, place du Châtelet, l'ordre de dispersion est lancé. Alors que les enfants oubliés

de Bamako ou de Nouakchott regagnaient leurs tentes sur les hauteurs de la capitale, à quelques mètres d'eux, une soixantaine d'hommes et de femmes étaient couchés sur le bitume de l'avenue Victoria, face à la maison commune. Ils protestaient contre le plan anti-sida récemment annoncé par la mairie. Décidément, ce samedi 16 juin, était, à Paris, la journée des exclus.

JEAN PERRIN

L'abbé Pierre au « Grand Jury RTL-Le Monde »

Quarante ans d'insoumission

Le long des murs du cloître de Saint-Wandrille, il avance, canne à la main, claudiquant. Sur le pantalon de velours, flotte la cape noire de légende. La cellule mise à sa disposition par les bénédictins normands ne fait pas plus de trois mètres sur quatre. Le plafond est en sautoir. Au-dessus de la planche qui lui sert de couchette, s'empilent des caisses de livres, de vieux vêtements, de cassettes et d'outils, la fortune de celui qui chez les scouts avait pris pour totem Castor méditatif.

Le même vieillard qui grimace pour vous écouter — « Je n'entends plus, chuchotez-moi en s'excusant, que d'une demi-oreille » — est juché le lendemain place de la République à Paris, sur un camion d'Emmaüs pour crier sa colère. Pour l'abbé Pierre, le pays est « en guerre », mais à la différence d'un classique conflit militaire la guerre avec la misère ne fait de victimes, dit-il, que chez les pauvres. Elle ne touche pas les nantis.

Telle est la source, pour ce provocateur en soutane, de toutes les indifférences, de l'égotisme des notables, de l'apathie des hommes politiques. « Si c'était vous et les vôtres, vous aussi vous hurleriez », écrit-il à propos des mal-logés dans sa lettre ouverte à MM. Rocard et Chirac, s'adressant à travers le premier ministre et le maire de Paris à tous les élus, de gauche et de droite. Et à l'opinion publique : « Les Français veulent-ils rester longtemps dans la honte d'être ce peuple où, pour des familles entières, il n'y a d'autre solution que le défilé, entre HLM et cimetières », écrit encore le fondateur d'Emmaüs.

Paris compte quarante mille demandeurs prioritaires, pour seulement cinq mille nouveaux logements sociaux par an. Si, dans cette « guerre », tous les moyens de se défendre ne sont pas bons — « les squattages sont un désordre, une injustice » — les mal-logés ont un « droit moral » à occuper des logements vides. Comme celui qui manque de pain à le droit moral de voler la boulangère. « Tant que la société n'a pas pris conscience de cette situation de guerre », ajoute l'abbé Pierre au « Grand Jury RTL-Le Monde », l'injustice est inévitable et elle sécrète d'autres injustices. Mais ne croyez pas que ce soit un accès de fièvre passager. C'est la bulle qui vient à la surface d'une casserole prête à exploser.

« Être raciste, c'est se tromper de colère »

Démagogie ? De vieillasse et de fatigue, ses mots butent parfois, mais sa pensée file encore droit. Et si l'ancien député MRP, qui avait été sollicité par Simone Veil pour figurer sur sa liste européenne, se dit trop âgé pour remonter sur les tréteaux de la politique, il ne passe rien à M. Le Pen, à propos duquel il parle même de « fascisme ». Le Front national contribue, selon lui, « à gratter ce que chacun a en soi au plus profond : la peur de ce qui est différent ». « Être raciste, ajoute joliment l'abbé Pierre, c'est se tromper de colère. C'est attribuer tout ce qui ne va pas à qui n'a pas la même gueule que moi. »

Depuis cinquante ans — notamment ce fameux hiver 1954 qui déjà lui avait valu l'antipathie des mal-

logés, — l'abbé Pierre dérange dans ce rôle de porte-parole des marginaux. Dans l'Eglise presque autant que dans la société. Sur les prêtres homosexuels, la contraception, le sida et les préservatifs, il tient au « Grand Jury RTL-Le Monde » des propos qui entendent à Rome faire trembler les gardiens de la doctrine : « Une chose est, pour l'Eglise, l'appel à la perfection et à la sainteté, explique-t-il, autre chose, l'écoute et le soutien d'une personnalité blessée. »

La longévité du phénomène abbé Pierre et l'écho qu'il rencontre encore auprès des jeunes nés bien après 1954 est étonnant plus d'un. L'opinion aime ces éveilleurs de la conscience publique, d'autant plus populaires qu'est ressenti l'usure de la classe politique. A cet égard, toutes proportions gardées et dans son registre à lui, l'abbé Pierre n'est pas si éloigné des Coluche, Montand ou Tapie et autres vedettes du firmament médiatique. Il n'ignore pas le risque d'être manipulé, mais ce rôle lui convient et il le prend très au sérieux : « Il faut des provocateurs, dit-il cette semaine dans la *Nouvel Observateur*, pour que la démocratie ne pourrisse pas. »

Ce vedettariat lui vaut parfois des tours : récemment mis en cause à « Ciel, mon merde » par une célèbre prostituée suisse, Gneldis, qui faisait état de ses visites, l'abbé Pierre a reçu des excuses ainsi rédigées : « C'est une calomnie, un acte de terrorisme pur et simple pour faire parler de nous : les paroles sont nos seules bombes. »

HENRI TINCO

Un viol collectif en banlieue parisienne

Rituel « zoulou »

Le 31 janvier, en banlieue parisienne, une jeune fugueuse de dix-sept ans était violée par quatre hommes, sous les yeux d'un cinquième. Après l'arrestation, le 12 mars, d'un des violeurs présumés, la brigade de protection des mineurs en a interpellé deux autres, mercredi 13 juin. Tous appartiennent à une bande « zoulou » de la région parisienne.

Ce n'est pas la toute des grands soirs de départ en vacances à la gare de Lyon, ce mercredi 31 janvier. Après une journée « zoulou » dans la capitale, une jeune fille âgée de dix-sept ans s'apprête à rentrer dormir chez une amie, où elle passe ses nuits depuis qu'elle a quitté l'appartement de banlieue de ses parents.

Plus de trois semaines qu'elle est en fugue. Le Forum des Halles, la gare du Nord, les cours du métro, elle connaît. Les bandes de « zoulous », casquette sur la tête et magnéto sur l'épaule, cela fait quelques jours qu'elle les croise. Aussi, lorsque cinq d'entre eux l'abordent, elle est loin de s'imaginer que, bientôt, elle sera victime d'un viol collectif.

Dans une cage d'escalier

Sur le quai du RER, ils commencent par parler. Puis le rame arrive, direction Noisy-le-Grand. C'est dans l'autre direction qu'elle veut aller, mais ils sont cinq... Alors elle suit. Dans le wagon, on la chahute. Il y a là « Spencers », de Nogent-sur-Marne, dix-neuf ans, pilleur des « DS », les « Derniers salauds » de Fontenay. Un dur. Lors de son arrestation, la police retrouvera une belle oubliée dans sa jambe depuis plusieurs semaines. Il y a aussi « Gueulard »,

de Fontenay-sous-Bois, et « Rouquin », de Noisy-le-Grand, vingt ans chacun, le premier pâtissier, le second au chômage, membres d'un comme l'autre des « Black Flats », bande affiliée des « DS ». Et deux autres, dont les enquêteurs recherchent toujours l'identité.

A la station Val-de-Fontenay, on les force à descendre. D'abord, il fait nuit. Spencers n'hésite pas : « Mes copains veulent te violer, mais si tu couches avec moi, je te protège. » Terrorisée, elle se laisse entraîner dans les buissons qui bordent la voie ferrée. Pour les quatre « copains » de Spencers, pas question de rester spectateurs. Les fourrés sont trop proches de la gare ; ils se rabattent sur les immeubles d'à côté. C'est là, dans une cage d'escalier, que trois d'entre eux la violent à leur tour ; la quatrième regarde sans broncher. Le reste de la nuit, elle le passe sur les marches, attendant l'arrivée du jour et le premier RER qui la ramènera à Paris.

La copine qui la recueille et le médecin appelé pour constater le viol lui conseillent d'avertir la police. Mais elle ne veut rien entendre, ni parler à personne ; elle a peur, elle a honte. Après cinq jours d'hésitation, elle décide de rentrer chez ses parents et de tout raconter à sa mère. Le lendemain, elle porte plainte.

L'enquête a déjà permis l'arrestation de Spencers, le 12 mars, de Gueulard et Rouquin le 13 juin. Selon la brigade de protection des mineurs, tous les trois ont avoué sans difficulté, apparemment peu conscients de la nature criminelle de leur acte. Représentés envers une tribu ennemie — on s'en prend alors à la copine d'un gars d'en face, — rite initié que pour nouveau venu ou simple distraction d'un soir ; dans le milieu des bandes de la région parisienne, les viols collectifs se multiplient.

NATHANIEL HERZBERG

MÉDECINE

Menaces de boycottage de la prochaine conférence internationale sur le sida

Le professeur Luc Montagnier, qui se rendra à la sixième conférence internationale sur le sida, prévue à San Francisco, du 20 au 24 juin, s'élève contre les mesures discriminatoires imposées aux séropositifs à l'entrée des États-Unis. « Il est clair que la prochaine conférence américaine (...) qui devait avoir lieu à Boston, n'aura pas lieu si la loi américaine n'est pas changée, et je viens de recevoir ce matin une lettre de mon collègue organisateur américain de Boston qui se désiste s'il n'y a pas de changement dans cette loi », a déclaré, samedi 16 juin, le codécouvreur du virus du sida, avec le docteur Françoise Barré-Sinoussi et le professeur Jean-Claude Chermann, devant les caméras de Canal-Santé. — (AFP)

Le pilote de Tchernobyl dans un état critique. — Le pilote d'hélicoptère soviétique irradié à Tchernobyl, Anatoly Grichenko, qui a subi le 29 avril une greffe de moelle osseuse à Seattle aux États-Unis, serait dans un état critique. Une intervention au niveau du poumon droit pour traiter un abcès dû à une infection pulmonaire aurait entraîné sa mise sous assistance respiratoire. Atteint d'une leucémie, le pilote soviétique avait pu être greffé grâce au don de moelle d'une jeune femme de Besançon.

Un livre qui fait date dans l'histoire de la Seconde Guerre mondiale

Maurice Schumann  
de l'Académie française

Un certain 18 juin

Plon



## SOCIÉTÉ

## EDUCATION

Devant un congrès à Chambéry

## M. Jospin précise la nouvelle transition de la maternelle au primaire

CHAMBERY

de notre correspondant

M. Lionel Jospin a précisé, mercredi 27 juin, à Chambéry (Savoie) les contours de la réforme des cycles pluriannuels d'apprentissage fondamentaux, qui sera expérimentée dès la prochaine rentrée scolaire dans trois académies (Grenoble, Lille et Reims), avant d'être généralisée en septembre 1991 à l'ensemble de la France. Devant les trois mille participants du 63<sup>e</sup> congrès de l'Association générale des institutrices et instituteurs des écoles maternelles (AGIEM), le ministre de l'éducation nationale a indiqué qu'« il ne s'agit pas de bouleverser les structures des écoles maternelles et primaires, mais d'assurer, dans les meilleures conditions, le passage et la transition d'un système éducatif à un autre ».

Il a ainsi confirmé que la dernière classe, celle des « grands » de cinq ans, restera bien sous la responsabilité directe des enseignants de maternelle, sans qu'il soit question

d'une quelconque fusion avec les écoles primaires. « Elle ne doit pas être assimilée avec le début d'un cours préparatoire », a noté le ministre pour rassurer les congressistes. Toutefois les effectifs des maternelles resteront plus élevés, que ceux des cours préparatoires, au grand regret des congressistes.

M. Jospin s'est d'autre part félicité des efforts accomplis ces dernières années en faveur de ce secteur d'enseignement qui, selon lui, est enviable dans le monde entier. Il a ainsi relevé que le taux de scolarisation des enfants de trois ans atteint 97 % en France, contre 35 % aux Etats-Unis. Il a cependant noté que, pour des raisons budgétaires, l'accès des enfants de deux ans, fortement accélééré ces deux dernières années, pour passer de 27 % à 35 %, restera limité en priorité aux quartiers réputés difficiles ainsi qu'aux familles défavorisées.

M. D.

A l'initiative des élus régionaux

## Les lycées d'Ile-de-France seront rénovés par des entreprises privées

Le conseil régional d'Ile-de-France a voté, mardi 26 juin, un plan de 10 milliards de francs en faveur de la rénovation de 339 des 475 lycées publics de la région. Pour remettre à neuf le patrimoine scolaire dont il a la charge depuis 1986, le conseil régional a décidé de faire appel à des entreprises privées qui préfinanceront les travaux dont elles assureront ensuite l'entretien. Ces choix ont été ratifiés par 93 voix (RPR-UDF et PS-MRG) sur 197, les socialistes, le MRG et les communistes s'étant abstenus et le Front national n'ayant pas pris part au vote.

Travaux d'entretien, de ravalement et de mise en conformité des installations électriques : le programme des rénovations sous-traitées est vaste et son coût élevé. Selon M. Pierre-Charles Krieg, président RPR du conseil régional, 60 % des lycées étaient dans un état de vétusté alarmant lors de leur transfert à la région en 1986. Le financement de ces opérations risque évidemment de peser très lourd sur le budget régional, qui se monte, pour 1990, à 9 milliards de francs. D'autant que l'investissement consenti entre 1986 et 1990 pour le secteur scolaire « a mobilisé l'essentiel des moyens budgétaires de la région » durant les dernières années, comme l'a souligné M. Jean-Pierre Fourcade, premier vice-président chargé des finances.

Le conseil régional a donc choisi de se lancer dans une collaboration à long terme avec des entreprises de bâtiment privées. Le système, qui s'apparente à une sorte d'opé-

ration de crédit à grande échelle, porte le nom de marché d'entreprise des travaux publics (METP). Après avoir procédé à un appel d'offres, la région confiera les travaux à des sociétés qui recevront en échange un « contrat d'entretien de longue durée ». La volonté d'échapper aux rigidités des services techniques de l'Etat est manifeste.

## Un « coup politique »

Surtout, la région s'offre ainsi la possibilité de régler sa facture en dix ou quinze annuités, sans faire exploser son budget, du moins à court terme. Les responsables ne cachent pas que l'opération entraînera un surcoût financier, mais insistent sur l'« asphyxie » qui résulterait d'un emprunt massif pour les mêmes travaux. Ces démonstrations ne semblent pas absolument convaincantes à tous. « La charge sera évidemment très faible durant les trois premières années, mais c'est reculer pour mieux sauter », affirme M. Yannick Bodin, président du groupe socialiste du conseil régional. Il faudra bien que la région paie ses dettes le moment venu.

Tout en jugeant la rénovation nécessaire, les socialistes estiment que l'utilisation du METP constitue un « coup politique » avant les élections de 1992. « Nous sommes la région où le taux de fiscalité est le plus faible de France, souligne M. Bodin. Les responsables de ce projet n'ont pas le courage de dire qu'il faut augmenter la fiscalité locale. » Selon lui, les élus de 1992 risquent de recevoir un héritage lourd à assumer.

RAPHAËLE RÉROLLE

## Universités

## De grandes voix contre les « révisionnistes » et les racistes

« Les écrits, les propos et les actes d'un certain nombre d'universitaires agissant dans le cadre de leurs activités professionnelles ou se réclamant de leurs titres nous ont plus qu'inquiétés : scandalisés. Qu'il s'agisse de ceux qui se baptisent révisionnistes et qui ne sont que des falsificateurs de l'histoire ou de ceux qui soutiennent publiquement l'entreprise de haine xénophobe et raciste qui, sous les couleurs du nationalisme, n'est que la négation des valeurs authentiques de la France républicaine. »

Nous appelons l'ensemble des personnels universitaires — enseignants, administratifs et étudiants — à prendre conscience du caractère inadmissible de ces menées, à les condamner (...) et à les isoler par le débat d'idées. Nous nous engageons à refuser de siéger à côté d'eux dans les

instances scientifiques, dans les jurys de maîtrise, de thèse et de concours (...).

Cet appel, que publie l'« Evénement » du jeudi 28 juin, entend mobiliser la communauté universitaire contre les enseignants et chercheurs d'extrême droite. Lancé par l'historien Jacques Le Goff, le mathématicien Michel Broué, le biologiste François Jacob, l'historienne Madeleine Rebérioux, le mathématicien Laurent Schwartz et l'historien Pierre Vidal-Naquet, ce texte a déjà recueilli une centaine de signatures prestigieuses dont celles de Claude Allègre, Jacques Berque, Pierre Boulez, Pierre Bourdieu, François Gros, Françoise Héritier-Augué, Jean-Marie Lehn, André Miquel, Jean-Claude Pecker, Alain Touraine, Jean-Pierre Vernant et Michel Winock.

## SPORTS

CYCLISME : le départ du 77<sup>e</sup> Tour de France

## Vents d'Est

Vingt-deux équipes de neuf coureurs devaient prendre, samedi 30 juin, au Futuroscope de Poitiers, le départ de la soixante-dix-septième édition du Tour de France cycliste. Une Grande Boucle classique dans le tracé de ses vingt et une étapes qui se terminera le dimanche 22 juillet sur les Champs-Élysées. La course abordera la montagne le mardi 10 juillet dans le pays du Mont-Blanc, pour ne plus quitter les parcours accidentés jusqu'à l'arrivée de l'étape de Pau une semaine plus tard.

En faisant partir le Tour de France 1987 de Berlin, les responsables de l'épreuve cherchaient la reconnaissance internationale. Trois ans plus tard, les événements qui ont modifié la situation

de cette ville viennent combler leurs vœux. L'effondrement du mur a permis aux cyclistes « amateurs » de l'Est d'abandonner leur ancien statut pour devenir professionnels.

Dès le 21 décembre 1989, le directeur sportif de l'équipe PDM obtenait l'engagement de Uwe Ampler, un Allemand de l'Est de vingt-cinq ans, champion olympique du contre la montre par équipes aux Jeux de Séoul. Avec son compatriote Uwe Raab, un sprinter qui s'est illustré lors des championnats du monde, il abandonne les routes de la Course de la Paix pour découvrir celle d'une épreuve plus prestigieuse.

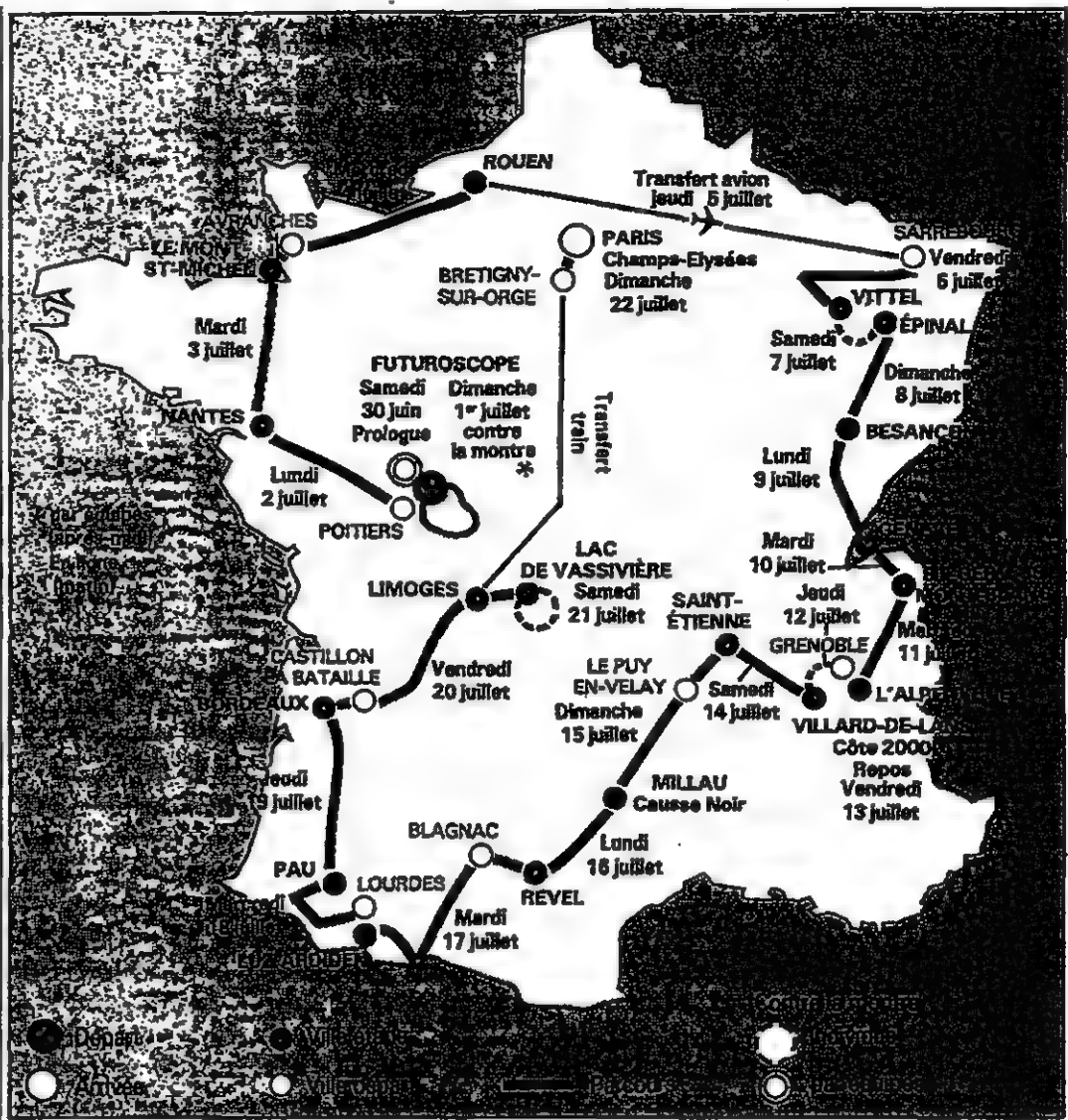
Mais la formation de Sean Kelly n'est pas la seule à bénéficier des renforts venus de l'Est. Les responsables de l'équipe Panasonic ont su, eux aussi, envoyer leurs sergents recruteurs dans des pays en plein bouleversement, politique et économique, pour agiter des

paquets de billets devant des coureurs las de porter les maillots gris de la sélection nationale.

Le statut de héros du cyclisme est-allemand ne motivait plus beaucoup Olaf Ludwig, le dernier champion olympique en titre. Les signatures d'autographes dans les usines ou les réceptions officielles étaient devenues des corvées pour lui. Les sirènes de l'Ouest n'ont pas en de mal à le séduire dès lors que les conditions politiques s'avèrent favorables. Revenu du maillot Panasonic, il a déjà remporté des étapes dans des courses en Italie et en Espagne et espère, à trente ans, faire de même sur les routes de France.

Dans cette formation néerlandaise il va côtoyer un autre transfuge venu d'un « pays frère », le Soviétique Viatcheslav Ekimov.

SERGE BOLLOCH



## Querelles florentines sur le Mondiale

Suite de la première page

Du coiffeur au chauffeur de taxi, un mot est sur toutes les lèvres : « Incroyable ! » Incroyable en effet, ce taux de remplissage des cinq cents hôtels de la ville qui, depuis le 8 juin, a diminué de 20 %. Du jamais vu, même durant l'été 1986 quand, à l'heure du terrorisme international, les Américains étaient restés chez eux.

Les hôteliers, qui se sont battus pour avoir le privilège d'être accrédités par le tour-opérateur officiel du Mondiale, ont accepté d'appliquer les tarifs de 1987 et s'en mordent les doigts : les supporters ont souvent préféré le camping-car ou la tente. Restent les journalistes et les techniciens. Du coup, les prix sont repartis à la hausse. Dans les centres d'information touristique, le nombre des demandeurs a pratiquement diminué de moitié. Aucune difficulté pour trouver une table le soir. Aucune file d'attente devant les nombreux musées. La déflation est grande et le procès déjà à l'instruction.

## « Dire la vérité »

Les plus sportifs expliquent qu'en accueillant des équipes comme celles des Etats-Unis, de la Tchecoslovaquie et de l'Australie, la ville n'a pas été particulièrement choquée, et que ce n'est pas ce quart de finale Argentine-Yougoslavie, se substituant à un

match plus prometteur entre le Brésil et l'Espagne, qui améliorera l'ordinaire. Les plus réalistes s'aperçoivent, mais un peu tard, que les touristes ont eu peur des bandes de tifosi hurlants, des hooligans déchaînés, des terrasses bondées, des serveurs dépassés. Les plus politiques enfin s'en prennent à l'Etat, qui n'a pas su prévenir le phénomène et qui, au contraire, pour ne point faillir devant toute la presse internationale, continue à mentir.

Ainsi, lundi 25 juin, entendait-on encore le ministre du tourisme italien dissuader le plus sérieusement du monde tous les amoureux de son pays de se rendre en ce moment à Rome, Florence ou ailleurs, villes, à l'en croire, dépassées par l'événement. Par fierté nationale, beaucoup auraient accepté de se taire dans l'attente de laver le linge sale en famille. Mais cette déclaration ministérielle, inspirée d'une méthode Coué à l'italienne, fait jaser sur place. Président de l'Association des hôteliers de Florence, M. Piero Rogi avait ainsi l'intention de tenir, vendredi 29 juin, une conférence de presse afin de dénoncer ce discours officiel et de « dire la vérité ».

D'autant qu'après avoir pris langue avec ses partenaires des autres villes du Mondiale, il décèle la même tendance ; bref, que Florence n'est pas la seule à être « constipée ». Selon M. Rogi, les autorités italiennes se sont trop fondées sur l'impact qu'a-

vaient eu sur le tourisme italien les Jeux olympiques de 1960. C'était oublier que les Olympiades ont une image plus universelle, plus sportive aussi, qu'une Coupe du monde de football de plus en plus minée par l'argent. C'était ne pas se souvenir non plus que l'Allemagne, en 1974, ou l'Espagne, en 1982, avaient connu les mêmes déboires.

Cependant, dans ces pays, le « boom » touristique s'est concrétisé les années suivantes. C'est à cet espoir que les Italiens de Florence, comme ceux de Vénise, de Bologne ou de Rome, s'accrochent désormais. Pour vite se rassurer, l'Association pour la promotion de Florence a déjà préparé une campagne de presse claironnant haut et fort que Florence est la cité « de l'art, de la culture, du shopping ». Sous entendu : certainement pas du ballon.

DANIEL CARTONI

**AUTOMOBILISME :** débuts de la 905 Peugeot. — Le Conseil mondial du sport automobile, réuni jeudi 28 juin à Paris, a donné son feu vert à la participation de la nouvelle 905 Peugeot aux deux dernières manches du championnat du monde des voitures de sport prototypes prévues à Montréal (23 septembre) et à Mexico (7 octobre). Présentée au printemps, la 905 a effectué très récemment ses premiers tours de roues et devrait être le fer de lance de la politique sportive de Peugeot, qui a renoncé aux rallyes puis aux rallyes-raids après sa quatrième victoire au Paris-Dakar en janvier 1990.

TENNIS : les Internationaux de Grande-Bretagne

## Henri Leconte est éliminé

Ivan Lendl et Stefan Edberg, deux des trois favoris du Tournoi de Wimbledon avec Boris Becker, ont fait grosse impression, jeudi 28 juin, en se débarrassant de leurs adversaires du deuxième tour. Très efficace au service et à la volée, le Suédois a mis qu'une heure et vingt minutes pour éliminer le Tchèque Miloslav Mečíř. Ivan Lendl s'est montré tout aussi expéditif face à son ancien compatriote Jakob Hlasek.

Une autre bonne nouvelle est venue réjouir le numéro un mondial : l'élimination d'Henri Leconte qui lui a souvent posé des problèmes sur surface rapide. Le Français a chuté au deuxième tour contre l'Autrichien Alex Antonitsch. Après un premier set enlevé au pas de charge, Henri Leconte a perdu sa concentration et sa première balle de service avant de s'incliner en cinq sets.

Gaillaume Raoux, finaliste du tournoi junior en 1988, n'a pas mieux réussi contre l'Américain David Pate et n'a pu rejoindre Guy Forget, seul représentant français en seizièmes de finale. En revanche, pour la première fois à Wimbledon, quatre Françaises disputent les seizièmes : Nathalie Tauziat, Catherine Tanvier, Nathalie Herremans et Alexia Dechaume, qualifiée la veille.

## Principaux résultats

**Simple messieurs (deuxième tour)**  
Lendl (Tch., n° 1) b. Hlasek (Slo., 6-1, 6-3, 6-0) ; Antonitsch (Aut.) b. Leconte (Fra., n° 15) 2-6, 6-4, 7-6, 2-6, 6-3 ; Courier (EU, n° 9) b. Stollengberg (Aus.) 6-2, 7-6, 6-4 ; Edberg (Sue., n° 3) b. Mečíř (Tch.) 6-2, 6-3, 6-2 ; Chang (EU, n° 13) b. Fugh (EU) 6-3, 6-2, 6-2.

**Simple dames (deuxième tour)**  
N. Tauziat (Fra.) b. E. Pfaff (RFA), 6-2, 6-1 ; G. Sabatini (Arg., n° 4) b. A. Huber (RFA), 6-2, 7-6 ; C. Tanvier (Fra.) b. H. Ludloff (EU), 6-3, 6-4 ; A. Frazier (EU) b. R. Fairbank (AIS, n° 15), 6-4, 6-3 ; N. Herremans (Fra.) b. A. Grossman (EU), 6-0, 6-2 ; K. Maleeva (Bul., n° 7) b. K. Date (Jap.), 6-1, 6-4 ; J. Wiesner (Aut., n° 14) b. K. Quentree (Fra.), 6-3, 6-3 ; M. Navratilova (EU, n° 2) b. A. Smith (EU), 6-2, 6-3 ; K. Kschwendt (Lux.) b. P. Etchemendy (Fra.), 7-6, 1-6, 6-0.

## FOOTBALL

## Le Racing Paris 1 demande sa rétrogradation en troisième division

Les dirigeants du Racing Paris 1, club relégué en deuxième division au terme du dernier championnat et finaliste malheureux de la Coupe de France, ont adressé, jeudi 28 juin, à la Ligue et à la Fédération française de football une demande de rétrogradation en troisième division. Ils ont précisé qu'ils souhaitent que le club garde son statut professionnel. La Ligue a transmis la demande du R.P.1. avec avis favorable au conseil fédéral, qui devait se prononcer vendredi 29 juin.

Pius dard sera la chute : jusqu'aux prolongations de la finale de la Coupe de France, le Racing Paris 1 se voyait qualifié pour la Coupe d'Europe ; jusqu'à l'annonce du sauvetage de Brest, mardi 26 juin, il se voyait repêché en première division. Aujourd'hui, ses dirigeants demandent donc à être rétrogradés en troisième division et, déjà, deux clubs, le Stade de Reims et le Red Star 93, sont candidats au remplacement de l'équipe parisienne en deuxième division.

Le Racing Paris 1 a connu de grandes heures d'espoir, à défaut de gloire, quand Jean-Luc Lagardère l'a racheté en 1986, pour en faire le Matra-Racing. L'arrivée d'une pléthore de vedettes (dont Enzo Francescoli et Pierre Littbarski, tous deux impressionnants au Mondiale) ne lui a pas suffi à donner une âme à cette équipe qui avait de grandes ambitions. Malgré une rapide accession à la première division, le club n'a jamais vraiment décollé et Matra a fini par se désengager durant l'été 1989.

La saison dernière, la formation « ciel et blanc » avait retrouvé son appellation d'origine et alignait ses jeunes joueurs à la place des stars des années antérieures. Leur courage et le brio du gardien corse Pascal Olmeta n'ont cependant pas permis d'éviter une triste dix-neuvième place et la relégation en deuxième division.



## MUSIQUES

## Mozart perdu en banlieue de Los Angeles

Peter Sellars, le « prodige » américain, met en scène  
« la Flûte enchantée » au Festival de Glyndebourne

LEWES

de notre envoyé spécial

Sellars à Glyndebourne, le festival le plus chic de la terre, il y avait franchement de quoi rendre folle la vache la plus liepmannique. Après qu'il eut transporté *Così Fan Tutte* dans un snack-bar du Middle West, transplanta *Don Giovanni* dans les rues de Harlem et déporté les *Noches de Fingero* au sommet de la Trump Tower, fleuronnait new-yorkais de l'empire aujourd'hui menacé du milliardaire Donald Trump, le petit jeune et metteur en scène américain prodige s'est est pris cette année à la *Flûte enchantée*.

Glyndebourne, habitué à recevoir les artistes contemporains marquants, qu'ils soient compositeurs, metteurs en scène ou plasticiens, n'avait jamais été si loin dans la radicalité. Peter Sellars et Adrienne Lobel, sa complice pour les décors, se sont fait connaître à Boston d'abord, puis surtout au Pepsico Summerfest, festival d'été new-yorkais aujourd'hui disparu, où s'attaquant au répertoire lyrique classique avec les années des jeunes gens de leur siècle : l'humour et quelquefois la dérision, la liberté et quelquefois l'outrance, la créativité et quelquefois la provocation.

S'ils ne renient rien d'une adolescence baignée de rock'n'roll, de hamburgers et de téléfilms, ils s'en saisissent pour mieux dénoncer, au travers d'ouvrages classiques, les aberrations et imbecillités de la société américaine contemporaine. Peter Sellars a découvert très tôt et souvent, justement, dans l'œuvre de Mozart et de ses différents librettistes, les échos d'une révolte intemporelle. En mettant en scène la *Flûte enchantée*, il a poursuivi son travail de sappe en même temps qu'il a voulu, une nouvelle fois, modifier la perception que le public peut avoir du répertoire classique.

La scène est donc en Californie, aux abords de Los Angeles où dans les paysages chromés de la Golden Coast. La très profonde scène de Glyndebourne est barrée, à portée de main du public, par un praticable étroit qui va de la cour au jardin, à 2 mètres du sol. Au-dessus de ce praticable, un triptyque de photos réalistes et d'espace d'échangeurs autoroutiers. Los Angeles la nuit et le jour, les plages, montagnes et déserts de Californie. Au-dessous, l'espace, très bas de plafond, est encombré de colonnes courtaudées qui bornent des montes terriblement claustrophobes. Sur la tranchée du praticable, un journal lumineux horizontal traduit l'essentiel du livret et indique les situations. Il les commente même parfois, juste pour rire (ainsi, après l'air de Papageno, peut-on lire : « L'air précédent contient un certain nombre de mensonges au regard des normes sociales communément partagées »).

Peter Sellars n'a rien voulu rete-

nir du contenu maçonnique de la *Flûte*, jugeant que « deux cents ans après sa création, les particularités politiques et religieuses du rite maçonnique paraissent moins cruciales que le thème plus large de l'œuvre : le combat, à l'intérieur même de chacun des personnages, entre la chair et l'esprit, et la tension entre les mondes visibles et invisibles ».

## Tamino et son destin

Sellars s'en va donc raconter une histoire moderne, actuelle, le parcours torturé d'un jeune Américain, en l'occurrence Tamino, dans l'enfer social et le chaos urbain de Los Angeles. Et c'est là peut-être la plus grande réussite de Sellars : jamais, ou rarement, on a à ce point, dans une mise en scène de la *Flûte*, mis si bien en lumière ce personnage et son destin - c'est pourtant bien à lui qu'on remet la flûte qui donne son nom à l'œuvre, - les aventures de ce jeune homme qui veut se construire une vie malgré tous les obstacles, cette sorte d'anti-héros derrière lequel on peut apercevoir le profil de Mozart lui-même.

Malheureusement, c'est bien là le seul et unique motif de satisfaction de cette production. Car enfin, à l'exception d'un *Monostros* absolument caricatural, dont on comprend bien qu'il est une sorte d'homme d'affaires, cynique, profitant, au sens propre du mot, de la protection de Sarastro pour s'enrichir et dominer les êtres, la « lecture » que Sellars nous propose des autres personnages est moins intéressante, et surtout beaucoup moins claire.

La Reine de la nuit est-elle une petite, bourgeoise alcoolique dont la fille, Pamina, a été enlevée par une secte, un « jeu » assez courant sur la côte Ouest ? Papageno est-il un post-baba un peu illuminé et sympathique ? Sarastro est-il le chef allumé de cette improbable secte qui se prend pour la réincarnation du Mahatma Gandhi ? Certaines indulgences de la mise en scène laissent penser ainsi que les beaux costumes de Duna Kamicova, mais aussitôt de nombreuses imprécisions, quelquefois même des contradictions dans le traitement des rôles, nous font douter de leur réelle personnalité.

Si bien que la - presque - légendaire précision du travail de Sellars en prend ici un sérieux coup. Même si certains moments sont d'une grande beauté, d'une sûreté poétique, ainsi l'apparition, très « sellarsienne », de Papageno en paralytique tremblotant dans sa chaise, que Papageno - qui ne peut encore la reconnaître - calme en l'entourant de ses bras. Ou la fin du premier air de Tamino, couché seul dans le noir sur la scène, embrasant un téléviseur où l'on aperçoit le visage de Pamina. Mais que penser, pour cet exemple, de la déclaration d'amour des deux jeunes

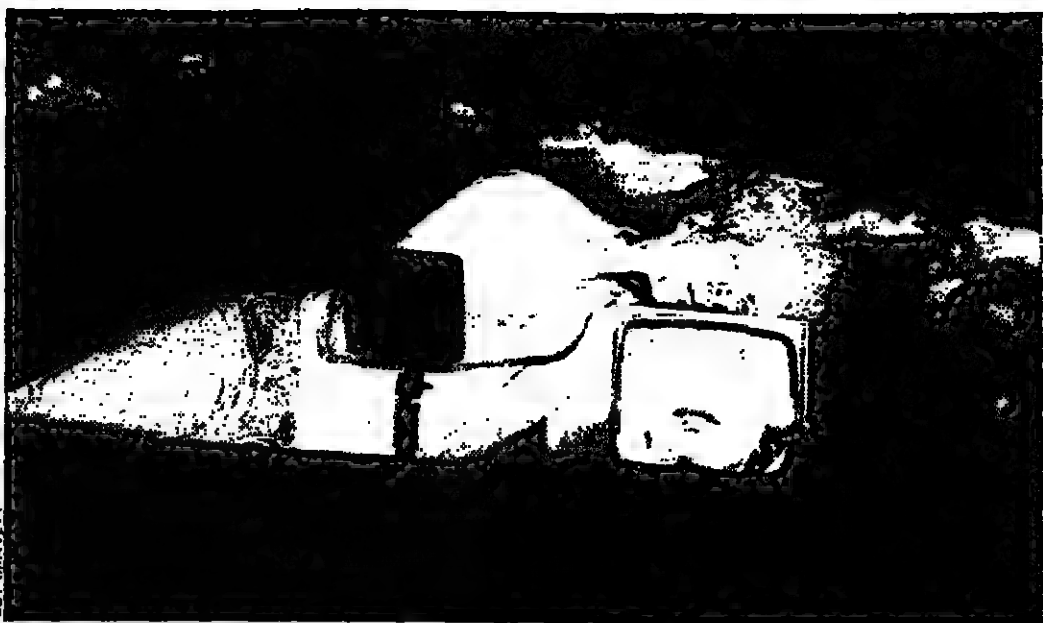
gens au deuxième acte, transformée en une sorte de triomphe romain ?

De quoi se perdre un peu. D'autant que les interprètes de cette *Flûte* sont globalement d'une faiblesse déplorable, surtout Hellen Kwon (la Reine), qu'on espérait ne plus jamais voir dans ce rôle après l'avoir vue chassée de la scène du Festival d'Aix-en-Provence, l'an passé, par de justes sifflets. Il faut cependant faire exception pour l'Allemand Kurt Streit (Tamino), qui compense un manque de puissance par une grande sensibilité, une belle musicalité, et le baryton James Maddalena (Papageno), « vieux » compagnon de Sellars, dont le fort tempérament d'acteur s'allie à une voix juste mais sans grand lyrisme.

Cela dit, les chanteurs ont bien du mérite à garder leurs marques, tant la direction de Lothar Zagrosek, à la tête du Philharmonique de Londres, manque de précision, d'intelligence et de raffinement. Disons qu'il joue les notes, tout juste, s'ingéniant à gommer par une incroyable arithmétique tous les reliefs de la partition. A ce point, cela tient de la performance : pour si mal conduire, il doit falloir un travail fou.

OLIVIER SCHMITT

Les prochaines représentations de la *Flûte enchantée* (18, 24 et 30 juin, 5, 7, 9 et 11 juillet à 17 h 25, le dimanche une heure plus tôt) ont lieu à guichets fermés (voir encadré) mais de nombreux membres de l'association, étonnés par la réputation de Sellars et le ton de certaines critiques, retournent leurs places. Pour en profiter, se présenter aux guichets du Festival à partir de 15 heures ou la veille au soir des dates précitées. Glyndebourne, Lewes, East Sussex ; tél. : 19-44-273-812-321.



Kurt Streit (Tamino) et Al-Lan Zhu (Pamina)

## Glyndebourne club très fermé

Au milieu d'un très joli site campagnard du sud de l'Angleterre, à 20 vingt kilomètres de Brighton, à 80 de Londres, le Festival de Glyndebourne, fondé en 1934, a lieu dans une propriété privée, gentil-homme dédiée à l'opéra par son propriétaire, John Christie, après son mariage avec une jeune chanteuse en 1931. Entourée de grands jardins où les festivaliers - à 90 % anglais, de la meilleure société - s'en vont dîner, le temps de longs entractes d'une heure et demie, la propriété est bâtie autour d'une salle de spectacles de 810 places, dotée d'une scène et d'installations techniques de premier ordre.

Seuls les membres de l'Association du Festival de Glyndebourne - 5000 individus et 230 sociétés - peuvent acheter des places au prix

fort (environ 500 F) pour la saison lyrique (de la fin mai à la fin août chaque année) contre une cotisation annuelle de 50 livres. Il faut compter environ dix ans d'attente aujourd'hui pour espérer devenir membre en s'inscrivant sur une liste d'attente qui compte dix mille noms.

Glyndebourne est dirigé par un administrateur général, Anthony Whitworth-Jones, un directeur musical, Andrew Davis, et un directeur artistique, Sir Peter Hall. Le Festival vit à 65 % des recettes de la salle et de la vente du programme et à 35 % du mécénat privé. Il ne reçoit donc aucune subvention de l'Etat britannique. Son budget est de 50 millions de francs en 1990 pour deux créations (la

Flûte enchantée, de Mozart et New Year, de Michael Tippett) et quatre reprises (Albert Herring, de Benjamin Britten, Katia Kabanova, de Janacek, Capriccio, de Richard Strauss et Falstaff, de Verdi) auxquels s'ajoutent 10 millions pour l'organisation, chaque hiver, de tournées des productions de l'année au Royaume-Uni et à l'étranger.

Afin de conserver sa totale indépendance et sa capacité de produire des spectacles à un prix convenable, le directeur général du Festival prévoit de construire d'ici à 1992, sur l'emplacement de l'ancien théâtre et sans rien retirer de l'ambiance Glyndebourne, une nouvelle salle de 1150 places d'un coût de 300 millions de francs ; pour ce faire, il compte sur une aide exceptionnelle de l'Etat.

O. S.

**1890**  
LILLE  
LA NAISSANCE  
D'UN HOMME  
**1970**  
COLOMBEY

**1940**  
PARIS  
L'EVEIL  
D'UNE NATION  
**1990...**

**1990**  
Diamètre réel : 22 mm - Poids Or : 7,5 g, Argent : 7 g

**"L'EVENEMENT"**

## Jeunesse de Brassens

Au Festival de Sète, les chansons du poète revisitées

Chanson, cinéma, théâtre et littérature sont au programme des septièmes Journées Internationales Georges Brassens qui ont lieu à Sète du 18 au 24 juin. Paradoxalement, c'est la première fois que ce festival rend hommage à l'auteur

de la *Mauvaise Réputation*, avec un spectacle présenté par dix élèves du cours d'Alice Dona. Autour d'un argument simple (la prise de parole), ils éclairent joyeusement des chansons (*Je me suis fait tout petit*, *les Amoureux des bancs publics*, *Brave Margot*, *l'Orange*, *les Croquants*, *l'Auvergnat*, *Une Jolie fleur*) qui ne cessent de sonner juste.

Dans ce spectacle intitulé *Brassens...* et Georges côté jardin, il n'y a ni nostalgie, ni tentative d'appropriation, ni défense et illustration d'un patrimoine. Simplement, dix jeunes gens de vingt ans prennent un plaisir fou à découvrir et à chanter un auteur-compositeur disparu il y a près de neuf ans. Durant une heure et demie c'est d'autant plus un enchantement que le spectateur a l'impression d'entendre les chansons les unes après les autres réapparaître toutes neuves. Outre les arrangements (parfois légèrement rockifiés ou parfumés de country) mettant en valeur les mélodies, l'interprétation ne dérape jamais vers l'imitation. Il est vrai que l'école de variétés d'Alice Dona met en évidence les individualités - c'est-à-dire des auteurs-compositeurs et des interprètes - et s'efforce de développer leur personnalité.

Après Sète, les élèves espèrent bien donner leur spectacle un peu partout en France.

CLAUDE FLÉOUTER

## DANSE



**20 H 45**  
19, 20, 22 ET 23 JUIN  
**ANNE TERESA DE KEERSMAEKER**  
STELLA  
26, 27, 29 ET 30 JUIN  
**ANGELIN PRELJOCAJ**  
26 ET 27 JUIN  
**LIQUEURS DE CHAIR**  
29 ET 30 JUIN  
**NOCES STRAVINSKI**  
**UN TRAIT D'UNION DUO**  
LOC. 4274.22.77  
2 PL DU CHATELET 4°

## LA MÉDAILLE OFFICIELLE DU SOUVENIR

Pour célébrer le centenaire de la naissance du Général de Gaulle, le vingtième anniversaire de sa disparition et le cinquantième de l'appel du 18 juin, une édition officielle limitée est frappée par l'Administration des Monnaies et Médailles (Ministère de l'Economie et des Finances).

La Médaille Officielle du Souvenir est éditée pour immortaliser dans les métaux précieux (l'Or 18 carats et l'Argent 1er Titre) l'un des plus grands hommes et l'une des plus grandes pages de l'histoire du siècle.

Frappée en qualité « Fleurs de Coins », chaque Médaille « De Gaulle » est livrée dans un étui, sous capsule de protection et porte le poinçon d'Etat. Un certificat d'authenticité est joint.

Les souscriptions sont reçues par correspondance auprès des Editions Jean-Marc LALETA (Distributeur agréé) selon l'ordre de leur arrivée. Après acceptation, vous recevrez une facture qui pourra être réglée en une fois ou en 4 mensualités (pour toute commande supérieure à 1000 F).

**NUMERO VERT 05.27.37.47**

Une édition unique pour tous les français !

## BULLETIN DE SOUSCRIPTION

A retourner aux Editions Jean-Marc LALETA, Illustrations agréées de la Monnaie de Paris, Tour Franklin cedex 11, 92061 Paris La Défense.

Je vous prie d'accepter ma souscription à la Médaille Officielle du Souvenir « Charles de Gaulle 1990 » frappée à tirage limité dans les ateliers de l'Administration des Monnaies et Médailles.

De Gaulle 1990 en Or 18 carats au prix de 1950 F l'une, soit F (limite 2 par foyer)  
De Gaulle 1990 en Argent 1er Titre au prix de 280 F l'une, soit F (limite 2 par foyer)

Je réglai le montant de cette souscription avant l'envoi du colis assuré à vos frais et risques, dès réception de votre facture en 1 seul versement ou en 4 mensualités (seulement pour une commande de plus de 1000 F).

En cas de non-satisfaction, je dispose d'un délai de 10 jours pour vous retourner mon colis dans son emballage d'origine pour être remboursé.

Mme. Mlle. M. : \_\_\_\_\_

Adresse complète : \_\_\_\_\_

Code Postal : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Date : \_\_\_\_\_ Signature : \_\_\_\_\_

Un détail de Branson de 6 à 8 semaines environ est à prévoir après règlement intégral.

Il ne peut pas d'argent immédiatement, nous remercions plus tard.

71101905



## CULTURE

## EXPOSITION

## Bioulès, à contretemps

Vincent Bioulès expose des portraits, des nus et des paysages à l'Ecole des beaux-arts. Singulière évolution

L'Ecole des beaux-arts serait-elle devenue en catimini – et de façon fort inattendue – l'un des rares lieux où l'art officiel contemporain, celui des biennales ratées et des commandes de courtoisie, ne règne pas ? En reprenant une exposition venue du musée de l'abbaye Sainte-Croix, aux Sables-d'Olonne, et en offrant ainsi à Vincent Bioulès l'occasion d'accrocher ses dessins et aquarelles des années 70 à aujourd'hui, cette noble institution manifeste une louable indépendance de jugement. Bioulès n'appartient, en effet, à aucun mouvement, aucune école, aucune chapelle reconnue ou sponsorisée.

Membre de Support-Surface, il a, ses premiers succès obtenus, prudemment évité d'en profiter. Etabli à Montpellier, à distance de toute agitation, il a décidé de ne plus dessiner et de peindre que ce qu'il avait sous les yeux, natures

voisines, intérieurs. Il n'avait du reste jamais cessé complètement : alors même qu'il présentait des toiles abstraites divisées en bandes monochromes, il continuait à exécuter presque clandestinement des croquis figuratifs qu'il ne montrait pas. Il s'y montrait analyste attentif de Matisse, de Bonnard et de Braque, dont les enseignements ont guidé son évolution.

L'exercice était périlleux et l'on a vu plus d'un peintre de la même génération s'empêtrer dans ses références et ne plus savoir distinguer le pastiche de la variation. Bioulès aurait ainsi pu devenir notre bonnardien le plus adroit, un nabi extrêmement anachronique et talentueux.

Son goût de l'observation des gens et des choses l'a défendu contre ce danger. Il a non pas oublié mais, si l'on ose dire, digéré ses maîtres. A New-York, à Rome ou sur ces plages du Languedoc où il

aime à se promener avec un carnet et une boîte de couleurs, il n'était plus temps pour lui de se souvenir, mais de regarder et d'enregistrer la sensation la plus promptement possible. Même nécessité quand il s'est voulu portraitiste.

Pas question devant le modèle d'imiter Picasso ou Giacometti : peu à peu, Bioulès s'est donné son style, très dense, très précis, fondé sur un dessin qui ne déteste pas la dureté et ne fait grâce au sujet d'aucun détail de son visage et de son corps. On ne les regarde pas sans étonnement : un peintre moderne, exécuter des portraits ? L'étrange idée ! Etrange assurément, mais probablement nécessaire.

PHILIPPE DAGEN

► Ecole nationale supérieure des beaux-arts, 11, quai Malaquais. Jusqu'au 14 juillet.

## CINÉMA

## Fuites et poursuites

Une histoire des années 40, remise au goût des années 80 : « Kill me again » de John Dahl

Une belle garce est en cheville avec un tueur psychopathe. Elle l'aide à piquer une mallette remplie de dollars en gros billets à un mafioso que le tueur tue. Bien que psychopathe, le tueur est un prudent : « Allons nous faire oublier un temps dans un coin tranquille », dit-il. Les coins tranquilles, très peu pour elle, elle l'assomme et s'enfuit.

Pendant ce temps, à Reno, un jeune privé veuf et dépressif se fait casser un doigt par deux hommes d'une autre mafia à qui il doit de l'argent. La belle garce arrive, trouve son adresse dans les petites annonces, lui offre dix mille dollars (la moitié tout de suite, le reste après exécution) pour faire semblant de la tuer. Elle veut disparaître, car elle a peur. Non sans raison : son psychopathe, plusieurs mafiosi et accessoirement la police la recherchent.

Ce n'est qu'un début. La suite n'est pas moins chaotique et référentielle. « Kill me again », de John Dahl (prix du Festival de Cannes 1990), est un hommage débauché au polar des années 40 – tout le monde trompe tout le monde, chacun est pourri, y compris le privé, mais lui a des excuses. On pourrait croire que le scénariste met un point d'honneur à se montrer plus touffu, plus torré que Chandler. Seulement, le film est en couleurs, la poésie du noir et blanc manque. Toute poésie en est d'ailleurs malheureusement absente. La mise en scène est juste convenable, efficace dans la mesure où elle ne laisse pas le temps de respirer. Mais elle ne fait pas non plus rêver.

Pourtant filtre une certaine ambiguïté, venue du décalage entre des péripéties codées nostalgiques et le comportement de personnages liés aux schémas des années 80, hommes et femmes à égalité, utilisant les mêmes armes, les vraies plus celles d'un langage d'une même cruauté, et celles de la séduction. Fourreau ou jeans moulants, gorge pigeonnante, la belle garce Joanne Whalley-Kilmer a le regard avide, les manières directes d'une nymphomane puérile. Le privé, Val Kilmer, garde de bout en bout un air ingénu de bébé boudoir et son intégrité physique, même quand il se fait tabasser et cribler de balles... L'un et l'autre parviennent à dépasser les poncifs, sont près d'atteindre le mythe. Et cette mise en relief de deux époques qui cherchent à se joindre dégage une ironie un peu triste qui ne laisse pas indifférent.

COLETTE GODARD

► Les Ateliers cinéma de Marseille. – Du 18 au 28 juillet, les Ateliers cinéma de Marseille proposent un programme d'enseignement : acteurs, photo, réalisation documentaires et reportages, maquillage et effets spéciaux, coiffure, production, scénario, culture cinématographique, test... Les cours, dirigés par des grands professionnels, sont payants. D'autre part, l'organisation de l'atelier « scénario » devrait déboucher sur l'installation à Marseille de la Maison européenne des scénaristes.

► Renseignements, les Ateliers cinéma, Bastide Saint Joseph, 28, avenue Paul Caze, 13014 Marseille. Tél : 91-604-604.

## COMMUNICATION

L'attribution de fréquences de télévision à Paris et dans 22 villes

## Revue de famille au CSA

Le CSA recevait jeudi 28 juin les six candidats à ses deux appels d'offres pour des fréquences de télévision, à Paris et dans vingt-deux villes de province. Verdict attendu avant la mi-juillet.

Dans leur forme, ces auditions publiques ressemblaient à une réunion de famille, avec ses archétypes : on prend des nouvelles de l'oncle érudit, du beau-frère sportif, des cousins de province, mais on concentre au fond son attention sur les enfants, qui font le plus de bruit...

Les cousins sont tenaces, mais ils agacent : depuis déjà deux ans, TCI et Canal Europe Nord (le Monde du 27 juin) réclament le droit de faire « une télévision de proximité » à Nantes ou Lille, ils craignent que « les dernières fréquences libres ne soient accaparées par des réseaux nationaux » et salissent le CSA de ne pas « étouffer les espoirs nés en province ».

Le sportif, lui, est peu combattif : le PDG de Sports 2/3, M. Jérôme Seydoux, n'admet-il pas que la fréquence parisienne

qu'il vise « n'est pas vitale » pour l'avenir du projet déjà retenu sur le satellite TDF1 ?

Quant à l'érudit TV 1992 (le Monde du 27 juin), un projet de « télé-connaissance » qui veut se démarquer de la « télé-détente » en jouant « la complicité avec l'entreprise », le CSA l'a ramené à peine poliment à quelques dures réalités : le capital du projet n'est pas bouclé – malgré une lettre de soutien inopinée du PDG d'Antenne 2 et FR3, M. Philippe Guillaume...

C'est donc à l'évidence entre les deux projets de chaînes pour les jeunes, Canal Enfants et Télépousse (le Monde du 13 juin) que se joue la compétition. Le premier, représenté en force par onze membres de son impressionnant tour de table, met en avant « l'équilibre » de son actionnariat, la « continuité » puisqu'il reprendra les acquis – et peut-être le nom – de l'actuel Canal J, la « qualité » de ses programmes exclusivement destinés aux enfants. L'appel d'offres du CSA posant explicitement comme critère de choix la complémentarité entre diffusion par câble, par satellite et en hertzien,

Canal Enfants joue les bons élèves grâce à ses accords avec les câblo-opérateurs et Canal Plus.

Une conduite que semble apprécier le CSA qui, en comparaison, se montre plus caillonné avec Télépousse, soutenu par TF1 et la presse régionale « indépendante des deux grands groupes » actionnaires de la Cinq (Hersant et Hechtel). Le garsman Télépousse n'échappe pas au soupçon : ne serait-il pas, avec ses 280 films diffusés plusieurs fois, une chaîne de cinéma qui ne veut pas dire son nom ? Une chaîne qui ignorerait les obligations sur les chaînes cryptées que le président du CSA, M. Jacques Boutet, se fait un plaisir de citer ? Son projet de diffusion en norme D2 Mac hertzienne est-il bien réaliste ?

Surpris, voire désarçonnés, par ces questions du CSA, les partenaires de Télépousse n'en démordent pas : ils veulent obtenir ces fréquences, parce que, comme le dit crûment M. Bernard Tapie, « on ne peut pas rester en dehors du dernier réseau important de télévision ».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

Avançant des arguments d'équilibre économique

## Les chaînes privées réagissent vivement au projet de restrictions du parrainage à la télévision

La volonté du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) d'élaborer un code de bonne conduite sur le parrainage télévisé provoque une violente réaction des chaînes privées. Leurs quatre PDG – MM. Le Lay, Rousset, Hersant et Drucker – viennent de cosigner avec l'Union des annonceurs (UDA) et l'Association des agences conseils en communication (AACC), une lettre reprochant à l'instance de régulation de « méconnaître les réalités économiques du marché ».

Depuis des mois, le développement du parrainage sur les chaînes privées fait l'objet de vives critiques de la part du CSA. Depuis des mois, les télévisions commerciales font la sourde oreille. Le premier estime insupportable les « débordements » quotidiens dont sont victimes les téléspectateurs ; les secondes, TF1 en tête, mettent en avant les ressources qu'elles en tirent, indispensables à leur équilibre économique.

Le 31 mai dernier, les uns et les autres tentaient au cours d'une réunion de dégarer un code de bonne conduite en ce domaine, après une première mise en demeure du CSA. Les chaînes en étaient sorties rassérénées, certaines de trouver un *modus vivendi* acceptable avec l'instance de régulation. Aussi, une lettre adressée par le président Jacques Boutet la semaine dernière a fait l'effet d'une douche froide.

Le président du CSA s'y montre en effet extrêmement restrictif, réduisant de fait le parrainage à la seule apparition du nom ou de l'emblème du sponsor dans les

génériques, les bandes-annonces ou au cours de l'émission. « Aucun slogan ne peut être admis », précise M. Boutet dans sa lettre. L'apparition du parrain ne peut être que ponctuelle et discrète dans sa présentation à l'écran (uniquement sous forme d'incrustation). De surcroît, poursuit-il, l'animateur de l'émission parrainée ne peut en aucun cas mentionner en cours d'émission, sous une forme ou sous une autre, le nom du parrain, de ses produits ou sa signature, qu'elle soit institutionnelle ou publicitaire.

Les émissions de jeu elles-mêmes sont visées : M. Boutet indique que les lots ne pourront apparaître sur le plateau qu'à « condition que leur présentation soit d'une stricte neutralité (...) et ne soit pas de nature à inciter à la consommation ou à l'achat ». En privé, le président du CSA affirme même que « le problème du parrainage est plus grave que celui de la publicité. Si 99 % des spots sont acceptables, seulement la moitié d'un parrainage sur dix l'est ! »

## « Position doctrinaire »

Souvent critiqué par le gouvernement pour sa mollesse, le CSA est, cette fois, décidé à faire un exemple. D'autant plus qu'il s'apprête à assouplir le contrôle des spots télévisés. Dès le 15 septembre, le contrôle a priori des publicités ne sera plus obligatoire, annonceurs et agences pouvant prendre le risque d'une sanction après leur diffusion. Une simplification administrative réclamée depuis des années par les professionnels, qui se félicitent sur ce point de « leur collaboration exemplaire » avec le CSA.

Sur le parrainage, en revanche, le divorce est total. Les présidents de

chaînes s'insurgent, dans leur réponse adressée le 27 juin à M. Boutet, contre « la teneur de ces propositions, étrangères à l'esprit de nos discussions ». Ils rappellent qu'un des rôles majeurs du CSA est de veiller « au bon fonctionnement et à l'équilibre économique de la télévision en France ». Les restrictions imposées par le CSA feraient perdre, selon eux, « 500 millions de francs en année pleine à notre profession, aggravant ainsi un déficit global déjà important ». Les PDG, soutenus par les représentants des annonceurs et des publicitaires, demandent « solennellement » l'ouverture « d'une véritable concertation ».

Entendus le 28 juin par la commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale, les patrons de chaînes ont tous critiqué avec virulence « la position doctrinaire » du CSA. Le PDG de TF1, M. Patrick Le Lay, de son côté, a estimé que le dossier du parrainage devait être traité indépendamment de celui de la publicité télévisée et notamment de l'éventuelle suppression de la coupure unique dans les téléfilms – pour laquelle M. Michel Pelchat, député UDF-PR de l'Essonne, a annoncé le dépôt d'un amendement législatif à la rentrée.

Le président de la Une est en tête de la fronde des chaînes : il est vrai que ses recettes en parrainage représentent l'équivalent de la marge bénéficiaire de TF1.

P.-A. G. et Y.-M. L.

M<sup>me</sup> Tasca tance M. Guillaume

M<sup>me</sup> Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication, a adressé, le 23 juin, une lettre sévère à M. Philippe Guillaume, président d'Antenne 2 et de FR3, lui reprochant notamment ses interférences dans le conflit opposant le personnel de la SFP à sa direction.

« Vos récentes prises de position dérogent une nouvelle fois aux principes élémentaires de gestion d'une entreprise publique », écrit le ministre. L'absence de concertation préalable avec l'Etat sur certaines orientations fondamentales pour l'avenir des sociétés dont vous exercez la présidence, le manque d'information de leurs conseils d'administration, l'expression publique de positions différentes, voire contraires à celles de votre actionnaire ne sont pas admissibles. (...) Tout cela ne contribue pas à instaurer le climat de confiance et de travail normal avec votre unique actionnaire et porte préjudice au développement des chaînes publiques, pour le redressement desquelles le Conseil supérieur vous a élu et auquel l'Etat consacre les moyens nécessaires. (...) C'est pourquoi je vous communique copie de la présente lettre au Conseil supérieur de l'audiovisuel. »

## PUBLICATION JUDICIAIRE

Par jugement du 25 avril 1990, la Première Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris a condamné la société éditrice de l'hebdomadaire L'USINE NOUVELLE à payer à M. François MICHELIN la somme d'un franc à titre de dommages-intérêts pour avoir utilisé une photographie le représentant sur la couverture du numéro de son magazine daté du 21 septembre 1989, sans son autorisation. Le Tribunal a ordonné en outre diverses mesures de publication.

## VENTES PAR ADJUDICATION

Rubrique OSP - 64, rue La Boétie, 45-63-12-66

MINITEL 36.15 CODE A37 puis OSP

VENTE sur saisie immobilière, au Palais de Justice à BOBIGNY le MARDI 10 JUILLET 1990, à 13 h 30

UN PAVILLON DE 4 P. PRINC. à MONTFERMEIL (93)

92, AVENUE AMPÈRE – JUMELÉ s/terre-plein, garage  
M. à P. 100 000 F. Sdr. M. BOURGEOIS, av. à AULNAY-SOUS-BOIS (93), 3, av. Germain-Papillon, Tél. 48-66-63-68 – SCP GASTINEAU, MALANGEAU, BOTTILLER, COUSSAU, av. assoc. à PARIS (6<sup>e</sup>), 2, carrefour de l'Odéon, T. 43-26-82-98, de 9 à 13 h. Ts av. TGI BOBIGNY, S/ix pr via, le 3 juillet de 10 h 35 à 11 h 35.

## L'ASTRADUL

Association des Traducteurs  
Diplômés de l'Université de Londres  
Vous propose une équipe de Traducteurs  
FRANÇAIS et ANGLAIS  
Tél. : 47-07-77-13 – 45-78-75-80 – 45-09-02-72  
B.P. 225-07 – 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut Britannique de Paris

Le Monde  
ABONNEMENTS  
VACANCES

VOUS N'ÊTES PAS ABONNÉ : Renvoyez-nous le bulletin ci-dessous, accompagné de votre règlement par chèque ou par Carte bleue.

VOUS ÊTES DÉJÀ ABONNÉ : Vous n'avez aucun supplément à payer pour que le Monde vous suive en vacances, partout en France métropolitaine. Renvoyez-nous simplement le bulletin ci-dessous sans oublier d'indiquer votre numéro d'abonnement.

DURÉE	FRANCE	ÉTRANGER* (voie normale)	Nbre de n°
2 semaines	100 F	165 F	13
3 semaines	150 F	245 F	19
1 mois	180 F	310 F	26
2 mois	280 F	550 F	52
3 mois	400 F	790 F	78

\* TARIF PAR AVION, NOUS CONTACTER AU : (1) 49-80-32-90

« LE MONDE » ABONNEMENTS  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MERY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Attention : la mise en place de votre abonnement vacances nécessite un délai de 10 jours.

● VOTRE ABONNEMENT VACANCES : DURÉE \_\_\_\_\_ du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_

● VOTRE ADRESSE DE VACANCES :

NOM \_\_\_\_\_ PRÉNOM \_\_\_\_\_

N° \_\_\_\_\_ RUE \_\_\_\_\_

CODE POSTAL \_\_\_\_\_ VILLE \_\_\_\_\_

PAYS \_\_\_\_\_

● VOTRE RÈGLEMENT : ☐ CHÈQUE JOINT ☐ CARTE BLEUE

● N° CB \_\_\_\_\_

Expiré à fin \_\_\_\_\_ Signature obligatoire \_\_\_\_\_

● VOTRE NUMÉRO D'ABONNÉ (si vous êtes déjà abonné)

\_\_\_\_\_

Sur minitel 3615 LEMONDE code ABO

011 MON2



## COMMUNICATION

# Le cœur malade de la télévision française

Après l'annonce de cinq cents licenciements  
la grève de la SFP illustre la crise chronique de la production publique

Alors que la grève se poursuit à la Société française de production (SFP), ce n'est que vendredi 22 juin que le comité d'entreprise commencera à débattre de la suppression de 500 emplois (dont 300 licenciements) demandée par le PDG, M. Jean-Pierre Hoss. Ce délai a été fixé par le tribunal des référés pour permettre aux élus du personnel d'étudier le plan de redressement de la SFP présenté le 13 juin.

Néanmoins, une première rencontre « informelle » entre la direction et les syndicats de l'entreprise publique devait avoir lieu lundi 18 juin. Ce même jour, CFDT, SNJ, FO, CGTC et CGC appelaient l'ensemble des salariés de l'audiovisuel à un débrayage entre 12 heures et 13 heures. Devant la faiblesse de la mobilisation, les syndicats tentaient d'élargir le mouvement et envisageaient des actions plus dures.

« La réussite de la réforme de l'ORTF est liée à celle de Jean-Charles Edeline. Le PDG de la SFP a cinq ans pour rendre sa société compétitive avec les sociétés de production privées. S'il échoue, la réforme Chirac vaudra définitivement en décalé et il ne restera qu'à ouvrir toutes grandes les portes des Buttes-Chaumont au privé... »

En ce mois de décembre 1974, le journaliste de l'Aurore à qui l'on doit ces quelques lignes fait preuve d'une étonnante précision. Car la réforme de l'ORTF votée en dix jours par le Parlement six mois auparavant va échouer. Et de toutes les sociétés issues du vieux Office, c'est bien la SFP qui va payer le tribut le plus lourd à une loi bâclée, justifiée devant l'opinion par la « gabegie », les grèves et les « scandales » pour mieux masquer sa véritable motivation : la remise au pas de l'information.

### Monsieur 30 %

A l'époque, pourtant, le jugement des professionnels est encore ambivalent. L'égérie des moyens de production « lourds » de l'ORTF (les grands studios vidéo, les moyens de tournage), la SFP est regardée à la fois comme le bastion de tous les corporatismes et comme l'héritière de cette fameuse école des Buttes-Chaumont à qui la France doit la renommée de sa télévision.

Fort de trois mille professionnels très qualifiés, capable de produire deux mille heures de programmes par an, la nouvelle société deviendra-elle l'un des plus puissants instruments de production audiovisuelle au monde ?

Où bien ne sera-t-elle que ce monstre ingérable, par avance décrié ?

Cigare aux lèvres, ventre proéminent de bon vivant, l'ancien président d'UGC, Jean-Charles Edeline, prend vite la mesure de l'enjeu. Il sait que les chaînes, jusque-là clientes obligées au sein de l'ORTF, vont progressivement retrouver leur liberté et que la SFP doit impérativement se diversifier. « Nous devons, lance celui que l'on a surnommé Monsieur 30 %, faire un tiers de télévision, un tiers de cinéma et un tiers d'audiovisuel » (câble, nouvelles techniques).

Visionnaire, il inaugure les salles de l'Empire en plein Paris, lance la SFP dans la vidéo, la télévision et entame la construction, à Bry-sur-Marne, d'un nouveau complexe ultra moderne de studios. C'est l'époque de l'euphorie. Elle est de courte durée.

Colosse aux pieds d'argile, la SFP dévoile rapidement ses faiblesses. Et ses ennemis financiers. Apparemment, tout va bien. L'Etat la dote d'un important capital social (375 millions de francs de l'époque), mais en réalité, il ne s'agit que de biens immobiliers. Les fonds propres ne s'élèvent, eux, qu'à une petite dizaine de millions, quant l'ORTF lui légué un passif de 87,5 millions. Un véritable marché de dupes. « L'Etat ne joue pas son rôle d'actionnaire », déplore déjà le sénateur Jean Cluzel, spécialiste de l'audiovisuel. Il ne le jouera jamais, contraignant la société à quémander des fonds publics pour boucher ses pertes sans jamais lui donner les moyens d'anticiper.

Plus grave, les premiers effets

pervers de la loi de 1974 font leur apparition. Les relations entre les chaînes et l'outil public de production se tendent. Les premières contraintes de passer des commandes à la SFP selon un système de quotas décevants, en estimant les prix trop élevés, bien qu'un rapport du conseil de la concurrence affirme le contraire. La SFP, elle, reproche aux télévisions l'irrégularité de leurs commandes - facteurs d'a-coups dans la production - et leurs recours à de simples prestations de service (des « travaux à façon ») qui bloquent les moyens techniques sans assurer le plein emploi des personnels. Quinze ans après, les griefs demeurent.

### Une concurrence biaisée

En cours de l'été 1978, la crise est ouverte. Devant l'échec de sa politique de diversification, Jean-Charles Edeline appelle l'Etat à l'aide. Son ami, Valéry Giscard d'Estaing, lui réclame surtout un plan de redressement. Le premier d'une longue liste que le PDG de la SFP, malade, laisse à son successeur, Antoine de Clermont-Tonnerre.

La SFP, dont le déficit cumulé atteint 200 millions de francs, entre dans la tourmente : des semaines de grèves n'empêchent pas cinq cents suppressions d'emplois en avril 1979, dont une très large majorité de licenciements. Le traumatisme est immense, les comptes s'améliorent, mais l'entreprise n'est pas tirée d'affaire pour autant.

1981, pourtant, laisse augurer un mieux. Homme affable, fin connaisseur de la maison dont il fut administrateur et PDG par intérim, Bertrand Labrousse vient aux commandes dans des circonstances croient favorables. Avec la gauche aux affaires, l'audiovisuel public ne retrouve-t-il pas toutes ses chances ?

Le retour aux commandes obligatoires imposées à TF1 et Antenne 2 permettent un retour à l'équilibre financier qui dure, bon an mal an, jusqu'en 1985. Jusqu'à ce que le gouvernement et sa majorité socialiste, puis celle de M. Jacques Chirac, modifient radicalement la donne. La dérégulation devient la règle, laissant la SFP au bord du chemin. C'est en 1985, la création du compte de soutien aux industries de programmes dont les producteurs privés sont à l'origine les bénéficiaires. C'est l'année suivante, la suppression définitive du système des commandes obligatoires assortie de la disparition de la part de redevance que touchait jusqu'alors la SFP.

C'est en 1987 la privatisation de TF1 qui inverse, d'un coup, le rapport de force entre le public et

le privé. C'est, enfin, en janvier 1989, la publication des décrets « Tasca » qui, en voulant protéger la production indépendante des « diffuseurs-prédateurs », handicape gravement une SFP qui compte TF1, Antenne 2 et FR3 parmi ses actionnaires.

« De nouvelles circuits financiers se mettent en place », constate ainsi le PDG de la Société française de production, Jean-Pierre Hoss, multipliant les intermédiaires entre son entreprise et les chaînes clientes. Le compte de soutien contraint, dans les faits, les télévisions à s'adresser à des producteurs privés, rejetant la SFP dans le métier, économiquement moins valorisant, de simple prestataire technique.

Le travail à façon, lui-même, dans lequel les salariés de la SFP

excellents pourtant, est de plus en plus durement concurrencé par des prestataires techniques privés qui emploient beaucoup de personnel temporaire ou « oublié » de régulariser les charges sociales. L'Erai, lui-même, faussé la concurrence en laissant FR3 développer inconsidérément ses propres outils de production, financés par la redevance. Résultat, le chiffre d'affaires de l'entreprise ne cesse de décliner, inférieur de 30 % à ce qu'il était en 1985. Quelle entreprise résisterait à un tel traitement ? Syndicats et salariés réclament d'autres règles du jeu. On ne voit pas, en effet, par quel miracle, ce système plan de redressement de la SFP pourrait réussir là où tous les autres ont échoué.

PIERRE-ANGEL GAY

### Jean-Pierre Hoss

## Un rocardien convaincu

Jean-Pierre Hoss n'est pas homme à fuir les conséquences de ses décisions, à s'enfermer dans son bureau, après avoir annoncé la suppression de cinq cents emplois, pour ignorer la colère des salariés de la SFP. En



pectueux serviteur de l'Etat, doublé d'un rocardien convaincu. C'est sans faire part de ses états d'âme que, chef du Service juridique et technique de l'information (S.T.I.), il a, en 1984, rédigé la loi sur la presse, imposée par le premier ministre Pierre Mauroy pour offrir à la majorité socialiste la tête de Robert Hersant. Mais le fonctionnaire efficace sait aussi se révéler un chef d'entreprise attentif et habile. Le personnel de Radio Monte Carlo garde du bref passage de Jean-Pierre Hoss à la tête de la station, entre 1985 et 1986, un heureux souvenir. Il avait alors réussi à pacifier une entreprise trop maintenue par la succession rapide de ses dirigeants, à redresser son audience et son image, à élaborer un vrai projet de développement pour une radio très affaiblie par la concurrence des stations FM.

En acceptant la succession de Philippe Guillaume à la présidence de la SFP, l'ancien secrétaire de la commission économique du parti socialiste savait que la pouvoir ne lui faisait pas un cadeau et que seule une thérapie de choc pouvait sauver le cœur malade de l'audiovisuel public. Et, sans doute, Jean-Pierre Hoss croit-il sincèrement aux vertus du plan de redressement qu'il est chargé d'appliquer. Reste à savoir si la compréhension de la SFP, victimes de l'indifférence et de la lâcheté de trop de gouvernements successifs, lui laissera le temps et les moyens de réussir.

J.-F. L.

## On a cassé Hollywood-sur-Seine

« Allez ! Et tant pis si la comparaison va sembler prétentieuse. Mais, pour moi, la SFP c'était... comme la MGM. Un petit Hollywood. Une sorte de ville magique et de ruhe vibrante et laborieuse où une foule d'artisans - de compagnons - issus de cent métiers concouraient ensemble à la création de spectacles et de rêves. Quand j'entraîs le matin aux Buttes, le ressentais comme un frisson de plaisir, d'excitation. Je croisais sur le seuil un auteur, saluait d'un clin d'œil un comédien connu sur un tournage, faisais volontiers un crochet pour voir l'évolution d'un décor conçu par un copain. Je rencontrais toujours dans un couloir telle amie script ou telle amie avant de retrouver mon équipe, celle des éclairagistes et la directrice photo avec lequel, par habitude, on se comprenait à mi-mots... C'était bien. »

Il est des Buttes, entendez « Buttes-Chaumont », studios de la SFP, rue des Alouettes. Il y est entré dans les années 60, comme tant d'autres qui, aujourd'hui, sont en plein désarroi, luttent contre le défaitisme, refoulent leur pessimisme, mais ne peuvent s'empêcher de désirer leur « maison ». Au passé, il a voté la grève - « C'est ce qu'on fait, non, dans ce cas-là ? », mais n'a pas d'illusions. Son regard, son silence et un haussement d'épaules exaspéré sont assez éloquent.

Hollywood-sur-Seine est malade. « Malade à en crever », affirme un ouvrier. « Quel gâchis ! » murmure un costumier. Car, pour audacieuse qu'elle soit, la comparaison avec Hollywood, la capitale mythique du cinéma, est dans bien des esprits. Ceux qui le chuchotent le font en rougissant un peu, en s'excusant.

### De Gargantua aux soucoupes volantes

Mais il n'y a rien à faire : le nom s'impose à eux, leur parle de rêves, de panache, de communauté de métiers. Il leur rappelle plus qu'aucun autre l'originalité de cette société - un patchwork - dont le sigle de trois lettres peint sur tant de camions, de studios ou de caméras cache plus de deux mille professionnels, des dizaines de studios, 25 000 mètres carrés d'ateliers et d'entrepôts, une collection unique

de 350 000 costumes et quelque 120 métiers.

Il y a les réalisateurs et les cadres, les scripts, éclairagistes, monteurs, ingénieurs du son, machinistes ; mais on ne saurait oublier les décorateurs, capables de reconstituer aussi bien des intérieurs d'appartements, de châteaux, de vieilles fermes, d'avions, que la tête de Gargantua à Mirapolis ou le décor de Jules César pour le spectacle de Robert Hossein. Les menuisiers travaillent le sapin, qui prend si bien les teintes, et les bois exotiques, comme l'obéché, qui n'a pas de défaut. Les peintres tracent le givre des fenêtres sous le chaleur des spots ou l'image patinée d'un ancêtre pour l'accrocher au mur d'un manoir. Les tapissiers, les tapisiers, les maquettistes ou les sculpteurs fabriquent à la demande une fontaine, un bébé en latex, un char d'assaut ou une soucoupe volante.

Mais il y a aussi aux Buttes-Chaumont l'armurier qui lit la Gazette des armes et confectionne l'épée d'Ivanhoé, les batonnets de la Révolution, les fusils Lebel ou la mitrailleuse M60 de Rambo ; le bottier qui a fait l'école de la chaussure et a classé ses trésoirs par époque : en haut des étagères, les bottines médiévales et les bottes de sept lieues ; au milieu, les bottines à boutons du début du siècle ; en bas, les roller-skates, les chaussures de clown et une série de baskets du 26 au 47 ; le coiffeur, le maquilleur, le parleur, le modiste, qui gère trente mille couvre-chefs, de la mître du pape au bibi de Lady Di, et puis les costumiers, qui créent, gèrent et entretiennent un stock fabuleux.

« Qui peut savoir le bonheur de ce métier ? dit une dessinatrice de costumes entrée à la télévision en 1960. Qui peut comprendre aussi son exigence de méticulosité, de perfection ? Il n'y aura plus, je crois, d'aujourd'hui, la fin d'une époque et l'obligation pour les producteurs et les réalisateurs d'avoir recours à l'étranger. Ce serait désastreux. » Elle a dessiné, taillé, cousu des centaines de tenues et n'a pas vu le temps passer. Elle n'a pas remarqué, si ce n'est furtivement, sur son téléviseur, l'irruption des « Juste Prix », « Roue de la Fortune », « Tournez manège » ou « Sacré

Soirée ». « J'ai toujours eu du travail, j'ai enchaîné feuilletons et téléfilms. La gestion de la maison s'est considérablement alourdie. Mais, moi, je n'ai pas senti d'autre évolution. »

Michel l'a vue, lui, l'évolution. Sorti en 1960 de l'école du cinéma au moment où toute l'industrie du septième art méprisait le petit écran, il est entré par hasard comme caméraman à la télévision, et puis il l'a aimée. Il y a tourné films, dramatiques, séries. Mais l'outil est cassé. « La télévision a changé. Je hais les jeux qu'il me faut aujourd'hui filmer. Je méprise ces images que je fixe avec l'esprit ailleurs... Ce n'est pas mon métier... »

### Une famille

La SFP peut faire tant de belles choses... ils se le répètent, les cadres, les monteurs, les scripts qui attendent de connaître le mot d'ordre des leaders de la grève, prêts à la mobilisation, avec une trouille au ventre de voir filer au privé les productions en projet ou en cours. « Si seulement le plan proposé faisait preuve, pour le service public, d'une réelle ambition ! La logique d'Antenne 2 et de FR3 est tellement décevante. »

Curieuse maison, fabuleuse SFP, dont l'histoire et celle de son personnel sont intimement liées à celle de la télévision française. C'est une famille, dit Michèle, scripte pendant près de trente ans. Oui, une famille, et ce mot n'est pas usurpé. Nous y sommes tous entrés très jeunes, dans les années 60 et 70, découvrant les techniques en même temps que les télé-spectateurs, travaillant comme des artisans et avec passion ; et nous avons notre savoir-faire mais plutôt notre fougue, depuis du manque de valorisation des personnes, de la froideur des directions qui passent et fuient aujourd'hui de participer à l'abaissement général. Michèle, pourtant, n'acceptera jamais l'idée d'une chute. « Il faut, dit-elle, que la SFP relève la tête et regarde l'an 2000 et l'Europe. » Même si le sacrifice imposé fait perdre sa famille quelque cinq cents membres...

ANNICK COJEAN

### Les conséquences de la grève sur les programmes

## En attendant le Tour de France...

La grève de la SFP a pour premier effet de creuser le trou financier de la société, à raison de 4 millions de francs par jour, estimant ses dirigeants. Son impact sur les programmes des chaînes semble plus limité. Car si l'été est une période de tournage intense de fictions pour la SFP, les télévisions, elles, nourrissent leurs grilles estivales de nombreuses rediffusions. Tout dépendra cependant de la durée de la grève, et de son extension éventuelle à d'autres sociétés.

Dans l'immédiat, seules sont affectées les émissions de plateau ou de direct, telles « Télé-Caroline » sur FR3 ou « Dimanche Martin » sur A2, la messe du dimanche et les retransmissions du mercredi à l'Assemblée nationale (mais la fin de la session approche). Antenne 2 a réussi à s'assurer de la diffusion des « Dossiers de l'écran » mardi, de la fête de la musique jeudi, et ne doute pas d'en faire de même pour le dernier « Apostrophes » vendredi. Si la grève durait, les chaînes publiques risquent cependant d'être les plus touchées, si elles ne peuvent suppléer aux manques avec leurs propres moyens - solidarité syndicale oblige - ou en faisant appel à l'extérieur.

Car à TF1, dont des émissions comme « Ciel mon mardi » ou « Sacré soirée » dépendent des moyens techniques de la SFP, on assure « tout faire pour assurer la continuité de l'antenne », quitte à recourir à des sociétés privées - sans

dévoiler ces solutions pour ne pas courir le risque de perturbations de la part des grévistes. Le Loto est aussi en quête de moyens alternatifs pour produire ses émissions. Pour le reste, jeux et magazines sont enregistrés à l'avance (les retombées seraient donc décalées), informations et « plateaux » sportifs sont confectionnés à Cognac-Jay, dans les locaux de la chaîne. La diffusion des fictions en cours de tournage risque bien sur d'être un peu retardée, mais seule une grève longue entraînerait des perturbations sensibles dans ce secteur où la SFP est un pourvoyeur majeur des chaînes. Durable, la grève pourrait aussi détourner des clients traditionnels de la société, et entraîner de lourdes pénalités pour la SFP. Reste le sport, autre domaine où la com-

plexité des moyens techniques réunis fait de la SFP un prestataire souvent incontournable. Le plan de licenciement n'a été dévoilé qu'après Roland-Garros, ce qui n'est sans doute pas un hasard.

Les 24 Heures du Mans étaient filmées par une société privée. Le Mondiale est livré clés en main par la télévision italienne. Le Tour de France est donc le seul événement majeur dont la SFP doit assurer prochainement le tournage. La grande boucle débute dans quinze jours. Et aucune société privée ne peut, dans un tel délai, monter un dispositif alternatif. C'est donc avec cette échéance importante que direction et syndicats engagent leur bras de fer...

M. C. I.

## FORMATIONS A LA TELEMATIQUE

L'INSTITUT INTERNATIONAL DE TELEMATIQUE (I.N.I.T.)

vous propose le programme de ses formations 1990-1991

1 Le Diplôme d'Etudes Supérieures d'Université de Télématique (D.E.S.U.), bac + 4, co-dispensé par l'Université de Paris VIII et l'I.N.I.T.

2 Le Diplôme de Réalisateur Télématique (niveau bac + 2).

I.N.I.T. : (1) 60.17.17.58



## SANS VISA

## JEUX

## échecs

N° 1391

## DEUX SŒURS

(Coupe du monde, Moscou, juin 1990)

Blancs : KHALIFMAN  
Noirs : P. NIKOLIC

Partie française (système Tarrasch)

1. e4 e5 2. f4 f5 3. g4 g5 4. h4 h5 5. f5 f6 6. g6 g7 7. h7 h8 8. g8 g9 9. f9 f10 10. e10 e11 11. d11 d12 12. c12 c13 13. b13 b14 14. a14 a15 15. z15 z16 16. y16 y17 17. x17 x18 18. w18 w19 19. v19 v20 20. u20 u21 21. t21 t22 22. s22 s23 23. r23 r24 24. q24 q25 25. p25 p26 26. o26 o27 27. n27 n28 28. m28 m29 29. l29 l30 30. k30 k31 31. j31 j32 32. i32 i33 33. h33 h34 34. g34 g35 35. f35 f36 36. e36 e37 37. d37 d38 38. c38 c39 39. b39 b40 40. a40 a41 41. z41 z42 42. y42 y43 43. x43 x44 44. w44 w45 45. v45 v46 46. u46 u47 47. t47 t48 48. s48 s49 49. r49 r50 50. q50 q51 51. p51 p52 52. o52 o53 53. n53 n54 54. m54 m55 55. l55 l56 56. k56 k57 57. j57 j58 58. i58 i59 59. h59 h60 60. g60 g61 61. f61 f62 62. e62 e63 63. d63 d64 64. c64 c65 65. b65 b66 66. a66 a67 67. z67 z68 68. y68 y69 69. x69 x70 70. w70 w71 71. v71 v72 72. u72 u73 73. t73 t74 74. s74 s75 75. r75 r76 76. q76 q77 77. p77 p78 78. o78 o79 79. n79 n80 80. m80 m81 81. l81 l82 82. k82 k83 83. j83 j84 84. i84 i85 85. h85 h86 86. g86 g87 87. f87 f88 88. e88 e89 89. d89 d90 90. c90 c91 91. b91 b92 92. a92 a93 93. z93 z94 94. y94 y95 95. x95 x96 96. w96 w97 97. v97 v98 98. u98 u99 99. t99 t100 100. s100 s101 101. r101 r102 102. q102 q103 103. p103 p104 104. o104 o105 105. n105 n106 106. m106 m107 107. l107 l108 108. k108 k109 109. j109 j110 110. i110 i111 111. h111 h112 112. g112 g113 113. f113 f114 114. e114 e115 115. d115 d116 116. c116 c117 117. b117 b118 118. a118 a119 119. z119 z120 120. y120 y121 121. x121 x122 122. w122 w123 123. v123 v124 124. u124 u125 125. t125 t126 126. s126 s127 127. r127 r128 128. q128 q129 129. p129 p130 130. o130 o131 131. n131 n132 132. m132 m133 133. l133 l134 134. k134 k135 135. j135 j136 136. i136 i137 137. h137 h138 138. g138 g139 139. f139 f140 140. e140 e141 141. d141 d142 142. c142 c143 143. b143 b144 144. a144 a145 145. z145 z146 146. y146 y147 147. x147 x148 148. w148 w149 149. v149 v150 150. u150 u151 151. t151 t152 152. s152 s153 153. r153 r154 154. q154 q155 155. p155 p156 156. o156 o157 157. n157 n158 158. m158 m159 159. l159 l160 160. k160 k161 161. j161 j162 162. i162 i163 163. h163 h164 164. g164 g165 165. f165 f166 166. e166 e167 167. d167 d168 168. c168 c169 169. b169 b170 170. a170 a171 171. z171 z172 172. y172 y173 173. x173 x174 174. w174 w175 175. v175 v176 176. u176 u177 177. t177 t178 178. s178 s179 179. r179 r180 180. q180 q181 181. p181 p182 182. o182 o183 183. n183 n184 184. m184 m185 185. l185 l186 186. k186 k187 187. j187 j188 188. i188 i189 189. h189 h190 190. g190 g191 191. f191 f192 192. e192 e193 193. d193 d194 194. c194 c195 195. b195 b196 196. a196 a197 197. z197 z198 198. y198 y199 199. x199 x200 200. w200 w201 201. v201 v202 202. u202 u203 203. t203 t204 204. s204 s205 205. r205 r206 206. q206 q207 207. p207 p208 208. o208 o209 209. n209 n210 210. m210 m211 211. l211 l212 212. k212 k213 213. j213 j214 214. i214 i215 215. h215 h216 216. g216 g217 217. f217 f218 218. e218 e219 219. d219 d220 220. c220 c221 221. b221 b222 222. a222 a223 223. z223 z224 224. y224 y225 225. x225 x226 226. w226 w227 227. v227 v228 228. u228 u229 229. t229 t230 230. s230 s231 231. r231 r232 232. q232 q233 233. p233 p234 234. o234 o235 235. n235 n236 236. m236 m237 237. l237 l238 238. k238 k239 239. j239 j240 240. i240 i241 241. h241 h242 242. g242 g243 243. f243 f244 244. e244 e245 245. d245 d246 246. c246 c247 247. b247 b248 248. a248 a249 249. z249 z250 250. y250 y251 251. x251 x252 252. w252 w253 253. v253 v254 254. u254 u255 255. t255 t256 256. s256 s257 257. r257 r258 258. q258 q259 259. p259 p260 260. o260 o261 261. n261 n262 262. m262 m263 263. l263 l264 264. k264 k265 265. j265 j266 266. i266 i267 267. h267 h268 268. g268 g269 269. f269 f270 270. e270 e271 271. d271 d272 272. c272 c273 273. b273 b274 274. a274 a275 275. z275 z276 276. y276 y277 277. x277 x278 278. w278 w279 279. v279 v280 280. u280 u281 281. t281 t282 282. s282 s283 283. r283 r284 284. q284 q285 285. p285 p286 286. o286 o287 287. n287 n288 288. m288 m289 289. l289 l290 290. k290 k291 291. j291 j292 292. i292 i293 293. h293 h294 294. g294 g295 295. f295 f296 296. e296 e297 297. d297 d298 298. c298 c299 299. b299 b300 300. a300 a301 301. z301 z302 302. y302 y303 303. x303 x304 304. w304 w305 305. v305 v306 306. u306 u307 307. t307 t308 308. s308 s309 309. r309 r310 310. q310 q311 311. p311 p312 312. o312 o313 313. n313 n314 314. m314 m315 315. l315 l316 316. k316 k317 317. j317 j318 318. i318 i319 319. h319 h320 320. g320 g321 321. f321 f322 322. e322 e323 323. d323 d324 324. c324 c325 325. b325 b326 326. a326 a327 327. z327 z328 328. y328 y329 329. x329 x330 330. w330 w331 331. v331 v332 332. u332 u333 333. t333 t334 334. s334 s335 335. r335 r336 336. q336 q337 337. p337 p338 338. o338 o339 339. n339 n340 340. m340 m341 341. l341 l342 342. k342 k343 343. j343 j344 344. i344 i345 345. h345 h346 346. g346 g347 347. f347 f348 348. e348 e349 349. d349 d350 350. c350 c351 351. b351 b352 352. a352 a353 353. z353 z354 354. y354 y355 355. x355 x356 356. w356 w357 357. v357 v358 358. u358 u359 359. t359 t360 360. s360 s361 361. r361 r362 362. q362 q363 363. p363 p364 364. o364 o365 365. n365 n366 366. m366 m367 367. l367 l368 368. k368 k369 369. j369 j370 370. i370 i371 371. h371 h372 372. g372 g373 373. f373 f374 374. e374 e375 375. d375 d376 376. c376 c377 377. b377 b378 378. a378 a379 379. z379 z380 380. y380 y381 381. x381 x382 382. w382 w383 383. v383 v384 384. u384 u385 385. t385 t386 386. s386 s387 387. r387 r388 388. q388 q389 389. p389 p390 390. o390 o391 391. n391 n392 392. m392 m393 393. l393 l394 394. k394 k395 395. j395 j396 396. i396 i397 397. h397 h398 398. g398 g399 399. f399 f400 400. e400 e401 401. d401 d402 402. c402 c403 403. b403 b404 404. a404 a405 405. z405 z406 406. y406 y407 407. x407 x408 408. w408 w409 409. v409 v410 410. u410 u411 411. t411 t412 412. s412 s413 413. r413 r414 414. q414 q415 415. p415 p416 416. o416 o417 417. n417 n418 418. m418 m419 419. l419 l420 420. k420 k421 421. j421 j422 422. i422 i423 423. h423 h424 424. g424 g425 425. f425 f426 426. e426 e427 427. d427 d428 428. c428 c429 429. b429 b430 430. a430 a431 431. z431 z432 432. y432 y433 433. x433 x434 434. w434 w435 435. v435 v436 436. u436 u437 437. t437 t438 438. s438 s439 439. r439 r440 440. q440 q441 441. p441 p442 442. o442 o443 443. n443 n444 444. m444 m445 445. l445 l446 446. k446 k447 447. j447 j448 448. i448 i449 449. h449 h450 450. g450 g451 451. f451 f452 452. e452 e453 453. d453 d454 454. c454 c455 455. b455 b456 456. a456 a457 457. z457 z458 458. y458 y459 459. x459 x460 460. w460 w461 461. v461 v462 462. u462 u463 463. t463 t464 464. s464 s465 465. r465 r466 466. q466 q467 467. p467 p468 468. o468 o469 469. n469 n470 470. m470 m471 471. l471 l472 472. k472 k473 473. j473 j474 474. i474 i475 475. h475 h476 476. g476 g477 477. f477 f478 478. e478 e479 479. d479 d480 480. c480 c481 481. b481 b482 482. a482 a483 483. z483 z484 484. y484 y485 485. x485 x486 486. w486 w487 487. v487 v488 488. u488 u489 489. t489 t490 490. s490 s491 491. r491 r492 492. q492 q493 493. p493 p494 494. o494 o495 495. n495 n496 496. m496 m497 497. l497 l498 498. k498 k499 499. j499 j500 500. i500 i501 501. h501 h502 502. g502 g503 503. f503 f504 504. e504 e505 505. d505 d506 506. c506 c507 507. b507 b508 508. a508 a509 509. z509 z510 510. y510 y511 511. x511 x512 512. w512 w513 513. v513 v514 514. u514 u515 515. t515 t516 516. s516 s517 517. r517 r518 518. q518 q519 519. p519 p520 520. o520 o521 521. n521 n522 522. m522 m523 523. l523 l524 524. k524 k525 525. j525 j526 526. i526 i527 527. h527 h528 528. g528 g529 529. f529 f530 530. e530 e531 531. d531 d532 532. c532 c533 533. b533 b534 534. a534 a535 535. z535 z536 536. y536 y537 537. x537 x538 538. w538 w539 539. v539 v540 540. u540 u541 541. t541 t542 542. s542 s543 543. r543 r544 544. q544 q545 545. p545 p546 546. o546 o547 547. n547 n548 548. m548 m549 549. l549 l550 550. k550 k551 551. j551 j552 552. i552 i553 553. h553 h554 554. g554 g555 555. f555 f556 556. e556 e557 557. d557 d558 558. c558 c559 559. b559 b560 560. a560 a561 561. z561 z562 562. y562 y563 563. x563 x564 564. w564 w565 565. v565 v566 566. u566 u567 567. t567 t568 568. s568 s569 569. r569 r570 570. q570 q571 571. p571 p572 572. o572 o573 573. n573 n574 574. m574 m575 575. l575 l576 576. k576 k577 577. j577 j578 578. i578 i579 579. h579 h580 580. g580 g581 581. f581 f582 582. e582 e583 583. d583 d584 584. c584 c585 585. b585 b586 586. a586 a587 587. z587 z588 588. y588 y589 589. x589 x590 590. w590 w591 591. v591 v592 592. u592 u593 593. t593 t594 594. s594 s595 595. r595 r596 596. q596 q597 597. p597 p598 598. o598 o599 599. n599 n600 600. m600 m601 601. l601 l602 602. k602 k603 603. j603 j604 604. i604 i605 605. h605 h606 606. g606 g607 607. f607 f608 608. e608 e609 609. d609 d610 610. c610 c611 611. b611 b612 612. a612 a613 613. z613 z614 614. y614 y615 615. x615 x616 616. w616 w617 617. v617 v618 618. u618 u619 619. t619 t620 620. s620 s621 621. r621 r622 622. q622 q623 623. p623 p624 624. o624 o625 625. n625 n626 626. m626 m627 627. l627 l628 628. k628 k629 629. j629 j630 630. i630 i631 631. h631 h632 632. g632 g633 633. f633 f634 634. e634 e635 635. d635 d636 636. c636 c637 637. b637 b638 638. a638 a639 639. z639 z640 640. y640 y641 641. x641 x642 642. w642 w643 643. v643 v644 644. u644 u645 645. t645 t646 646. s646 s647 647. r647 r648 648. q648 q649 649. p649 p650 650. o650 o651 651. n651 n652 652. m652 m653 653. l653 l654 654. k654 k655 655. j655 j656 656. i656 i657 657. h657 h658 658. g658 g659 659. f659 f660 660. e660 e661 661. d661 d662 662. c662 c663 663. b663 b664 664. a664 a665 665. z665 z666 666. y666 y667 667. x667 x668 668. w668 w669 669. v669 v670 670. u670 u671 671. t671 t672 672. s672 s673 673. r673 r674 674. q674 q675 675. p675 p676 676. o676 o677 677. n677 n678 678. m678 m679 679. l679 l680 680. k680 k681 681. j681 j682 682. i682 i683 683. h683 h684 684. g684 g685 685. f685 f686 686. e686 e687 687. d687 d688 688. c688 c689 689. b689 b690 690. a690 a691 691. z691 z692 692. y692 y693 693. x693 x694 694. w694 w695 695. v695 v696 696. u696 u697 697. t697 t698 698. s698 s699 699. r699 r700 700. q700 q701 701. p701 p702 702. o702 o703 703. n703 n704 704. m704 m705 705. l705 l706 706. k706 k707 707. j707 j708 708. i708 i709 709. h709 h710 710. g710 g711 711. f711 f712 712. e712 e713 713. d713 d714 714. c714 c715 715. b715 b716 716. a716 a717 717. z717 z718 718. y718 y719 719. x719 x720 720. w720 w721 721. v721 v722 722. u722 u723 723. t723 t724 724. s724 s725 725. r725 r726 726. q726 q727 727. p727 p728 728. o728 o729 729. n729 n730 730. m730 m731 731. l731 l732 732. k732 k733 733. j733 j734 734. i734 i735 735. h735 h736 736. g736 g737 737. f737 f738 738. e738 e739 739. d739 d740 740. c740 c741 741. b741 b742 742. a742 a743 743. z743 z744 744. y744 y745 745. x745 x746 746. w746 w747 747. v747 v748 748. u748 u749 749. t749 t750 750. s750 s751 751. r751 r752 752. q752 q753 753. p753 p754 754. o754 o755 755. n755 n756 756. m756 m757 757. l757 l758 758. k758 k759 759. j759 j760 760. i760 i761 761. h761 h762 762. g762 g763 763. f763 f764 764. e764 e765 765. d765 d766 766. c766 c767 767. b767 b768 768. a768 a769 769. z769 z770 770. y770 y771 771. x771 x772 772. w772 w773 773. v773 v774 774. u774 u775 775. t775 t776 776. s776 s777 777. r777 r778 778. q778 q779 779. p779 p780 780. o780 o781 781. n781 n782 782. m782 m783 783. l783 l784 784. k784 k785 785. j785 j786 786. i786 i787 787. h787 h788 788. g788 g789 789. f789 f790 790. e790 e791 791. d791 d792 792. c792 c793 793. b793 b794 794. a794 a795 795. z795 z796 796. y796 y797 797. x797 x798 798. w798 w799 799. v799 v800 800. u800 u801 801. t801 t802 802. s802 s803 803. r803 r804 804. q804 q805 805. p805 p806 806. o806 o807 807. n807 n808 808. m808 m809 809. l809 l810 810. k810 k811 811. j811 j812 812. i812 i813 813. h813 h814 814. g814 g815 815. f815 f816 816. e816 e817 817. d817 d818 818. c818 c819 819. b819 b820 820. a820 a821 821. z821 z822 822. y822 y823 823. x823 x824 824. w824 w825 825. v825 v826 826. u826 u827 827. t827 t828 828. s828 s829 829. r829 r830 830. q830 q831 831. p831 p832 832. o832 o833 833. n833 n834 834. m834 m835 835. l835 l836 836. k836 k837 837. j837 j838 838. i838 i839 839. h839 h840 840. g840 g841 841. f841 f842 842. e842 e843 843. d843 d844 844. c844 c845 845. b845 b846 846. a846 a847 847. z847 z848 848. y848 y849 849. x849 x850 850. w850 w851 851. v851 v852 852. u852 u853 853. t853 t854 854. s854 s855 855. r855 r856 856. q856 q857 857. p857 p858 858. o858 o859 859. n859 n860 860. m860 m861 861. l861 l862 862. k862 k863 863. j863 j864 864. i864 i865 865. h865 h866 866. g866 g867 867. f867 f868 868. e868 e869 869. d869 d870 870. c870 c871 871. b871 b872 872. a872 a873 873. z873 z874 874. y874 y875 875. x875 x876 876. w876 w877 877. v877 v878 878. u878 u879 879. t879 t880 880. s880 s881 881. r881 r882 882. q882 q883 883. p883 p884 884. o884 o885 885. n885 n886 886. m886 m887 887. l887 l888 888. k888 k889 889. j889 j890 890. i890 i891 891. h891 h892 892. g892 g893 893. f893 f894 894. e894 e895 895. d895 d896 896. c896 c897 897. b897 b898 898. a898 a899 899. z899 z900 900. y900 y901 901. x901 x902 902. w902 w903 903. v903 v904 904. u904 u905 905. t905 t906 906. s906 s907 907. r907 r908 908. q908 q909 909. p909 p910 910. o910 o911 911. n911 n912 912. m912 m913 913. l913 l914 914. k914 k915 915. j915 j916 916. i916 i917 917. h917 h918 918. g918 g919 919. f919 f920 920. e920 e921 921. d921 d922 922. c922 c923 923. b923 b924 924. a924 a925 925. z925 z926 926. y926 y927 927. x927 x928 928. w928 w929 929. v929 v930 930. u930 u931 931. t931 t932 932. s932 s933 933. r933 r934 934. q934 q935 935. p935 p936 936. o936 o937 937. n937 n938 938. m938 m939 939. l939 l940 940. k940 k941 941. j941 j942 942. i942 i943 943. h943 h944 944. g944 g945 945. f945 f946 946. e946 e947 947. d947 d948 948. c948 c9







## AGENDA

VENDREDI 29 JUIN

## CINÉMA

## LA CINÉMATHEQUE

**PALAIS DE CHAILLOT**  
(47-04-24-24)  
Cinéma français des années trente : Gaspard de Besse (1935), J. André Hugon, 16 h. Cinéma allemand des années vingt : Le Trésor (1922-1923) de Georg-Wilhelm Pabst, 19 h. La Tarte qui flambe (1922) de Friedrich Wilhelm Murnau, 21 h.

## CENTRE GEORGES-POMPIDOU

**SAULE GARANCE** (42-78-37-29)  
La Cinéma des pays nordiques : Le Jour se lève dans le Nord (1937, v.o. s.t.t.), d'Olivier Dalgard, 14 h 30 ; la Bande de Norrull (1923), de Per Lindberg, 17 h 30 ; la Terre de nos ancêtres (1973, v.o. s.t.t.), de Ragni Moltberg, 20 h 30.

## VIDÉOTHÈQUE DE PARIS

2, grande galerie, porte Saint-Eustache, Forum des Halles (40-26-34-30)  
De Gaulle à l'écran : 1946-1957 : du pouvoir au désert : Actualités Gaumont, 14 h 30 ; Actualités Gaumont, Mon Général d'Assemblée au désert (1980) d'Oliver Guichard, 16 h 30 ; la IVe République (1977) de Daniel Lander, 18 h 30 ; la Guerre d'Algérie (1984) de Peter Batty, 20 h 30.

## LES EXCLUSIVITÉS

**OH, QU'ELLES SONT NOIRES LES NUITS SUR LA MER NOIRE** (Soc. v.o.) : Cosmos, 8 (45-44-28-80).  
**FAFARS PRIVES** (v.o.) : UGC Emillage, 8 (45-63-16-18) ; v.f. : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).  
**ALEXANDRE ENCORE ET TOUJOURS** (Fr.-Es. v.o.) : Mar Linder Panorama, 8 (48-24-88-56).  
**ALLO MAMAN ICI BÉBÉ** (A. v.o.) : UGC Emillage, 8 (45-63-16-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; Pathe Clichy, 18 (45-22-46-01).  
**ALWAYS** (A. v.o.) : Miramar, 14 (43-20-89-52).  
**APARTMENT ZERO** (Bnt. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; Sept Passions, 14 (43-20-32-20) ; v.f. : Pathe Français, 8 (47-70-33-58).  
**ATTACHE-MOI** (Esp. v.o.) : Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12) ; Gaumont Opéra, 2 (47-42-56-31) ; Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38) ; Reflet Miroirs Logos, 14 (45-22-46-01).  
**CHASSEUR BLANC, CŒUR NOIR** (A. v.o.) : Le Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; Sept Passions, 14 (43-20-32-20).  
**CHERIE J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES** (A. v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Danfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-32-91-58).  
**CHET BAKER, LET'S GET LOST** (A. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).  
**CINÉMA PARADISO** (Fr.-It. v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**CŒURS FLAMMÉS** (Dan. v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CONTE DE PRINTEMPS** (Fr.) : Les Trois Luxemeburg, 6 (46-53-97-77).  
**CRIMES ET DÉLITS** (A. v.o.) : Reflet Logos, 14 (45-22-46-01) ; Le Triomphe, 8 (45-74-94-94).  
**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC

25-10-30) ; UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94) ; La Pagode, 7 (47-05-12-15) ; Gaumont Ambassade, 8 (43-59-19-08) ; UGC Biarritz, 8 (45-62-26-40) ; 14 Juillet Bastille, 11 (43-57-80-81) ; Escorial, 13 (47-07-28-04) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-75-79-79) ; UGC Maitot, 17 (40-68-00-18) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Opéra, 9 (45-74-94-94) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; Pathe Wepler II (ex-images), 18 (45-22-47-94).  
**AU BONHEUR DES CHIENS** (It. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46).  
**AUX SOURCES DU NIL** (A. v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47) ; UGC Emillage, 8 (45-63-16-18).  
**BLANCHE NEIGE ET LE CHATEAU HANTÉ** (A. v.o.) : Rex, 2 (42-36-83-93) ; George V, 8 (45-62-41-46) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; Fauvette, 13 (43-31-56-88) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-58) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01) ; Le Gambetta, 20 (46-36-10-96).  
**BLUE STEEL** (A. v.o.) : Elysées Lincoln, 8 (43-58-36-14).  
**LA CAPTIVE DU DÉSERT** (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE CERCLE DES POÈTES DISPARUS** (A. v.o.) : George V, 8 (45-62-41-46) ; v.f. : Pathe Impérial, 2 (47-42-72-52) ; Pathe Montparnasse, 14 (43-20-12-06).

**CHARLIE** (A. v.o.) : Club Gaumont (Publics Matignon), 8 (43-59-31-97) ; République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Danfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-32-91-58) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-58).  
**CHASSEUR BLANC, CŒUR NOIR** (A. v.o.) : Le Triomphe, 8 (45-74-94-94) ; Sept Passions, 14 (43-20-32-20).  
**CHERIE J'AI RÉTRÉCI LES GOSSES** (A. v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) ; Danfert, 14 (43-21-41-01) ; Grand Pavois, 15 (45-32-91-58) ; Saint-Lambert, 15 (45-32-91-58).

**CHET BAKER, LET'S GET LOST** (A. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00).  
**CINÉMA PARADISO** (Fr.-It. v.o.) : Lucerna, 6 (45-44-57-34) ; George V, 8 (45-62-41-46).  
**CŒURS FLAMMÉS** (Dan. v.o.) : Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).  
**CONTE DE PRINTEMPS** (Fr.) : Les Trois Luxemeburg, 6 (46-53-97-77).  
**CRIMES ET DÉLITS** (A. v.o.) : Reflet Logos, 14 (45-22-46-01) ; Le Triomphe, 8 (45-74-94-94).  
**CYRANO DE BERGERAC** (Fr.) : Forum Horizon, 1 (45-08-57-57) ; UGC

Danton, 6 (42-25-10-30) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; Les Nations, 12 (43-43-04-67) ; UGC Lyon Bastille, 12 (43-43-01-59) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95) ; Mistrail, 14 (45-39-52-43) ; Knapovrama, 15 (43-06-50-50) ; UGC Convention, 15 (45-74-94-94) ; UGC Maitot, 17 (40-68-00-18) ; Pathe Wepler, 18 (45-22-46-01).

**DARK ANGEL** (A. v.o.) : Forum Orient Express, 1 (42-33-42-26) ; UGC Normandie, 8 (45-63-16-16) ; v.f. : Rex, 2 (42-36-83-93) ; UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94) ; Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31) ; UGC Gobelins, 13 (45-61-94-95).  
**LE DÉCALOGUE 1, UN SEUL DIEU** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 2, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 3, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 4, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 5, TU NE TUERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 6, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 7, TU NE VOILERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 8, TU NE MENTIRAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 9, TU NE CONVOUTERAS PAS LA FEMME** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 10, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 11, TU NE VOILERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 12, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 13, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 14, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 15, TU NE TUERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 16, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 17, TU NE VOILERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 18, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 19, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 20, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 21, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 22, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 23, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 24, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 25, TU NE TUERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 26, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 27, TU NE VOILERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 28, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 29, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 30, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 31, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 32, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 33, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 34, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 35, TU NE TUERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 36, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 37, TU NE VOILERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 38, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 39, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 40, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 41, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 42, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 43, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 44, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 45, TU NE TUERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 46, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 47, TU NE VOILERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 48, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 49, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 50, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 51, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 52, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 53, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 54, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 55, TU NE TUERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 56, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 57, TU NE VOILERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 58, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 59, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 60, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 61, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 62, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 63, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 64, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 65, TU NE TUERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 66, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 67, TU NE VOILERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 68, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 69, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 70, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 71, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 72, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 73, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 74, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 75, TU NE TUERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 76, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 77, TU NE VOILERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 78, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 79, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 80, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 81, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 82, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 83, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 84, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 85, TU NE TUERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 86, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 87, TU NE VOILERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 88, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 89, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 90, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 91, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 92, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 93, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 94, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 95, TU NE TUERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 96, TU NE SERAS PAS LUXURIEUX** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 97, TU NE VOILERAS PAS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 98, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 99, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 100, TU NE CONVOUTERAS PAS LES BIENS** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 101, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 102, TU RESPECTERAS LE JOUR DU SEIGNEUR** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 103, TU HONORERAS TON PÈRE ET TA MÈRE** (Pol. v.o.) : 14 Juillet Parnasse, 6 (43-26-58-00) ; Saint-André-des-Arts, 1 (43-26-48-18).  
**LE DÉCALOGUE 104, TU HONORERAS TON**



# COUPE DU MONDE DE FOOTBALL

- La Belgique, fidèle à sa réputation d'équipe trouble-fête, pavoise ● Le Brésil, ultra-défensif, assure sans séduire ● Les Pays-Bas, repus et mal dirigés, piétinent devant l'Angleterre ● A Cagliari, au-delà de quelques incidents d'avant-match, la police a bien contrôlé les hooligans ● L'arbitrage, toujours sujet à polémique, pourrait se professionnaliser ●



## Les Pays-Bas à l'orange

Un nouvel entraîneur, des stars fatiguées  
Les Néerlandais, champions d'Europe en titre, déçoivent en Italie

● GROUPE F :  
Angleterre et Pays-Bas : 0-0.

CAGLIARI

de notre envoyé spécial

« Les grandes équipes ne meurent jamais », assure le dicton. Et le dicton se trompe. Vaste mensonge que cette prétendue immortalité. A l'instar des vieux soldats, les grandes équipes finissent aussi par s'éteindre. Les Néerlandais, champions d'Europe en titre, ont subi ce sort samedi 16 juin à Cagliari, quelques jours après un premier match nul peu glorieux face aux Égyptiens (1-1).

Les Pays-Bas, superbement champions d'Europe des nations en 1988, seraient-ils sur le point de vivre pareille mésaventure ? Tenu en échec par l'Angleterre (0-0), samedi 16 juin à Cagliari, quelques jours après un premier match nul peu glorieux face aux Égyptiens (1-1), les Néerlandais déçoivent depuis le début de ce tournoi dont ils faisaient pourtant figure de vainqueurs potentiels. Aujourd'hui, alors qu'un bon résultat contre la République d'Irlande, jeudi 21 juin à Palerme, devient impératif pour assurer la qualification, le doute est de mise dans l'entourage de la sélection orange.

Bien sûr, les optimistes rappellent à juste titre que l'Italie, avant d'être sacrée championne du monde en Espagne en 1982, avait, elle aussi, connu un médiocre premier tour. Ils se veulent rassurants et soulignent que les formations trop impressionnantes en début de compétition s'effondrent souvent par la suite. Mais les plus pessimistes — qui sont également les plus nombreux — savent bien que cette équipe accumule trop de handicaps pour prétendre tenir au Mondial un rôle digne de son rang.

Depuis le mois de juin 1988 et sa finale victorieuse contre l'URSS, elle

n'a cessé de se désagréger, minée qu'elle était par des dissensions internes. Les piètres performances actuelles ne sont en fait que la conséquence d'une série de conflits humains au sein d'une équipe qui présente pourtant un extraordinaire panel de vedettes internationales avec des joueurs comme Ruud Gullit, Marco Van Basten, Frank Rijkaard (tous trois au Milan AC) ou Ronald Koeman (FC Barcelone).

Le conflit le plus significatif éclata le 28 mars dernier, soit un peu plus de deux mois avant le début du Mondial. Thijs Libregts, sélectionneur depuis deux ans, fut limogé. Explication officielle : il prônait un jeu trop défensif. Raison officieuse : ses relations avec les joueurs, en particulier les vedettes, étaient détestables.

Les stars font la loi

Il apparaît, en effet, très vite que les stars avaient joué un rôle essentiel dans cette élection, votée à l'unanimité moins deux abstentions par l'ensemble des internationaux. Ruud Gullit, chef de file du football néerlandais et chanteur de l'antiracisme, aurait reproché aussi au sélectionneur de ne pas avoir tenu compte de l'avis des joueurs de couleur, jugés trop « jaunes ». L'affaire tourna à la polémique. Thijs Libregts obtint 180 000 dollars d'indemnité et accusa certains joueurs (en fait les « Milanais ») de décider de tout.

Deux semaines plus tard, un nouveau sélectionneur était nommé : Leo Beenhakker, quarante-sept ans, entraîneur de l'Ajax d'Amsterdam après avoir été celui du Real Madrid mais aussi des Pays-Bas lors des éliminatoires du Mondial 1986. A l'époque, il n'avait pu faire qualifier son équipe pour le Mexique.

Cette nomination répliqua-elle les conflits en cours ? Pas le moins du

monde. Le nouveau patron ne fait pas l'unanimité. Nombre de joueurs, parmi lesquels, une nouvelle fois, les « piliers » comme Marco Van Basten, lui préféreraient Johan Cruyff, gloire nationale et entraîneur du FC Barcelone. Cette réticence d'une partie du groupe vis-à-vis de Beenhakker est rendue publique. Celui-ci débarque en terrain miné. Il lui reste un mois pour préparer sa sélection et réduire les sceptiques. Vaste entreprise.

Sa tâche s'avère d'autant plus délicate que des problèmes techniques viennent se greffer sur les caprices des uns et des autres. En effet, si les stars font la loi dans la coulisse, elles sont de moins en moins capables de l'imposer sur le terrain. Ruud Gullit, indisponible pendant dix mois à la suite d'une grave blessure au genou, est loin d'avoir retrouvé son meilleur niveau. Marco Van Basten et Frank Rijkaard, usés par une dure saison avec le Milan AC (vainqueur de la Coupe d'Europe des clubs champions, deuxième du championnat d'Italie), ne sont guère mieux lotis.

Or, sans ces trois joueurs essentiels, les Pays-Bas sont condamnés à la médiocrité. Leur prestation de samedi à Cagliari contre des Anglais qui auraient dû l'emporter (deux buts leur ont été refusés) a confirmé cette dangereuse dépendance. Un Gullit aux allures pataudes et poussières, un Van Basten perdu sur le front d'une attaque désorganisée... Les six à sept mille supporters tout d'orange vêtus qui avaient rallié la Sardaigne n'ont pas reconnu leur équipe de 1988.

Il n'en faudrait pas beaucoup plus pour que, du terrain, la polémique reprenne le chemin des vestiaires. Après la partie, Gullit ne se plaignait-il pas d'avoir reçu bien peu de ballons de la part de son milieu de terrain ? Quant à Leo Beenhakker, il éprouve, de plus en plus, des diffi-

cultés à déguiser cette mauvaise entrée en matière en une « simple période de rodage ».

Il semble surtout que cette formation souffre d'un mal chronique dans le football hollandais : l'absence d'un leader « mortel » capable de maîtriser l'ensemble d'un groupe composé de si nombreuses vedettes, de canaliser le talent de jeunes gens toujours soucieux d'indépendance au pays des « provoc » et de la tolérance érigée en règle de vie.

Rinus Michels, le légendaire entraîneur qui a mené cette équipe au titre européen, l'avait bien compris, lui qui s'efforçait consciencieusement d'imposer son autorité. Leo Beenhakker n'a pas le même profil. Johan Cruyff, de par son prestigieux passé et son statut d'icône, l'aurait sans doute eu davantage.

Faute de trouver un véritable patron sur le banc de touche, l'équipe des Pays-Bas voudrait bien le dénicher dans ses propres rangs. Mais là encore, personne ne se détache.

Tout l'équipe se cherche donc un guide. Faut-il le trouver à temps, elle pourrait s'éteindre sur une nouvelle destitution en Coupe du monde. Comme en 1974 (finale perdue contre la RFA) et en 1978 (finale perdue contre l'Argentine), les Pays-Bas, pays de quatorze millions d'habitants, disposent d'un potentiel énorme mais semblent incapables de franchir le dernier palier.

PHILIPPE BROUSSARD

## HORS-JEU

### Moindre mal à Cagliari

CAGLIARI  
de notre envoyé spécial

Le match entre l'Angleterre et les Pays-Bas, samedi 16 juin, à Cagliari, considéré comme une rencontre à hauts risques par les policiers italiens, n'a pas donné lieu à la « troisième guerre mondiale » promise par certains journaux populaires britanniques. Les supporters néerlandais se sont montrés d'une sagesse absolue. Quant aux Anglais, ils se sont simplement distingués avant la partie en affrontant les forces de l'ordre dans un quartier résidentiel.

Ces incidents, brefs mais très violents, risquent malgré tout de retarder le retour des clubs anglais dans les compétitions européennes de clubs dont ils sont écartés depuis le drame du Heysel (treize-neuf morts à Bruxelles en mai 1985). Ils ont éclaté vers 18 h 15 alors qu'un cortège d'environ deux mille Anglais se rendait de la gare au stade. Bloqués sur un boulevard par des policiers anti-émeutes qui n'avaient prévu aucune escorte, certains supporters ont commencé à jeter des pierres et des bouteilles. Les forces de police ont aussitôt lancé des grenades lacrymogènes.

Six à sept cents jeunes gens se sont ensuite dirigés vers un quartier résidentiel, brisant des pare-brise et des vitrines de magasins. A plusieurs reprises,

les policiers ont dû rebrousser chemin sous les jets de pierres et de bouteilles. Vers 18 h 35, sur une avenue proche du stade, ils parvenaient à encadrer les perturbateurs. A l'issue d'une charge violente, ils interpellèrent deux cents Anglais, réfugiés dans une station-service. Une dizaine de personnes (huit supporters et deux policiers) ont été blessées lors de ces chahauts et ont dû attendre vingt minutes l'arrivée de la première ambulance.

Sept arrestations, dix blessés... « Le bilan est globalement positif », déclarait en fin de soirée un responsable de la police. Mais le plus grand échec du jour est sans doute celui de la police britannique. Contrairement à ce que prétendaient certains responsables volontiers alarmistes, aucun rendez-vous n'avait été fixé entre « durs » anglais et néerlandais.

De même s'étaient-ils montrés très prudents en assurant les autorités italiennes que certains jeunes connus de leurs services ne seraient pas en Sardaigne. Des supporters londoniens, notamment du club de Chelsea, réputés pour leurs idées à l'extrême droite, ont en effet favorisé les affrontements. Vainus spécialement pour deux matchs, certains d'entre eux sont repartis dimanche en Angleterre et projettent de revenir pour les huitièmes de finale si l'Angleterre se qualifie.

Ph. Br.

## Guy Thys, monument belge

Parti à la retraite, l'entraîneur des « diables rouges » a été appelé d'urgence. A juste titre

● GROUPE E :  
Belgique b. Uruguay, 3-1

VÉRONE

de notre envoyé spécial

Au pays de Roméo et de Juliette, la nuit fut bien longue. Dans une ambiance qui n'avait rien de shakespearien, les milliers de supporters belges ont jeté la douce cité de Vérone, plus acclimatée aux festivités d'opéra et aux amoureux de vieilles pierres, dans une atmosphère de kermesse bon enfant. Une kermesse particulière, car sans bierre. Les estomacs ne dérogeant pas, miraculeusement, aux interdits de boissons alcoolisées, on eût donc le spectacle encore plus étonnant de voir les Belges fêter cette victoire contre l'Uruguay entre verres d'eau ou de Coca-Cola. L'un des sponsors officiels du Mondial, ceci évidemment n'expliquant pas cela.

Mais qu'importait le flacon, puisque la Belgique avait la douce ivresse d'un deuxième succès incontestable et probant. Voilà en fait une décennie que « les diables rouges » ne cessent d'étonner et de jouer les trouble-fête. Dès 1980, quand ils se propulsent en finale du Championnat d'Europe, et surtout en 1986, quand ils obtiennent leur

plus belle récompense en accédant, au Mexique, en demi-finale de la Coupe du monde après avoir éliminé l'Espagne.

Ils retrouveront ce pays jeudi 21 juin, pour une rencontre qui aura un fort parfum de revanche et qui attribuera la première place qualificative du groupe E. Devant ces Espagnols qui se sont quelque peu réveillés devant les Coréens (3-1), on sera sans doute plus à même de juger du réel potentiel de l'équipe belge, mais, d'ores et déjà, il faut convenir qu'elle en impose.

Tous devant tous derrière

Après une entrée en matière tout à fait réussie, la Corée du Sud, les Belges ont démontré face à l'Uruguay, qui avait pourtant créé les pires difficultés de l'Espagne, qu'ils disposaient d'une équipe extrêmement homogène, avec un système de jeu qui s'adapte à celui de l'adversaire.

La symbiose a, jusqu'à présent, été réussie entre les anciens du Mexique, comme Eric Gerets ou Jan Ceulemans, et la jeune vague, tels Stéphane Demol, pilier de la défense et déjà plein d'expérience, son partenaire central Georges Grün ou, en attaque, Marc De Corte, la nouvelle vedette d'Anderlecht. Ajoutez à cela que les Belges ont dans leur but l'un des meilleurs gardiens du monde, le joueur de Malines Michel Preuker, et qu'ils ont peut-être trouvé en Enzo Scifo leur Platini.

Transcendé certainement par le désir de briller sur sa terre natale, l'attaquant de l'AJ Auxerre, qui ne cache plus qu'il voudrait aller voir par-delà les vignobles bourguignons, s'impose progressivement comme le véritable patron de cette équipe belge.

Après un départ, dans la brouille, d'Anderlecht, des saisons ratées à Milan et chez les Girondins de Bordeaux, l'ex-Sicilien est en train de se faire regretter outre-Quievrain. Auteur d'un deuxième but splendide, expédié à ras du sol des 30 mètres, il a véritablement été le turbo d'une équipe belge, s'inspirant, dans la méthode de jeu, des mécanismes fameux des Néerlandais de l'Ajax des années 70 : tous

devant et tous derrière. Face à un tel bloc, les Uruguayens n'ont jamais paru en mesure de le dynamiser. L'élégance naturelle, leur volonté d'attaquer, les louables efforts d'Enzo Francescoli, visiblement désireux de faire parler de lui, tout cela s'est brisé comme une vague sur la falaise belge. Ce qui devait arriver est donc arrivé. C'est d'abord l'arrière du FC Malines, Leo Cluydts, qui décapilla la première grenade belge, à la quatorzième minute.

Huit minutes plus tard, ce fut ce fantastique but d'Enzo Scifo, acclamé par tout le stade et qui en remercia le ciel d'un signe de croix sicilien. Il y eut tout de même un imprévu : l'expulsion pour deux fautes consécutives de l'arrière d'Eindhoven Marc Gerets. Mais le plus surprenant fut que, ainsi réduits à dix, les « diables rouges » paraissent encore en surmarche devant des Uruguayens qui vécurent l'enfer.

Au début de la deuxième période, Jan Ceulemans parait seul paritaire ce tableau flamand. Les Uruguayens marquèrent un but que l'on dit pour l'honneur, mais ces dix-là étaient trop forts pour ce onze-là. Ils avaient cette efficacité, cette inséparabilité qui, à bien des égards, permet de les faire passer de la période bleue de l'équipe de France du Mondial de 1982.

« Oui, on peut dire que notre affaire a bien marché », disait pour tout commentaire, à la fin de cette rencontre, le sélectionneur Guy Thys. D'autres que lui se seraient perdus en considérations et en congratulations. A soixante-sept ans bien sonnés, Guy Thys est un monument du football belge, qui en public d'ouvre la bouche que pour lâcher quelques volutes de fumée de ses cigares.

Parti en retraite, au début de l'année dernière, après treize ans de bons et loyaux services, il pensait pouvoir enfin fumer ses cigares tranquillement quand, en février dernier, après le limogage de son successeur Walter Meeuwis, qui avait accumulé les contre-performances et les mauvaises déclarations, on le rappela d'extrême urgence. La Belgique était en danger, son football foutait le camp. Alors le père Thys s'est remis sur le banc de touche.

DANIEL CARTON

## « Le Mondiale doit être arbitré par les meilleurs »

Entretien avec M. Roger Machin membre de la commission d'arbitrage de la FIFA

M. Roger Machin était, samedi 16 juin, dans les tribunes du stade génois, un spectateur très attentif du match Suède-Ecosse. Sa mission ? Juger l'arbitrage du Paraguayen Carlos Maciel. En ce début de Mondial, alors que l'arbitrage est sujet à polémique, le rôle de ces inspecteurs de la FIFA est primordial dans la désignation des hommes qui arbitreront la seconde partie de la compétition.

GÈNES

de notre envoyé spécial

« Comment améliorer la qualité de l'arbitrage pendant la Coupe du monde ? »

— Le problème que nous rencontrons dans toutes les grandes compétitions internationales, c'est le manque de collaboration entre l'arbitre et ses juges de ligne. Faut-il créer des arbitres de touche spécialisés comme le suggère M. Joseph Blatter, secrétaire général de la FIFA ? Dès 1982, après la coupe du monde en Espagne, puis à nouveau en 1986, j'avais adressé un rapport à la FIFA préconisant notamment la mise en place de tríos homogènes d'arbitres des arbitres ayant l'habitude d'évoluer ensemble au plus haut niveau. Il est temps de bouleverner les traditions. M. Blatter a fixé la coupe du monde de 1990 comme échéance. Il faut mettre à profit ce délai pour examiner toutes les possibilités et les détails d'application.

— Actuellement, la désignation des arbitres au Mondial se fait en respectant un dosage « politique » entre les fédérations.

— Si l'on veut avoir les meilleurs arbitres du monde en phase finale d'un Mondial, cela implique que certains continents et confédérations ne seront pas représentés. Là où le

football est faible, il est difficile d'avoir un arbitrage fort. D'un point de vue technique, la position de la commission d'arbitrage est claire : le Mondial doit être arbitré par les meilleurs. Mais le problème d'organisation que cela pose est du ressort du comité exécutif de la FIFA.

— La FIFA envisage aussi la création d'un corps d'arbitres professionnels.

— Toutes les idées destinées à améliorer l'arbitrage sont à prendre en considération. Le professionnalisme concernerait qu'il s'agisse des arbitres internationaux, c'est-à-dire sept au maximum par pays ? Non, il faudrait préparer au professionnalisme tous les directeurs de jeu de première division. Cela implique une organisation et un statut adéquats, ainsi que des salaires en harmonie avec ceux des footballeurs professionnels. Qui va financer ? De plus, ce n'est pas parce qu'il sera mieux payé qu'un arbitre verra mieux les fautes.

— Actuellement, les arbitres arrivent au premier plan vers l'âge de trente ans. Ils n'ont pas attendu le football pour avoir une situation, et certains en ont de très bonnes. Vont-ils alors leur demander de choisir entre leur carrière et celle d'arbitre. Combien de temps durerait celle-ci ? Et qui prendra la décision de leur dire, au bout de quelques années, qu'ils n'ont plus le niveau ?

— Des pays comme l'Italie ou l'Angleterre se disent prêts à tenter l'expérience. Vous êtes le « patron » des arbitres français, quelle est votre position ?

— Aujourd'hui, un arbitre en France perçoit 2 000 francs pour une rencontre de première division. Mais il doit tout payer lui-même : l'équipement, le sauna, les soins, etc. Michel Vautrot, par exemple, a été blessé avant le Mondial ; personne ne s'est soucié de lui, ni des frais qu'il a eu pour consulter des spécialistes parisiens afin d'être prêt pour

le Mondial. De surcroît, cette tâche est impossible et les arbitres ont le plus grand mal à discuter leur forfait avec leur inspecteur des impôts. Enfin, un arbitre doit prendre sur ses congés pour les compétitions et les stages, courir les trains de nuit pour être à son travail à l'heure, etc.

— D'une part, je souhaite que les arbitres soient mieux dédommagés, par de fortes indemnités. D'autre part, leurs employeurs, qu'ils soient privés ou publics, devraient leur accorder des emplois du temps aménagés. Il faut qu'ils obtiennent des facilités financières et matérielles leur permettant d'arbitrer dans les conditions de sportifs de haut-niveau. J'ai discuté avec les arbitres italiens, ils ont le même type de revendication. Si nous pouvions parvenir à ce semi-professionnalisme, nous aurions déjà fait un grand pas.

Propos recueillis par JEAN-JACQUES BOZONNET

## Le point

République d'Irlande-Egypte 0-0.

Classement : 1. Angleterre, République d'Irlande, Egypte et Pays-Bas, 2 pts.

A LA TELEVISION

Lundi 18 juin : Argentine-Roumanie, à 21 h (A2). Cameroun-URSS, à 22 h 45, en différé (FR3).

Mardi 19 juin : RFA-Colombie, à 17 h (TF1). Yougoslavie-Émirats arabes, à 18 h 45, en différé (la Cinq). Italie-Tchécoslovaquie, à 21 h (TF1). Autriche-États-Unis, 22 h 45, en différé (FR3).

GROUPE C  
Brésil b. Costa-Rica 1-0.  
Ecosse b. Suède 2-1.  
Classement : 1. Brésil, 4 pts ; 2. Ecosse, 2 pts ; 3. Costa-Rica, 2 pts ; 4. Suède, 0 pt.

GROUPE E  
Belgique b. Uruguay 3-1.  
Espagne b. Corée du Sud 3-1.  
Classement : 1. Belgique, 4 pts ; 2. Espagne, 3 pts ; 3. Uruguay, 1 pt ; 4. Corée du Sud 0 pt.

GROUPE F  
Angleterre-Pays-Bas 0-0.







# ÉCONOMIE

SECTION C

23 La fin du congrès de la CGE à Lille  
24 L'économie industrielle et le rôle de l'État

42 M. Ricard relance l'insertion  
Le franc belge rattaché au mark

42 Marchés financiers  
43 Bourse de Paris

## BILLET

### Framatome : lettre à rebondissements

On connaissait la Lettre à Elise. Aujourd'hui, c'est la lettre à Ricard, tout aussi lancinante que l'autre, qui remporte la vedette. De quoi s'agit-il ? D'une lettre que le président de la Compagnie générale d'électricité (CGE), M. Pierre Suard, a envoyée le 10 janvier au premier ministre à propos de Framatome. A l'époque, la CGE n'avait pas encore signé de promesse de vente avec Dumez pour acheter les 12 % que l'entreprise de BTP détient dans le constructeur de chaudières nucléaires à ses 40 %, et un premier compromis du ministère de l'Industrie visant à équilibrer à 50/50 la répartition public-privé dans le capital de Framatome venait d'être refusée par les pouvoirs publics.

Dans ce document, M. Suard écrit qu'il a rappelé au ministre de l'Industrie que, si le statu quo ne convenait pas au gouvernement, ce que je regretterais, CGE et Dumez étaient prêts à se retirer complètement du capital de Framatome en cédant la totalité des actions qu'ils détenaient à l'acheteur que désignerait le gouvernement. Cette transaction se ferait au prix du marché. En d'autres termes, le président de la CGE indique très clairement que son groupe et Dumez sont prêts à vendre.

Cela fait des semaines que l'existence de cette lettre est évoquée chez Framatome, où l'on se demande pourquoi le premier ministre, ainsi informé, n'a pas sauté sur l'occasion de se débarrasser de la CGE, qui, deux mois et demi plus tard, portait sa participation à 52 %. Mais, interrogé, Maignon ne confirmait pas l'existence de ce document.

Comme dans un mauvais vaudeville, il a suffi de mettre en doute la réalité de cet écrit pour le voir apparaître, plus ou moins fidèlement reproduit. Car M. Suard écrit aussi dans ce texte qu'il a renouvelé la même offre à M. le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et du budget. En d'autres termes, tous les ministres concernés étaient au courant de la proposition du patron de la CGE et personne n'a rien fait. Ces nuances byzantines ne sont évidemment pas innocentes, toutes la question étant de savoir qui portera le chapeau de la fausse manœuvre. Un sujet important aux yeux des politiques, mais qui est dérisoire comparé aux enjeux réels de l'affaire Framatome. Il y a le feu à la maison et les pompiers s'arrosent entre eux.

F. V.

### La Société métallurgique de Normandie pourrait supprimer 300 emplois

La Société métallurgique de Normandie, dont les effectifs ont été réduits de 6 500 à environ 1 500 salariés en quinze ans, pourrait encore subir une nouvelle vague de 300 suppressions d'emplois. A la fin du mois de mai dernier, le directeur du site, M. Guy Baudot, avait annoncé « une extension importante » du plan social de 1989, qui prévoyait de ramener de 1 700 à 1 561 personnes l'effectif salarié avant le 31 mars 1991, sans en préciser l'ampleur, en raison de la dégradation des résultats.

La direction de la SMN, qui tablait sur un bénéfice de 30 millions de francs pour 1989, estime en effet à 106 millions de francs les pertes réalisées au cours de l'exercice écoulé. Selon la CFDT, 300 emplois seraient menacés à court terme, chiffre jugé « réaliste » par M. Baudot. La Société métallurgique de Normandie, filiale d'Usinor Sacilor, est spécialisée dans le fil machine utilisé dans les carcasses de pneus ou les gros ressorts.

## La bataille pour le contrôle de la SAE

### Bonnes manières dans les travaux publics

L'assemblée générale de la Société auxiliaire d'entreprises (SAE) doit être réunie mercredi 20 juin. Le promoteur Michel Pelège, principal actionnaire de ce groupe de travaux publics avec environ 20 % du capital, veut relever très sensiblement sa participation sans pour autant se placer en position de lancer une OPA. Mais, sous la houlette de son président Jean-Claude Jammes, les actionnaires traditionnels et les cadres de la SAE organisent leur défense, jugeant exorbitantes les prétentions du promoteur, qui voudrait disposer de la majorité des sièges au conseil d'administration.

La prise de pouvoir que le promoteur Michel Pelège s'est juré de réussir sur la Société auxiliaire d'entreprises (SAE) a provoqué ces derniers jours des protestations outrées. Comme si la vie des affaires s'apparentait à des jeux d'enfants ! Comme si l'objectif d'une société qui a pris pied dans le champ d'influence d'une autre, et pas de manière symbolique, loin de là, n'était pas un jour de la contraindre, voire de la submerger ! Ce sont plutôt les hauts cris des assiégés et l'étonnement de malins observateurs qui sont eux-mêmes étonnés.

Revenons au début de l'année. Le groupe de promotion immobilière

capital de la SAE, précisément parce que la part qu'il y détenait ne lui permettait pas d'influer de manière décisive sur la politique de l'entreprise de travaux publics. De ce point de vue, M. Pelège et M. Sellière ont adopté une démarche, sinon comparable, du moins similaire.

#### Trésor de guerre

En outre, le moment était bien choisi pour le promoteur ambiteux de lancer son offensive sur la SAE. Celle-ci est encore sous le coup des péripéties et des inculpations liées aux affaires de fausses factures du Sud-Est par le biais de sa filiale, la SORMAE. Le groupe Pelège, avec des bénéfices qui ont passé de 12,5 millions en 1986 à 120 millions en 1989, dispose d'un trésor de guerre et est porté par une conjoncture immobilière favorable. Il a déjà, via Nord France, qu'il contrôle avec le puissant allemand Philippe Holzmann, un pied dans le secteur du bâtiment et des travaux publics.

Est-il, au demeurant, si anormal ou choquant qu'un groupe de promotion immobilière se diversifie et se renforce en aval dans le métier voisin de l'édification proprement dite des maisons et des immeubles ? Entre l'achat d'un terrain, le creusement des fondations, le coulage du béton, l'agencement des ascenseurs, la pose des maquettes et la vente d'un

rant jamais dans la tendresse ou les bonnes manières, au-delà des communications apaisantes a posteriori, mais souvent trompeuses. Qu'on se souvienne, pour rester dans le secteur du BTP, de la tentative (ratée) en 1986 de Bouygues pour mettre la main sur SPIE-Batignolles (groupe Schneider), son concurrent, ou de celle de la Générale des eaux (avortée) pour intégrer Fougères (soutenue par Paribas) au pôle de la SGE.

Outre l'attitude des cadres actionnaires de la SAE, qui peut être influente, mais sûrement pas déterminante, l'issue de la bataille est entre les mains, comme à l'habitude, de deux groupes financiers de taille. La Caisse des dépôts contrôle en effet 10 % du capital de la SAE.

Quant au Crédit lyonnais, sa position sur l'échiquier est des plus délicates. Il détient près de 11 % des actions du groupe Pelège, mais figure aussi, avec la Société générale, parmi les chefs de file des banquiers de la SAE. Passage en force, armistice ou cohabitation forcée, mais temporaire sous l'arbitrage du Crédit lyonnais ? Toutes les hypothèses, en ce début de semaine, se valent.

FRANÇOIS GROSCHARD

## La réunion des ministres européens des transports

### La CEE poursuivrait la RFA à propos de la taxe sur les poids lourds

La décision ouest-allemande d'instaurer, à compter du 1<sup>er</sup> juillet, une taxe à l'essieu de 1 000 à 7 000 marks (de 3 350 à 23 000 francs) sur les poids lourds circulant en RFA devait être évoquée par les ministres des transports des Douze lundi 18 et mardi 19 juin à Luxembourg. Mais avec, pour les partenaires de l'Allemagne, d'autant moins de chances de la faire changer d'avis que M. Zimmermann, le ministre des transports, ne devait pas participer personnellement à la réunion. La Commission de Bruxelles envisage de poursuivre la RFA en justice pour cette affaire, qui crée « une ambiance détestable », selon M. Karel Van Miert, le commissaire chargé de la politique des transports.

#### BRUXELLES (Communautés européennes)

de notre correspondant

Pour M. Van Miert, la taxe à l'essieu risque d'avoir des effets catastrophiques sur les entreprises de transports de la CEE opérant fréquemment en RFA, qui vont voir leurs marges bénéficiaires gravement rognées. « Cette façon de procéder est ressentie par les autres Etats membres comme une politique du fait accompli et plusieurs d'entre eux - au premier rang desquels les Pays-Bas - sont tentés d'adopter des contre-mesures, tout aussi illégales au regard du traité de Rome », M. Van Miert souhaite échapper à un tel enlèvement, mais voudrait également éviter - comme il l'a indiqué jeudi dernier à une délégation de l'IRU (International Road Union) conduite par M. Hubert Ghignoni, président du comité de liaison de cette association - que « le citoyen européen sur le chemin des vacances ne devienne l'otage du conflit ». Les routiers s'organisent, en effet, pour bloquer la circulation aux postes frontalières autour du 1<sup>er</sup> juillet.

Sur le plan juridique, l'avis motivé adressé par Bruxelles et réclamant l'annulation de la taxe pour non-conformité au traité de Rome donne jusqu'au 22 juin aux autorités de Bonn pour faire valoir leurs observations. Bonn a demandé la prolongation du délai jusqu'au 30 juin. La commission a répondu qu'elle serait d'accord si les Allemands suspendaient, de leur côté, pendant quelques jours l'introduction de la taxe. Mais c'est là une trêve que Bonn ne veut pas envisager. Du coup, il y a tout lieu de croire que la commission, dès le 23 juin, attaquera la loi allemande

## Après son premier défaut de paiement

### M. Donald Trump s'efforce de sauver son empire

Depuis plusieurs semaines, la communauté financière s'était mise en alerte. M. Donald Trump allait-il honorer, le 15 juin, les 30 millions de dollars (environ 168 millions de francs) de « junk bonds » qui venaient à échéance ce jour-là, compte tenu des graves difficultés que semble traverser son groupe ? La réponse - négative - a été connue dans la soirée et confirmée le lendemain. Non seulement le célèbre promoteur immobilier converti dans l'exploitation de casinos n'a pas réglé les 43 millions de dollars dus sur une somme totale de 352 millions de dollars d'obligations « de pacotille » émises lors de l'acquisition du Trump Castle - un de ses trois établissements installés à Atlantic City - mais il n'a pas pu rembourser davantage le solde de 30 millions de dollars restant sur un prêt de 70 millions consenti par Manufacturers Hanover Bank pour la même opération.

#### NEW-YORK

de notre correspondant

Théoriquement, M. Donald Trump n'est pas accablé à la faillite pour autant. Il dispose d'un délai de dix jours pour honorer ses engagements avant de se voir éventuellement confisquer ses machines à sous. Et certains commentateurs soulignent que ce défaut de paiement - le premier dans l'irrésistible ascension du Grand Acquéreur - peut, paradoxalement, constituer un moyen de pression auprès des banques auxquelles il doit au bas mot 2 milliards de dollars. Une dette énorme (à laquelle il faut ajouter le milliard de dollars de « junk bonds » placés par Trump Organization sur le marché financier) que les cinquante établissements concernés - dont Bankers

Trust, Chase Manhattan, Manufacturers Hanover et Citicorp - renouvoient depuis deux semaines du bout des lèvres. Pour l'instant, M. Trump a tout juste obtenu un prêt de 50 millions de dollars pour lui permettre de payer les intérêts venant à échéance sur une partie de ses 2 milliards d'endettement.

En échange, les banquiers concernés, parmi lesquels quelques grands noms japonais, auraient obtenu que le milliardaire new-yorkais gage certains actifs dont le Trump Plaza, un de ses casinos, et la Trump Tower, un luxueux édifice surplombant la Cinquième Avenue. Préalablement, « le Donald », selon la tendre expression de son épouse, engagée dans un divorce mouvementé, avait admis la mise en vente de la Trump Shuttle, une navette aérienne reliant New-York à Boston et à Washington, ainsi que de sa modeste résidence de 118 pièces de Palm-Beach, en Floride.

#### Les dangers du Taj Mahal

Ecartelé entre un marasme immobilier qui déprime ses actifs et des taux d'intérêt élevés qui aggravent le poids de sa dette face à une rentabilité insuffisante, M. Trump est en train de vivre le calvaire de M. Robert Campeau, cet homme d'affaires canadien, également promoteur immobilier dans son pays, parti à l'assaut de l'un des géants de la distribution (le célèbre magasin Bloomingdale's et les chaînes Allied/Federated), pratiquement sans un sou en poche et aujourd'hui failli. En investissant un milliard de dollars (dont les deux tiers sous forme de « junk bonds ») dans le grandiose casino du Taj Mahal, M. Trump a misé au moins aussi gros (le Monde du 20 avril). A un moment où le marché boursier, échaudé par quelques affaires récentes, boude ces « obligations pourries ».

A quarante-trois ans, l'un des derniers héros des années 80, connu pour son orgueil démesuré et ses coups financiers, risque de connaître le même sort. A Atlantic City, les 7 000 employés de la « Huitième merveille du monde » ne sont pas les moins inquiets. Plus de 300 d'entre eux ont déjà perdu leur emploi.

PHILIPPE LEMAITRE

SERGE MARTI

### 3<sup>ème</sup> CYCLE SPÉCIALISÉ

Filière M.B.A.  
Filière Management Avancé  
Filière Marketing Pharmaceutique  
Filière Ingénierie d'Affaires Internationales

Réservé aux : Ingénieurs, Pharmaciens, Médecins, Architectes, I.E.P. Maîtrises, D.E.A., Expérience Professionnelle...

Admission sur titres.



### UNE PRESENCE MONDIALE

INSTITUT SUPERIEUR DE GESTION  
123, rue de Longchamp - 75116 Paris  
Téléphone : 46 53 60 00 demander  
Dimitrios KERNAS  
MINUTES 36 16 ISG

## Pelège : Promotion et finances

Avec quelque cinq mille collaborateurs, le groupe Pelège est présent sur six fronts : le promotion immobilière, le BTP, l'hôtellerie et le tourisme, les finances, l'habitat social et les services. La holding Pelège SA au capital de 240 millions de francs, est détenue à 83 % par Michel Pelège, 10,6 % par le Crédit lyonnais, 6 % par les collaborateurs du groupe.

Le chiffre d'affaires, qui a atteint 8 milliards de francs en 1989, devrait frôler 12 milliards cette année. Le bénéfice net de 1989 est de 120 millions de francs, soit un doublement en un an. Avec l'aide de Philippe Holzmann, numéro un ouest-allemand du BTP, le groupe Pelège a pris le contrôle, il y a quelques mois, de la société Nor France.

F. G.

## La SAE : de Nantes à Pékin

Avec un chiffre d'affaires de 26 milliards de francs en 1989, au lieu de 23,7 en 1988, la SAE fait partie des « grands » du BTP. Le groupe contrôle aussi des sociétés connues comme Borle ou Quillery. Le bénéfice net a atteint 203 millions de francs contre 64 en 1988, et son carnet de commandes très bien garni était estimé fin avril à 33 milliards de francs.

Outre divers marchés en France (immeuble de la chambre régionale des comptes du Langue-doo-Roussillon, pont de Che-

viré sur la Loire, près de Nantes, réalisation d'un complexe de production de papier), la SAE participe à la construction du barrage de Dui-Hast en Inde, et va livrer le centre chinois de commerce international à Pékin. La SAE, avec 28 000 personnes, a enregistré des débites en Arabie saoudite et aux Etats-Unis, mais se développe favorablement en Europe (Espagne, Belgique, Italie, Turquie) ainsi qu'en Australie où elle réalise 7 % de son chiffre d'affaires.

F. G.

lière Pelège, qui a le vent en poupe, et qui a gagné beaucoup d'argent en 1988 et 1989, achète à la CGIP sa participation de 16 % dans la SAE, dont le capital est relativement dispersé. Comme il en possède déjà 3 %, il escompte naturellement en contrôler rapidement 17,6 %, puis, en grignotant quelques titres en Bourse, dépasser 20 %. Personne à l'époque ne doute sérieusement des intentions profondes du promoteur. Son but consiste à contrôler par étapes successives un groupe de travaux publics et de bâtiment à la réputation solide, M. Michel Pelège - verbe haut, volontiers ostentatoire - n'est pas homme à se contenter d'un strapontin. S'il entre dans une affaire, c'est, à terme, pour en devenir le manager direct.

Il le démontrera d'ailleurs quelques semaines plus tard dans deux autres secteurs, l'hôtellerie (en rachetant 56 % des parts du groupe FIM) et le cinéma (en créant Line Production, avec 67 % du capital). M. Ernest-Antoine Sellière, redoutable stratège financier, et vice-président du CNPF, avait lui-même pris la décision à la même époque de retirer la CGIP qu'il préside du

bâtiment à une chaîne hôtelière ou à une commune, n'y aurait-il donc aucun lieu de parenté ?

Et si l'on regarde du côté des autres grands du bâtiment et des travaux publics, que constate-t-on ? Bouygues, avec notamment sa filiale, la STIM, ne couvre-t-il pas un vaste secteur de promotion immobilière qui lui rapporte 6,5 milliards de francs par an ? La Générale des eaux, présente dans le BTP par l'intermédiaire de la SGE, n'a-t-elle pas dans sa corbeille, parmi ses innombrables participations, le groupe SARI-SERI dirigé par M. Christian Pelier, promoteur entre autres de la Défense, SPIE-Batignolles ou Dumez ne sont pas en reste, et personne, semble-t-il, ne s'en offusque.

Restent le style et les manières de M. Pelège et les conditions dans lesquelles il lance son raid contre la SAE. L'homme est un fonceur. Pour lui, les mots « déloyal », « bienveillance », « engagement violent » ou « amitié » véhiculent une connotation moralisatrice et angélique qui ne convient pas aux durs lois du combat économique. « Coup de poker », « occasion à saisir », « ruse » ou « calcul » relèvent d'un vocabulaire plus réaliste et, pour tout dire, moins naïf.

Les batailles boursières et, en fin de comptes politiques, pour contrôler l'ensemble d'un secteur économique, ne font au demeu-

CEMAM NOTRE SUPPLÉMENT  
SCIENCE  
Le Monde et MÉDECINE





## SOLIDITÉ, GRAND POTENTIEL ET FLUX D'OPPORTUNITÉS

Extraits de l'exposé du Président Guy Dejouany à l'Assemblée Générale des Actionnaires

L'Assemblée Générale Mixte réunie le mardi 26 juin 1990 sous la présidence de Monsieur Guy Dejouany a approuvé les comptes de l'exercice 1989. Dans son allocution, Monsieur Dejouany a notamment souligné :

### LA DÉCENNIE DU GRAND BOND EN AVANT

L'année 1989 a été la dernière d'une décennie qui fut particulièrement riche en événements et en développement pour notre Groupe. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : avec une inflation globale de 75 %, notre chiffre d'affaires est sept fois et demie celui de 1980 (35 fois pour l'étranger !) ; la situation nette six fois et demie ; la MBA a progressé de près de huit fois ; les investissements de 16 fois ; et n'oublions pas de le citer : la distribution de dividende est sept fois et demie plus importante. Après la renaissance des années 1950, après la progression continue des années 1960, époque des premières ouvertures nouvelles (naissance pour nous des métiers de l'énergie), après la période de transition et de préparation qui ont représenté les années 1970 avec l'approche un peu hésitante de nouveaux métiers (la propriété et les métiers de la grande entreprise, le béton, l'électricité), les années 1980 ont été (surtout dans leur seconde moitié) celles de la grande maturité des métiers de services et de l'affirmation de leur rôle, et celles du foisonnement-développement d'activités nouvelles. Au total donc, une décennie de "grand bond en avant".

Quant à l'année 1989, elle-même, qui tient une belle place dans un tel ensemble, elle a été, une fois encore, une année de fort développement et de forte croissance des résultats.

Développement de l'activité dans un périmètre qui englobe aujourd'hui plus de 1 200 sociétés consolidées, avec une belle augmentation du chiffre d'affaires annuel qui approche les 100 milliards de francs. Dans cette croissance de l'année 1989, sont particulièrement à l'honneur : l'eau et les travaux hydrauliques (+ 13,3 % ensemble), la propriété, l'électricité et également l'aménagement urbain, tandis que le BTP, avec 35 milliards de francs, représente toujours 35 % de l'ensemble. Le chiffre d'affaires réalisé à l'étranger est maintenant de 22 milliards (soit 22,3 % de notre chiffre d'affaires global) et a progressé d'un tiers en 1989 ; en Europe, nous avons pesé 11 milliards et demi de francs en 1989. Satisfaction aussi, de la progression homogène de la quasi totalité de nos champs d'intervention.

- Belle augmentation des résultats, due à la plupart de nos sociétés, avec une mention spéciale pour les trois principaux métiers de l'environnement (eau, énergie, propriété) avec aussi la bonne performance du BTP.

- Niveau tout à fait excellent de notre MBA à 7 787 millions de francs (en progression de 82,7 % en deux ans), qui n'enregistre pourtant qu'assez peu de choses (155 millions de francs de dividendes) au titre du Groupe, très prospère, des sociétés que nous consolidons en équivalence (Canal Plus, Electrafina, Cofiroute, Fougerolle, Decaux etc.).

Ces 7 800 millions de francs de MBA que la Bourse ne capitalise qu'avec un coefficient à peine supérieur à six, nous placent dans le groupe de tête des grandes entreprises françaises. Et, je souligne la très belle augmentation de notre distribution de dividendes (640,9 millions de francs en augmentation de 47,9 %) et notre bon rendement sur fonds propres (près de 16 %).

### 1990 : 107 MILLIARDS DE CHIFFRE D'AFFAIRES

Dans sa configuration actuelle, à laquelle la seconde moitié de l'année 1990 ne semble pas devoir apporter de modifications importantes, notre Groupe devrait réaliser un chiffre d'affaires consolidé voisin de 107 milliards de francs. L'activité à l'étranger représenterait un peu plus de 25 milliards de francs.

### Résultat, plus de 2 milliards de francs

Pour ce qui concerne les résultats, c'est un coefficient moyen d'augmentation de 30 % par an qui a accompagné notre croissance au cours des quatre ou cinq dernières années, et qui nous a placés dans le domaine des très grands chiffres. Notre objectif est, pour la période 1990 - 1992, de maintenir une bonne progression annuelle de ce résultat ; une progression aussi bonne que possible, de l'ordre de 300 millions de francs par an. Ma prévision pour 1990 est que (franchissant pour la première fois la barre des 2 milliards de francs) nous atteindrons un niveau voisin de 2 100 millions de francs ; notre espoir très ferme est de dépasser ce montant.

De leur côté, nos possibilités d'autofinancement pourraient connaître un accroissement du même ordre de grandeur, franchissant ainsi nettement le niveau de 8 milliards de francs ; aux cours de Bourse actuels, la Compagnie ne capitalise actuellement que six fois cette MBA (au montant de laquelle ne concourent que par leurs dividendes, 155 millions de francs, nos participations "en équivalence" dont la valeur est, selon moi, de l'ordre de 10 milliards de francs).

Cette MBA ne pourra, cette année encore, qu'apporter une contribution partielle au financement de nos investissements, dont

le niveau reste important. Les investissements industriels sont fortement poussés par les besoins de notre métier de base (Montpellier, Toulon, Toulouse, Lorient, et bientôt Saragosse) ; et par ceux de l'énergie, de l'équipement urbain, de la communication ; ils seront encore importants, sans atteindre probablement leur niveau exceptionnel (9,2 milliards de francs) de 1989. De leur côté, les investissements financiers devraient se maintenir à un montant voisin de celui réalisé l'an dernier. Depuis le début de l'année, nous avons en effet réalisé d'importantes prises de contrôle ou de participations à l'étranger (AMI-UK, AWT), et initié plusieurs opérations en France. Je prévois donc un maintien ou une légère augmentation du niveau de ces investissements financiers.

### Période hors du commun

C'est donc un total de l'ordre de 15 à 17 milliards de francs, voisin de celui de 1989, que nous avons à financer cette année. Pour la troisième année consécutive, le volume de nos investissements serait, en ordre de grandeur, le double de notre autofinancement. Nous vivons en effet une période qui est véritablement "hors du commun". C'est maintenant que l'ouverture internationale nous impose de faire valoir l'avance dont nous disposons en matière de gestion de services collectifs ; c'est maintenant qu'elle nous demande, et particulièrement en Europe, de mettre en avant notre valeur ajoutée technique.

Le maintien de ce rythme élevé d'investissements et la nécessité de faire face à d'éventuelles opportunités complémentaires ou nouvelles, nous conduisent à envisager une nouvelle augmentation de nos fonds propres. Il s'agit d'une émission d'obligations convertibles avec bons de souscription d'actions. L'émission est prévue pour un montant d'un peu plus de quatre milliards de francs, avec une tranche internationale. A la régularité et à la garantie du revenu offertes par les obligations s'ajoutent le double effet de levier de leur convertibilité et de l'exercice ultérieur des bons : les souscripteurs se trouveront ainsi étroitement associés à la progression de résultats qui est attendue de nos investissements.

### MARCHÉS PORTEURS

#### À MOYEN ET LONG TERME

Je voudrais "situer" les années actuelles dans notre politique générale, en rappelant les raisons qui rendent nos marchés particulièrement porteurs à moyen et long terme : ces raisons sont, notamment, le poids lourdement croissant des préoccupations relatives à l'environnement, la recherche d'une meilleure efficacité économique et sociale dans la gestion des services publics et collectifs, les nécessités d'une meilleure organisation de la vie urbaine, de la vie quotidienne et, l'attente particulière du public en matière de santé et de communication.

### Eau, enjeu majeur du XXI<sup>ème</sup> siècle

Le développement de la Compagnie s'est fait depuis longtemps de manière continue et méthodique à partir de cette activité de base qu'est la distribution d'eau. Ce domaine de l'eau conserve son rôle moteur particulier et structurant dans le développement du Groupe. D'abord parce que, même en France, le marché est loin d'être saturé et l'assainissement offre d'énormes possibilités. Ensuite parce que, dans une Europe dont l'ouverture des marchés a de grands effets d'animation, d'élévation des normes de qualité, de relance des investissements, la France a une position de pointe.

### Energie, un grand avenir

Effet d'entraînement aussi, par rapport à nos autres métiers de "l'environnement". Dans le secteur des déchets, nous disposons d'une gamme complète d'activités et de bonnes implantations à l'étranger. Cet univers évolue lui aussi rapidement et nos protagonistes ont la dimension internationale.

Dans le domaine de l'énergie, beaucoup de changements sont en cours, compte tenu de l'incidence des futures règles européennes, de l'imbrication des techniques liées à la mise en œuvre d'énergies de diverses natures, des nouveaux besoins "à l'état brut" dans certains pays notamment dans les pays de l'Est, de la transformation des structures dans d'autres pays.

### Environnement, l'évolution devient révolution

Dans ces autres marchés de l'environnement, qui tendent à ne faire qu'un avec les métiers de l'eau, nous retrouvons par effet de taille individuelle et aussi de dimension grande et croissante du marché mondial, notre double situation de maturité et de larges possibilités nouvelles. Dans ce domaine de l'environnement, l'évolution devient révolution. Le problème a été longtemps, particulièrement pour l'eau, d'affronter des pollutions isolées et concentrées. Il est maintenant de vaincre des pollutions diffuses et qui s'interpénètrent, celles de l'eau, de l'air, et du sol. Il faut désormais intégrer l'ensemble de ces problèmes pour être efficace. Il faut une ingénierie globale. Tel est le sens de nos interventions

récentes, notamment dans AWT et dans Krüger. Ce double caractère des métiers directs de l'environnement, on le retrouve dans beaucoup d'autres de nos activités qui restent très évolutives bien que déjà à maturité (transports, promotion immobilière, BTP, Canal Plus) ou à maturité assez prochaine (santé, radiotéléphone, images).

Seul un petit nombre de métiers va rester à rentabilité non immédiate. Ce sont les métiers à infrastructure lourde, ou à développement continu des investissements, parmi lesquels :

- certaines opérations d'aménagement urbain,
- le stationnement, où nous entamons un effort très volontariste,
- la création éventuelle de nouvelles infrastructures de communication.

etc.

### Télévision par câble, confiance

Le seul de nos métiers à évolution lente est la câblodistribution (il y a là, à la fois, création de produit, création de réseaux de transports lourds et création de réseaux commerciaux). Ce métier est très porteur à terme, appuyé sur des réseaux dont l'usage s'impose peu à peu, compte tenu de l'irréductible encombrement hertzien et qui offre de très larges possibilités d'acheminement d'images et d'informations. Nous avons confiance pour toutes ces raisons et parce que nous savons que la route sera longue. Tout ceci implique d'abord, il faut que les pouvoirs publics et le CSA en prennent conscience, une stabilité prolongée du paysage audiovisuel.

### SGE, l'un des majors européens

Dans le domaine du BTP, les 24 mois écoulés depuis la prise de contrôle de la SGE ont été bien utilisés. Bonne utilisation de l'effet de taille car la SGE est l'un des majors européens avec un chiffre d'affaires global qui sera voisin cette année de 38 milliards de francs, mais aussi avec des implantations fortes à l'échelle européenne et un début d'activité dans les pays de l'Est, une position importante dans tous les métiers de la route et dans ceux du second œuvre, les débuts d'une bonne approche de l'imbrication avec les activités de services du Groupe.

Quel est l'avenir au-delà des quelques trimestres qui sont devant nous ? Les métiers de l'environnement sont appelés à d'immenses développements et cela au plan international. "L'eau, enjeu majeur du XXI<sup>ème</sup> siècle", la solution des problèmes de l'environnement, condition de base du progrès économique de demain", "l'environnement gisement du futur". Telle est la toile de fond.

### Les services sont devenus une véritable industrie

S'il fallait n'en retenir que deux ou trois idées pour bien "cadrer" cet avenir et le rôle que nous pouvons y jouer, nous nous dirions :

- que la décennie nouvelle va être celle de l'intégration des préoccupations de l'environnement dans le tissu économique (urbain, industriel, et même agricole) ; nous sommes un élément d'une telle intégration ;
- que nos divers métiers apparaissent de plus en plus comme liés et s'enchaînant les uns aux autres, les problèmes de l'environnement rejoignant ceux du génie urbain ;
- que les services sont devenus une véritable industrie (l'une des industries principales du siècle prochain), et qu'un certain nombre de nouveaux services (services urbains surtout) sont en train de se créer ou restent à créer.

Nous sommes bien préparés, je crois, à cet avenir, qui serait ainsi un avenir d'intégration de métiers cohérents.

### FRANCE, PAYS DE COMPÉTITIONS ET DE STIMULATIONS

Dans ce paysage grand ouvert, quelles vont être nos limites ?

- Celles du bon sens d'abord ; on ne peut pas tout faire, et plus que jamais notre règle doit être celle du choix, de la sélection.
- La limite la plus importante peut se trouver du côté de ce qui a fait jusqu'à présent notre principale richesse, c'est-à-dire les hommes. Nous ne pouvons nous développer qu'avec le renouvellement de ce fonds et l'appoint de talents nouveaux, pour la préservation de notre culture d'entreprise : sens du service, rigueur de la gestion.

- Au-delà, il y a le problème de ce que j'appellerai les "anticorps". Mes propos d'il y a dix ans n'étaient que très moyennement optimistes ; on sait ce qu'on doit pour nous les années 80. Malgré les larges espérances actuelles, il n'est pas impossible d'imaginer qu'à coup de règlementation, d'alignement administratif, de "conseils au pèlerin", les effets du savoir-faire ou tout simplement du savoir et de l'expérience pourraient se trouver un peu contrariés ou amoindris.

A vrai dire je ne le crois pas, car la France, berceau de notre action, est le pays où il y a le plus de compétitions et de stimulations.

Rendez-vous dans dix ans, donc, pour savoir.



# ÉCONOMIE

## SOCIAL

La fin du congrès de Lille

### La CFE-CGC réaffirme le rôle prééminent du personnel d'encadrement

LILLE  
de notre envoyé spécial

A l'issue du vingt-huitième congrès de la CFE-CGC qui s'est achevé le samedi 16 juin à Lille, M. Paul Marchelli a entamé son troisième et dernier mandat de président, secondé par un nouveau secrétaire général, M. Marc Vilbinoit, et par une équipe homogène de sept secrétaires nationaux. Malgré un important déploiement ministériel, avec M. Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, en clôture, le gouvernement a été nettement plus critique que le patronat, le congrès étant placé sous le signe du refus de tout égalitarisme.

Comme lors de précédents congrès de la CFE-CGC, M. Paul Marchelli, qui a largement confirmé dans les débats sa prééminence, s'est attaché à valoriser la place privilégiée du personnel d'encadrement (cadres, ingénieurs, techniciens, agents de maîtrise). Il l'a défini à la fois comme le « véritable tuteur », qui fait « avancer le char de l'économie » malgré la « déconsidération sociale » dont il se plaint, et une « réserve formidable d'hommes et de femmes susceptibles d'amener la classe politique française à évoluer ».

Le message était à double détente. La classe politique a été présentée en état de « décomposition », les 75 % d'abstentions de l'élection cantonale de Villeurbanne étant, pour M. Marchelli, un signe du « véritable gouffre qui sépare maintenant les Français de la majorité et de l'opposition réunies ». Pour le président de la CFE-CGC, l'une des causes de ce mal est la sur-représentation des fonctionnaires « déconnectés » des réalités au gouvernement et au Parlement. Le remède est tout naturellement que la classe politique soit composée d'hommes d'entreprise, et de toutes les catégories socioprofessionnelles.

Second signal de M. Marchelli : « La classe politique ne pense aux cadres qu'en tant que contribu-

bles. Toujours moins en revenus, toujours plus en prélèvements fiscaux et sociaux... » La CFE-CGC en a ras-le-bol, a-t-il proclamé en conclusion la convention nationale de l'encadrement : « Nous en avons assez d'être pris pour des imbéciles (...). Nous sommes la catégorie socioprofessionnelle qui abonde le plus au titre de la solidarité nationale (...) et on trouve le moyen de nous montrer du doigt avec un index vengeur en prétendant que nous faisons partie des riches et que nous ne donnons pas assez ».

Pour M. Marchelli, l'Etat doit alléger davantage les prélèvements fiscaux sur les sociétés, non en faisant payer les contribuables mais... en dénationalisant. « Une société moderne, a-t-il également asséné, est une société inégalitaire, que cela plaise ou non. Dans le cas contraire elle meurt par manque de motivation des individus qui la composent, ou elle explose par l'ennui des uns et le désespoir des autres. » Une conviction qui est apparue largement au diapason des six cents congressistes.

#### Chaud et froid

Avec ses partenaires, la CFE-CGC a soufflé le chaud et le froid. M. Marchelli a critiqué les confédérations ouvrières « assises sur leurs avantages acquis », tout en voulant « développer les points de convergence » avec FO, la CFDT et la CFTC. De même a-t-il reproché à de nombreux employeurs de se livrer à la « chasse aux sorcières » contre les militants syndicaux retardant ainsi l'avènement d'une « entreprise consensuelle » où le personnel d'encadrement serait enfin reconnu comme un partenaire.

Chaud et froid apparent aussi avec le gouvernement dont la politique sociale et ses intentions ou arrière-pensées fiscales ont été sévèrement critiquées. Mais M. Marchelli a donné l'impression d'adopter une attitude à géométrie variable vis-à-vis de ses représentants. Déjà par M. Rocard, le 15 juin, il a fait très bon accueil, le 16, à M. Soisson, présenté aux congressistes comme le ministre « le plus proche » de la CFE-CGC.

M. Marchelli avait reproché à M. Rocard son discours trop général mais il s'est déclaré « d'accord » pour l'essentiel avec celui de M. Soisson, pourtant tout aussi général, avant d'évoquer... quelques désaccords. Pour le président de la CFE-CGC les négociations salariales dans les branches doivent concerner « l'ensemble des personnels conventionnés » : « Si on commence à saucissonner les salariés, on va casser la machine économique ».

MM. Soisson et Marchelli ont fait assaut d'amabilités et de congratulations. N'évoquant pas, à la différence de M. Rocard, la mutation du syndicalisme, le ministre du travail a rendu un hommage appuyé à la CFE-CGC.

#### Le nouveau bureau exécutif

Président : M. Paul Marchelli, Secrétaire général : M. Marc Vilbinoit.

Secrétaires nationaux : M. Claude Cambus (économie), M. Chantal Cumunel (travail et emploi), M. Bernard Chevalier (protection sociale), M. Couté (culture et formation), M. Maurice Cros (secteur public), M. Guy Imberty (cadre de vie), M. Insa (activité syndicale), trésorier : M. Bernard Traversa.

et s'est employé, très applaudi, à mettre en relief les « spécificités » de l'encadrement : « Il ne saurait être question pour moi de prendre les cadres pour cibles au nom d'un égalitarisme qui serait le contraire du sens de l'égalité que je veux promouvoir ».

M. Soisson a confirmé que l'adaptation de la loi de 1971, sur la formation professionnelle devrait se faire d'abord, « sans intervention de l'Etat », par la négociation. Une satisfaction pour M. Marchelli, qui n'a pas hésité à présenter son organisation comme celle qui, aujourd'hui, « se porte le mieux » malgré la dure érosion de ses effectifs... Mais le balancement perpétuel entre propos vindicatifs et langage conciliant ne favorise pas la cohérence des orientations.

MICHEL NOBLECOURT

RECTIFICATIF. - Deux coquilles se sont glissées dans l'article sur le congrès de la CFE-CGC dans le Monde daté 17-18 juin. Il fallait lire, à propos de M. Rocard : « se réservant visiblement » (et non physiquement) pour son intervention du 17 juin. Par ailleurs, M. Rocard avait déclaré : « Les cadres ne paieront pas plus avec la contribution sociale de solidarité... » et non « ne seront pas plus libres ».

## ÉTRANGER

Selon le « Financial Times »

### La RDA devra emprunter pour payer les salaires

Les entreprises est-allemandes vont devoir emprunter chaque mois 5 à 6 milliards de marks (17 à 20 milliards de francs) simplement pour pouvoir payer leurs salariés après l'unification monétaire RFA-RDA, selon un haut fonctionnaire est-allemand cité par le Financial Times lundi 18 juin.

M. Wolfgang Zeissig, chef de la planification financière au ministère

des finances, a révélé qu'un consortium de trente banques internationales était sur le point de signer un accord avec le holding d'Etat Treuhandanstalt qui possède l'essentiel de l'industrie est-allemande, afin de lui permettre de surmonter la crise de trésorerie des premiers mois.

L'argent devra être accordé aux seules entreprises qui ont une

chance raisonnable de survie. Le ministère des finances estime en effet que 20 à 30 % des entreprises de RDA devront fermer après l'unification. Beaucoup d'entreprises produisant des biens de consommation n'arrivent déjà plus à écouler leur marchandise et ne savent pas comment payer les salaires de juin, rapporte le Financial Times.

## Le Monde

NUMERO HORS SERIE

# DE GAULLE



« C'était à moi d'assumer la France »

Charles de Gaulle

A l'occasion du centième anniversaire de sa naissance et du cinquantième anniversaire de l'appel du 18 juin, le Monde consacre un numéro hors série au général de Gaulle.

Peu de personnalités ont marqué comme lui de leur empreinte notre histoire contemporaine. Pour mieux comprendre l'homme, sa fascination pour la France, ses convictions, la portée de son action politique, le Monde a effectué une sélection d'articles parus dans ses colonnes depuis sa création.

Le Monde retrace tous les grands moments de la vie du général : son engagement militaire, son combat pour la France libre, sa volonté de redonner un rang mondial à la nation, son rôle dans la création de nos institutions. Le Monde relate aussi ses treize années au pouvoir, la décolonisation, sa détermination dans le choix d'une force nucléaire de dissuasion. Enfin, il évoque la crise de mai 68, l'échec du général de Gaulle au référendum de 1969 et l'héritage qu'il a légué aux hommes politiques d'aujourd'hui.

« DE GAULLE », un numéro hors série du Monde, pour revivre l'aventure exceptionnelle d'un grand homme d'Etat.

30 FRANCS  
EN VENTE CHEZ VOTRE  
MARCHAND DE JOURNAUX  
OU PAR CORRESPONDANCE

#### BON DE COMMANDE : DE GAULLE

NOM : \_\_\_\_\_ PRÉNOM : \_\_\_\_\_  
ADRESSE : \_\_\_\_\_  
CODE POSTAL : \_\_\_\_\_ LOCALITÉ : \_\_\_\_\_  
PAYS : \_\_\_\_\_  
FRANCE (métropole uniquement) : \_\_\_\_\_ Nombre d'ex. : \_\_\_\_\_ x 35 F (port inclus) = \_\_\_\_\_ F.  
DOM-TOM et ÉTRANGER : \_\_\_\_\_ Nombre d'ex. : \_\_\_\_\_ x 40 F (port inclus) = \_\_\_\_\_ F.  
Bulletin et règlement à retourner à :  
Le Monde, service vente au numéro, 15, rue Falgaire, 75501 Paris cedex 15 - France. LM 1/4

### 36.15 LMBAC et 36.15 EDUC corrigent le Bac et le Brevet des collèges dès le soir des épreuves !

Pour toutes les académies, Le Monde et Educ vous proposent sur minitel un corrigé de vos épreuves.

⇒ BACCALAURÉAT

⇒ BREVET

- Philosophie
- Français (élèves en 1<sup>re</sup>)
- Histoire-Géographie
- Mathématiques avec l'Association des professeurs de Mathématiques
- Sciences Physiques avec l'Union des physiciens
- Sciences Naturelles avec l'Association des professeurs de biologie et de géologie
- Allemand (LV1)
- Anglais (LV1)
- Espagnol (LV1) avec l'Association des professeurs de langues vivantes

- Français
- Histoire-Géographie
- Mathématiques

**POUR VOS CORRIGÉS TAPEZ**  
**36.15 LMBAC**  
**36.15 EDUC**

Le service des corrigés vous est proposé par :

HACHETTE Education

Onisep

MNEF

Ministère de l'Éducation Nationale

ESIG

### Selon le CERC Les familles nombreuses restent défavorisées

Les familles nombreuses restent financièrement défavorisées par rapport aux foyers de moins de trois enfants, les aides reçues étant loin de compenser leurs charges, selon une étude du CERC (Centre d'études des revenus et des coûts) rendue publique lundi 18 juin.

En effet, le travail professionnel d'une mère de cinq enfants ne représente que 40 % de celui d'une femme sans enfant, affirme le CERC, et le manque à gagner est de 60 % d'un salaire. Pour une mère de trois enfants, ce manque à gagner est de 45 %, sans tenir compte du retard pris dans l'avancement, en raison des interruptions de carrière.

Cette infériorité de revenu est mal compensée par les aides reçues : à égalité de situation professionnelle du mari, les recettes d'un ménage de cinq enfants ne dépassent pas celles d'une famille sans enfant. L'infériorité du pouvoir d'achat varie alors de 30 % (pour cinq enfants) à 22 % (pour trois enfants). Enfin, le CERC souligne que les familles nombreuses connaissent plus fréquemment des fluctuations de revenu : entre l'année du mariage et la période où tous les enfants sont au foyer, le niveau de vie baisse d'environ 40 %. Il remonte ensuite, lorsque le père renoue avec une activité professionnelle et lors du départ échelonné des enfants.

Le 51<sup>e</sup> congrès des HLM

### M. Besson annonce une augmentation du plafond de ressources des PAP

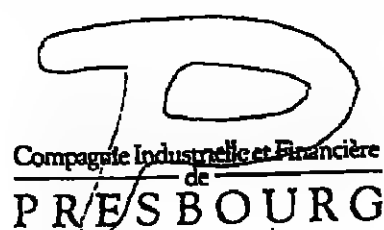
Au cours du 51<sup>e</sup> congrès des HLM, M. Louis Besson, ministre délégué au logement, a annoncé, le 17 juin, qu'il avait proposé au premier ministre « de majorer les plafonds de ressources des prêts aidés à l'accession à la propriété (PAP) de façon à permettre à un plus grand nombre de pouvoir confirmer son espoir d'accession ». Le chef du gouvernement en a accepté le principe. Les modalités restent à préciser, mais les plafonds de ressources pourraient être au moins égaux à ceux qui sont retenus pour l'accès au parc locatif HLM dans les zones peu denses, et supérieurs à ces mêmes plafonds dans les zones urbaines pour tenir compte des réalités des marchés locaux.

En effet, la consommation de crédit se fait plus lente malgré l'augmentation du montant du prêt.

L'obligation de fournir 10 % du montant de leur achat a découragé de nombreux candidats à l'accession. Les organismes HLM auraient souhaité que l'application de cette mesure se fasse en plusieurs temps, c'est-à-dire que l'obligation d'un apport personnel important soit modulée dans le temps.

L'augmentation du plafond de ressources annoncé par M. Besson irait dans le sens souhaité par les HLM, et serait une mesure équitable puisque tout candidat à un logement HLM aurait alors le choix entre la location et l'accession à la propriété. Les HLM, qui ont consacré leur congrès à « la qualité du quotidien », continuent à demander au gouvernement des moyens supplémentaires pour répondre à la demande de logement des plus démunis (Le Monde du 15 juin).





# COMPAGNIE INDUSTRIELLE ET FINANCIÈRE DE PRESBOURG

Les actionnaires de la Compagnie industrielle et financière de PRESBOURG, Compagnie de PRESBOURG, réunis en Assemblée générale ordinaire le 17 mai 1990, ont approuvé les comptes de l'exercice 1989 tels qu'ils ont été présentés par le Directoire, présidé par M. Christian Giacomotto.

La Compagnie de PRESBOURG, au cours de l'exercice 1989, a investi dans les quatre nouvelles sociétés, portant ainsi à seize le nombre total de ses participations au 31 décembre, et le montant des capitaux investis de 261,1 millions de francs à 374,4 millions de francs, conformément au rythme prévu.

En termes de capitaux investis, le portefeuille se répartit dans les trois secteurs d'intervention privilégiés de la Compagnie de la manière suivante :

- 30 % du portefeuille ont été investis dans les secteurs de la technologie ; y figure notamment une participation dans FINANCIÈRE DE L'ODET (Groupe BOLLORE TECHNOLOGIES).
- 16 % dans le secteur de la communication avec notamment une participation dans ROUX, SEGUERA CAYZAC et GOUZARD.
- 47 % dans le secteur de finance, avec notamment une participation dans VIEL et CIE FINANCE.

Le solde de 7 % comprend deux participations dans TABLE DE FRANCE et AMS PACKAGING.

A l'issue de ce troisième exercice, la Compagnie de PRESBOURG a réalisé un bénéfice net de 19,2 millions de francs contre 12,8 millions de francs en 1988. L'Assemblée générale ordinaire a décidé de distribuer 15 millions de francs, soit un dividende de 2 francs par action majoré de 1 franc au titre de l'avoir fiscal.

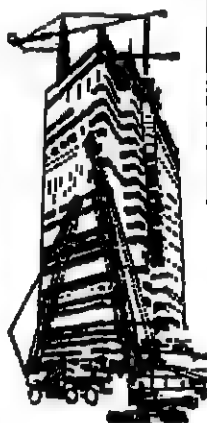
## INTERBAIL

Le Conseil de Surveillance d'INTERBAIL s'est réuni le 21 juin 1990, sous la présidence de Monsieur Jean MARTINEAU.

Monsieur Jean Baptiste PASCAL, Président du Directoire, a rendu compte de l'activité commerciale des six premiers mois de l'année. Le montant des nouveaux engagements contractés s'élève au 1<sup>er</sup> juin 1990 à F 630.000.000 hors taxes en crédit-bail immobilier contre F 426.000.000 pour la même période en 1989, et à F 200.000.000 hors taxes de location simple.

Les engagements en propriété propre correspondent au souhait émis par le Conseil de Surveillance de voir engager sur trois ans un milliard de francs d'investissements patrimoniaux nouveaux.

Ce niveau d'opérations à mi-année et les résultats intermédiaires au 30 avril 1990, eux-mêmes en progression, témoignent de la poursuite effective des objectifs de la société à savoir, atteindre à une croissance des résultats tout en conduisant simultanément un élargissement du domaine locatif.



## GROUPE TAT

1989 : Des résultats dont tous les paramètres sont en progression

Les comptes de l'exercice clos au 31/12/1989, approuvés par l'Assemblée Générale Ordinaire du 20 juin 1990, font ressortir un bénéfice net de 57 millions de francs contre 53,9 millions de francs en 1988.

La croissance du groupe TAT se poursuit ; le chiffre d'affaires consolidé du groupe TAT s'établit en 1989 à 1 873 millions de francs, enregistrant une hausse de 24,3 % par rapport à 1988. La marge brute d'autofinancement passe de 7,8 % à 8,7 % du chiffre d'affaires consolidé.

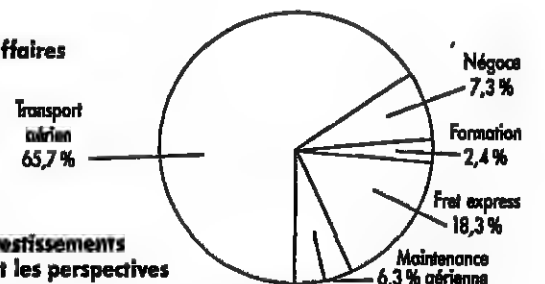
### Principaux résultats consolidés

(en millions de francs)	1988	1989	%
Chiffre d'affaires	1 507	1 873	+ 24,3
Bénéfice net	53,9	57	+ 5,8
Marge brute d'autofinancement	118	163	+ 38
M.B.A. / C.A.	7,8 %	8,7 %	

Ces résultats soulignent dans les différents secteurs d'activité du groupe et à tous les niveaux, un véritable engagement des hommes de TAT. L'entreprise entière s'est mobilisée pour investir et offrir de nouveaux avions, recruter et former les hommes, communiquer une stratégie et développer des performances.

TAT, enfin, a su nouer les alliances que l'avenir européen exige. Au mois de juillet 1989, après quinze années d'étroite collaboration, le groupe TAT a signé une alliance avec Air France, troisième compagnie mondiale et première compagnie européenne, assurément le meilleur des partenariats possibles en France. D'autres accords suivront, nationaux, européens, mondiaux, nouvelles étapes d'une politique de partenariat entamée depuis de longues années.

### Répartition du chiffre d'affaires par activité



### 1990 : Les investissements par activité et les perspectives

Activité Formation : 50 millions de francs seront consacrés cette année à la formation, dont une part importante au PNT (Personnel Navigant Technique).

Activité Transport Aérien : Afin de répondre aux exigences de confort et d'habitat, 54 avions neufs seront livrés avant 1995 ; le premier biréacteur, un Fokker 100, est déjà exploité sur le réseau TAT depuis le mois de mai 1990.

La clientèle traditionnelle des affaires disposera de nouveaux services ; parallèlement TAT s'ouvrira, au cours des mois à venir, à une clientèle différente, qui voyage pour des motifs personnels, en offrant certains jours et selon les horaires des tarifs plus intéressants.

Activité Fret Express : Un tout nouveau centre de tri, entièrement automatisé, vient d'être mis en service à Orléans ; il dotera TAT Express de l'un des outils les plus performants de la profession.

Activité Maintenance Aérienne : Elle poursuivra son évolution riche de potentiel, avec le développement de nouveaux produits et champs d'action, et la réalisation de nouvelles alliances internationales.

### Les perspectives pour 1990

1990 devrait franchir le seuil des 2,3 milliards de francs de chiffre d'affaires. Les résultats du premier semestre sont conformes aux prévisions et permettent d'espérer encore un exercice dont tous les paramètres demeurent en progression de l'ordre de 20 %.

Pour toute information complémentaire s'adresser à la Direction Financière du groupe TAT - R.P. 0237 - 37002 Tours Cedex - Tél. 16 14 42 30 00.

## ÉCONOMIE

### Le rapport annuel de la Cour des comptes

## Autoroutes : la rente du péage en question

La Cour des comptes lance un vrai débat en se livrant à une critique détaillée du développement du réseau autoroutier français par le biais de sociétés concessionnaires d'économie mixte. Ses griefs ? « Le système autoroutier français (2 079 kilomètres en 1975, 4 867 kilomètres en 1985 et 5 317 kilomètres en 1989) est géré et se développe en dehors de toute logique économique, financière, juridique et comptable. Sur le plan économique, les décisions d'investissement sont prises sans étude préalable des choix à faire, par exemple entre le doublement d'un axe surchargé ou la création d'une nouvelle voie autoroutière à des fins d'aménagement du territoire. Or, sur le plan financier, l'utilisation de la rente autoroutière (c'est-à-dire le péage, NDRL), devenue considérable avec l'augmentation du trafic, permet des investissements publics massifs sans vote préalable du Parlement, mais au prix d'un endettement qui va faire de l'ensemble des sociétés d'économie mixte des autoroutes le troisième emprunteur français. »

En d'autres termes, le système autoroutier est devenu fou : l'autoroute du rapport estime que le report des amortissements en fin de concession a des effets pervers. D'un côté, il permet aux sociétés d'économie mixte de survivre aux premières années d'exploitation, toujours difficiles puisque ces sociétés n'ont pas de fonds propres. De l'autre, il camoufle des situations financières précaires et, surtout, il repousse indéfiniment la fin de la concession puisqu'il suffit de rajouter un nouveau tronçon pour que celle-ci soit prolongée d'autant. Le mécanisme incite de façon permanente à la construction d'autoroutes nouvelles.

A cela s'ajoute le fait que les élus, le secteur des travaux publics et l'opinion publique réclament l'ambitieux programme visant à accroître de 3 260 kilomètres le réseau concédé. Le péage dégageant automatiquement des ressources, l'autoroute est la solution de facilité, même si la rentabilité des sections projetées n'est pas évidente. Sur un tiers des sections annoncées, le trafic est inférieur à six mille véhicules-jour et « rend incertaine la couverture des frais d'exploitation ». La Cour craint « un surdimensionnement des infrastructures proprement autoroutières. »

### Les artifices de l'Etat

Par ailleurs, elle constate que l'Etat recourt à des artifices pour faire supporter aux concessionnaires des dépenses dites de souveraineté. Par exemple, des sociétés d'autoroutes ont payé en 1989 40 millions de francs pour les services spécifiques de la gendarmerie et cette somme atteindra 480 millions de francs en 1993.

Pour en finir avec ces errements, la Cour préconise de mettre un terme au clivage entre des auto-

routes richement dotées par le péage et une voirie nationale soumise aux aléas budgétaires. Un budget annexe alimenté par le péage et qui répartirait les produits de celui-ci entre les deux types d'infrastructures lui semblerait le cadre juridique approprié. Si l'Etat ne voulait pas de cette solution radicale, il conviendrait, selon la Cour, de confier à Autoroutes de France (ADF), aujourd'hui simple répartiteur des fonds, le soin de coordonner les investissements et de jouer le rôle de l'actionnaire principal dans les sept sociétés mixtes existantes.

Le ministre de l'économie et des finances répond à ces critiques en défendant un système hybride qu'il contrôle sans avoir à en assumer le fardeau financier. Plus significative est la réplique des sociétés d'économie mixte en cause : « Le système français du péage a l'immense avantage de générer les moyens de construire de nouvelles autoroutes, explique M. Jean Millier, président de l'Union des sociétés françaises d'autoroutes à péage. L'autoroute s'autofinance, et c'est le seul moyen d'équiper la France avec une infrastructure qui épargne mille cinq cents tûs par an et qui en fera la plaque tournante de l'Europe. Il est vrai qu'aux Etats-Unis on abaisse ou on supprime le péage lorsqu'une autoroute est amortie, alors qu'en France on le laisse en l'état. Pourquoi ? Parce que le bénéfice réalisé sur certaines de nos concessions, comme la vallée du Rhône, nous permet de réaliser

des sections que les capitaux privés considèrent comme non rentables, par exemple Toulouse-Bordeaux ou Angers-Le Mans. Cette pérennité s'accompagne d'un différé d'amortissement qui est une pratique dérogatoire mais tout à fait régulière pour renvoyer le solde de tout compte en fin de concession. Ce système, efficace et juste, ne fonctionne pas sans contreparties, bien au contraire. L'Etat contrôle les conseils d'administration des sociétés concessionnaires. Il arrête leurs investissements. Il fixe leurs tarifs, l'aménagement du territoire ne légitime-t-il pas que soient construites des autoroutes où la circulation ne dépassera pas au début cinq mille véhicules par jour ? »

Les sociétés concessionnaires ont trois ennemis : le projet de budget annexe, qui permettrait à l'Etat de se défaire de ses responsabilités en matière routière, en faisant supporter celles-ci par le péage autoroutier ; le blocage du prix des péages, qui a augmenté, pour la dernière fois, de 2,5 % en janvier 1989, ce qui obère la réalisation de futures sections ; le refus par le Trésor de laisser les sociétés concessionnaires positionner le marché monétaire autant que de besoin : 8 à 10 milliards de francs par an.

La Cour écrit : « On construit trop d'autoroutes. » Les sociétés concessionnaires rétorquent : « On s'est toujours trompé par défaut et non par excès en matière d'investissements autoroutiers en France. »

ALAIN FAUJAS

## Caisse nationale d'assurance-maladie : une « munificence excessive »

Rarement, sans doute, un rapport de la Cour des comptes aura été aussi radical. Il est vrai que l'organisme mis en cause brasse chaque année plus de 400 milliards de francs, provenant des cotisations salariales et patronales. La Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés (CNAMTS), autrement dit la branche maladie du régime général de la Sécurité sociale, qui fait l'objet de critiques aussi acérées que détaillées de la part des magistrats de la rue Cambon, n'a jamais fait figure d'institution particulièrement performante.

Le déroulement des treize mois de négociations nécessaires à la conclusion de la dernière convention entre médecins libéraux et Sécurité sociale, récemment encore, fait apparaître l'incapacité de cet organisme à assurer à lui seul une véritable régulation du système de santé. L'enquête de la Cour des comptes consacrée à son fonctionnement interne, risque de conforter ce sentiment.

### « D'importants versements » à des syndicats

La CNAMTS, établit tout d'abord le rapport, dispose « de documents comptables et statistiques peu dignes de foi ». La Cour met l'accent sur un sujet délicat lorsqu'elle s'étonne d'une « générosité coûteuse à l'égard des mutuelles », habilitées à gérer pour le compte de la « Sécurité sociale » les prestations servies aux étudiants ou aux fonctionnaires. Les frais de gestion excessifs (le rapport situe le trop-perçu entre 471 et 885 millions de francs) servis par la CNAMTS constitueraient « un cadeau qui leur

est offert au détriment du régime général ». Dans sa réponse, la Caisse nationale souligne qu'elle a demandé en septembre 1988 aux autorités de tutelle « qui fixent ces remises la révision de leurs montants pour mettre en parallèle l'effort des caisses et celui des mutuelles ».

La CNAMTS ne paraît pas non plus briller par la qualité de sa fonction de contrôle. Ce dernier est qualifié de « complaisant », sans compter que la Caisse réalise « d'importants versements à des organisations syndicales sans justification de services » (ces dernières ont reçu 58,9 millions de francs en 1988 au titre de la formation des administrateurs). Le rapport, qui déplore que la politique de maîtrise des dépenses de santé ne soit « qu'un vœu pieux », constate que la Caisse néglige les règles d'attribution des marchés et note une fâcheuse tendance à rémunérer « sur un fonds annexe des charges de mission à l'activité des plus réduites ».

Les « actions de communication dispensées » de la CNAMTS l'ont conduite, en outre, à confier un marché de plus de trois millions de francs à un prestataire de service connu pour organiser « la fête annuelle d'une confédération ouvrière » - sans pouvoir justifier plus du quart des dépenses engagées.

Le rapport détaille également avec une certaine causticité « le train de vie parfois fastueux » et « la munificence excessive » des principaux gestionnaires de la CNAMTS, qui paraissent négliger « la déontologie que les dirigeants d'un organisme social devraient avoir à cœur de respecter ». Le prix moyen des repas offerts par M. Maurice Dertin, élu

Forces ouvrière et président de la Caisse nationale, « dépense 500 francs par convive » en 1988 (le prix unitaire des bouteilles de vin atteint « en plusieurs occasions le millier de francs », tient à préciser la Cour, qui a décidé « de demander à l'agent comptable de justifier du reversement des sommes en cause »).

Pour la CNAMTS, ces mises en cause sont injustifiées : la moyenne des rémunérations mensuelles des agents de direction atteignait 25 861 francs en 1989 et « aucun autre élément ou avantage ne justifie l'observation de la Cour ».

La gestion du patrimoine immobilier, « d'une exceptionnelle qualité », de la CNAMTS ne vaut guère mieux : 2 200 francs de loyer mensuel pour 82 mètres carrés avenue de la Grande-Armée, par exemple. Le rapport préconise le transfert de ce patrimoine à un autre organisme ou « sa vente pure et simple ».

« La valorisation du patrimoine est en progression constante depuis que la CNAMTS a retrouvé la possibilité d'augmenter ses loyers », rétorque la Caisse nationale, qui s'inquiète d'un « amalgame entre le respect des dispositions de la loi de 1948 pour quel-

ques logements et la notoriété de certains occupants, qui acquièrent des loyers proches ou équivalents aux prix du marché ».

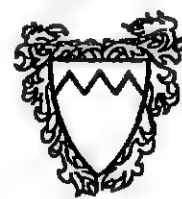
Néanmoins, la Cour des comptes n'ignore pas les responsabilités de l'Etat, qui remplit imparfaitement ses engagements financiers et fait preuve « d'une certaine inertie » dans l'exercice de son contrôle économique et financier. Les pouvoirs publics, conclut le rapport, « ont laissé la CNAMTS se comporter comme un organisme de droit privé, alors que la loi lui donne le statut d'établissement public national ».

Selon M. Dertin, certains passages du rapport de la Cour sont des « règlements de comptes » destinés à « discrediter l'institution ». « J'ai, a-t-il affirmé le 27 juin lors d'un séminaire de la CNAMTS, le sentiment profond qu'il s'agit d'un coup de griffe, hargneux et agressif, dangereux pour la Sécurité sociale et son avenir. »

JEAN-MICHEL NORMAND

► Nous publierons demain d'autres éléments du rapport annuel de la Cour des comptes.

(Publicité)



### ÉTAT DE BAHAÏN

MINISTÈRE DES TRAVAUX, DE L'ÉNERGIE ET DE L'EAU  
AFFAIRES DES TRAVAUX PUBLICS  
DIRECTION DES ROUTES ET DE L'ASSAINISSEMENT

## LE SECOND PONT MANAMA-MUHARRAQ PRÉSELECTION DES ENTREPRISES DE TRAVAUX DE PONTS

Le Ministère des travaux, de l'énergie et de l'eau invite les entreprises à participer à la présélection pour la construction de ponts-routes en béton précontraint, post-tendu, préfabriqués en segments et associés au projet de second pont Manama-Muharrag comprenant :

- 2 ponts marins de surface totale de tablier 13.600 m<sup>2</sup>
- 12 échangeurs de surface totale de tablier 27.450 m<sup>2</sup>

Les entreprises intéressées peuvent obtenir le dossier de présélection à partir du 23 juin 1990, auprès de l'un des bureaux suivants de Dar Al-Handassah: 93/97 New Cavendish Street, London, W1M 7FR. Telephone No: 071 637 8622, Telefax: 071 636 8498, Telex: 27187 DARSAG G

Seules les entreprises ayant une grande expérience dans l'exécution de ces ouvrages seront admises à participer.

Le dossier de présélection dûment rempli devra parvenir, au plus tard le 1<sup>er</sup> août 1990, à l'adresse suivante : Monsieur le sous-secrétaire, affaires des travaux publics, Ministère des travaux, de l'énergie et de l'eau, BP 5, Etat de Bahrein.



## CHAMPS ECONOMIQUES

## RDA : une agriculture menacée

Trop de main-d'œuvre et une production de qualité médiocre qui excède largement les besoins

**J**e suis terrifié par l'avenir, par ce qui va se passer cette année à compter du 2 juillet, après que nos prix auront été alignés sur ceux de la RFA et donc de la Communauté. L'homme qui exprime de la sorte son inquiétude, la quarantaine, hâlé, le regard clair, tout de jean vêtu, l'air pourtant résolu, dirige une des quatre mille coopératives de production agricole, les LPG (1) que compte la République démocratique allemande. Il a répondu comme trente de ses collègues, dont deux femmes, à l'invitation adressée par Rolf Bush, le président de la LPG de Penzlin dans le Neubrandebourg, à 150 kilomètres au nord de Berlin, pour entendre un exposé d'Otto Bammel, le délégué agricole de la représentation permanente de RFA à Berlin-Est.

Tout ayant été dit sur l'accélération de l'histoire, n'est-ce pas là, cependant, un tableau déconcertant que celui de ce haut fonctionnaire ouest-allemand, convoqué par un ancien membre actif du SED, le parti communiste, afin d'expliquer à trente dirigeants de coopératives les vertus de l'économie sociale de marché, les principaux mécanismes de la politique agricole commune et les obstacles à surmonter pour réussir l'intégration dans la Communauté.

Incapable de lever toutes les incertitudes, car les négociations entre Bonn et Berlin-Est battent son plein, il ne cherche cependant pas à gommer les difficultés, mais met également en relief les efforts qui seront accomplis pour favoriser la transition, appelle ses interlocuteurs au sang-froid et, sur les points sensibles, prend le risque de donner son point de vue personnel, fût-il à contre-courant.

## Le traitement social

Une impressionnante démonstration de pédagogie politique. L'ambiance n'est pas à la fête, mais la salle est attentive, prenant des notes, avides d'une information qui, du côté officiel ouest-allemand, lui est chèrement comptée. « Nous sommes en pleine confusion », admet Rolf Bush, un professionnel efficace, fier des performances de sa coopérative, mais qui, déçu par l'échec du collectivisme et perplexe devant l'ampleur des réformes à accomplir, s'appuie à abandonner la direction de la LPG.

Les questions posées à Otto Bammel revêtent quels sont les principaux soucis : l'évolution des prix, ainsi que les problèmes liés à la rentabilité de la coopérative, le statut foncier et, question en décalant, la façon dont sera exploitée la terre demain, l'avenir des LPG. A compter du 1<sup>er</sup> juillet, les prix vont grossièrement diminuer de moitié, parfois plus. Le fait qu'ils seront payés en deutschemarks et non plus en marks ne change pas grand chose puisque les charges devront, elles, également être acquittées en deutschemarks.

Certaines vont baisser, Otto Bammel le rappelle à ses auditeurs, telles celle sur les engrais, sur les pesticides. Mais de quel poids pèseront désormais les salaires ? Les LPG débordent de main-d'œuvre : deux hommes sont nécessaires pour cultiver 100 hectares en RFA, mais il en

font six ou sept en RDA. L'état-major des LPG, avec ses chefs de gestion, de production, d'approvisionnement, de comptabilité ressemble à une armée mexicaine. Ce personnel, faute d'avoir l'impression d'exploiter sa propre terre, est souvent peu motivé : la production, de qualité médiocre, excède largement les besoins.

L'angoisse n'est pas pour après-demain : comment payer cette main-d'œuvre en juillet ? Otto Bammel fait remarquer que la rupture n'intervient pas au plus mauvais moment puisque, avec les moissons, viennent les recettes alors qu'une fraction importante des coûts de production a déjà été réglée. Pour le reste, explique l'homme de Bonn, des programmes d'ajustement sont prévus : avance de trésorerie et ensuite mise en place de programmes de prétraitement, de formation.

La LPG englobe dans son personnel, et par conséquent rétribue, les maçons, les menuisiers, les charpentiers, les mécaniciens. Il leur faudra sans doute quitter la LPG. L'idée est de transformer ces artisans, bien formés, moyennant bien sûr un soutien financier, en petits entrepreneurs dont la tâche sera de rester sur le terrain et de remettre en état un patrimoine immobilier ainsi qu'un parc à machines à bout de souffle.

Un tel traitement social peut-il suffire ? Personne n'y croit. Peter Polack, le ministre de l'agriculture du gouvernement Lothar de Maizière, nous affirme cependant qu'il n'y aura pas de licenciements massifs. « Le problème est moins grave que celui rencontré par l'industrie chimique », explique-t-il, rassurant. Otto Bammel considère au contraire que sur les 320 000 citoyens de la RDA aujourd'hui employés dans l'agriculture (10 % de la population active) près de la moitié devront la quitter d'ici quatre à cinq ans. Un tel dégraissage pourra-t-il aller sans agitation sociale ?

Les dirigeants des coopératives (LPG) et des fermes d'Etat (VEG), évidemment inquiets, réclament une période de transition et en particulier un alignement progressif des prix agricoles sur ceux de la RFA. Mais cela signifierait le maintien de bar-



rières dans un pays qu'on veut unifier : une perspective jugée impraticable à Bonn. « J'ai été pendant six semaines qu'on pourrait ajuster les prix par étapes, mais j'ai bientôt compris qu'avec un marché unique c'était exclu », reconnaît le ministre.

L'aide de l'Etat sera maintes fois sollicitée pour favoriser les investissements et moderniser l'ensemble de la filière agroalimentaire : car l'état déplorable des LPG est dû aujourd'hui également aux insuffisances des équipements en aval de la production : les portes trop gros sont offerts irrégulièrement aux consommateurs faute de place dans les abattoirs ou parce que l'industrie de transformation n'est pas en mesure de suivre la demande.

## Une peur du vide

Les agriculteurs comptent encore sur Bonn, les questions posées à Penzlin en témoignent, pour financer des programmes de gel de terres ou l'ouverture de débouchés industriels pour la production agricole. Mais il faudra du temps et des dépenses de Bruxelles pour mettre en place de tels projets. Enfin et surtout l'appui psychologique et financier des pouvoirs publics sera nécessaire pour régler sans casse les problèmes fonciers.

A qui appartient la terre et comment devra-t-elle demain être exploitée ? Au terme d'une réforme agraire mise en œuvre par le pouvoir communiste quelques années après la guerre, les exploitations de plus de 100 hectares ont été expropriées et les terres distribuées par lots de 7 à 8 hectares aux petits paysans ou aux réfugiés.

de Penzlin  
PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite page 26

(1) LPG : Landwirtschaftliche Produktion Genossenschaften ; il s'agit de coopératives agricoles de production. VEG : Volkseigene Güter ; il s'agit des fermes d'Etat. Les LPG sont beaucoup plus nombreuses que les VEG.

## Le message économique du général de Gaulle

« Ce qui est salutaire à la nation ne va pas sans blâmes dans l'opinion ni sans pertes dans l'élection »

par Alain Prate

**P**OUR qui a eu l'honneur et la charge d'être le dernier conseiller économique du général de Gaulle, dans des circonstances particulièrement difficiles, la floraison actuelle d'articles et d'études sur cette période est particulièrement instructive. Certes, les témoignages les plus nombreux sont consacrés au libé-

teur de la France, au réformateur de nos institutions, au grand acteur de la scène diplomatique mondiale. Mais les mérites de l'action menée dans le domaine économique et financier, si longtemps contestés, sont maintenant reconnus. Il n'est plus nécessaire d'argumenter longuement, statistiques à l'appui, pour faire admettre que les années 1958-1969, après le succès du plan de redressement, furent pour l'économie française une

période d'expansion, plus forte que celle de nos principaux partenaires, que l'ouverture de l'économie française à la concurrence européenne fut bénéfique, que la parité du franc par rapport au mark put être maintenue pendant dix ans, ce qui, loin de freiner l'essor de l'économie française, a contribué à renforcer son rôle dans le Marché commun (1).

Même si les négociations européennes furent parfois difficiles, leur résultat fut que l'union douanière était mise en place en 1968, avant l'échéance prévue par le traité, que la négociation Kennedy avait doté la Communauté d'une politique commerciale commune, que les grandes décisions concernant la politique agricole commune, comportant une solidarité financière entre les Six, avaient été prises.

## Un franc stable

Plutôt que de céder à la nostalgie des grands moments du passé, il est sans doute plus utile de rechercher ce qui demeure, dans un monde très différent de celui qu'a connu le général de Gaulle, des grandes orientations prises à cette époque, en vue de susciter, comme il l'a souhaité, des « ardeurs nouvelles ».

Sa volonté de doter la France d'une monnaie stable, et donc de « renoncer délibérément aux procédés dont l'usage s'est introduit au temps où la France n'avait plus de monnaie », fut incomprise alors et oubliée ensuite, jusqu'à ce que, après maintes péripéties, soit redécouverte en 1983 la nécessité d'une monnaie forte « qui mesure dans le monde la réalité et l'efficacité de l'économie du pays, dont dépendent

celles de sa politique ». Mais, en France comme dans tout pays, la défense de la monnaie à un prix qu'il faut être disposé à payer.

C'est ainsi que le général de Gaulle dut mettre en œuvre le plan de stabilisation de 1963 qui suscita maintes critiques, refusa de dévaluer le franc en novembre 1968, prit alors de sévères mesures de redressement budgétaire et monétaire, de sorte qu'il put quitter le pouvoir sans avoir modifié la parité du franc qu'il avait fixée en 1958. Le dernier chapitre des *Mémoires d'espoir*, « L'effort », consacré à l'économie, se termine par l'ultime phrase qu'il a écrite : « Comment n'aurais-je pas appris que ce qui est salutaire à la nation ne va pas sans blâmes dans l'opinion, ni sans pertes dans l'élection ? »

C'est la stabilité du franc qui permit la mise en œuvre sans heurts du Marché commun industriel et agricole. Au moment où l'on parle d'union monétaire, dont le principal objectif serait de parvenir à des taux de change non plus seulement stables, mais fixes, entre les pays de la Communauté, la condition du succès est que la France mette avec continuité la politique économique et monétaire lui procurant « l'influence internationale » et lui permettant de jouer pleinement son rôle en Europe.

Le Général attachait autant d'importance à la monnaie dans les relations internationales que sur le plan interne. Sachant que monnaie et politique sont intimement liées, il dénonça l'asymétrie d'un système monétaire international fondé sur une monnaie nationale, le dollar. De la grande conférence de presse de 1965, on n'a généralement retenu qu'une attitude considérée comme inamicale à l'égard des Etats-Unis,

simplement parce qu'il ne se résignait pas à la domination d'un dollar monétaire incertain.

Pourtant, le bien-fondé de son analyse des dangers du système a été malheureusement confirmé par la généralisation de l'inflation dans les années 70, la montée de l'endettement des pays du tiers-monde résultant du recyclage des excédents pétroliers, avant que les mesures monétaires nécessaires pour briser l'inflation ne conduisent à la généralisation de la récession et à la montée du chômage au début des années 80.

Cette leçon sur la primauté du facteur monétaire dans les relations économiques internationales garde sa valeur au moment où se construit l'unité monétaire de l'Europe. Celle-ci ne devrait pas être une fin en soi, mais aussi conduire à un système monétaire permettant à la monnaie européenne, l'écu, de s'affirmer par rapport au dollar et au yen. Comme dans les relations internationales, il serait imprudent de fonder le système européen sur une monnaie nationale qui, quelles que soient ses qualités, est gérée en fonction des intérêts nationaux d'un pays, qui peuvent ne pas coïncider en toutes circonstances avec ceux de l'Europe dans son ensemble. Et la condition du succès des négociations sur l'union monétaire est que les pays de la Communauté mènent des politiques qui assurent la valeur de leurs monnaies.

(1) Les batailles économiques du général de Gaulle, collection Espoir, Plon, 1978, 329 p.

► Vice-président de la Banque européenne d'investissement.  
Lire la suite page 28

**LE JOURNAL**  
DES ENTREPRISES DE SAINT-DENIS

SAINT-DENIS aime tant les ENTREPRISES que sort le sixième numéro de son NEWS MAGAZINE (Pour se le procurer, appeler le 48.20.63.83 poste 25.49)

ENTREPRISE DE L'EMOTION  
REGARD SUR L'HABITAT  
COMMERCE



## MARCHÉS FINANCIERS

Elles étaient 187; elles seront moins de 50

## Les caisses d'épargne accélèrent leur restructuration

Les caisses d'épargne du réseau de l'Eureuil, le premier de France avec 880 milliards de francs de dépôts, ont adopté le jeudi 28 juin, à l'unanimité, un projet de réformes qui va ramener leur nombre de 187 à moins de 50 et redéfinir leurs relations privilégiées avec la Caisse des dépôts et consignations (CDC) (le Monde du 8 juin).

Ce projet est la deuxième étape d'un processus de restructuration et de concentration amorcé en 1983 avec une première réforme du statut des caisses, dont l'objet alors était de rattraper un retard de quinze ans sur les puissants réseaux de caisses d'épargne de la CEE. Une loi de juillet 1983 habilitait les caisses d'épargne à consentir des crédits et à effectuer des opérations de banque au profit de leurs déposants.

Au niveau des structures, fondées sur la cooptation de notables locaux pour la nomination des conseils d'administration (et restées inchangées depuis 1854), de profondes modifications étaient décidées, avec l'instauration de conseils consultatifs élus par une partie des déposants et de conseils d'orientation et de surveillance (COS), désignés au scrutin proportionnel par les maires, les salariés et les déposants, qui nomment le directeur général et les membres du conseil d'administration. Enfin, une structure centrale, le Centre national (CEN-CEP), dont le capital était détenu par les caisses d'épargne (50 %), la Caisse des dépôts (35 %) et les organismes à créer, les SOREFI (15 %), devenait le chef du réseau, chargé d'exercer un contrôle administratif, financier et technique sur les caisses, dont le nombre, de 1985 à aujourd'hui, allait être ramené de 478 à 187.

En 1985, en application de la loi de 1983, 21 sociétés régionales de financement (SOREFI), détenues à parts égales par les caisses d'épargne et la CDC, faisaient fonctionner un circuit court de financement à l'échelle régionale, qui obtenait la gestion de fonds collectés par les caisses (comptes à terme, comptes chèques, épargne-logement, livrets B, bons d'épargne) pour plus de 100 milliards de francs à l'époque. Mais, avec l'ouverture des frontières financières européennes, le réseau de l'Eureuil conservait encore un important retard sur ses homologues européens. Une étude était demandée, il y a six mois, au cabinet d'organisation McKinsey, pour déterminer l'évolution future du réseau. Des discussions étaient engagées pour redéfinir les relations entre les centres de pouvoir, notamment vis-à-vis de la Caisse des dépôts, tuteur traditionnel des caisses et gestionnaire unique des sommes déposées sur les livrets A exonérés d'impôts (440 milliards de francs actuellement). Il y a quinze jours, McKinsey déposait son rapport, préconisant de ramener à moins de 50 le nombre des caisses d'épargne locales, d'un réseau unique, le CEN-CEP, avec une ou plusieurs caisses centrales, chargées de gérer les liquidités du système.

Or, si la réduction du nombre des caisses apparaissait indispensable à tous, bien qu'elle s'annonçât pénible après une première contraction déjà difficile, la nature des fonctions du réseau unique et le statut de la caisse centrale suscitaient des méfiances et des inquiétudes réciproques. Du côté des caisses d'épargne, on souhaitait disposer de plus d'indépendance dans la gestion des liquidités et dans les financements. Certaines grandes caisses, comme celles de Paris ou de

Lyon, agitaient même la possibilité de prendre toutes seules des initiatives, sur l'internationalisation notamment. Du côté de la Caisse des dépôts et consignations, on pouvait suspecter le réseau de l'Eureuil et le CEN-CEP de vouloir trop jouer aux banquiers et, surtout, on ne pouvait envisager de perdre la gestion de 120 milliards de francs de liquidités (celles des fonds des livrets A n'étant à aucun moment remises en cause).

En avril dernier, d'une manière tout à fait inhabituelle, M. Robert Lion, directeur de la CDC, adressait aux 187 présidents de caisse une lettre où, tout en reconnaissant au CEN-CEP un rôle de chef de réseau fort, il affirmait que les fonctions financières centrales n'étaient pas de la responsabilité dudit chef de réseau, mais de celui de la Caisse des dépôts, mieux placée et plus compétente : il proposait une banque « éclatée » en partenariat.

## Redécoupage territorial

Les réactions furent assez vives, mais discussions et pourparlers allèrent leur train entre la CDC et ses interlocuteurs du réseau, notamment M. Alain Le Ray, président du conseil de surveillance du CEN-CEP et M. Jean-Pierre Thiolon, président du conseil d'administration de cet organisme. Et, finalement, un consensus fut trouvé.

En premier lieu, le nombre des caisses, qui ne se feront pas concurrence, à la différence de l'Italie et de l'Espagne, sera inférieur à 50, avec un redécoupage territorial et des options de regroupement à effectuer d'ici à la fin de l'année, les élections des conseils étant retardées d'un an. Ensuite, les regroupements permettront de mettre fin aux fonctions d'intermédiation financière des SOREFI, confiées aux caisses désormais regroupées. En second lieu, le rôle du CEN-CEP comme chef de réseau est reconnu et renforcé, notamment dans ses fonctions réglementaires, mais tout ce qui relève du pilotage et des choix stratégiques devra être acquis par consensus au sein du réseau. Enfin, un compromis a été élaboré avec la Caisse des dépôts en ce qui concerne les fonctions de caisse centrale, problème le plus épineux. Ces fonctions sont regroupées dans deux sociétés financières distinctes. Une centrale de trésorerie associera la tenue des comptes et la gestion de liquidités du réseau central, dont le capital sera détenu à 35 % par les caisses d'épargne et à 65 % par la Caisse des dépôts, qui se trouve ainsi rassurée.

Une centrale d'émission, d'emprunt, de refinancement et de crédit est destinée à « élargir et optimiser la présence du réseau dans la compétition commerciale », son capital étant détenu à 65 % par le réseau et à 35 % par la Caisse des dépôts. Satisfaction est donnée aux caisses d'épargne. Les fonctions de cette deuxième centrale n'existent pas vraiment à l'heure actuelle, mais sont considérées comme pleines d'avenir : ainsi ce sont les SOREFI du Nord qui ont consenti le prêt à Enrolunel.

Un compromis donc, qui paraît satisfaire tout le monde : le réseau, la Caisse des dépôts et le ministère des finances, dans la mesure où il évite un nouveau recours et un nouveau débat au Parlement, procédé toujours aléatoire, dans un domaine qui peut être très politisé. La Caisse de Paris, la plus puissante, s'est ralliée au mouvement. Mais, M. Robert Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, a parlé de « schéma lucide et courageux ».

FRANÇOIS RENARD

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



## IÉNA-BAIL/BAFIP-BAIL

Les assemblées générales extraordinaires du 25 juin 1990 des sociétés « IÉNA-BAIL » et « BAFIP-BAIL » ont approuvé le traité du 16 mai 1990 portant fusion-absorption de IÉNA-BAIL par BAFIP-BAIL qui conserve la même dénomination sociale.

Le nouvel ensemble ainsi constitué, destiné à être introduit en Bourse, présentait au 31 décembre 1989 un total de fonds propres supérieur à 330 millions de francs et des engagements (bilan et hors bilan) de l'ordre de 950 millions de francs, dont 64 % en crédit-bail et 36 % en location-simplicité. La production de crédit-bail s'élevait à 123 millions de francs au 30 mai 1990.

En outre, au cours de l'assemblée du 25 juin 1990, les actionnaires de BAFIP-BAIL ont adopté le mode de gestion à directorat et conseil de surveillance.

Le conseil de surveillance qui s'est tenu à l'issue de cette assemblée a nommé :

- Président du conseil de surveillance : M. Jacques VANDIER.
- Vice-président du conseil de surveillance : M. François DES NOYERS.
- Membres du directeur :
  - M. Hugues LASSERON, président.
  - M. Pascal FABRE, directeur général.

## NEW-YORK, 28 juin ↑

## Sensible reprise

Pour la deuxième journée consécutive, les cours ont monté jeudi à Wall Street. Et même bien montés, puisque, un instant, le Dow Jones des industriels fait passer la barre des 2 900 points. Finalement, il s'inscrit en clôture à la cote 2 878,71, soit à 16,58 points au-dessus de son niveau précédent.

Le bilan de la séance fut d'une qualité presque supérieure à ce résultat. Sur 1 079 valeurs traitées, 922 ont monté, 546 ont baissé et 531 n'ont pas varié. Le renforcement des Bourses du Trésor et du marché obligataire a été en grande partie responsable de cette nouvelle hausse. Dans l'ensemble, les investisseurs demeurent prudents à l'approche de la publication des résultats trimestriels des entreprises.

Au tour du « Big Board », les conversations portent sur l'indice composite, publié vingt-quatre heures auparavant (+0,8 % contre moins 0,1 % en avril) censé pressurer la conjoncture aux Etats-Unis durant les six mois à venir. La traduction de la reprise était toutefois controversée, certains jugeant comme l'expression d'une chute récession, les autres comme promesse d'une croissance molle.

L'activité s'est ralentie et 136,12 millions de titres ont changé de mains contre 146,62 millions la veille.

VALEURS	Cours de 28 juin	Cours de 29 juin
Alcoa	53 7/8	53 3/4
AT&T	58 1/8	58 3/4
Boeing	58 5/8	59
Chemical Bank	22 7/8	23 3/4
Deere	40 1/8	40 3/8
Eastman Kodak	48	48 1/4
Exxon	42 3/4	43 1/4
General Electric	69 1/4	69 1/4
General Motors	47 1/8	47 1/2
IBM	118	117 5/8
ITT	61 1/2	61 1/2
Johnson & Johnson	83 1/2	84 1/8
Pfizer	55 3/8	56 1/4
Rockwell	55 3/8	56 1/2
US Steel	148 3/4	150 1/4
Westinghouse	38 1/8	38 3/8
Xerox Corp.	47	48 5/8

## LONDRES, 28 juin ↓

## Baisse de 1,1 %

Une tentative de reprise des cours à l'ouverture a été vite effacée jeudi au Stock Exchange. Des nouvelles de sociétés décevantes et un affaiblissement de la livre sur le marché des changes ont été à l'origine des premières pertes, entraînant un nouveau recul de la tendance. L'indice Footsie des cent valeurs a terminé en baisse de 0,75 % par rapport à la clôture de mercredi, à 2 355,7 points, 443,9 millions de titres ont été échangés contre 377,8 millions à la clôture de la veille. Les investisseurs ont été le secteur le plus éprouvé dans le sillage du groupe Burton, dont les ventes ont baissé. Les actions GUS A ont figuré parmi les plus fortes dépréciations du compartiment. Les valeurs bancaires ont souffert de la publication de résultats annuels décevants pour LBS, et les assurances étaient ternes. Parmi les valeurs vedettes, le groupe pharmaceutique Glaxo progressait après un commentaire favorable d'une maison de courtage, au sein d'une présentation à Tokyo. Certains investisseurs abandonnaient en revanche le groupe chimique ICI, qui restait affecté des analyses critiques récentes sur ses bénéfices.

VALEURS	Cours de 28 juin	Cours de 29 juin
Alcoa	1 040	1 020
Bridgman	1 030	1 030
Carroll	1 030	1 030
Fujitsu	2 770	2 780
Honda Motor	1 780	1 780
Memphis	1 400	1 400
Minerals	1 020	1 000
Sony Corp.	8 970	8 980
Toshiba	2 340	2 350

## PARIS, 29 juin ↑

## Petite hausse

Au lendemain de la pause (+0,07 %) rue Vivienne, le marché semblait vouloir se reprendre vendredi sans toutefois s'embaler. L'indice CAC 40 après avoir ouvert sur une note hésitante (+0,05 %) progressait rapidement jusqu'à 0,52 % en fin de matinée. Ensuite, les gains s'affaiblissaient et la progression n'était plus que de 0,28 % en milieu d'après-midi. Les intervenants étaient peu enclins à prendre des initiatives, d'autant que le loyer de l'argent est à nouveau élevé. L'imminence de l'union monétaire allemande qui sera effective dès le 1<sup>er</sup> juillet ne pousse pas non plus à s'engager trop avant tant que les effets ne seront pas entièrement connus. A cela s'ajoutent aussi le début des grandes vacances et la perspective de deux mois, juillet et août, traditionnellement peu actifs. Dans ces conditions les valeurs les plus recherchées comme Mérieux, Gépys ou Merfins Gélins s'élevaient au-dessus de 100 francs. L'action Printemps ne réagissait ni aux propos des dirigeants du Printemps, qui envisagent de ne plus consolider dans les comptes leur participation dans Eurochemie, ni à l'annonce des prévisions de 10 % du résultat courant cette année. L'action Perrier quant à elle s'appréciait de 1,3 % après la décision de son président, M. Gustave Leven, de préparer sa succession et de ne pas renouveler son mandat à la tête de la firme de boissons. En revanche, le métal lourd poursuivait son raffermissement.

VALEURS	Cours de 28 juin	Cours de 29 juin
Alcoa	1 040	1 020
Bridgman	1 030	1 030
Carroll	1 030	1 030
Fujitsu	2 770	2 780
Honda Motor	1 780	1 780
Memphis	1 400	1 400
Minerals	1 020	1 000
Sony Corp.	8 970	8 980
Toshiba	2 340	2 350

## TOKYO, 29 juin ↓

## Recul de 0,5 %

La Bourse de Tokyo a subi vendredi l'effet d'un retournement à la baisse, le Nikkei clôturant un recul de 0,5 % (-165,95 yens) à 31 940,24 yens après avoir ouvert en hausse de 0,6 % et terminé la matinée en progression, déjà plus de 100 yens. La volatilité des bourses étrangères lors de la première partie de la séance était estimée à 280 millions d'actions contre 250 millions jeudi matin. La journée a été marquée par la publication des résultats de change et de l'inflation. Les prix à la consommation au Japon ont augmenté en mai de 0,8 % par rapport à avril dernier et de 2,7 % sur les douze derniers mois. Le taux de change des yens japonais, qui avait subi des variations saisonnières, est demeuré inchangé (2,1 %) par rapport à celui du mois d'avril.

VALEURS	Cours de 28 juin	Cours de 29 juin
Alcoa	1 040	1 020
Bridgman	1 030	1 030
Carroll	1 030	1 030
Fujitsu	2 770	2 780
Honda Motor	1 780	1 780
Memphis	1 400	1 400
Minerals	1 020	1 000
Sony Corp.	8 970	8 980
Toshiba	2 340	2 350

## FAITS ET RÉSULTATS

à son indépendance afin de résorber ses pertes et de développer de nouveaux produits. La société a accepté une OPA amicale de Transworld et de Co., un groupe de conseil aux entreprises, sur au moins 51 % de son capital pour 4,3 millions de livres (430 millions de francs). L'offre a reçu le soutien du président de Filofax, M. David Collicott, dont la filiale de Filofax avait fait son entrée au second marché de la Bourse de Londres en mars 1987. Depuis, la société a été victime du doublement des taxes d'intérêt en Grande-Bretagne et de la multiplication des Filofax d'imitation provoquée par le succès de l'article original.

□ Grupo Hesa vend 27 % à une société du Golfe. — Grupo Hesa, qui gère cinquante-cinq hôtels en Espagne (dont onze sont sa propriété) et plusieurs en Belgique et à Mexico, vient de céder 27 % de son capital à Arabian General Investment Corporation (Agico), société d'investissement de Dubaï (Emirats arabes unis), dont la famille de l'émir de Dubaï est un des principaux actionnaires. Grupo Hesa, société familiale, est présidée par M. Juan Gaspart, président du comité olympique espagnol. Elle vient de conclure le montant de 1,5 milliard de francs (273 millions de francs) à des investisseurs, afin de posséder au moins un hôtel dans chacune des dix-sept provinces à la fin 1992.

□ L'horlogerie de luxe tiendra salon à Genève. — L'horlogerie de luxe s'émancipe. La célèbre marque Cartier a en effet décidé d'organiser dès 1991 à Genève un salon réunissant trois marques horlogères de haut de gamme, la sienna, bien sûr, ainsi que Baume et Mercier, et Piaget. Ce salon aura lieu une semaine avant la traditionnelle Foire européenne de l'horlogerie et de la bijouterie, qui se tient à Bâle. Ni Rolex, ni Audemars-Piguet, ni Vacheron Constantin ne participent toutefois à la manifestation organisée par Cartier.

□ OPA amicale de Transworld et de Co. — Transworld et de Co., un groupe de conseil aux entreprises, sur au moins 51 % de son capital pour 4,3 millions de livres (430 millions de francs). L'offre a reçu le soutien du président de Filofax, M. David Collicott, dont la filiale de Filofax avait fait son entrée au second marché de la Bourse de Londres en mars 1987. Depuis, la société a été victime du doublement des taxes d'intérêt en Grande-Bretagne et de la multiplication des Filofax d'imitation provoquée par le succès de l'article original.

## PARIS

## Second marché

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Amis Assoc.	440	440	RT	302	302
Asynel	105	105	UP 8 M	138	138
B.A.C.	231	231	Loca Invest.	210	210
B. Denchy Ass.	582	575	Locom	140	140
Bon Tarnaud	180	180	Mora Comp.	199 80	199 80
B.I.C.M.	880	840	Micell Mob.	228	225
Boiron (Ly)	376	380	Moles	235	238
Bolept Lyon	250	250	Novela-Delmas	1250	1235
CB&L de Lyon	3482	3540	Orbital Logis	550	550
CAL de Fr. (C.C.I.)	1130	1090	Orb. Gen. Fr.	581	582
Calsonic	620	630	Orb. Gen. Fr.	581	582
Cardif	709	694	Orb. Gen. Fr.	581	582
C.E.E.	353	352	Orb. Gen. Fr.	581	582
C.E.E.P.	278 50	278 50	Orb. Gen. Fr.	581	582
C.F.F.I.	255	255	Orb. Gen. Fr.	581	582
Comet d'Origny	735	735	Orb. Gen. Fr.	581	582
C.N.I.M.	1315	1340	Orb. Gen. Fr.	581	582
Codetour	302	304	Orb. Gen. Fr.	581	582
Comeng	356	353	Orb. Gen. Fr.	581	582
Concorde	1155	1163	Orb. Gen. Fr.	581	582
Cosco	300	300	Orb. Gen. Fr.	581	582
Dafra	210 50	210 50	Orb. Gen. Fr.	581	582
Dauphin	708	708	Orb. Gen. Fr.	581	582
Desquenne et Gail	272	275	Orb. Gen. Fr.	581	582
Develley	1301	1340	Orb. Gen. Fr.	581	582
Dowle	400	400	Orb. Gen. Fr.	581	582
Dollars	180	184 90	Orb. Gen. Fr.	581	582
Editions Belfond	270	270	Orb. Gen. Fr.	581	582
Elyse Invest.	15 05	15 05	Orb. Gen. Fr.	581	582
Europ. Popul.	400	400	Orb. Gen. Fr.	581	582
Finmor	185	185	Orb. Gen. Fr.	581	582
Garon	835	835	Orb. Gen. Fr.	581	582
G.F. (Group. Fin.)	478	480	Orb. Gen. Fr.	581	582
Grand Lure	472	470	Orb. Gen. Fr.	581	582
Graphop	255	255	Orb. Gen. Fr.	581	582
Guisot	1100	1142	Orb. Gen. Fr.	581	582
I.C.C.	285	285	Orb. Gen. Fr.	581	582
IMA	374	385	Orb. Gen. Fr.	581	582
Idonova	183	183	Orb. Gen. Fr.	581	582
J.M.S.	1300	1285	Orb. Gen. Fr.	581	582

## LA BOURSE SUR MINITI

36-15 TAPEZ LEMOND

## Marché des options négociables le 28 juin 1990

Nombre de contrats : 18 687

VALEURS	PRIX EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Bouygues	640	23	10
CGE	640	1,58	2,50
ELF-Agip	680	2	2,50
Euromet SA-PLC	50	0,11	1,80
Euro Disneyland SC	110	—	3,50
Havas	562	93	—
LaFarge-Coppée	450	9	0,10
Michelin	180	1,50	7,40
Midi	1300	0,20	25
Paribas	640	1	16
Perrier-Ricard	1 250	3	1,50
Peugeot SA	720	113	122,50
Rhône-Poulenc CI	480	0,01	9,50
Saint-Gobain	560	12	7
Saint-Pierre	1 600	—	63
Société générale	560	9	34
Suez Financière	440	1	0,40
Toshiba-CSF	120	1,40	8,75

## MATIF

Notionnel 10 % — Cotation en pourcentage du 28 juin 1990

Nombre de contrats : 69 791

COURS	Échéances
Dernier	Septembre 90
Précédent	Décembre 90
	Mars 91
	102,16
	102,08
	102,14
	102,53

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
Sept. 90	Déc. 90	Sept. 90
Déc. 90	Sept. 90	Déc. 90
102	0,95	1,44
	0,82	1,29

## INDICES

## CHANGES

## Dollar : 5,61 ↑

Le dollar légèrement plus ferme vendredi matin sur le marché des changes parvient à clôturer à 5,6130 francs français, 1,6720 deuschemarks. Mais le fait majeur de la fin de semaine est la renouveau du yen dans la perspective d'une hausse des taux d'intérêt : le dollar valait vendredi 152,30 yens contre 154,40 la veille.

MARCHÉ MONÉTAIRE	Paris (29 juin)	New-York (28 juin)
Effets privés	10 1/4 - 10 3/8 %	8 3/8 - 7 7/8 %

## BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-89)

Valeurs françaises	98,80
Valeurs étrangères	93,60
(S&P, base 100 : 31-12-81)	
Indice général CAC	947,71
(S&P, base 1000 : 31-12-87)	
Indice CAC 40	2 036,96

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles	27 juin
Industrielles	28 juin
LONDRES (indice Financial Times)	27 juin
Industrielles	28 juin
Mines d'or	1 962,60
Fonds d'Etat	1 857,8
	174,59
	80,02
	79,8
TOKYO	28 juin
Nikkei Dow Jones	32 106,19
Indice général	2 350,40

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
\$ E.-U.	5,6085	5,6105	5,6125



## CHAMPS ECONOMIQUES

## La zone franc : une protection à protéger

Les pays africains échappent aux effets négatifs des dévaluations glissantes et en partie à l'impact des programmes d'ajustement

par Gérard de Bernis

**L**a zone franc, espace économique organisé autour d'une monnaie, fait aujourd'hui figure d'exception : la crise a détruit, peu à peu, les structures des systèmes productifs issus de la précédente dépression. La zone du dollar s'est dévaluée lorsque cette monnaie est devenue le moyen de règlement international le plus répandu; celle du sterling n'a pas résisté à l'abandon de ses dettes par l'Angleterre en 1966; celles de l'esudo, du florin ou du franc belge n'ont pas survécu à la décolonisation et celle du rouble s'est autodétruite en 1989.

Il est dans la logique de la crise que la zone franc soit contestée aujourd'hui sur deux registres : pour qui fait de la dévaluation la loi et les prophètes, la zone franc est un élément malsain de rigidité, sans justification. Sa logique est contraire à celle de la construction européenne, et elle gêne certainement l'installation de la domination allemande sur l'espace CEE/ACP.

#### Un contenu modifié

Le débat ne concerne pas les problèmes techniques d'une zone monétaire. Historiquement, la zone franc, qui est bien le domaine d'une même monnaie, malgré la différence de ses signes ici et là, ne se réduit pas à une institution monétaire : elle est l'espace sur lequel le capital français s'est répété dans l'entre-deux-guerres, et à l'intérieur duquel s'est alors constitué le système productif français.

La préférence douanière réciproque (1930), le contrôle des changes aux frontières de l'ensemble (1939) ont partie des préférences nationales de structures du moment. Elles contribueront dans les années 50 et 60 à assurer la cohérence et la dyna-

mique de croissance de l'économie française. A l'expérience, cette contribution à la régulation s'est révélée efficace et stable.

La décolonisation avait déjà modifié le cadre géopolitique de cet ensemble, mais c'est la naissance de la CEE puis la crise qui en ont modifié le contenu. L'union douanière puis le contrôle des changes au pourtour sont affaiblis avant d'être supprimés en application des dispositions communautaires. La crise finit par altérer la logique sur trois points essentiels, le système des prix, le crédit interne, l'endettement externe.

Dans la zone franc, le système des prix (1) avait deux caractéristiques. Les prix relatifs, en laissant aux pays africains un revenu minimum stabilisant leur niveau de vie, assuraient à la France un approvisionnement régulier. Le niveau des prix absolus permettait le transfert d'un surplus au bénéfice du capital français. Ensemble, ces prix empêchaient toute évolution des techniques, et la productivité des pays de la zone franc restait inférieure à celle de leurs concurrents intégrés à d'autres systèmes productifs.

La fin de la période transitoire de la CEE marque aussi la fin de ce régime de prix préférentiels. Leur alignement sur le « prix mondial » a déstabilisé très rapidement les structures productives africaines : la baisse du prix de l'arachide, de 1964 à 1968, a modifié l'assolement et réduit les superficies emblavées en mil, diminué les rendements des deux cultures, repoussé le mil plus au nord, avec les effets dramatiques que l'on sait, en termes de déboisement et de désertification.

Peu à peu, l'intégration à « l'économie mondiale » a soumis les producteurs aux prix imposés par les firmes ou manipulés par certains gouvernements ; la stabilité des structures productives n'avait plus

de raison d'être conservée. La domination globale exercée par les économies avancées à la place de l'économie française a pu être moins paternaliste, elle a été gravement destructrice.

L'accentuation du prélèvement du surplus de l'activité productive, l'imposition de prix relatifs encore plus éloignés des conditions de l'évolution des techniques ont détruit les sociétés paysannes, pour reprendre les analyses de Marcel Mazoyer (2). Ils ont engendré ce secteur précaire de satisfaction des besoins dans les villes, à l'articulation d'un secteur moderne qui n'assure pas la reproduction de sa propre force de travail et de cette agriculture qui ne nourrit plus ses paysans.

L'Afrique démontre ainsi à sa manière, dramatique, qu'un pays ne peut se développer sans protéger son agriculture. Si aucun pays n'y a réussi, pourquoi ferait-elle exception ?

Depuis son institution, la zone franc a été un espace de commerce, d'approvisionnement et de débouchés, plus qu'un lieu d'investissement. Son système de financement reste organisé autour des crédits de campagne et du crédit commercial, sans oublier la consommation et la construction de logements. Les banques dites de développement se sont elles-mêmes enfermées dans ce schéma (3). Les entreprises, qui devraient pouvoir trouver auprès de leur banque commerciale les lignes de crédit nécessaires à leur activité productive, comme leurs homologues françaises, se plaignent d'un manque de crédits dû à une politique restrictive : l'expliquer, comme on le fait, par le jeu du compte d'opération n'évite pas la contradiction.

Le compte d'opération est considéré comme le pendant de la convertibilité du CFA en francs. Par le premier, la France limite le mon-

tant de son engagement ; la seconde enlève tout pouvoir aux gouvernements des pays membres, y compris celui de définir des priorités dans l'utilisation du crédit du compte. Or, celui-ci, déjà affaibli par la crise de l'agriculture, l'est encore par les transferts de CFA en francs, eux-mêmes gonflés par le trafic clandestin aux frontières de la zone, qui seraient moindres sans cette libre convertibilité.

#### La principale déviance

La principale déviance du fonctionnement de la zone franc a tenu à ce que, au cours des années 1970, les pays membres, n'y trouvant pas les crédits qu'ils désiraient, se sont endettés à l'extérieur - parfois à la demande de la France pour alimenter le pool commun des devises - s'exposant ainsi à la contrainte au remboursement en monnaie étrangère. Dans le cadre de la zone, où un pays devrait obtenir en francs les crédits dont il a besoin, on ne voit pas en quoi, sauf pour acheter des biens que la France ne produit pas, il peut avoir intérêt à s'exposer à une telle contrainte. Le résultat, catastrophique, a été la contrainte d'en venir aux programmes d'ajustement structurel (PAS).

Le moindre des paradoxes n'est pas que c'est à ce moment-là que la zone franc en vient à exercer un effet protecteur. Son existence limite l'impact possible des PAS : la fin du taux de change s'oppose en effet à l'une de leurs premières règles, la dévaluation glissante des monnaies. Et, de fait, par comparaison aux autres, les pays de la zone ont échappé aux effets fortement négatifs qui en résultent. Cela n'a rien d'étonnant.

La théorie monétaire internationale reconnaît, au moins depuis 1980, que les changes flexibles s'assurent pas le réajustement des

balances. En outre, la rigidité des demandes domestiques d'importation et étrangère d'exportation est telle que la dévaluation entraîne deux effets pervers coûteux, la spirale du déséquilibre croissant des balances, et l'écart croissant entre le coût de la vie et le revenu, à l'origine de toutes les formes de pauvreté.

La zone franc n'a pas empêché la marginalisation de ses pays membres par la mise en concurrence de tous les peuples du tiers-monde. Néanmoins, dans leur situation d'endettement, elle peut jouer un rôle protecteur, sans continuer pour autant à priver les gouvernements de leur pouvoir sur l'essentiel. Quelques idées simples peuvent être versées au débat :

• abandonner la dette, la France négociant ce moratoire avec les autres créanciers pour ne pas être amenée elle-même à financer le service de la dette à leur égard ;

• organiser par les moyens adéquats un système de prix stabilisant les structures productives et facilitant l'évolution des techniques agricoles ;

• reconnaître à chaque gouvernement le droit d'autoriser, selon des modalités à déterminer après mûre réflexion, et dans le respect de l'équilibre du compte d'opération, les transferts de CFA en francs qui lui paraissent exigés par les activités productives (on peut suggérer que le gouvernement passe des contrats avec les producteurs fixant les conditions auxquelles ils pourraient se procurer les biens nécessaires à leur activité ou transférer leurs profits) ;

• organiser dans ce cadre le financement interne de la production par un réseau de banques commerciales (privées ou publiques) dégagées des pratiques de la traite ;

• garantir un taux de change fixe du CFA en francs français, celui-ci pouvant être ajusté selon des procé-

dures à déterminer prudemment, et n'ayant pas besoin d'être le même pour tous les pays membres, à condition que les pays, décidant de coopérer entre eux au sein d'une même sous-région, aient le même taux de change pour ne pas faire obstacle à cette coordination des politiques de développement.

Cela ne constitue pas un tout indissociable, ne serait-ce que parce que le débat sur l'intégration régionale en Afrique est essentiel, et que la France peut y aider. Cette intégration ne pourra se construire qu'à région par région, domaine par domaine, étape par étape. A l'Afrique, que certainement de négocier avec l'ensemble des pays créanciers le moratoire de la dette africaine.

A l'Afrique peut-être d'aller vers un système de prix globalement adaptés à ses besoins. A l'Afrique encore de faire en sorte que le commerce inter-africain, et la participation des pays africains au commerce Sud-Sud, libèrent les uns et les autres du système des prix mondiaux et de l'usage de la monnaie dominante.

La zone franc n'est nullement incompatible avec ces initiatives urgentes. Elle peut y aider en renforçant la situation d'une partie des pays les plus en difficulté sur le continent. Bien entendu, ces quelques améliorations à la situation actuelle du fonctionnement de la zone franc ne suffiront pas à assurer toutes les conditions du développement de l'Afrique, mais elles relèvent d'autres décisions qu'il est tout aussi urgent de prendre.

(1) Les surplus et les sous-prix ont été décrets et calculés par Pierre Moussa, *Les Chances économiques de la communauté franco-africaine*, Colin, 1957.

(2) « La zone franc dans les pays les moins avancés », OCDE 1980.

(3) Olivier Vallée le rappelle très clairement : *Le prix de l'argent CFA, heures et malheurs de la zone franc*, Karthala, 1989.

► Professeur à l'université des sciences sociales de Grenoble.

## AGENT SPÉCIAL



"Vous savez, ce spécialiste Macintosh connaît à fond notre profession et parle même notre langage... Maintenant tout s'explique!"

**COMPÉTENCES SPÉCIFIQUES**  
45 collaborateurs spécialisés. De l'audit logistique, à la réalisation d'objets professionnels précis, jusqu'au développement d'outils adaptés : MICRO VALLEY assure une collaboration technique sans faille.

**APPLE CENTER SERVICES**  
De l'essai comparatif des matériels et logiciels, au conseil-achat et à l'étude du dossier de financement, en passant par le stock géant : MICRO VALLEY apporte des réponses complètes sans restriction.

**INTERVENTION IMMÉDIATE**  
De la réparation immédiate, sans rendez-vous, à l'assistance technique d'urgence, en passant par l'atelier, les déplacements sur site ou le serveur 3616 code VALLEY : MICRO VALLEY intervient sans délai.

**INSTITUT DE FORMATION UP-TO-DATE**  
De l'analyse des besoins de l'entreprise, à la formation des hommes, à travers des techniques d'information sans cesse actualisées : MICRO VALLEY conseille et assiste l'utilisateur sans interruption.

**INTERFACE QUALITÉ/PRIX**  
A partir d'une recommandation globale visant à accroître votre productivité et votre créativité, MICRO VALLEY s'engage à optimiser votre budget.

• 1500 M<sup>2</sup>, stock géant,  
• dépannage immédiat,  
• institut de formation,  
• parking.

**40.58.00.00**  
INTELLIGENT SERVICE

**MICRO VALLEY**

7-11, rue Sainte-Lucie - 75015 PARIS - Téléphone : 16 (1) 40.58.00.00 - Télécopie : 45.77.95.71 - 3616 Code VALLEY (Accès périphérique Porte de Sèvres - Métro Charles-Michels - Lundi-Samedi : 9 h 00 - 19 h 00.)

MIROLOGE

Apple Center

Micro Valley



L'affaire des fausses  
factures de NancyLa chambre d'accusation  
de Colmar ordonne  
la mise en liberté  
de M. Gossot, maire de Toul

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Colmar (Haut-Rhin) a ordonné, vendredi matin 29 juin, la mise en liberté de M. Jacques Gossot, maire RPR de Toul et vice-président du conseil général de Meurthe-et-Moselle, détenu depuis plus de six mois dans le cadre de l'affaire des fausses factures de Nancy.

La chambre d'accusation de Colmar, récemment chargée de ce dossier, n'a assorti cette mise en liberté d'aucun contrôle judiciaire, a précisé M. Alain Behr, l'un des avocats de M. Gossot, à qui la décision a été notifiée. Les motivations de l'arrêt ne seront connues que lundi 2 juillet, a-t-il précisé.

Dans un arrêt rendu le 19 juin (le Monde du 21 juin), la chambre criminelle de la Cour de cassation avait estimé que la procédure visant M. Gossot n'avait pas été régulière et, après avoir cassé une décision de la chambre d'accusation de Nancy concluant au contraire, confié à celle de Colmar le soin d'en tirer les conséquences.

Le maire de Toul, inculpé de recel et complicité d'abus de biens sociaux, complexité de faux et usage de faux en écriture de commerce, corruption active et passive de citoyens chargés d'un ministère de service public, devait donc sortir, dans la matinée de vendredi, de la maison d'arrêt de Nancy où il est incarcéré depuis le 13 décembre 1989, a indiqué son avocat.

Adoptions définitives au Sénat. — Le Sénat a adopté définitivement l'adoption, jeudi 28 juin, après l'Assemblée nationale, le projet de loi autorisant l'approbation d'un accord portant création de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Seul le groupe communiste s'est abstenu. Les sénateurs ont également adopté définitivement l'adoption, jeudi 28 juin, le projet de loi portant règlement définitif du budget de 1988. Le groupe communiste a voté contre.

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

CEE : Un gouvernement pour l'Europe, par Maurice Duverger ; Orthographe : « Saverir circunflexe », par Pierre Bérard ; Énergie : « La France, capitale nucléaire », par Jean-Louis Joliet... 2

Combat des chefs  
au Parti travailliste  
Israélien

M. Rabin est pressé de succéder à M. Pérès... 5

Corée du Sud :  
la diplomatie du billard

Séoul a réussi à isoler Pyongyang de ses anciens alliés communistes... 6

## SECTION B

## Le suicide d'un prêtre

Enlèvement et mort de l'abbé Buisson, inculpé d'escroquerie... 9

## Journal d'un amateur

« Hygiène », par Philippe Bouchier... 10

## La myopie de Hubble

Le télescope spatial devait être la septième merveille de l'astronomie. C'est un vieillard qui souffre de troubles de la vue et de pertes de mémoire... 10

## Tour de France

Départ, samedi 30 juin, de la soixante-dix-septième édition de la Grande Boucle... 12

## Terziuff à l'Atelier

Laurent Terziuff est un Homme assis irrécusable dans une mise en scène respectueuse d'Yves Gasc... 13

## Sinead O'Connor

trionphe à l'Olympia. Pratiquant l'insulte et la supplication avec la même superbe, la chanteuse... 14

## Le Monde RADIO TÉLÉVISION

Le numéro du « Monde » daté 29 juin 1990 a été tiré à 523 457 exemplaires.

Le Monde RADIO TÉLÉVISION

## Homme d'affaires controversé

Le milliardaire belge Jean-Pierre Van Rossem  
a été arrêté à Anvers

L'homme d'affaires belge M. Jean-Pierre Van Rossem connu pour avoir fait courir des voitures de formule 1 sous la marque Onyx Moneytron, a été arrêté le jeudi 28 juin pour chèque sans provision, a annoncé l'AFP. M. Van Rossem a passé la nuit en prison après avoir été inculpé, par un juge d'instruction d'Anvers, de faux en écriture, d'abus de confiance et d'émission de chèques sans provision.

La Belgique pouvait se targuer de posséder un oiseau rare : un anarchiste milliardaire. Elle risque d'avoir à revendiquer en sus un scandale financier. Lundi 18 juin, M. Jean-Pierre Van Rossem, quarante-cinq ans, avait annoncé, devant un parterre de journalistes, « une bonne et une mauvaise nouvelle ». La bonne était que la Belgique comptait un capitaliste de moins, la mauvaise que ce capitaliste c'était lui.

Mercredi 20 juin, le parquet de Gand a fait saisir sept de ses Ferrari, dont quatre voitures de collection, plus une Ford Cobra et une Lamborghini Contach. Officiellement, le procureur n'a pas agi sur plainte de créanciers, mais pour vérifier que M. Van Rossem était toujours le légitime propriétaire de ces voitures. Autrement dit qu'il ne les avait pas déjà vendues ou qu'elles n'étaient pas déposées en garantie dans un jeu financier quelconque.

Mardi 26 juin, une information judiciaire a été déclenchée et M. Van Rossem a été entendu longuement par la section financière du parquet. Jeudi 28, on apprenait que cette information judiciaire était ouverte pour faux en écriture, placements douteux et chèques sans provision.

Finalement vendredi 29 juin, M. Van Rossem a été placé en état d'arrestation pour avoir émis quatre chèques sans provision de 215 millions de francs belges (35 millions de francs français). Et la liste de ses problèmes n'est sans doute pas close.

M. Jean-Pierre Van Rossem a surgi au firmament de la finance spéculative à la fin des années 80. Après une longue période de labeur acharné, cet

anarchiste aux doigts chargés de bagues et dont les cheveux gris dégringolaient sur ses épaules a réussi à mettre au point une stratégie infaillible pour le casino boursier. Moneytron, qui a donné son nom à la société qu'il dirige, est un modèle économique de très haut niveau, qui permet de chiffrer l'irrationalité des marchés et de les traduire en prévisions mensuelles sur les principales variables financières : taux d'intérêt, taux de change, indices boursiers.

Le modèle était de quelque valeur puisque M. Van Rossem a accumulé, en quelques mois, une fortune proche de 200 millions de dollars et qu'il gère aujourd'hui le patrimoine de dizaines d'investisseurs européens et moyen-orientaux.

Mais le conte de fées a connu son point culminant le lundi 18 juin. A cette date, M. Van Rossem a annoncé publiquement qu'il avait été refait de 300 millions de dollars par une bande d'algèbres. « Je travaillais en confiance avec des financiers américains, ils prétendaient appartenir à un établissement mondialement connu, ils se sont évaporés avec mon argent », explique-t-il aujourd'hui. Et avec celui des investisseurs séduits par la rentabilité inouïe de Moneytron.

Le journaliste belge Martine Vandenberghe, auteur d'une enquête très complète sur Jean-Pierre Van Rossem, l'Anarchiste (Éditions Maresbourg) avance (avec précaution) que l'anarchiste milliardaire gèrait des fonds de plusieurs milliards de dollars. A-t-il été réellement volé? A-t-il pris des risques « considérés avec l'argent des autres? Ce sera aux juges belges, si les plaignants montent le bout de leur nez, de trancher.

Deux  
couillards

Est-ce l'un de ces investisseurs spoliés qui a demandé la saisie des Ferrari? Le parquet de Gand garde encore le secret, mais M. Van Rossem estime qu'il s'agit d'un PDG français, dont il se refuse à dévoiler le nom, mais qui serait « leader mondial dans l'industrie des services rapides » ; description derrière laquelle on n'a pas de peine à reconnaître M. Serge Crasnianski, PDG de Kis. De son côté, M. Crasnianski s'est refusé à tout commentaire. Son avocat, M. Versini, affirme que son client n'est pas à l'origine de la saisie mais qu'il est bel et bien propriétaire d'une des Ferrari de M. Van Rossem.

Deux choses sont certaines : MM. Van Rossem et Crasnianski étaient en relation d'affaires depuis longtemps et un violent conflit les oppose. Une brochette qui semble cependant adjacente à l'escroquerie de 300 millions de dollars dont se plaint M. Van Rossem.

Selon M. Van Rossem, le fond de son conflit avec M. Crasnianski est double. Un premier litige entre les deux hommes tourne autour des opérations de gestion de fortune. M. Crasnianski a confié à plusieurs reprises des sommes importantes à M. Van Rossem pour qu'il les fasse fructifier. Mais la dernière de ces opérations a semblé-t-il mal tourner, sans qu'on en connaisse exactement les raisons.

M. Versini, avocat de M. Crasnianski, reconnaît qu'il y a eu des opérations financières, mais affirme « tout ignorer de la manière dont elles ont été menées ». Quant à comprendre pourquoi et comment les Ferrari de M. Van Rossem semblent mêlées au conflit, l'obscurité s'épaissit. Pour M. Versini, « il n'est pas impossible que les voitures aient servi à garantir les sommes qu'il a confiées à M. Van Rossem ».

Le second conflit entre les deux

hommes tourne autour des actions de Kis. M. Van Rossem a cherché à acquérir, pour 300 millions de francs, 12,5 % du capital de Kis France SA. « Cette société m'intéressait, car elle venait de mettre au point Imager, une machine à fabriquer des cartes de visite express », explique M. Van Rossem. L'affaire a été discutée et conclue à la fin de 1989, un versement devant avoir lieu en mai 1990. Or, en décembre de l'année dernière, la femme de M. Jean-Pierre Van Rossem décède subitement.

Dans les jours qui suivent l'enterrement, M. Van Rossem découvre que son épouse avait rédigé, et jamais annulé, un vieux testament en faveur de son premier mari et de l'enfant qu'elle avait eu avec lui. Comme M. Van Rossem était marié sous le régime de la communauté, la moitié de sa gigantesque fortune risquait alors d'aller entre les mains d'un tiers.

Tous les comptes belges de M. Van Rossem furent alors bloqués et le chèque de 300 millions de francs qu'il a envoyé à M. Crasnianski ne put être honoré. Mais, aujourd'hui, M. Van Rossem souhaite annuler l'opération et récupérer son chèque, dans la mesure où il affirme avoir découvert, « par hasard » que tous les produits d'avenir de Kis, et notamment les fameux Imager, étaient logés juridiquement dans une autre société que celle dans laquelle il voulait prendre une participation. « Cet homme manipulait tous les profits dans Kis SARL et me débauchait des titres de Kis SA ».

M. Versini ne nie pas le dédoublement juridique, mais affirme qu'il est sans conséquence pour un investisseur extérieur. Selon lui, Kis SARL, dont M. Serge Crasnianski est l'unique actionnaire, est un holding contenant 100 % de Kis SA et qui a été créée en vue d'une future introduction en Bourse. De plus, ajoute-t-il, cette transformation juridique est postérieure à la promesse d'achat signée par M. Van Rossem. Le milliardaire belge conteste violemment cette version et jure que sept établissements financiers lui auraient refusé tout crédit garanti par les titres Kis. Il ajoute qu'il est impossible qu'une « SARL au capital de 5 millions de francs détienne la totalité des actions de la SA ».

L'affaire en est là. Pour ce qui est de Kis tout au moins. Pour le reste, il est probable que l'angoisse des investisseurs qui ont fait confiance à M. Van Rossem, a atteint son point culminant. Jeteront-ils le masque?

YVES MAMOU

(Publicité)  
Après le pantalon, aux  
Entrepôts du Meris, on  
**baisse  
le haut**

Les vêtements haut de gamme de ce champion parisien du prêt-à-porter de luxe à prix de fabrique, sont actuellement démontés, des pantalons polycoton à 190 F aux vestes et blazers, des costumes en laine fine ou en tissu Dormeuil, aux smoking et chemises et chemises. Également au rayon grande et forte jusqu'à 60. Dans deux boutiques : 3, rue du Port-au-Choux (97), métro St-Sébastien-Proissart et 112, rue du Cherche-Midi (67), métro Duroc, de 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

**EX.CO.SUP**  
MÉDECINE - PHARMACIE  
De la Terrasse à la 2<sup>e</sup> année  
10 centres de préparation  
CLASSES PRÉPARATOIRES  
Recyclage - Encadrement - Révisions  
Enseignement par Minital : 3615 EXCOSUP  
12, rue Hautefeuille - 75006 PARIS - Tél. : 48.34.06.33

A partir de 7 heures  
**DIAMANCINE 1<sup>er</sup> JUILLET 1990**  
**VENEZ VENDRE OU ÉCHANGER**  
TOUT ce qui encombre vos caves et greniers à la  
**FOIRE AU BRIC-A-BRAC**  
organisée par le Moto-Club et le Vélo-Club Sulpicien  
à SOUPPES-SUR-LOING  
près du Camping municipal (terrain du karting)  
Carte d'identité obligatoire pour les exposants  
Buvette - Casses-croûtes - Tombola

## SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUZE

## Crèmes

— Ah! C'est toi? C'est Anne-Marie. Ecoute pour notre départ samedi...

— Ah! Ben justement, j'allais t'appeler. Ça va? T'es pas trop le trac? T'es pas trop crevée?

— Si. Complètement patiquée. Je suis pas prête à les passer, ces vacances à Port-Béné. Je vais les rater, c'est sûr.

— Qu'est-ce que tu me racontes? T'es quand même au temps de les préparer, non?

— Non, pas tellement. Hier, Jean-Pierre m'a fait réviser la liste des crèmes à bronzer et...

— Dans quel? Dans le Elle? Dans le Vital?

— Dans le Prima. Et bon, je me suis complètement plantée question résistance à l'eau, à l'air, à la transpiration.

— Oh là là! Tes indices de protection, tu les sais, au moins? Du troisième au quatorzième jour d'exposition, c'est quoi?

— C'est quatorze, non c'est trois.

— Quoi quatorze? Quoi trois? C'est pas une réponse, ça! C'est IP 6/8. Et si tu associes de la

vitamine E à des filtres B, tu obtiens...

— Une peau douce et satinée.

— Non, ça c'est la A et la C. Une peau parfumée. Oh applique-t-on le gel corporel reconstruisant?

— Ben, par tout, le dos, le ventre, le...

— Enfin, chérie, c'est pas vrai! T'es rien foutu! Sur les coudees et les talons. Où trouve-t-on des anti-radicaux libres?

— Dans les émulsions calmantes. Et le regard de velours, tu sais comment ça s'obtient?

— Là, oui. Sur le bout des doigts, des cils, pardon. On les teint et puis on leur fait une permanente avec des rouleaux mousse...

— Ah, flûte, je me trompe, ça c'est pour... On les fortifie, on attend qu'ils tombent et on en plante des faux.

— Ben, tu vois, t'es pas si nulle que ça! Et t'es encore jusqu'à demain pour potasser. Tu peux faire l'impression sur les lotions hydratantes, je te filerai une anti-éclat.

M. Bérégovoy  
regrette la timidité  
des banques françaises  
dans l'aide aux pays de l'Est

« L'aide occidentale aux pays de l'Est est décisive. (...) Pour ma part, je considère qu'il faut aider en tout état de cause. Sinon la réforme tardera et, en définitive, cela coûtera plus cher à tout le monde », a déclaré M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, des finances et du budget, jeudi 28 juin, à l'occasion de la signature d'une convention de garantie des investissements à l'Est entre le Crédit lyonnais et la Sofaris.

Rappelant que les banques ont « un rôle majeur à jouer pour assurer le financement de ces économies », M. Bérégovoy a regretté la timidité des établissements français : « Trop souvent on ne signale que les banques étrangères, allemandes en particulier, sont de ce point de vue plus dynamiques que les nôtres en direction des pays de l'Est, et davantage prêtes à se risquer. » M. Bérégovoy a incité les banques à suivre l'exemple du Crédit lyonnais, qui a affecté une enveloppe de 1 milliard de francs aux projets des entreprises.

■ **HONGRIE** : Importantes hausses de prix et réductions de subventions. — Le gouvernement hongrois a annoncé vendredi 29 juin d'importantes mesures pour réduire de près de moitié son déficit budgétaire en cours, conformément aux exigences du FMI : des hausses de 20 à 45 % sur l'énergie, les cigarettes et l'alcool, et des réductions des subventions aux entreprises et aux produits à l'exportation, notamment agricoles. Des compensations seront versées aux familles et retraités.

Le président lituanien  
propose un moratoire  
de 100 jours  
sur l'indépendance

MOSCOU. — Le président lituanien Vytautas Landsbergis a proposé vendredi 29 juin au Parlement de Vilnius un « moratoire de cent jours » sur les décisions découlant de la déclaration d'indépendance du 11 mars dernier, a-t-on appris au siège de la représentation lituanienne à Moscou.

Le porte-parole de cette représentation, M. Longinas Vassiliauskas, a précisé à l'AFP qu'il ne s'agissait pas de suspendre l'acte d'indépendance lui-même, et en aucun cas de revenir au statut de la Lituanie au 10 mars dernier, soit un jour avant la déclaration d'indépendance. (AFP)

M. Lionel Jospin  
invité du Grand Jury  
RTL-le Monde

M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, de la jeunesse et des sports sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde » dimanche 1<sup>er</sup> juillet de 18 h 30 à 19 h 30.

L'ancien premier secrétaire du Parti socialiste répondra aux questions d'André Passeron et de Gérard Courtois du Monde, de Paul-Jacques Truffaut et de Claude Pozanski de RTL, le débat étant dirigé par Olivier Munnich.

**TRÉCA**  
matelas, sommiers, ensembles, conçus pour votre plus grand confort (toutes dimensions)  
**CAPÉLOU**  
MATRONS - SOMMIERS

(Publicité)  
EN L'AN 2000... 1 MILLIARD 200 MILLIONS  
DE CHINOIS... ET MOI, ET MOI...

## CHEZ DIEP A L'OPÉRA

ou le plus grand restaurant asiatique à Paris  
avec 350 places, dans un décor somptueux, comme à Hongkong

Des MENUS EXPRESS. 66 F et 76 F. Entrée, plat et dessert au choix. Exemple : raviolis aux crevettes, shanghaiens, cantonnais ou ailerons de requins. Si vous êtes passionnés par le « chinois » : crevettes à l'ail, traves de porc sauté, porclet ou canard laqué. Mais aussi le pété de soja, les calamars ou le crabe au gingembre. Si vous voyagez thaïlandais, le rouleau pratinetier, la salade de fruits de mer à la citronnelle, les brochettes de gambes grillées.

Tous les jours, le MENU « D » avec un assortiment à la vapeur ou les pièces de crabes farcies en beignets, en 1/2 canard laqué à la pékinoise, servi en 2 façons (la peau croustillante avec galettes de riz, et sa chair). Un magnifique vivier de langoustes. La rôtisserie : cochon de lait, ou porclet laqué, de la volaille et toutes les viandes au choix.

Pour inviter vos amis, les surprises par le décor étonnant et la richesse des menus, tout sera déployé.

Salons divertissables. Ouvert tous les jours. Service assuré jusqu'à 23 h 30.

28, rue Louis-le-Grand (2<sup>e</sup>). Tél. 47-42-31-58 et 94-47 et aussi, dans le 8<sup>e</sup> arrondissement : chez DIEP, 22, rue de Poitiers. Tél. 42-56-23-96, tous les jours ; chez DIEP, 55, rue Pierre-Charron. Tél. 45-63-52-76, tous les jours.



## Directeurs des ressources humaines usines : à vous de jouer

Si comme nous, vous pensez que les relations paritaires sont importantes, que les syndicats sont des partenaires avec qui il faut compter mais qu'en même temps votre vocation c'est aussi de développer nos ressources humaines par un recrutement ciblé, l'identification et le suivi de nos forts potentiels, une politique de mutation et de promotion stimulante, une communication efficace entre des catégories professionnelles différentes et des cultures où se côtoient au quotidien l'Europe et les USA, venez nous rejoindre...

Nous sommes un Groupe Industriel important, connu et en expansion. Nous avons besoin, pour plusieurs de nos usines, de DRH solides (mais chacun sait que la valeur n'attend pas le nombre des années). Affectation de départ possible dans toute la France. Unités de 400 à 2 000 personnes. Dix ans d'expérience de la fonction, un anglais rapidement perfectible et une conception stratégique de votre métier.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous la référence 1074/M, à FORCE 5 149, rue St-Honoré - 75001 PARIS. Toute candidature sera traitée à la fois rapidement et entre professionnels.

## DIRECTEUR GENERAL pour notre filiale à MADRID

Nous sommes l'un des éditeurs les plus importants de livres et revues spécialisés. Nous intensifions notre stratégie européenne et venons d'acquies une société en ESPAGNE.

Agé de 35 à 45 ans, vous avez une formation supérieure (Grande Ecole de Commerce - Sciences Po), l'expérience de la gestion administrative et financière d'une PME, et souhaitez élargir vos responsabilités en prenant la direction d'une société à fort potentiel.

Vous maîtrisez parfaitement l'espagnol et si possible l'anglais. Vous avez une expérience professionnelle témoignant d'une forte sensibilité à la culture socio-économique hispanique.

La connaissance du secteur de la presse spécialisée est un atout supplémentaire.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en indiquant la référence D 616 sur l'enveloppe, à notre conseil ORNICAR - 6 rue Halévy - 75009 PARIS.

ornicar

## RESPONSABLE MARKETING STRATEGIQUE DANS UNE GRANDE BANQUE REGIONALE DE L'OUEST DE LA FRANCE

400 KF +

Vous serez chargé de définir la politique générale de développement de la Banque sur les marchés locaux des Particuliers, Commerçants, Artisans, Professions Libérales, PME-PMI à partir des études de marché et des contacts permanents avec le réseau bancaire.

Vous contrôlerez l'application de cette politique amont au niveau de la mise en œuvre des offres de la Banque sur ces marchés, en collaboration très étroite avec le Responsable Marketing opérationnel qui agit sur une centaine d'agences bancaires.

Vous êtes diplômé d'Enseignement Supérieur, Ingénieur + 3<sup>e</sup> cycle de gestion ou Grande Ecole de gestion. Agé d'environ 32 à 35 ans, votre connaissance des marchés bancaires sera un atout supplémentaire mais votre personnalité et votre potentiel d'évolution seront des facteurs prépondérants.

Ce poste de haut niveau, au sein de l'Equipe de Direction, vous permettra en jouant un rôle stratégique important d'évoluer dans 4 ou 5 ans au sein d'un très grand groupe bancaire international qui pourra vous offrir d'intéressantes opportunités de carrières.

Si ce challenge vous intéresse, adressez votre candidature sous la référence CB/958 à notre Conseil.

**UNILOG** Conseil en Recrutement  
9, rue Alfred de Vigny  
75008 PARIS

## JURISTE FISCALISTE INTERNATIONAL

AU TEMPERAMENT DE REALISATEUR

ISM S.A. : développeur - financier - gestionnaire - exploitant de l'immobilier d'entreprise, recherche son Responsable des filiales étrangères sur le plan juridique, fiscal et financier. Vous aurez pour mission le montage, la création, l'animation et le reporting des sociétés intervenant en Europe.

Adjoint au Secrétaire Général du Groupe, vous travaillerez en liaison avec les services opérationnels spécialisés du siège et au besoin avec des consultants extérieurs.

Agé de 35 ans au moins, de formation supérieure (3<sup>e</sup> cycle en Droit), vous aurez une excellente maîtrise de l'anglais et si possible une autre langue européenne.

Vous posséderez une expérience significative acquise dans un Cabinet International ou dans une grande entreprise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, Curriculum-Vitae, photo et prétentions, sous référence F901, à Nicole ROBIN 37, rue de Surène - 75008 Paris.

## SOCIETE DE PRESTATIONS DE SERVICE (SERVICES PUBLICS LOCAUX)

recherche

## JURISTE

POSTE BASE A PARIS PUIS BANLIERE PROCHES

Intégrer à la Direction Juridique et Fiscale du siège, vous avez pour mission d'apporter une assistance juridique à nos sociétés sur des questions de droit des sociétés, contrats, responsabilités, etc...

Doté(e) d'une formation juridique (droit public ou droit privé) et d'une expérience significative, vous êtes sensible à la fiscalité et gestion des sociétés. Des qualités de rigueur et de contact sont nécessaires pour réussir dans la fonction. L'appartenance de notre société à un groupe offre des perspectives d'évolution à un candidat de valeur. Déplacements à prévoir.

Envoyer dossier de candidature complet (lettre manuscrite + CV - photo - prétentions) sous référence 5850 à l'agence DESSEIN, 15 rue du Louvre, 75001 PARIS, qui transmettra.

## Un Juriste opérationnel

- Droit des Sociétés - 300 KF

Pour conseiller les Directions d'un très grand groupe français et leurs partenaires, participer effectivement aux études et opérations liées aux fusions, acquisitions, prises de participation..., gérer les formalités sociales de l'entreprise et de ses filiales ainsi que le portefeuille de titres.

Agé(e) d'environ 30 ans, DJCE, DESS ou DEA, vous pratiquez le Droit des Sociétés, l'anglais et peut-être l'informatique. Votre expérience d'environ 3-5 ans, acquise en Cabinet International ou dans une multinationale, vous a habitué aux contacts de hauts niveaux.

Nous vous remercions d'écrire, sous réf. PC 1540 à notre Conseil - PLEIN CADRE - 160 avenue de Versailles - 75016 PARIS qui nous permettra de communiquer discrètement.

PLEIN CADRE

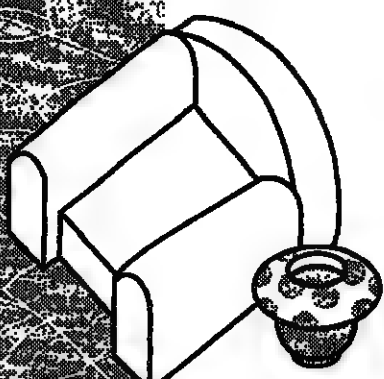
Paris Quartier Saint-Germain, SOCIETE D'INVESTISSEMENTS DE GRANDE NOTORIETE spécialisée dans une clientèle de PME-PMI, cherche

## JEUNE JURISTE HF

Le poste conviendrait soit à un candidat ayant une formation juridique approfondie en fiscalité et droit des sociétés (DJCE, DESS de Juriste conseil ou diplôme équivalent), soit compte tenu de l'activité financière de la Société à quelqu'un ayant une double formation finance-droit. Le poste suppose : une première expérience acquise soit en entreprise, soit de préférence en cabinet ou établissement financier. Des références en droit appliqué aux prises de participation seraient particulièrement appréciées pour ce poste à responsabilité évolutive et autonome. Ecrire avec CV et prétentions à notre Conseil Mme D'ORNANT, KPMG FIDAL PARIS - 47, rue de Villiers 92200 NEUILLY-S/SEINE

KPMG FIDAL



LE PAYS OU L'AVENIR  
EST OUVERT.

CONFORAMA, Leader Européen dans l'équipement de la maison, 11,6 milliards de CA, 7500 personnes, 140 magasins, recherche

JURISTE  
GENERALISTE

Vous avez le niveau maîtrise ou DESS et votre expérience de 4 à 5 ans vous a familiarisé avec le Droit des Affaires et des entreprises.

Directement rattaché à notre Directeur Juridique, vous serez en relation avec nos magasins et les différents responsables des services du Siège.

Votre capacité d'autonomie et vos qualités relationnelles seront des atouts indispensables pour réussir à ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV détaillé, photo et prétentions) à l'attention de Y. MAHGOUB - CONFORAMA - 80, Bd du Mandinet LOGNES - 77432 MARNE LA VALLEE Cedex 2.

CONFORAMA

NOUS SOMMES UN GROUPE FRANÇAIS  
EN FORTE CROISSANCE

Nos 70 filiales totalisent un CA de 5 Milliards de francs dans le Négoce Professionnel

Nous recherchons pour PARIS un(e)

JURISTE CONFIRME H/F  
Responsable du Droit des Sociétés

Vous serez rattaché(e) au Directeur Financier du Groupe et vous prendrez en charge, avec une équipe de 2 personnes, toutes nos opérations de Secrétariat juridique, préparation et tenue des Conseils, Assemblées, formalités et pratique des Acquisitions ou Cessions, la gestion de l'Actionariat, les relations avec les Institutionnels.

Vous avez 35-45 ans, une formation de type Licence ou Maîtrise en Droit Privé et vous possédez une expérience certaine du Droit des Sociétés et ce, dans un environnement fortement décentralisé.

Vous souhaitez participer à notre développement fondé sur le rachat de nouvelles sociétés.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous réf. JC/06 M à notre Conseil :

/// Patrick BRUNETEAU  
/// International Management  
/// 75, rue de Miromesnil - BP 385 - 75008 PARIS

## JURISTE EN DROIT DES AFFAIRES

Pour la direction des affaires juridiques et fiscales de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE.

Au sein d'une équipe de juristes d'affaires, vous occuperez un poste d'études et de conseil des différentes directions et filiales du groupe dans les domaines les plus variés (Droit des Sociétés, Marchés Financiers, Contrats, Concurrence, Droit Immobilier, montage juridique-financiers...).

A 35 ans environ, vous devrez justifier :

- d'une formation juridique supérieure (DESS, DEA),
- de connaissances approfondies et diversifiées en Droit des Affaires,
- d'une pratique confirmée d'au moins huit ans dans ce domaine, acquise : soit dans le service juridique d'une importante entreprise industrielle ou commerciale, soit dans une banque, soit encore dans un cabinet de conseils juridiques ou d'avocats.

Ce poste requiert le goût de l'analyse juridique et des qualités de conception. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la référence JEFF/AFF à : Anne MONFORT - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement 7, rue Caumartin - 75009 PARIS



CONJUGUONS NOS TALENTS.

## elf aquitaine

Un groupe français, pétrolier et gazier, de 83.000 collaborateurs, d'implantation mondiale, fortement développé dans la chimie et ayant réussi son extension vers la santé

RECHERCHE POUR SA DIRECTION GÉNÉRALE HYDROCARBURES, DIRECTION EXPLORATION PRODUCTION UN

## JEUNE JURISTE INTERNATIONAL

Vous possédez une excellente formation juridique française complétée si possible par des études à l'étranger ou un diplôme de type IAE ou Sciences PO. Vous avez acquis une première expérience comme juriste d'entreprise ou en cabinet.

Nous vous proposons dans le cadre d'une équipe pluridisciplinaire et internationale d'assurer un rôle de conseil et d'assistance dans l'élaboration et l'application des contrats d'exploration pétrolière ou d'acquisitions de sociétés.

Vous êtes mobile géographiquement (déplacements ou expatriation de quelques années), et possédez une excellente maîtrise de l'anglais et éventuellement d'une autre langue.

Cette fonction vous ouvre de nombreuses opportunités de carrière au sein de notre groupe.

Envoyez votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) sous référence 80ALM07 à SNEA (P) Direction du Personnel et des Relations Sociales - 26, avenue des Lilas - 64018 PAU CEDEX.



GERLAND

Groupe GERLAND  
Plus de 5 000 personnes  
8,7 milliards de CA

## Juriste d'entreprise

Notre groupe, coté en Bourse, aux activités industrielles et commerciales diversifiées (Routes, Sols et Revêtements, Elastomères), décentralisé en plus de 60 filiales, se développe en France et dans le monde par croissance interne et externe. Gerland, c'est le "sens du terrain" allié à la rigueur et aux résultats financiers.

Rattaché au Secrétaire Général du Groupe, vous prenez principalement en charge l'ensemble des aspects juridiques relevant du Droit des Sociétés (constitutions, modifications...) ainsi que les contrats, le contentieux, les assurances, le Droit de la concurrence pour les Divisions et Filiales dont vous serez directement l'interlocuteur. Vous contribuerez au sein de l'équipe juridique composée d'une dizaine de personnes au développement de notre organisation et de nos compétences.

A 30-35 ans environ, de formation supérieure juridique, vous avez acquis en Cabinet et/ou en entreprise une bonne expertise, notamment en Droit des Sociétés. Rigoureux, imaginatif et homme de solutions, parlant bien sûr au moins l'anglais, vous avez le sens du terrain, et alliez autonomie et esprit d'équipe. Alors écrivez-nous sous réf. 503.05 M aux Conseils en Recrutement Associés - 1 avenue G. Pompidou B.P. 3211 - 69403 Lyon cedex 03.

Pour en savoir plus, consultez le minitel 3614 Code SEARCH\*GERLAND Réf. F50305.

LES CONSEILS  
EN RECRUTEMENT  
ASSOCIÉS

JURISTE  
DROIT DES AFFAIRES  
PARIS VII

Le Groupe BONGRAIN-SOPARIND (environ 15 milliards de CA dont 50 % à l'étranger) recherche un(e) Juriste expérimenté(e). Rattaché au Directeur Juridique il s'intègre dans une petite équipe de 5 juristes autonomes et pragmatiques et prend en charge des problèmes liés au fonctionnement des sociétés françaises ou étrangères (droit des sociétés, fusions ou acquisitions, droit des contrats, droit économique etc.).

Ce poste convient à un(e) juriste de 30 ans minimum ayant acquis son expérience du droit des affaires dans un cabinet d'avocats ou de conseil juridique (un passage par l'entreprise n'est pas exclu) et souhaitant évoluer dans un cadre plus directement opérationnel. La pratique de l'anglais est indispensable, celle d'une autre langue européenne serait un atout.

Merci d'adresser votre CV avec lettre man. s/réf. 90/465 au Service Ressources Humaines, Groupe, BONGRAIN-SOPARIND, 11 Bd de la Tour Maubourg, 75007 PARIS.



Conseiller, informer les entreprises  
sur les questions communautaires  
et les marchés européens

LE CENTRE FRANÇAIS  
DU COMMERCE EXTÉRIEUR

recherche

## LE CHEF DE SON SERVICE EUROPE

Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 35 ans minimum. De formation supérieure (une spécialisation en droit international serait appréciée), ayant une bonne expérience de l'animation d'une équipe importante.

Adresser CV, photo, lettre de candidature et prétentions

au CFCE, SERVICE DU PERSONNEL  
10, avenue d'Iéna, 75016 Paris

Devenez le  
responsable juridique  
de notre société basée à Paris 8<sup>e</sup>

Dans le cadre de sa forte expansion, une entreprise spécialisée dans le domaine du Bâtiment et de l'immobilier recherche

## UN JURISTE

Agé de 30 ans, vous avez une formation de type BAC + 5 et une expérience minimum de 5 ans dans ce domaine.

Vous aurez en charge tous les problèmes juridiques : contentieux, conseil d'administration, relations avec les avocats.

Le poste est réellement évolutif.

Adresser C.V. détaillé, lettre manuscrite et prétentions en précisant bien la réf. 646 à notre conseil PL Consultants 13, rue de Turbigo 75002 Paris.



Société Financière spécialisée dans l'immobilier court terme  
recherche son

## RESPONSABLE JURIDIQUE

Diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une expérience d'au moins 5 ans dans le service juridique d'un établissement financier spécialisé dans le crédit immobilier.

Il prendra en charge le montage et le suivi juridique et contentieux des dossiers.

Adresser votre candidature avec curriculum vitae détaillé, photo et prétentions à : AIFSTP - 128 Rue La Boétie - 75374 PARIS CEDEX 08.

Organisme professionnel (Industrie pharmaceutique)  
PARIS 15<sup>e</sup> recherche

JURISTE DROIT SOCIAL  
(niveau DESS)

Il s'intégrera dans une équipe de 4 juristes, et aura pour première mission le conseil aux entreprises et la réalisation de certaines études juridiques.

Poste évolutif et extrêmement formateur dans le domaine des relations du travail (négociations avec les organisations syndicales, conseil aux entreprises, gestion d'organismes sociaux...)

Adresser candidature manuscrite, C.V. et photo sous la référence 65805 F à BLEU Publicité, 17 rue du Docteur Lebel, 94307 VINCENNES CEDEX qui transmettra.

ملكي، لاص



## Au carrefour du contrôle de gestion et de la comptabilité

Un centre de résultats d'EDF GDF SERVICES réalise en moyenne 1,5 milliard de CA, investit 140 millions, engage 230 millions en dépenses d'exploitation, et emploie 700 à 800 salariés.

Au sein de son Service comptable et financier (30 personnes, 4 cadres en général), vous animeriez une équipe d'une dizaine de collaborateurs en supervisant les productions comptables concernées (bilan-recettes ou dépenses) et en garantissant leur qualité.

Vous participerez de même aux actions visant à améliorer notre rigueur et notre efficacité dans la gestion du centre : de la définition et la mise en place de procédures visant à mieux répondre aux besoins des différents services dans ce domaine, à la gestion du fonds de roulement (suivi des comptes clients ou fournisseurs, optimisation

des stocks...). Vous conduirez enfin des missions d'aide à la gestion et de contrôle interne auprès de nos différents interlocuteurs.

Jeune diplômé grandes écoles de commerce ou universités, débutant ou avec une première expérience, de bonnes connaissances en contrôle de gestion et en comptabilité, un excellent sens de l'équipe et des contacts, l'aptitude à percevoir les besoins de vos interlocuteurs, vous permettrez de mener à bien les responsabilités qui vous seront confiées.

Postes à pourvoir dans plusieurs grandes villes de France.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. MG/2006 à Daniel Brimier, Département Recrutement d'EDF-GDF, 16 rue de Monceau, 75383 Paris Cedex 08.

JEUNE RESPONSABLE

D'EQUIPE COMPTABLE

DANS UN DE NOS

CENTRES DE

RESULTATS

EDF  
GDF

## Finances et gestion à Toulouse : mettez l'accent sur la haute technologie

Leader mondial de l'électronique haute technologie, le groupe MOTOROLA fabrique dans son unité de production de Toulouse les semiconducteurs les plus puissants et les plus fiables. Pour assurer la gestion de cet établissement de 2000 personnes, nous recherchons des responsables financiers à la hauteur de nos performances.

### UN CONTRÔLEUR DE GESTION (Réf. LM/01)

De formation Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co + MASTER ou DECS...), vous avez une première expérience de 2 à 3 ans. Vous serez chargé des fonctions de contrôle (budgets, prévisions, analyse des résultats financiers) d'une ou plusieurs familles de produits.

### UN RESPONSABLE CONTRÔLE INTERNE (Réf. LM/02)

Vous serez responsable du contrôle interne pour l'ensemble des activités de l'entreprise (vente, achats, production, informatique, finance...). Vous développerez et optimiserez l'utilisation des normes de contrôle interne. Pour ce poste clé relié aux principaux services de la société, nous recherchons un Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (HEC, ESSEC, Sup de Co + DECS...) ayant une expérience réussie de 2 à 3 ans dans un poste similaire.

### UN CORRESPONDANT INFORMATIQUE EUROPEEN (Réf. LM/03)

Jeune Diplômé d'une Grande Ecole de Commerce (ESSEC, ESCP, ESCAE...), vous avez une spécialisation en informatique de gestion. Pour les services financiers des onze entités européennes du groupe, vous aurez le rôle de correspondant informatique. Vous serez responsable d'un ou de plusieurs systèmes informatiques de gestion.

Pour ces trois postes évolutifs, une bonne capacité de communication et la maîtrise de l'anglais sont indispensables.

Merci d'adresser votre candidature en précisant la référence à Serge GUTLER, Service Recrutement MOTOROLA Semiconducteurs - B.P. 1029 - 31023 TOULOUSE Cedex.


**MOTOROLA**

Semiconducteurs

## Créer nos structures de contrôle et de prévision pour accompagner notre croissance.

Filiale du Groupe FINANCIERE VALERO, premier groupe français de lingerie féminine (800 MF de CA en 89), nous connaissons un développement rapide et créons un poste de

## Contrôleur de Gestion

Entouré d'un état-major jeune, vous êtes chargé de créer et de faire vivre les outils de contrôle de gestion, de façon à avoir une approche rationnelle et prévisionnelle de la croissance. Cette mission suppose la conception d'un système de gestion (mini-informatique) et des relations étroites avec les usines et les filiales étrangères.

Vous êtes bien sûr partie prenante dans l'élaboration des budgets.

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce, votre expérience de 5 ans du contrôle de gestion ou de l'audit vous confère les atouts nécessaires à la réussite de ce challenge : bonnes connaissances informatiques et comptables, connaissance du milieu industriel et pratique de l'anglais.

Si vous souhaitez évoluer avec nous, adressez lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. NO350 à notre conseil :

**CONCEPT**  
RECRUTEMENT

Cette banque développe une importante activité nationale et internationale centrée sur les marchés des changes et de taux. Pour chacune de deux de ses filiales spécialisées, elle recherche un

## Responsable comptable

*filiale de banque de marchés*

Pour la filiale dont il assume la responsabilité, il est en charge de l'ensemble des opérations comptables :

- depuis l'analyse des comptes, le contrôle de régularité et de justification des opérations,
- jusqu'à la production des états financiers, fiscaux et réglementaires, ainsi que des reportings mensuels destinés à la direction générale.

Nous proposons cette création de poste à des comptables de formation - minimum Bac + 4 - ayant déjà une expérience de 3 à 5 années en milieu bancaire, intégrant l'utilisation d'outils micro-informatiques. L'autonomie attachée à ce poste se double d'une possibilité certaine d'enrichissement de la fonction et prépare à une réelle évolution professionnelle.

Florence JAMIN étudiera avec soin et en toute confidentialité les dossiers (lettre manuscrite, CV, et photo) que vous lui adresserez sous la référence FJA 06.412 au cabinet M.D.A. - 104, rue du Faubourg Saint-Honoré, 75008 PARIS.

M.D.A. Conseil en ressources humaines.

L'un des tout premiers noms de l'électronique française recherche pour sa division la plus importante (CA : 2 Mds FRF) son

## Responsable du Contrôle de Gestion

Paris

± 350 KF

Rattaché au directeur de la division, vous serez chargé du processus budgétaire et de la mise en place du contrôle de gestion. Très impliqué dans la gestion de la division, vous conseillerez efficacement le directeur sur les options stratégiques et leur impact sur les résultats. Ce poste très complet constitue un excellent tremplin au sein du groupe pour un candidat intéressé par les technologies de pointe.

Âgé de 29 à 35 ans et de formation supérieure de gestion (un diplôme complémentaire

l'ingénieur constituera un plus), le candidat retenu aura acquis environ cinq ans d'expérience en contrôle de gestion (dont au moins trois ans dans un environnement industriel).

Consulter Xavier d'Anglade au 111-45.53.26.21 ou adresser CV + photo + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 30 bis rue Spontini, 75116 PARIS sous réf. XA384UMQ.


**Michael Page Finance**
*Spécialiste en recrutement Financier*

## TRÉSORIERS D'ENTREPRISE, UN NOUVEAU MÉTIER : LE CONSEIL

Ernst & Young Conseil recherche pour renforcer son équipe d'Ingénierie Financière des

**DIRECTEURS DE MISSION et CONSULTANTS SENIORS**

Vous êtes un opérationnel de la trésorerie et/ou du financement, ayant 3 à 10 ans d'expérience, dont la plus grande partie en entreprise. Diplômé d'une Grande Ecole, vous maîtrisez la langue anglaise. Nous vous proposons de rejoindre une équipe issue de la finance d'entreprise ou de la banque, pour participer à des missions dans les domaines de l'organisation de la fonction finance-trésorerie, des opérations de marché, de la maîtrise des risques financiers, ou de la gestion financière. Par votre expérience, vous enrichirez notre effort permanent de réflexion sur les techniques financières et leurs possibilités d'utilisation par nos clients.

Nous vous offrons :

- un salaire motivant fonction de votre âge et de votre expérience,
- un développement de vos capacités professionnelles au contact d'une clientèle variée et passionnante,
- la possibilité de découvrir des activités et techniques nouvelles au sein d'un grand cabinet de conseil.

Nous vous remercions de bien vouloir adresser votre candidature, en précisant votre rémunération actuelle, sous réf. 006/03, à Pascale Fouassier-Lefebvre - Ernst & Young Conseil - Tour Manhattan - Cedex 21 - 82095 Paris-La Défense 2.

**Ernst & Young Conseil**

## CONTROLEUR DE GESTION

**LYON**

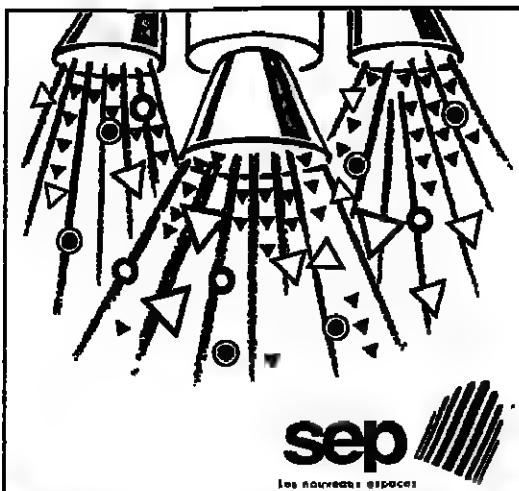
Avec plus de 15.000 personnes, un C.A. de 10 milliards de francs, des produits et des marques à forte notoriété et en développement, le groupe DMC est l'un des premiers groupes textiles mondiaux. Notre division Tissus Industriels représente 640 millions de C.A. dont 50 % sont réalisés à l'export. Rattaché au contrôleur de gestion de branche, vous devrez prendre en charge de manière autonome les systèmes de gestion de l'ensemble des activités

commerciales et industrielles (tableaux de bord, budgets, reporting, prix de revient...) et animer une équipe de 3 personnes. Nous recherchons, pour ce poste, un candidat de haut niveau ayant une expérience significative de la fonction acquise de préférence dans un grand groupe. La maîtrise de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre lettre de candidature + C.V. sous réf. 1862/M à Dominique BAL-LARIN - DMC, 10, av. Ledru Rollin - 75012 Paris.







UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE SNECMA

SEP Motoriste de l'Espace nous assure  
en particulier la maîtrise d'œuvre des  
ensembles propulsifs du lanceur Ariane.  
Nous recherchons pour notre  
établissement de VERNON (Eure - 27), le :

## CHEF DE SERVICE CONTROLE DE GESTION

Au sein du département comptabilité-gestion, vous assurez la fonction contrôle de Gestion de la Division.

- Préparation des plans et des budgets, contrôle des réalisations,
- reporting, tableaux de bord,
- analyse et contrôle des investissements, des effectifs, des éléments généraux de coût (tous horaires...),
- définition, mise en place et suivi d'indicateurs de rentabilité et des plans d'action visant à une meilleure productivité,
- évolution des systèmes informatiques d'acquisition des coûts.

Outre les qualités de rigueur associées à la fonction, vous développez de très bonnes qualités relationnelles pour introduire le souci permanent de la performance économique dans une entité à vocation essentiellement technique.

Vous êtes Ingénieur ou diplômé d'une grande école de Commerce (ESC ou équivalent) complétée par un DECS et quelques années d'expérience en milieu industriel, de préférence dans des structures de gestion de grands projets (aéronautique, nucléaire, BTP...).

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence JM/S ou GROUPE SNECMA, Direction de l'Encadrement, 2 bd du Général Marial Valin - 75724 PARIS Cedex 15.

GROUPE SNECMA

SOCIÉTÉ DE SERVICE, FILIALE D'UN GROUPE  
INTERNATIONAL recherche son futur

## DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Responsable de la comptabilité, de la logistique, du service personnel, de l'administration et des finances, de l'informatique, votre détermination et votre dynamisme vous permettront d'être performant dans l'animation et dans les décisions à prendre. Vous saurez vous impliquer dans un travail d'équipe au quotidien.

Une expérience confirmée du reporting, de la comptabilité anglo-saxonne et de l'utilisation de l'informatique vous permettront d'évoluer rapidement vers de réelles responsabilités.

Agé de 30 ans minimum, de formation ESC ou équivalent, votre anglais est courant.

Si cette opportunité vous motive, adressez lettre manuscrite accompagnée de votre CV, en indiquant votre dernière rémunération sous référence 8626 à

HERTZ  
CONSULTANTS

34, rue de l'Arcade  
75008 PARIS

## Jeune ESC...

Une responsabilité administrative et financière.

La Société, filiales comprises, représente un effectif de 2000 personnes pour un CA de 2 milliards de francs. Elle est elle-même filiale d'un des plus importants groupes privés français.

Sa croissance est forte grâce, entre autre, à l'acquisition de sociétés, filiales. Sa Division Régionale Rhône-Alpes (Centre de Profit) vient ainsi d'acquies plusieurs filiales. Nous recherchons celui qui, auprès du Directeur de la Division, assurera leur suivi et leur contrôle au plan de la gestion.

Dans le cadre de la Division et en relation avec la Direction Financière du siège, il définit et met en place les outils de gestion (procédures, méthodes, systèmes...), consolide les résultats, assure le contrôle de gestion (tableaux de bord...) et le reporting, apporte conseil et assistance...

Quant à vous, jeune, doté d'une formation supérieure (ESC, Gestion...) débutant ou bénéficiant d'une première expérience en entreprise ou en cabinet, vous souhaitez vivre une responsabilité valorisante sur le plan technique et humain, pouvant vous permettre ensuite une intéressante évolution au sein d'un groupe de dimension internationale.

Le poste se situe à Lyon.

Merci d'adresser votre dossier à SEFOP, notre Conseil, sous réf. MTL 637 M qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

SEFOP  
11 rue des Pyramides, 75001 PARIS.  
MEMBRE DE SYNTHEC

## CONTROLEUR DE GESTION EUROPE

I.F.M. (INTERNATIONAL FISH AND MEAT) est, avec un CA 89 de 4,5 milliards dont plus de 60 % hors de France, un des leaders mondiaux de produits élaborés de pisciculture et de poisson.

Le Contrôleur de Gestion est rattaché au Directeur Financier de la société holding à Paris. Il a pour mission d'établir le reporting consolidé à partir du tableau de bord des filiales ainsi qu'une consolidation des budgets et plans à long terme. Il perçoit et analyse des écarts, des plans et budgets, et prend également en charge le suivi quotidien de la trésorerie des filiales. Il mène aussi des études économiques ponctuelles.

Ce poste, qui permet d'évoluer vers des fonctions opérationnelles au sein du groupe IFM-BONGRAIN, convient à un diplômé d'une école supérieure de commerce ou de gestion ayant 3 à 5 ans d'expérience, si possible en milieu industriel. Il est à pourvoir à Paris mais nécessite des déplacements dans les filiales. Une bonne connaissance de l'anglais est indispensable ainsi que la passion de la micro-informatique.

Merci d'adresser votre CV avec lettre manuscrite sous référence 90/163 au Service Ressources Humaines du Groupe IFM-BONGRAIN, 11 Bd de la Tour Maubourg, 75007 PARIS.

ifm  
INTERNATIONAL FISH AND MEAT

## ALCATEL CUIVRE

ALCATEL CUIVRE, filiale de l'un des plus grands groupes industriels français, notre société bénéficie d'une avance technologique qui la place parmi les leaders européens de fils de cuivre émaillés et tressés.

Diplômé d'une ESC et bénéficiant si possible d'une première expérience dans l'audit ou le contrôle de gestion, vous voulez évoluer au sein d'un groupe industriel de dimension internationale connaissant un fort développement.

Pour vous permettre d'acquies une bonne connaissance de notre activité et de nos différents établissements, nous vous confierons dans un premier temps la mission de réorganiser et d'informatiser notre service Achats Industriels (management d'une petite équipe, gestion d'un budget important).

Après avoir fait la preuve de votre efficacité opérationnelle et de votre potentiel, vous poursuivrez ensuite votre carrière au sein du contrôle de gestion ou des départements financiers de notre société ou du groupe.

Anglais indispensable. Localisation 100 km au Nord de Paris.

## CONTROLEUR DE GESTION

OPTIMISER  
NOTRE SERVICE ACHATS

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 79938 à Média-System, 6 Impasse des Deux Cousins, 75849 Paris Cedex 17, qui transmettra.

ALCATEL  
CABLES

## DSM France

Notre Société, multinationale pétrochimique hollandaise (130 000 personnes, 30 milliards Francs C.A.) recherche pour ses activités en FRANCE (Résines, transformation de matières plastiques, engrais...), son

## RESPONSABLE DE L'AUDIT INTERNE

Rattaché fonctionnellement à notre maison mère, il animera en FRANCE notre équipe d'auditeurs internes ayant pour mission l'analyse et le contrôle des activités comptables, financières et administratives de nos filiales françaises. Outre sa mission de conseil, il sera l'interlocuteur privilégié des commissaires aux comptes.

Pour ce poste, nous souhaitons intégrer, un diplômé de l'enseignement supérieur (HEC, ESSEC, ESC...) et/ou expert comptable, d'environ 30-35 ans, possédant une solide expérience de l'audit acquies en entreprise ou cabinet.

Une pratique courante de l'anglais ainsi qu'une aptitude aux déplacements fréquents sont nécessaires dans cette fonction évolutive.

Merci de nous adresser votre dossier sous réf. 2347R/M ou transmettez-le à CYCADRE en composant le 3615 code JCM sur votre minitel où vous trouverez des renseignements complémentaires sur l'entreprise.



JEAN-CLAUDE MAURICE CONSEIL - 12, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS  
PARIS - LYON - NANTES - RENNES - TOULOUSE - VOIRON - BARCELONE

NOUS SOMMES UNE BANQUE PRIVÉE  
FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE BANCAIRE EUROPÉEN.  
NOUS RENFORÇONS NOTRE SERVICE COMPTABLE ET RECHERCHONS UN

## ADJOINT CHEF COMPTABLE

Vous êtes de formation Supérieure Comptable (niveau DECS ou équivalent) et/ou diplômé de l'ITB et avez acquis 5 ans d'expérience minimum au sein d'une banque.

Vous maîtrisez parfaitement tous les aspects de la comptabilité française et anglo-saxonne. Une bonne connaissance de la langue anglaise et de la micro-informatique serait un plus.

Dynamique et rigoureux, vous alliez autonomie et goût du travail en équipe.

Nous offrons une rémunération très attractive à un candidat à fort potentiel. Si vous souhaitez évoluer au sein d'un groupe en pleine expansion, adressez dès aujourd'hui votre dossier de candidature sous référence 6773 à

MEDIA PA 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX.

La Direction des Marchés du Crédit du Nord se renforce

Des structures souples, des services diversifiés et créatifs permettant une relation étroite et personnalisée avec tous les clients, autant de réalisations qui font aujourd'hui de la Salle des Marchés du Crédit du Nord une entité disposant des meilleurs atouts pour l'avenir.

Pour poursuivre cette politique d'innovation, nous souhaitons intégrer à Paris :

## DEUX OPÉRATEURS "FRANCS" DEUX OPÉRATEURS "DEVICES"

Issu d'un BAC + 4 ou + 5, vous avez de préférence une première expérience réussie sur les Marchés.

Les candidatures (lettre, CV, et rémunération souhaitée) sont à adresser, sous la référence CDM/06/90, à Alain de Bejany

Crédit du Nord  
VOUS D'ABORD

Direction du  
Développement  
du Personnel  
50, rue d'Anjou  
75008 PARIS

المجلة



## THOMSON RECRUTE LES MEILLEURS POUR LES METIERS D'AVENIR

## LE GROUPE THOMSON : UN TREMPIN POUR VOTRE CARRIERE

Appartenant aux plus grands groupes mondiaux de l'électronique, nous réalisons 70 % de notre CA au niveau international. Une organisation largement décentralisée en France et à l'étranger est à la base de cette réussite. Dans ce contexte, nous vous proposons de conduire des missions majeures en tant que

## AUDIT OPERATIONNEL/CONSEIL

Vos responsabilités opérationnelles couvrent le diagnostic, l'audit et le conseil à caractère exceptionnel au niveau du groupe et de son intérêt général.

L'importance et la diversité de vos missions, le haut niveau de vos interlocuteurs (cadres dirigeants) justifient nos exigences. De formation grande école ou universitaire, vous possédez une première expérience d'environ 4 ans du conseil pluridisciplinaire ou de l'audit dans un cabinet ou dans l'industrie. Vous maîtrisez bien sûr une langue étrangère, de préférence l'anglais.

Réussir cette mission vous offre un double avantage : être connu et reconnu des principaux décideurs et évoluer à court terme vers des postes de direction en France ou à l'étranger.

Merci d'envoyer votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) à notre Siège Social : THOMSON - Véronique DELAMARRE - 92050 Paris la Défense - Cedex 67.

THOMSON

## LA DIRECTION DES MARCHES DE CAPITAUX DE LA SOCIÉTÉ GÉNÉRALE RECHERCHE UN

## FISCALISTE INTERNATIONAL H/F

Au sein d'une salle des marchés, vous assurerez les études de faisabilité de montages internationaux ainsi que l'analyse du versant fiscal de nouveaux produits financiers à commercialiser. En outre, vous entretiendrez une base d'informations nourrie des doctrines fiscales locales, en liaison avec nos implantations étrangères et des cabinets de conseil.

Doté d'un solide bagage fiscal et nanti d'une expérience (de 2 à 3 ans, acquise dans la banque, le conseil, l'Administration ou l'entreprise) de la fiscalité nationale et internationale de la finance, vous vous intégrerez facilement dans une équipe créative. Vous aurez par ailleurs un maniement aisé de la langue anglaise.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. FI à Frédéric PASTRE - Service du Recrutement - 29, rue Talbot - 75009 PARIS.

CONJUGUONS NOS TALENTS.

RACEZ  
VOTRE  
FUTUR

**MATIF**  
MATIF : Marché à Terme  
leader en Europe

- Un marché international
- Des technologies de pointe
- Des projets ambitieux
- Une culture d'entreprise
- Une dynamique des carrières
- Une politique de formation

La fonction compensation est une composante essentielle du MATIF. D'ambitieux projets se préparent avec notamment la mise en place de nouveaux produits (compensation multidevises...), de nouvelles techniques (gobex...). Le directeur de la compensation recherche un jeune cadre bancaire pour

## DIRIGER LES SERVICES COMPENSATION ET TRESORERIE DE MATIF S.A.

des secteurs financiers et marchands (orça personnes).

Vous mènerez notamment les études nécessaires à la réalisation de ces importants développements. C'est un rôle d'action et de réflexion nécessitant capacité à décider, goût pour l'analyse, aptitude à la synthèse, aisance rédactionnelle... Le poste est très évolutif.

Nous souhaitons rencontrer un jeune diplômé d'une grande école de gestion ou de l'université ayant au minimum 3 à 4 ans d'expérience dans la banque.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, en indiquant la référence E 615 sur l'enveloppe, à notre conseil ONICAR - 6 rue Halévy - 75009 PARIS.

onicar

Filiale de la Compagnie BTP, important groupe financier et bancaire (800 personnes, 21 milliards d'engagements et 16 milliards de capitaux gérés), le CCME occupe une position de leader dans le financement des investissements des entreprises et maitres d'ouvrages de la profession et recherche un

JEUNE CADRE  
FINANCIER

PARIS

Rattaché à la Direction de l'Exploitation et du Réseau, il aura pour mission d'assister le responsable du service crédit bati dans des fonctions d'études et de montage de dossiers. En outre, il participera à l'animation du réseau commercial. Enfin, le poste impliquera la préparation et le suivi des dossiers contentieux. A terme, il évoluera vers une fonction commerciale auprès des entreprises.

Le candidat devra nécessairement être diplômé d'une grande école de commerce ou de gestion. Il sera tout particulièrement retenu pour ses qualités d'analyse, de synthèse, de rigueur et son goût pour les relations commerciales.

Une première expérience en entreprise, dans une Banque ou un Etablissement Financier sera un atout supplémentaire.



**CCME**  
COMPAGNIE BTP

Merci d'adresser candidature motivée avec photo et prétentions à Jean RICHET, Direction des Ressources Humaines, CCME, 128 rue de la Boétie, 75008 PARIS.



aerospatiale

Le leader Européen  
de la construction aéronautique et spatiale

Allier la performance économique et financière à la performance technique, telle est la vocation de la Direction du Contrôle de Gestion de la Division Avions (14.000 personnes, CA 12 milliards, produits Airbus et ATR), en forte croissance, qui vous offre un poste intéressant et évolutif au sein de son Département Planification Stratégique de

## CONTROLEUR DE GESTION

SA MISSION : le titulaire du poste interviendra au niveau de la division et en particulier pour :

- analyser la cohérence des prévisions économiques et financières
- développer les approches financières dans les prévisions (bilans, plans de financement...)
- suivre l'évolution des méthodes comptables utilisées dans la société pour les intégrer dans nos méthodes prévisionnelles
- participer à l'élaboration du plan à moyen terme.

SON PROFIL : HEC - ESSEC - ESCP... ou ingénieur + MBA, âgé de 30 ans et disposant d'une expérience de 5 ans acquise en contrôle de gestion au sein d'un grand groupe industriel.

Ses qualités d'analyse, de synthèse et de communication feront de lui un interlocuteur privilégié des contrôleurs de gestion des Directions Opérationnelles, de la Direction Financière de la Division et des Directions Centrales (Financière, Industrielle, Budgétaire). Réelles perspectives d'évolution de carrière dans le groupe.

Poste à Paris.  
Ecrire sous réf. 25 A 1879-OM  
Discrétion absolue.

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

etap



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris, est à la tête d'un groupe comptant une quinzaine de filiales. Elle recherche pour son service des filiales, un

CONTROLEUR DE GESTION  
ANALYSTE FINANCIER DEBUTANT

Diplômé d'une Grande Ecole (Ecole de Commerce, HEC, IEP, ESC ou Maîtrise de Gestion...) vous avez acquis des connaissances solides et votre intérêt se porte à la fois sur l'analyse financière, le contrôle de gestion et le droit des affaires. L'informatique vous est familière, vous avez déjà eu l'occasion de faire valoir votre sens relationnel et vous rédigez

Saisissez l'opportunité d'évoluer concrètement sur le terrain en participant activement au contrôle de gestion, à l'analyse financière pour l'ensemble des filiales ainsi qu'au montage juridique-financier d'opérations nouvelles.

SÉLEFRANCE

Conseil en Recrutement

Envoyez votre CV, lettre de motivation manuscrite et prétentions sous référence 708 à notre conseil.  
SELEFRANCE - 72, rue Regnault - 75013 PARIS

CHEF DES SERVICES  
COMPTABLES ET FISCAUX

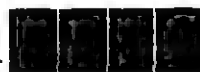
PARTICIPEZ À LA CRÉATION DE NOTRE STRUCTURE INTERNATIONALE

Importante division (8 Milliards FF) de l'un des premiers groupes industriels français, notre activité sera prochainement finalisée pour donner naissance à une nouvelle entité internationale. Nous consoliderons ainsi notre position au niveau mondial, sur un marché «high-tech» à très forte valeur ajoutée.

Conseil de notre Direction Financière, vous êtes responsable de l'ensemble des questions comptables, administratives et de fiscalité internationale. Vous animez une équipe d'une trentaine de personnes. Dans une optique de décentralisation, vous faites évoluer l'architecture comptable et les systèmes d'information correspondants et vous assurez la mise en place du reporting et de la consolidation.

A 35 ans environ, vous êtes diplômé(e) de l'enseignement supérieur (ESC option finance-compta, MSTCF...) - un diplôme d'expertise comptable est un atout - et vous avez de solides connaissances de l'anglais. Vous êtes sans doute actuellement n°2 de la Direction Comptable d'un groupe international ou manager dans un cabinet d'audit anglo-saxon. L'envergure de la société et la qualité de vos interlocuteurs exigent une personnalité de très bon niveau relationnel.

Merci d'adresser votre candidature et votre rémunération actuelle sous référence 029.01 à notre Conseil Sandrine FRENAY - COFROR  
20, place de l'Iris - La Défense 2 - 92400 COURBEVOIE.



Cofror



**MATRA**

IL Y AURA TOUJOURS DES HOMMES DE TALENT

**Développez le contrôle opérationnel et anticipez nos risques.**

Importante filiale industrielle (3,3 Mds de CA) du Groupe MATRA, nous connaissons une croissance exponentielle qui nous amène à rechercher un

## Contrôleur de Gestion Senior

Votre rôle est double:

d'une part, vous simulez les conséquences économiques et financières de nos projets de développement et contrôlez (au sens opérationnel) l'ensemble des flux financiers de l'entreprise. D'autre part, vous participez activement à l'élaboration du budget et du plan et à l'animation des différentes cellules de contrôle de gestion des sites.

Diplômé d'une Grande Ecole de commerce ou Ingénieur doté d'une formation complémentaire en gestion, vous justifiez

d'une expérience d'au moins 5 ans en matière de contrôle de gestion industriel ou d'audit.

Votre savoir-faire opérationnel, votre capacité à vous imposer et à prendre position sont nécessaires pour réussir cette mission et évoluer au sein du Groupe.

Poste basé en proche banlieue Sud-Ouest de Paris. Des déplacements en province sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. N0340 à notre conseil:

**CONCEPT**

RECRUTEMENT

**CONCEPT**

Nous sommes l'établissement financier de référence des collectivités locales et un des premiers émetteurs sur le marché obligataire.

Le département-crédit propose des services pour le développement économique local et recherche dans le cadre de son expansion

## JEUNE CHARGE DE MISSION

Vous représenterez notre structure auprès des différentes instances locales et nationales traitant des problèmes de développement économique local.

Vous organiserez et animerez différents colloques et conférences sur ces questions.

Vos compétences techniques vous permettront de proposer des procédures financières adaptées aux besoins des collectivités locales.

Vous procéderez à l'analyse de risques des dossiers d'immobilier d'entreprises financé par les collectivités locales dans le cadre de notre société de garantie dont vous assurerez la gestion.

30 ans, diplômé (e) IEP ou d'une formation supérieure de gestion, vous avez acquis une première expérience d'analyse financière des PME et si possible d'assistance aux entreprises dans le domaine du développement local. Rigoureux et organisé, vous aimez aussi vous affirmer comme un partenaire auprès de vos interlocuteurs. Ce poste comporte de nombreux déplacements en province.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. 76568 à CONTESSÉ 38 rue de Villiers 92532 LEVALLOIS cedex

**fnac**

## CONTRÔLEUR DE GESTION

Rattaché au Directeur Comptable d'une de ses filiales en plein développement (chiffre d'affaires 873 millions de francs, 6 établissements), vous assurerez :

- la centralisation et l'analyse des informations de gestion en provenance des magasins (reporting mensuel, budgets...)
- la participation à l'amélioration des procédures de gestion des magasins
- l'assistance des responsables de contrôle de gestion des magasins dans la mise en place de toute nouvelle procédure comptable et de gestion
- la tenue de la comptabilité du siège
- l'établissement des déclarations fiscales.

De formation Ecole de commerce, option comptabilité-gestion, vous avez une première expérience d'un an dans une fonction similaire.

Vous avez le goût du travail en équipe et possédez un bon sens relationnel.

La connaissance de l'outil informatique est indispensable.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite et CV sous référence HD 0695, à Fnac, Direction des Affaires Sociales, 73 rue de Vaugirard, 75006 Paris.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

## Chef comptable

Ivry

**Le Monde**

Le développement des activités du journal et notre nouvelle organisation avec la création de filiales amènent la Direction Financière de notre Groupe - 1 100 personnes et 1,2 milliard de chiffre d'affaires - à rechercher un chef-comptable. Au sein de la direction financière, il prendra la responsabilité des comptabilités des sociétés (sociales, analytiques et fiscales) et réalisera un reporting mensuel. Assisté par un adjoint, il veillera à la maintenance et à l'amélioration des systèmes de gestion et encadrera une équipe d'une quinzaine de personnes. Pour ce poste nous recherchons un professionnel de la comptabilité en entreprises, de formation DECS possédant au moins dix années d'expérience. Familiarisé avec l'outil informatique, il connaîtra si possible le système Mac Cormack ou un système équivalent. La connaissance du droit et de la fiscalité de même qu'un passage en cabinet d'audit lui donneront des atouts supplémentaires pour le poste. Rigueur et souci d'efficacité, sens de l'animation et aptitude à mener des missions de longue haleine, autant de qualités requises pour ce poste basé à Ivry. Merci d'adresser votre lettre de motivation + C.V. + prétentions à notre conseil PAUL-EMILE TAILLANDIER 11, rue Jean Mermoz 75008 PARIS, sous la référence 40231M.



PAUL-EMILE  
TAILLANDIER

ÉTHIQUE ET RECRUTEMENTS

## A PARIS

Société de services (240 MF de CA, 100 personnes), filiale d'un groupe américain leader dans le secteur du travail temporaire, recherche dès aujourd'hui son

## Financial Controller

### VOTRE MISSION

- ☐ Assurer le reporting US,
- ☐ Animer une équipe de 12 personnes,
- ☐ Superviser la comptabilité française (CE, Bilan, Paie, etc...),
- ☐ Etablir les budgets prévisionnels,
- ☐ Réaliser les opérations fiscales,
- ☐ Superviser l'informatique,
- ☐ Gérer la trésorerie et l'administration générale.

### VOTRE PROFIL

- ☐ Formation supérieure et comptable,
- ☐ Agé d'environ 30/40 ans,
- ☐ Expérience de 4/5 ans des méthodes de gestion US, en cabinet d'audit ou en entreprise,
- ☐ Responsabilités de Management,
- ☐ Anglais indispensable.

TEG, notre Conseil vous remercie d'adresser votre dossier de candidature

TEG Ressources Humaines



sous la référence M 936 06 qui sera étudié en toute discrétion.

113 rue de l'Université 75007 Paris

Services administratifs à Paris. 70 Personnes, assure chaque année des versements à plus de 40 000 allocataires. Pour faire face à son développement, et au renforcement de sa qualité de service, nous recherchons :

## CHARGES de MISSION H/F

Au sein d'une petite équipe, vous serez en relation avec les Entreprises Adhérentes (téléphone, courrier, accueil) afin de leur apporter informations, conseils, et assistance en matière juridique. Débutant ou avec une première expérience, votre formation (licence en droit privé, ESC...), votre dynamisme et votre rigueur, vos qualités de communication vous ouvrent de réelles perspectives d'évolution. Nous offrons un salaire motivant.

Pour saisir cette opportunité, merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions) sous réf. MS/1078 à notre Conseil qui vous garantira une totale discrétion. SCORE - 47 rue Maréchal Foch 78000 VERSAILLES.

**SCORE**

Au sein d'un groupe multinational comptant plus de 40 000 salariés, notre usine de 650 personnes conçoit, fabrique et commercialise des automatismes pour l'électroménager.

Nous recherchons notre :

## JEUNE CHEF COMPTABLE

Rattaché au CONTROLLER, et supervisant une équipe de 6 personnes, il sera responsable de l'ensemble de la comptabilité générale française et du bilan U.S., assurera le suivi des investissements français et U.S. et prendra en charge les procédures et le crédit-management.

Diplômé de l'enseignement supérieur, vous avez une première expérience d'au moins 2 années dans un poste similaire ou dans un cabinet d'audit international. Anglais courant exigé.

Merci de nous adresser au plus vite votre CV accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo en indiquant vos prétentions à l'adresse suivante : EATON CONTROLS S.A. Avenue des Sorbiers - BP 5 - THYEZ - 74311 CLUSES.



**EATON**

LES COMPOSANTS DE L'ÉLECTRONIQUE

CHARGES INDICATIVES  
DE TRAVAIL  
DE 1 à 12000 francs  
selon les postes

**CONTRÔLEUR DE GESTION**  
CONFIRMES (OU LI)

De formation IEP, vous avez une première expérience de 3 à 5 ans en matière de contrôle de gestion industrielle ou commerciale. Vous serez rattaché au Directeur Comptable et vous assurerez :

- la centralisation et l'analyse des informations de gestion en provenance des magasins (reporting mensuel, budgets...)
- la participation à l'amélioration des procédures de gestion des magasins
- l'assistance des responsables de contrôle de gestion des magasins dans la mise en place de toute nouvelle procédure comptable et de gestion
- la tenue de la comptabilité du siège
- l'établissement des déclarations fiscales.

De formation Ecole de commerce, option comptabilité-gestion, vous avez une première expérience d'un an dans une fonction similaire.

Vous avez le goût du travail en équipe et possédez un bon sens relationnel.

La connaissance de l'outil informatique est indispensable.

Merci d'adresser votre lettre de candidature manuscrite et CV sous référence HD 0695, à Fnac, Direction des Affaires Sociales, 73 rue de Vaugirard, 75006 Paris.

Le poste est basé à Paris. Des déplacements en province sont à prévoir.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

Imagineriez-vous de voir vos talents pour le Disneyland

COMPAGNIE AFRICAINE D'ÉLECTRONIQUE

RESPONSABLE ADMINISTRATION ET FINANCIÈRE

COMPAGNIE AFRICAINE D'ÉLECTRONIQUE

COMPAGNIE AFRICAINE D'ÉLECTRONIQUE

COMPAGNIE AFRICAINE D'ÉLECTRONIQUE

COMPAGNIE AFRICAINE D'ÉLECTRONIQUE

COMPAGNIE AFRICAINE D'ÉLECTRONIQUE

COMPAGNIE AFRICAINE D'ÉLECTRONIQUE



**GROUPE INDUSTRIEL ET DE DISTRIBUTION**  
(Chiffre d'affaires de 7 milliards de Francs et 13000 personnes)  
recherche pour son siège social à Paris

## CONTROLEURS DE GESTION

CONFIRMES OU DEBUTANTS

En marche vers le progrès



## DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

**Groupe international VEV**  
(13 500 personnes, 7,5 milliards de Francs de CA), nous recherchons pour la Division Europe de notre filiale **GRAVOGRAPH (CA : 600 MF)**, introduite en bourse en 1989, un **Directeur Administratif et Financier**.



A 30/40 ans, de formation supérieure commerciale ou gestion, vous avez acquis au cours de votre expérience une parfaite maîtrise des techniques comptables, mais êtes avant tout un véritable professionnel du contrôle de gestion. Votre réel sens de l'organisation et votre grande capacité d'adaptation seront indispensables à votre mission. Vous parlez anglais.

Rattaché à notre Directeur Général, vous êtes responsable des Services Comptabilité, Informatique et Contrôle de Gestion (une dizaine de personnes au total), chargés de la Comptabilité Générale, Analytique, du reporting des filiales européennes avec la maison-mère, de la gestion des trésoreries...

Ce poste est basé à Troyes (10).

Si pouvoir faire évoluer votre fonction au sein d'une petite équipe de Direction, très impliquée dans la progression de sa société, vous motive, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence DAF 06.90, à Béatrice GAU - Groupe VEV - 82, rue de Courcelles - 75008 PARIS.

**SI VOUS AVEZ une formation de gestion BAC + 4 ou + 5 débutants ou avec une première expérience**



L'un des tout premiers Groupes d'ASSURANCES Français

Vous offre l'opportunité de rejoindre son siège en proposant deux postes de

## CHARGÉS D'ÉTUDES "flux financiers et analyse des résultats"

Au sein d'une équipe d'une dizaine de personnes.

Vous aurez à : • étudier et suivre les échanges financiers entre l'échelon central et les échelons régionaux, dans le cadre de nos activités de réassurance et de financement du développement.

• analyser les résultats par branche d'activité et par Caisse Régionale pour proposer les décisions annuelles d'actualisation des modalités d'applications de ces échanges, en utilisant nos outils informatiques (microcentres, langage 4<sup>e</sup> génération).

• participer à la conception des applications informatiques liées au suivi de ces échanges et à l'analyse des résultats.

Une réussite dans cette fonction vous permettra d'évoluer vers des responsabilités plus larges.

Un esprit rigoureux, synthétique, curieux et ouvert allié à de réelles facultés d'adaptation sont des aptitudes nécessaires pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser lettre manuscrite de candidature, CV, photo et prétentions sous réf. 06007M à : Veronique SICISIC - Département des Ressources Humaines 5/7, rue du Centre - 93167 NOISY-LE-GRAND

Expert comptable  
Diplômé  
Grande Ecole  
+ 6 ans d'expérience  
en cabinet  
anglo-saxon

**Imaginez-vous déployant tous vos talents pour Euro Disneyland**

Merci d'adresser votre candidature, sous référence FN/0171/M, à Euro Disneyland, Service Recrutement, BP 110, 94350 Villiers-sur-Marne.



Euro Disneyland SCA

Une entreprise de rêve

**COMPAGNIE AÉRIENNE, FILIALE D'UN GROUPE EUROPÉEN**

recherche

**RESPONSABLE ADMINISTRATIF ET FINANCIER**

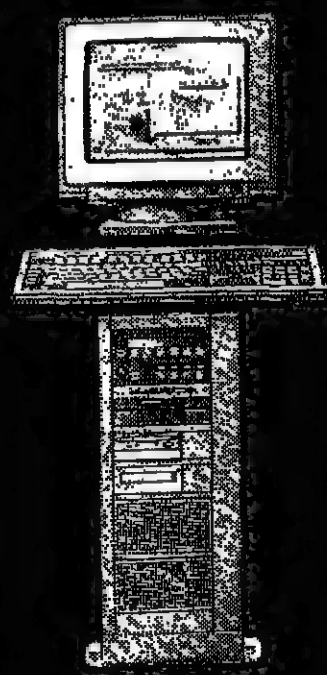
**300/350 000 F.**  
Jeune compagnie  
(100 personnes, 140 millions de francs)  
en phase de développement rapide.

Sous l'autorité du Directeur Général et assisté d'une petite équipe, il couvrira l'ensemble des activités administratives, financières et comptables de la société. Il sera notamment chargé du reporting et entretiendra une relation fonctionnelle avec le Groupe.

Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 28 ans minimum, doté d'une formation supérieure (type ESC + DECS) ou équivalent et parlant couramment l'anglais. Familiarisé avec la comptabilité anglo-saxonne, il doit impérativement justifier d'une première expérience de la fonction (3 ans au moins) acquise au sein de la filiale d'un groupe international ou d'un cabinet d'audit.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous n° 8951 à Le Monde Publicité - 5, rue de Montessuy, Paris-7<sup>e</sup>.

## JURISTES, GESTIONNAIRES... : INNOVEZ DANS UN SECTEUR DE POINTE



Plaisir, audace et informatique, Olivetti Systems & Networks évolue et progresse au rythme de l'innovation, s'imposant comme un des grands constructeurs du monde informatique. Animés et poussés par une véritable énergie créatrice, nos collaborateurs unissent leur talent dans un seul et unique souffle.

Vous avez des qualités d'analyse, et une grande rigueur, vous associez souplesse et ténacité, et vous savez négocier. Rencontrons-nous.

### Responsable du Contentieux

Vous avez complète votre formation Maîtrise, DESS ou DEA de Droit des Affaires, par une première expérience dans un contentieux commercial. Vous êtes un tempérament autonome.

Votre mission : analyse du risque contentieux, traitement et suivi des dossiers et conseil auprès du réseau interne. Réf. RC.

### Responsable de la Trésorerie

De formation Ecole Supérieure de Commerce, Gestion, vous avez une première expérience en Trésorerie. Vous avez un tempérament autonome.

Votre mission : gestion de la Trésorerie, court terme (positions, équilibrages, financements), moyen terme (prévisions), contact avec les banques, reporting et utilisation d'outils informatiques. Réf. RT.

### Analyste budgétaire

De formation Ecole Supérieure de Commerce, Gestion, vous êtes débutant ou doté d'une première expérience.

Votre mission : du contrôle de gestion dans le cadre de fonctions telles que le reporting, l'analyse, les prévisions. Réf. AB.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence choisie à Olivetti Systems & Networks - Direction des Ressources Humaines - Cedex 69 - 92047 Paris la Défense.

**OLIVETTI SYSTEMS & NETWORKS**  
olivetti

LA PUISSANCE D'UN GRAND CONSTRUCTEUR INFORMATIQUE



## ORGANISER, OPTIMISER, INNOVER

Filiale d'AXA-MIDI, groupe privé d'assurances de tout premier plan en France, nous avons pour mission de développer nos activités commerciales par le biais de la vente directe et spécialisée.

Pour mener à terme ce projet, la Direction Organisation et Compétitivité renforce son équipe et recherche des

### PROFESSIONNELS DE L'ORGANISATION

Diplômé ENSAM, ESCAE... ou équivalent, vous avez une expérience dans un service organisation ou une société de conseil et souhaitez élargir votre champ d'action. Nous vous proposons des missions portant sur des projets aussi diversifiés que : l'évolution des structures, l'organisation du travail, les implantations de matériel, l'harmonisation et l'unification des procédures, la mise en place d'outils de contrôle de la compétitivité.



Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre, CV, photo) sous réf. JPO à Françoise STEPHAN - Tour Franklin - Cedex 11- 92042 Paris la Défense.

## BANQUE PARISIENNE

Filiale d'un groupe important recherche

### EXPLOITANT COMMERCIAL BON NIVEAU

Le candidat sera affecté dans un secteur en développement. Diplômé de l'enseignement supérieur, il devra accroître et entretenir un portefeuille de clientèle. Il aura le sens de l'organisation et de la méthode et devra démontrer des aptitudes au travail en équipe. Une bonne connaissance des métiers de l'immobilier serait un plus. Une expérience de l'exploitation bancaire de 2 à 3 ans permettant une intégration rapide est une condition indispensable pour postuler à cet emploi.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous la réf. 13/LM à O.C.B.F. Services - 66, rue de la Chaussée d'Antin 75009 PARIS.



VOUS ASSISTEZ DANS LE RECRUTEMENT BANCAIRE.



GROUPE  
ARJOMARI

### JEUNE D.A.F. FILIALE DE DISTRIBUTION 350 MF DE CA

Le Groupe ARJOMARI, premier groupe papeter français (plus de 10 milliards de CA, dont la moitié à l'étranger, 17 usines, 7000 personnes) est un leader européen de papiers haut de gamme et le plus important distributeur de papiers en Europe.

Vous prenez en charge l'ensemble de la fonction administrative et financière d'une filiale de distribution : comptabilité, reporting, budget, contrôle de gestion, trésorerie, crédits clients, personnel et informatique (nouveaux logiciels à installer).

Rattaché au Directeur Général, vous travaillez en étroite collaboration avec les directions fonctionnelles du groupe. Vous vous investissez totalement au sein d'une équipe jeune et dynamique, et êtes reconnu comme le garant d'une gestion de qualité, grâce à vos propositions et à vos actions constructives.

Vous êtes diplômé d'une GRANDE ECOLE DE GESTION (HEC, ESSEC, ESCP, IEP...). Nous vous offrons l'occasion de valoriser quelques années d'Audit anglo-saxon par une première expérience opérationnelle très complète de D.A.F. au sein d'un groupe international offrant de nombreuses opportunités à ses collaborateurs déterminés et entreprenants.

Localisation Région Parisienne.

Les dossiers de candidature sous réf. 3872M à préciser sur l'enveloppe seront traités confidentiellement par **RECHERCHES MEDIA** 10, rue de la Paix - 75002 PARIS.



ALBERTVILLE 92  
FOURNISSEUR  
OFFICIEL

CAISSE CENTRALE  
DES BANQUES POPULAIRES  
recherche pour son  
Service GESTION OBLIGATAIRE,  
à PARIS 2°

### Assistant de gestion



BANQUE POPULAIRE  
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Vous assistez les gérants de portefeuilles, en relation avec notre salle des marchés et nos services de back-office.

Au sein d'une équipe, votre mission consiste à :

- assurer le suivi de la trésorerie de diverses structures : SICAV, FCP, compagnies d'assurances...
- effectuer le contrôle administratif de l'exécution des ordres et participer à leur enregistrement,
- réaliser diverses statistiques périodiques.

A terme, vous évoluerez vers la gestion de trésorerie des portefeuilles.

Diplômé d'études supérieures (Ecole de Commerce ou Université de Gestion), ou bien de l'enseignement professionnel bancaire, vous êtes si possible familiarisé depuis quelques années avec les activités boursières.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + C.V.) sous la référence 6827/LM, à

**MEDIA PA** 50/54, rue de Sully 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra.



BANQUE DE GESTION PRIVEE - SIB

### de l'exploitation à l'international

Notre banque est active tant dans le domaine des financements que dans celui des affaires financières, des marchés et de la gestion. Nombreuses sont les opportunités d'affaires à découvrir, monter et syndiquer avec des banques et intermédiaires financiers en France et à l'Etranger, ainsi que les possibilités de commercialisation des produits de gestion de la banque. Notre Direction des Intermédiaires Financiers recherche un cadre généraliste de haut niveau à qui nous confierons une mission résolument commerciale.

A 28 ans environ, diplômé de l'enseignement supérieur, votre expérience dans l'univers de la finance vous a donné l'assurance que procurent des contacts clients fréquents. De plus, vous avez acquis la culture financière nécessaire à l'approche multi-produits que nous pratiquons. Vous maîtrisez l'analyse financière, vous parlez l'anglais couramment et vous aimez voyager. Bien évidemment, ce poste vous ouvre des perspectives d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature (lettre CV, photo) sous référence VASIFB à l'attention de JS. DELACOUR qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Coopers  
& Lybrand  
associés

Executive  
Selection  
3, av. Percier  
75008 Paris



PROGICIELS DE GESTION COMPTABLE ET FINANCIERE

Filiale du groupe STERIA, un des premiers dans les Services Ingénierie en Europe, SCOD, Industriel du Progiciel est spécialisé dans la conception, le développement et la distribution de progiciels de gestion financière et comptable installés sur plus de 350 sites. Pour assurer son expansion, préparer les solutions de demain, nous recherchons des

### Consultants

- Interlocuteur privilégié d'un parc clients.
- Maître d'œuvre de la mise en place de nos produits.
- Responsable de la formation et de l'assistance sur site.
- Chargé de l'analyse et du traitement de problèmes de maintenance.

Diplômé d'une école de commerce ou de gestion, possédant 2 à 3 ans d'expérience dans les domaines de la comptabilité ou du contrôle de gestion, votre personnalité ouverte, nette, pédagogue fera la différence.



Merci d'adresser votre candidature sous réf. A.06.05 à notre Conseil Madame Claude Favereau - FAVEREAU CONSULTANTS 62, rue de la Fédération - 75015 PARIS.

Société pétrochimique (500 personnes) en fort développement  
filiale d'un important groupe pétrolier américain recherche pour son usine du Havre

### RESPONSABLE CONTROLE DE GESTION ET COMPTABILITE

280 KF

Sous la responsabilité du Directeur d'Usine et en relation fonctionnelle étroite avec notre Direction Administrative et Financière du siège vous assurez :

- l'animation et l'évolution des méthodes et outils d'analyse des coûts de production,
- l'élaboration du reporting mensuel des performances usine tant sur le plan local qu'international, • l'animation du processus budgétaire et prévisionnel, • l'animation de l'équipe comptable (10 personnes) et la supervision de la paye.

Vous participez notamment à l'amélioration des systèmes informatisés de gestion et êtes le garant de la fiabilité des informations fournies aux directions opérationnelles.

Diplômé de l'enseignement supérieur (ESC + DECS...) vous parlez anglais et vous avez une expérience comptable ou financière dans un contexte industriel.

Nous vous proposons d'acquies les compétences de gestionnaire et la culture d'entreprise qui vous garantiront l'accès à des responsabilités plus larges au sein de notre organisation.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et rémunération actuelle) sous réf. 2011 - LM à notre conseil : QUIEL Ressources et Perspectives - 7, rue de Presles - 75015 PARIS.



CAISSE CENTRALE DES BANQUES POPULAIRES  
RECHERCHE

### SECRETAIRE GENERAL DE SICAV ET FCP

Après avoir mis en place les produits, vous suivrez la vie sociale des structures (Conseils d'Administration, Assemblées Générales) et l'évolution de la réglementation. Vous assurerez également les relations tant avec les organismes de tutelle et professionnels qu'avec les banques du Groupe.

De formation juridique supérieure complétée par une solide culture financière, vous avez acquis une expérience d'environ 5 ans dans une fonction de Secrétaire Général ou dans le domaine des valeurs mobilières.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manus. + CV) s/réf. 6823/LM à **MEDIA PA** 50/54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE BILLANCOURT cedex, qui transmettra

Pour en savoir plus



BANQUE POPULAIRE  
UNE ENERGIE NOUVELLE EN FRANCE

Contrôleur de gestion  
à couleur internationale  
pour devenir net

BERNARD JULIA

AUDITEURS

SENIOR E

AUDITEUR CHARGE

AUDITEUR

ANALYSE

CHIFFRE D'AFFAIRES  
ET DE FINANCE  
COMPTABLE  
SA DYNAMIQUE  
DE SECOURS  
RECHERCHE  
REGIONALE  
237 ANNEE  
DE L'INDUSTRIE



JEUNES CADRES

Handwritten signature or note at the bottom of the page.



## Contrôleur de gestion à couleur internationale pour devenir notre secrétaire général

Notre Groupe dépasse le milliard de francs de chiffre d'affaires. Sous-tendu par l'international et une stratégie de diversification logique dans notre secteur, notre développement nous a permis en quelques années de prendre une position dominante sur notre marché. A souligner que nous sommes dans notre métier, de ceux qui actuellement investissent le plus lourd au plan industriel.

Chaque des Unités de notre Groupe a une bonne gestion : vous en globaliserez les éléments pour nous permettre un management plus fin. Ce sera à vous de nous donner une vision synthétique, rigoureuse et d'ensemble de notre fonctionnement. Contrôle de gestion, trésorerie, informatique et juridique bien sûr, sont les principales composantes de votre poste. Dans le cadre de notre développement par acquisitions, vous aurez aussi à mener des audits/évaluations d'entreprises en France et à l'étranger.

30 ans au moins, vous avez à l'évidence une formation supérieure de gestion et une expérience d'audit/contrôle de gestion, voire d'une DAF qui vous a déjà amené à accéder à des responsabilités élargies. Si vous êtes techniquement compétent, et un peu à l'étroit, il est sans doute temps pour vous de faire avancer votre carrière... Votre fonction dans notre Groupe devra normalement vite évoluer vers le poste de Secrétaire Général de notre Holding. Vous parlez bien Anglais et si possible Allemand. Vous serez basé à Paris, votre rémunération se situera à 350 KF ou un peu plus.

Merci d'adresser lettre, c.v. et photo sous réf. RC 466/2 LM (à noter sur courrier et enveloppe) - 79/83, rue Baudin - 92309 Levallois-Perret Cedex.



**BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES**

Paris - Lyon - Lille - Strasbourg - Nice - Bruxelles

## CONTROLEUR INTERNE

Administration et gestion des ventes

### Organisation et contrôle interne

Leader mondial de la diffusion d'informations économiques et financières en temps réel, l'agence REUTERS connaît en France une croissance importante depuis plusieurs années. Pour conforter sa position et développer la qualité de ses services, elle recherche un contrôleur interne. Rattaché au directeur de l'administration et de la gestion des ventes, il sera chargé de structurer, d'améliorer et de contrôler les circuits administratifs en amont et en aval de la vente dans un environnement très informatisé : contrôle des redevances boursières,

mise en place de procédures internes et externes, élaboration et exploitation de tableaux de bord, maintenance des bases de données informatiques. Diplômé d'une école de commerce (ou équivalent) le candidat doit avoir acquis une première expérience de 3 ans en organisation soit en cabinet, soit en audit interne. La maîtrise de l'anglais est indispensable pour évoluer dans ce contexte international. Ecrire à P. EVEN en précisant la référence A/D2155M PA Consulting Group - 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex. (PA Mini-tel 36.15 code PA)

PA Consulting Group

Creating Business Advantage

REUTERS

## AUDITEURS INTERNES

SENIOR ET JUNIOR

SE. AUDIT, le cabinet d'audit interne du groupe BONGRAIN-SOPARIND (environ 15 milliards de CA dont 50% à l'étranger), recherche :

### AUDITEUR CHARGE DE MISSION

Rattaché au Directeur Général, il mène des missions d'audit opérationnel auprès des sociétés filiales du groupe et auprès d'entreprises susceptibles d'entrer dans le groupe ou d'établir avec celui-ci une communauté d'intérêts. Ce poste convient à un auditeur ayant au moins 4 ans de métier et souhaitant poursuivre sa carrière dans une structure plus opérationnelle.

### AUDITEUR JUNIOR

De solide formation financière (ESSEC - ESCP...), éventuellement débutant, il sera formé sur place aux techniques de l'audit.

Ces deux postes sont basés à Paris mais nécessitent de fréquents déplacements dans les filiales. Ils constituent de bons tremplins pour accéder par la suite à des fonctions opérationnelles. L'anglais est bien sûr indispensable. Une autre langue européenne serait un atout.

Merci d'adresser votre CV avec lettre manuscrite sous référence 90/164 au Service Ressources Humaines



Groupe BONGRAIN-SOPARIND, 11 Bd de la Tour-Maubourg, 75007 PARIS.

## SECRETAIRE GENERAL

CPM CONSULTANT/TEXTUEL Agences conseil en communication d'entreprise (Groupe BDDP), recherchent leur secrétaire général.

Vous aurez en charge le contrôle de la gestion et de la trésorerie, la supervision de la comptabilité. Vous serez également responsable des aspects juridiques et informatiques.

Vous êtes diplômé ESC ou équivalent. Un DECS sera un plus non négligeable.

Vous avez environ 30 ans, une bonne connaissance de la micro-informatique et une expérience d'au moins cinq ans d'une fonction semblable.

Merci d'adresser Curriculum Vitae + lettre manuscrite sous référence 6833 à MEDIA PA 50-54, rue de Sully - 92513 BOULOGNE-BILLANCOURT CEDEX

LE CREDIT AGRICOLE  
D'ILE DE FRANCE  
CONFIRME  
SA DYNAMIQUE  
DE SUCCES :  
PREMIERE BANQUE  
REGIONALE  
257 AGENCES  
2 750 COLLABORATEURS.



Ensemble, exceller dans nos métiers, gagner en Europe.

### ANALYSTE-CRÉDIT PME/PMI

SAINT-QUENTIN EN YVELINES

Vous avez une formation supérieure et/ou un BP banque complétés par 3 années d'expérience minimum. Vous étudierez les demandes de crédit sous l'angle administratif, économique, financier, juridique et commercial.

Vous proposerez des solutions adaptées aux besoins d'une clientèle de PME-PMI et assurerez le suivi des dossiers en recherchant toute information utile à l'évaluation du risque. Votre rôle de conseiller auprès de notre clientèle implique d'éventuels déplacements.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre manuscrite) sous Réf. AC/LM50, au Service de Recrutement - Crédit Agricole - 26, Quai de la Rapée - 75012 Paris

## Chef comptable

Avec 30 MMF de CA, 30 000 personnes, 5 familles d'activités (Ciments, Bétons et Granulats, Plâtres, Matériaux et Bioactivités), LAFARGE COPPEE occupe une position de leader dans ses métiers. Aujourd'hui, nous recherchons pour la holding du Groupe un CHEF COMPTABLE.



Vous avez 30/35 ans, une solide formation en comptabilité (niveau DESCF ou DECS), si possible une bonne pratique de l'anglais, et vous préparez, éventuellement, votre expertise comptable. Votre réelle expérience (7/8 ans) en entreprise vous a, de plus, permis d'acquérir de bonnes connaissances en informatique (progiciels comptables, consolidation, tableaux...) et en matière d'opérations de trésorerie. En véritable manager - vous encadrez une équipe d'environ 10 personnes - vous participez à la réorganisation du service et vous conduisez la préparation des reportings, états financiers sociaux et consolidés.

En outre, vous intervenez également dans la conception, la mise en place et la maintenance de développements informatiques liés à la comptabilité. Une mission variée où vous mettrez en avant vos qualités de rigueur et de contacts et qui vous ouvrira, à terme, de réelles possibilités d'évolution au sein du groupe. Merci d'adresser votre candidature s/réf. CC/UM à J.M. AULOTTE LAFARGE COPPEE 28, rue Émile Menier 75116 PARIS.

Tapez 3618 LAFARGE



## 2 JEUNES CADRES COMPTABLES

Pour la Direction des Affaires Comptables de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. Au sein d'une équipe de 10 personnes, vous prendrez en charge, après une période de formation, la gestion administrative et comptable d'une ou plusieurs sociétés holdings.

Votre mission comportera notamment :

- le back office et la comptabilisation des opérations relatives aux portefeuilles-titres,
- l'élaboration et l'analyse des états de reporting trimestriels pour la direction financière,
- l'établissement des états financiers annuels et des déclarations fiscales,
- la réalisation d'études techniques comptables et fiscales.

Vous êtes de formation type MSTCF, DECF, débutants ou avec une première expérience acquise au sein d'un cabinet d'audit ou en entreprise.

Merci d'adresser votre C.V. et prétentions sous la référence GAC à : Anne MONFORT - SOCIÉTÉ GÉNÉRALE - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS



CONJUGUONS NOS TALENTS.

## 2<sup>e</sup> SESSION 1990

### Débutants, et si vous pensiez carrière informatique ?



Groupe parisien de sociétés de services et d'ingénierie en informatique et télécommunications, nous avons au depuis plus de vingt-cinq ans conquis une excellente réputation auprès de grands organismes du secteur public et privé, et sur des marchés très vastes et diversifiés, tout en demeurant des entreprises à dimension humaine.

Aujourd'hui, nous recherchons de nombreux jeunes collaborateurs • Bac + 4 ou ayant suivi plusieurs années d'études supérieures • dégagés des obligations militaires • libres pour démarrer le 16 juillet 1990.

Vous n'avez pas de connaissances particulières en informatique, nous vous formerons intégralement à la technique et à nos méthodes, et vous permettrons de connaître une véritable évolution au sein de nos sociétés.

Pour un premier contact, merci d'adresser une lettre manuscrite, un CV détaillé et une photo, sous réf. M186G4, à Honoré Informatique - 52, rue du Faubourg Saint-Honoré 75008 Paris.

HONORÉ Informatique



**CEDICAM**

LE CEDICAM EST LA  
FILIALE MONETIQUE  
DU CREDIT AGRICOLE.  
POUR LE COMPTE DU GROUPE  
IL GERE L'EVOLUTION  
DES MOYENS DE PAIEMENT.  
CONCOIT, REALISE  
ET EXPLOITE  
LES APPLICATIONS DESTINEES  
A TRAITER LES OPERATIONS  
MONETAIRES ET GERE  
LE RESEAU DE  
TELETRANSMISSIONS DU  
CREDIT AGRICOLE.

POUR MENER A BIEN SES  
MISSIONS ET POUR PREPARER  
LES SYSTEMES DE PAIEMENT  
DE DEMAIN,  
NOTRE ENTREPRISE  
DE DIMENSION HUMAINE  
(300 PERSONNES) ENVISAGE  
DE RENFORCER SES EQUIPES  
DANS LE DEPARTEMENT  
GESTION DES MOYENS  
DE PAIEMENT.



*Ensemble, exceller dans  
nos métiers, gagner en Europe.*

### RESPONSABLE DE L'EQUIPE ETUDES ET STATISTIQUES (RÉF. GMP/ST)

- Concevoir et développer le système d'informations statistiques sur les moyens de paiements du Crédit Agricole.
  - Organiser la production et la diffusion des statistiques.
  - Diriger les études (tendances, prospectives, analyse des résultats).
  - Encadrer et animer une équipe de chargés d'études.
- Formation = Diplôme d'études Supérieures type scientifique et/ou Gestion/Economique.  
Connaissance des moyens de paiement souhaitée.

### RESPONSABLE SYSTEME AUTORISATION CARTE (RÉF. GMP/GR)

- Veiller à l'adéquation entre les besoins exprimés par les partenaires et les services offerts par le système d'autorisation.
  - Superviser le fonctionnement global du système et s'assurer de la qualité du service offert.
  - Proposer des actions d'amélioration pour accroître l'efficacité de la fonction autorisation des transmissions cartes.
  - Participer aux groupes de travail interbancaires et intercam.
- Formation exigée = BAC + 5.  
Expérience de la gestion du risque lié aux Moyens de Paiement appréciée.

### INGENIEUR AUTOMATE BANCAIRE (RÉF. GMP/TC)

- Participer à la définition des services offerts.
  - Spécifier les évolutions des matériels et logiciels sur DAB/GAB ou LSB auprès des constructeurs et fournisseurs.
  - Définir les règles de sécurité et s'assurer de leur respect.
  - Représenter le Crédit Agricole auprès des instances interbancaires.
- Formation exigée = école d'ingénieur.  
Expérience souhaitée : 3 ans minimum - en matière de terminaux de retraits ou de paiement.

### CHARGE D'ETUDES DES MOYENS DE PAIEMENT (RÉF. GMP/PR)

- Participer à l'évolution des moyens de Paiement et réaliser les études correspondantes (optimisation financière des circuits bancaires, spécification des évolutions...).
  - Assurer pour le Crédit Agricole la mise en place de nouveaux instruments de paiement ou d'évolutions fonctionnelles.
  - Participer aux groupes de travail interbancaires et intercam.
- Formation exigée = BAC + 5.  
Expérience de la gestion des moyens de paiement appréciée.

Lieu de travail : St Quentin en Yvelines.  
Adresser lettre, CV, photo et prêt, surréf. GMP au Cédicam - M. ALLOUF Jean-Louis  
Les Quadrants, 3 avenue du centre, 78182 St Quentin en Yvelines Cédex.



**AIR OUTRE MER**

Compagnie aérienne régulière française  
intercontinentale

recherche

### SON DIRECTEUR COMPTABLE

Vous avez 30 ans et plus, une formation type DECS  
suivie d'une expérience de 3 ans.

Nous vous proposons  
de rejoindre notre équipe jeune et dynamique.  
Rémunération annuelle : 350 KF/an.

Merci d'adresser CV + lettre de motivation sous réf. DF 101 à  
Air Outre Mer, Monsieur Bougie  
18-20, rue Pasteur, 94270 Le Kremlin-Bicêtre

**EDITEUR JURIDIQUE**  
recherche

### UN CHEF COMPTABILITE CLIENTS

DECS ou formation supérieure comptable (économique,  
juridique et financière), vous justifiez d'une expérience confirmée  
comme Cadre Responsable d'un Service Facturation.

Concret, rigoureux, dynamique, sous l'autorité du Directeur  
Financier, vous aurez en charge tous les aspects de la facturation de  
plus de 150 000 abonnés.

Votre parcours réussi et de bonnes connaissances  
(utilisateur) en informatique, une expérience d'encadrement et  
d'animation en entreprise conféreront des atouts supplémentaires à  
votre candidature.

Poste à pourvoir à Montrouge.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo, prétentions et  
enveloppe à votre adresse à la Direction du Personnel - EDITIONS  
LEGISLATIVES ET ADMINISTRATIVES - 19, rue Péclet - 75015 PARIS.



*L'Européenne de Banque*

recherche pour ses Succursales de Paris et Province

### RESPONSABLES DE CLIENTELE ENTREPRISES OU PARTICULIERS

3 à 5 ans d'expérience dans une fonction similaire vous ont permis  
d'être confrontés à tous les aspects du métier de banquier.

Aujourd'hui, vous souhaitez avoir une réelle responsabilité dans la gestion  
et le développement d'un portefeuille d'entreprises importantes  
ou de particuliers haut de gamme.

Une mobilité géographique est indispensable pour réussir votre mission.

Merci d'adresser votre lettre de candidature (CV + photo) sous la référence RC/LM  
à L'EUROPEENNE DE BANQUE

DRH/Carrières et Formation - 21, rue Laffitte - 75009 PARIS

### JEUNE CADRE COMPTABLE

La Direction des Affaires Comptables de la SOCIÉTÉ GÉNÉRALE recherche pour son service  
consolidation un jeune cadre comptable.

Au sein d'un service de 12 personnes, vous participerez à l'élaboration des états financiers  
consolidés ainsi qu'aux divers rapprochements comptables effectués dans le cadre des opérations de  
consolidation. Par ailleurs, vous serez également chargé de gérer le dispositif de centralisation  
périodique des informations comptables et financières des filiales ainsi que les divers paramètres des  
applications informatiques de consolidation. A ce titre, vous aurez des contacts fréquents avec les  
filiales.

Vous êtes de formation type ESC, MSTCF ou DECF, débutant ou avec une première expérience  
acquise au sein d'un cabinet d'audit ou en entreprise. Une bonne connaissance de l'anglais et un intérêt  
marqué pour l'informatique sont particulièrement souhaités. La taille de notre banque vous permettra  
d'évoluer au terme de ce premier poste.

Merci d'adresser votre CV et prétentions sous référence SC à Anne MONFORT  
Société Générale - Service du Recrutement - 7, rue Caumartin - 75009 PARIS



CONJUGUONS NOS TALENTS.

### AUDITEUR INTERNE Paris. 180-220 KF

Avec plus de 400 MF d'investissement et 2 milliards de CA, 32 filiales, une forte croissance, notre  
groupe coté en Bourse se développe dans la fabrication et la distribution de produits pour le  
B.T.P. ainsi que la location de matériel de chantier où nous sommes n° 1 en France. Notre réussite  
tient avant tout à une stratégie d'implication forte des responsables opérationnels liée à une  
pédagogie ferme et vivante venant du holding : l'audit est donc, pour nous, plus qu'une façon de  
contribuer au résultat : c'est un levier stratégique essentiel.

Vous faites partie de l'équipe de direction du holding. Bras droit du directeur de l'audit, vous  
contrôlez les procédures administratives, comptables et financières des filiales, vous les  
améliorez avec l'utilisation éventuelle de l'informatique ou de la micro, vous participez à nos  
audits d'acquisition et à la consolidation des comptes, vous managez les deux comptables de  
votre service.

Ce poste très complet convient à un candidat ambitieux même débutant. Votre formation (ESC ou  
équivalent), vos connaissances comptables (niveau DECF) et votre première expérience sont vos  
atouts pour réussir : pour en parler, René CASIMIR est votre contact personnel et confidentiel ;  
appelez-le maintenant au : (1) 47-27-24-64 ou écrivez-lui : réf. LM-A1 (lettre, CV, photo) :

AWV, 15 bis, rue Cimarosa. 75116 PARIS



RESSOURCES HUMAINES



PARIS

BORDEAUX

CLERMONT

GRENOBLE

LIJIE

LYON

MARSEILLE

METZ

NANTES

TOULOUSE

Audit - Conseil - Expertise

### Recherchons esprits critiques pour diagnostics sans complaisance

Notre Groupe (175 personnes, 15 % de croissance annuelle) spécia-  
lisé dans l'assistance aux Comités d'entreprise, recherche :

■ 2 ÉCONOMISTES, NIVEAU DOCTORAT, pour mener des études sur  
les stratégies et les conditions de concurrence dans le secteur des  
assurances et des banques ;

■ 10 CONSULTANTS, première ou deuxième expérience, pour réa-  
liser des analyses financières et diagnostics stratégiques d'entreprises.

- Travail varié et enrichissant
- Évolution rapide
- Important effort de formation

Contactez Alain PETITJEAN - Groupe Alpha  
18, rue Dubrunfaut - 75012 PARIS

Directeur fin

Chef Compta  
dynamique p  
Société Perform

Collection  
Supervisor

TEXAS  
INSTRUMENT

مكتبة



# Le Monde de la Gestion

## Directeur financier

1 heure de Paris 400 - 450 KF

**LA SOCIÉTÉ :** L'une des principales divisions industrielles (CA 1200 MF) d'un important groupe français.

**LE POSTE :** Fonction financière complète - comptabilités générale et industrielle, contrôle de gestion, budgets, reporting, contrôle de crédit et trésorerie (équipe de 27 personnes).

**LE CANDIDAT :** Un financier "proactif" qui sait dialoguer avec les opérationnels, vous avez au moins 32 ans, une formation école de commerce et d'excellentes connaissances du contrôle financier dans un environnement industriel ; votre mobilité et votre anglais opérationnel vous permettront d'évoluer à terme dans le groupe.

Veuillez contacter Ivoir ALEX au (1) - 42.89.09.17 ou lui envoyer un CV complet sous référence 1233/LAM à Norman Parsons - 12 rue de Pontbieu - 75008 PARIS.

**Norman Parsons**  
CONSEIL EN RECRUTEMENT



## Un regard neuf sur la gestion pour notre Directeur Administratif et Financier

Csi, 8e groupe français de Services en Informatique a bâti sa notoriété sur la maîtrise des projets les plus complexes. Informatique scientifique et technique, informatique de gestion, réseaux et gestion de systèmes informatiques : nous intervenons au plus haut niveau des technologies de l'information. Pour l'une de nos filiales de premier rang implantée en région parisienne, nous recherchons un :

### DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Membre du Comité directeur de la société, vous serez plus particulièrement responsable de la mise en œuvre de la politique financière ; de la fonction comptable et de la trésorerie ; du contrôle de gestion auprès des différentes agences. Vous collaborerez activement au développement des procédures et de l'informatique interne. De formation ESC + DECS, vous avez une solide expérience de 5 à 10 ans dans des fonctions similaires. Outre vos qualités de gestionnaire, votre esprit de synthèse et de rigueur, nous apprécierons votre sens du dialogue et votre goût du travail en équipe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) à Marie-Françoise MARTEAU - CSI - 31, avenue de la Division Leclerc 92261 FONTENAY-AUX-ROSES Cedex.

**Csi**

UN REGARD NEUF SUR LES TECHNOLOGIES

## Chef Comptable dynamique pour Société Performante

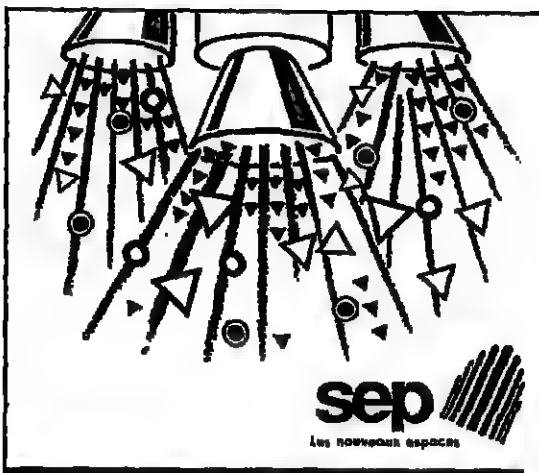
Filiée d'un des grands de l'électronique américaine, nous avons conquis le marché français de la micro-informatique professionnelle (1 milliard de CA) et connaissons une forte croissance annuelle. Nous étoifons notre structure et recrutons notre Chef Comptable.

A la tête d'une équipe de 5 personnes, et dans un environnement fortement informatisé, vous répondrez au Contrôleur pour les comptabilités générale, fournisseurs, Interco jusqu'au bilan, les déclarations fiscales et sociales, la paie et la gestion des immobilisations. En outre, vous participerez au reporting mensuel et contribuerez à l'amélioration de l'outil informatique.

Ce poste, situé à la Défense, s'adresse à un(e) diplômé(e) de formation supérieure (ESG + DECS...) possédant une expérience de 5 ans environ de la fonction, éventuellement dans un contexte anglo-saxon. La connaissance de l'anglais sera un sérieux atout.

Merci d'adresser dossier de candidature (lettre manuscrite + seize résumés) à Liliane GALBERT sous réf. LM/05, Arcos & Partners s.a., 6 Av. d'Eylau 75116 PARIS.

**Arcos & Partners s.a.**



UNE SOCIÉTÉ DU GROUPE SNECMA

SEP Motoriste de l'Espace nous assure en particulier la maîtrise d'œuvre des ensembles propulsifs du lanceur Ariane. Pour renforcer le département Finance Trésorerie de notre SIEGE SOCIAL situé à SURESNES (92), nous recherchons un :

## JEUNE DIPLOME GRANDE ECOLE DE COMMERCE

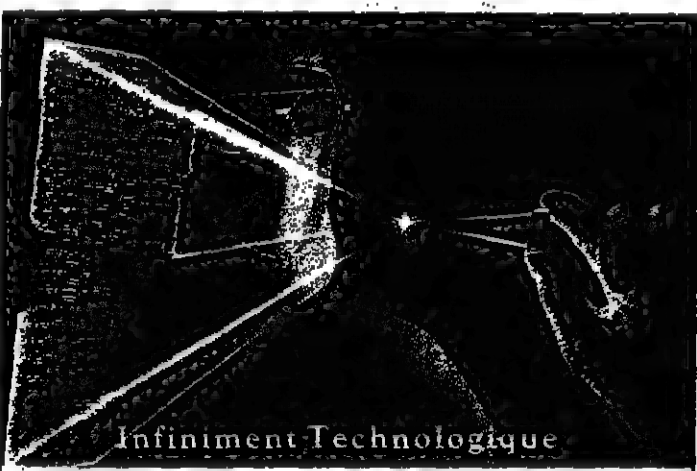
Débutant ou 1ère expérience, vous assurerez dans un premier temps le suivi financier des contrats internationaux et conseillerez les secteurs commerciaux et approvisionnement des divisions.

De formation HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, vous évoluerez au sein de la Direction des Affaires Economiques et Financières.

Anglais nécessaire, autre langue appréciée.

Merci d'adresser lettre, CV et prétentions sous référence JM/S ou GROUPE SNECMA, Direction de l'Encadrement, 2 bd du Général Marial Valin - 75724 PARIS Cedex 15.

**GROUPE SNECMA**



C'est à l'échelle de l'Europe que nous préparons l'avenir. Nos projets sont nombreux dans tous les domaines d'application de l'électronique. Si vous souhaitez vous associer à notre réussite, Texas Instruments vous offre une opportunité à la hauteur de vos ambitions.

## Collection Supervisor

Rattaché au responsable Crédit Collection et Trésorerie, vous supervisez une équipe de quatre personnes, chargée du recouvrement des créances dans les secteurs de l'industrie électronique et informatique. Votre objectif est d'accélérer le retour des titres de paiement, de veiller au respect des dates d'échéances et de négocier la réduction des conditions de règlement en liaison avec la Direction Commerciale. Homme de progrès, vous développez et valorisez des méthodes de collection novatrices s'appuyant sur un puissant outil informatique.

Agé de 25 à 30 ans, de formation supérieure (grandes écoles de commerce, Dauphine...), vous avez acquis une première expérience dans une fonction Crédit-Recouvrement ou plus généralement financière au sein d'un groupe international et vous maîtrisez l'anglais.

Le poste est basé au siège social de Villeneuve-Loubet, près de Nice.

Bernard Tison vous remercie de lui adresser votre candidature (photo jointe) sous Réf. FIN908 à Texas Instruments France, 8/10 avenue Morane Saulnier, 78141 Velizy-Villacoublay Cedex.

**TEXAS INSTRUMENTS**

### DEVELOPPEMENT ET MARKETING INTERNATIONAL

Ingénierie financière

Nous appartenons à un Groupe financier français très prestigieux dont l'une des priorités stratégiques est le développement à l'international. Notre équipe, forte d'une quarantaine de personnes assume cette priorité. Sa mission est de créer, développer et commercialiser des produits financiers (OPCVM, Gestion, Fonds à risque...). A ce jour, nous avons à notre actif un réseau international de clients et de relations. Ce membre de notre équipe de direction sera appelé à :

- être une force de proposition de nouveaux produits ;
- "conseiller" chaque produit : montages juridiques, back office, marketing du produit et sa communication, faire travailler les équipes des différents partenaires ;
- jusqu'à la finalisation en vue de la commercialisation à des institutions ;
- diriger un service de dix personnes chargées du secrétariat général de ces produits.

Après Sciences-Po éco-fi, HEC, ou Sup de Co, et une première expérience réussie en analyse financière, pilotage d'un back-office, ou gestion d'OPCVM..., il est aujourd'hui un généraliste dans le domaine financier. Tête chercheuse et réalisateur, pragmatique pour saisir les opportunités et combatif pour faire aboutir les projets, il sait utiliser les compétences, entraîner et valoriser la mission des équipes. Le trentenaire, bilingue anglais, cette personnalité trouvera chez nous une culture professionnelle internationale et des contreparties financières liées au développement de nos activités. Vous présentez tout l'intérêt de ce nouveau challenge, écrivez dès maintenant sous réf. PC1603 en précisant votre rémunération à notre Conseil, PLEIN CADRE, 160 avenue de Versailles, 75016 Paris, qui nous permettra de communiquer confidentiellement.

### MAITRISE D'OEUVRE PROGRAMMES D'EQUIPEMENTS SOL SPATIAUX EUROPEENS ET NATIONAUX

#### Responsable gestion projets TOULOUSE

**Vous souhaitez vous impliquer dans la maîtrise d'œuvre de grands projets européens ou nationaux dans le cadre de l'Agence Spatiale Française.**

Vous avez une formation Supérieure Universitaire (Maîtrise Sciences-Eco ou gestion) ou Ecole de Gestion et vous possédez une expérience de 5 ans environ, dont 2 à 3 ans d'un travail d'équipe, dans la gestion de coûts et de budgets de projets importants.

Vous serez responsable d'appliquer les méthodes de management permettant la maîtrise, la gestion et le suivi des coûts et des budgets de projets européens (ensemble de Lancement Ariane, Moyens Sol Hermès, etc.) et nationaux.

La pratique de l'outil informatique est nécessaire pour ce poste et l'anglais est souhaitable.

Veuillez adresser les candidatures avec CV, photo et prétentions sous la référence 90/SDS/05 à Monsieur le Chef du Département Personnel, Centre Spatial d'Evry, Rond-Point de l'Espace, 91023 Evry Cedex.

**Minitel 3615 Code CNESPACE.**

**cnès**  
CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES



**CREDIT COOPERATIF**  
UNE BANQUE POUR ENTREPRENDRE ENSEMBLE

Dans le cadre de la mise en place de notre Schéma Directeur Informatique, le Département du Contrôle de Gestion définit de nouveaux outils; il recherche :

**3 CONTROLEURS DE GESTION (H/F)**

**1 SENIOR**

Justifiant d'une première expérience réussie d'au moins trois ans dans le contrôle de gestion, il aura pour première mission d'implanter un système de gestion budgétaire.

**2 JUNIORS**

Débutants ou avec une première expérience dans le domaine de l'audit ou du contrôle de gestion, ils auront pour mission de participer à l'élaboration d'outils de pilotage.

Pour ces trois postes, les candidats, diplômés de l'enseignement supérieur (École de Commerce, DESS, MSG, ...) devront faire preuve d'un vif intérêt pour l'ensemble des disciplines de la gestion des entreprises, complété par de réelles capacités relationnelles, d'initiative et d'innovation.

Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre de motivation, photo et prétentions) à : A.F. KEMPENERS/DRH, CREDIT COOPERATIF - BP 211 - 92002 NANTERRE



**JEUNES DIPLOMES ESC OU EQUIVALENT**

Au sein de la Direction Assurances de Personnes, nous proposons des postes de Jeunes Managers, appelés à travailler en collaboration avec les banques et les établissements financiers pour distribuer nos produits VIE et capitalisation, ou à prendre en charge le suivi des contrats d'Assurances collectives en relation avec nos clients, au sein des services Production et Gestion.

Dans un secteur en expansion, ces postes à fort potentiel de développement exigent des compétences en gestion, en marketing, d'excellentes aptitudes à la négociation, ainsi que les qualités indispensables au management d'équipes de travail.

POSTES BASES A PARIS

Merci de transmettre votre dossier de candidature sous réf. CL43 à Catherine LECHANGEUR  
Gestion du Personnel - BP 342 - 09 75428 PARIS CEDEX 09

Leader français et européen de la restauration collective, Sodexo recherche pour l'une de ses filiales un :

**INGENIEUR EN ORGANISATION**

Rattaché au Directeur Administratif et Financier de la filiale et en liaison étroite avec la hiérarchie opérationnelle, vous assurerez la mise en place du nouveau système de gestion sur les 300 exploitations de la filiale.

De formation supérieure (Ingénieur et/ou gestion), vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans en cabinet ou en entreprise où vous avez traité des problèmes d'organisation.

Une expérience complémentaire de gestion de centre de profit serait appréciée.

Homme de méthode et de rigueur, mais aussi de communication, vous êtes proche du terrain et disponible pour mener à bien votre mission en région parisienne et en province.

Votre réussite à ce poste basé à Montigny, vous permettra d'évoluer dans un groupe implanté internationalement.

Merci d'adresser lettre + CV + prétentions sous réf. LM 162 RAF à SODEXHO, B. HUG - B.P. 67 - 78185 Saint-Quentin-en-Yvelines Cedex.

**SODEXHO**  
Là où vivent les hommes.

**BANQUE INTERNATIONALE**  
recherche

pour son Siège à Paris (Quartier Opéra) un

**Négociateur confirmé des crédits exports administrés**

pour seconder le Responsable du Secteur

Spécialiste des procédures COFACE, EXIMBANK, CCC, SACE, CESC, FINEX, il aura à assurer la négociation, le montage, la documentation et la syndication des crédits à l'exportation.

De formation supérieure, âgé de 30/35 ans et pratiquant couramment l'anglais (la connaissance d'autres langues sera appréciée), il justifiera d'une expérience probante dans le domaine des crédits exports acquise auprès d'une Banque et/ou d'une grande Entreprise exportatrice.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature complet sous réf. 5640 à PLAIN CHAMPS, 57, avenue du Général Leclerc, 75014 PARIS, qui transmettra.

Savez-vous que la Compagnie Internationale des Wagons-Lits (C.I.W.L.T.) est représentée dans le monde entier par le biais de 54 000 personnes intervenant dans les secteurs du Ferroviaire, Tourisme, Hôtellerie, Location de voiture, Restauration ?

La CIWLT recherche deux :

**Auditeurs Internationaux Services Centraux**

**LE PREMIER, CONFIRME** par 2 ou 3 ans d'expérience en audit interne ou externe sera rapidement capable de conduire des missions d'audit de fonction, de procédures comptables et financières ou d'audit opérationnel pour toutes les filiales du groupe, en France comme à l'étranger.

**LE SECOND POSTE S'ADRESSE A UN DEBUTANT**

Tous deux requièrent une formation supérieure en gestion (ESC, Maîtrise...) et la maîtrise d'une, voire deux, langues étrangères. Ils concernent des candidats prêts à se déplacer souvent et pour des missions d'assez longue durée.

Si notre offre vous intéresse, veuillez prendre contact avec notre Service Recrutement en lui adressant votre candidature. CIWLT, 14 rue d'Athènes 75009 PARIS.

**wagons-lits**



**ACQUERIR UNE NOUVELLE DIMENSION**

**IP**

Le Groupe IP Régie Multi Média Internationale (Radio - TV - Presse), filiale d'HAVAS, reverse un CA (50) de 7,7 Mds de FF dont 55 % à l'étranger. Avec 1 200 salariés répartis dans 30 filiales et 8 pays, nous poursuivons notre développement et notamment vers l'Europe de l'Est. Nous recherchons un :

**Auditeur interne H/F**

auquel nous confierons la responsabilité de l'audit de nos filiales françaises et étrangères et des missions d'audit ponctuelles (acquisition, informatique...). Dans le cadre de ces interventions, vous participerez également à l'élaboration et l'analyse des états consolidés.

Après 3 ans au Cabinet d'Audit International, vous êtes autonome dans les missions qui vous sont confiées. Vous désirez évoluer dans un poste à dimension européenne vous permettant, au travers de nombreux contacts à l'étranger, de participer activement au développement de notre Société. Basé à Paris, vous serez amené à effectuer des déplacements de courte durée pour lesquels la connaissance de l'allemand et de l'anglais sont indispensables. Ce poste vous offrira de réelles opportunités d'évolution au sein de notre Groupe.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier à Serge TACCHI INFORMATION et PUBLICITE (Réf. AUDI) - 31, rue du Colisée - 75008 PARIS

LA DYNAMIQUE DES ESPACES PUBLICITAIRES

**Contrôleur de Gestion Futur DAF**

Société Internationale de CAPITAL DEVELOPPEMENT, nous recherchons le contrôleur de gestion de notre filiale spécialisée dans la distribution de fleurs et de plantes. Notre croissance est rapide (GMF de CA en 1988, 20MF en 1989), et doit continuer au même rythme.

Votre mission : rattaché au D.G., vous suivrez de très près l'activité et la marge - vous lirez évoluer les procédures en fonction de notre croissance et vous développerez l'informatique.

Bien sûr vous participerez au Comité de Direction.

Votre profil : diplômé Bac + 4, vous avez une expérience de 2 ans minimum dans un poste de contrôleur de gestion dans la distribution.

Ambitieux, avec le goût du challenge, vous avez prouvé vos qualités d'adaptation et d'organisation. Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 280C à Notre Conseil d'adaptation et d'organisation. Poste basé à PARIS.

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 280C à Notre Conseil d'adaptation et d'organisation. Poste basé à PARIS.

UNISYS, l'un des leaders mondiaux de l'industrie informatique recherche pour son centre d'études et de production situé près de Rouen

**ANALYSTE FINANCIER**

Au sein d'une petite équipe, vous participerez à l'élaboration du plan financier annuel (compte d'exploitation et bilan prévisionnel) et serez chargé(e) du calcul du prix de revient de nos produits dans un contexte fortement informatisé.

De formation supérieure (ESC ou équivalent), vous souhaitez mettre en valeur et enrichir vos compétences (comptabilité / finance / informatique) en rejoignant une société de haut niveau technologique.

Vous parlez anglais et vous êtes familiarisé(e) avec la micro-informatique pendant vos études ou lors d'une première expérience.

Adressez votre candidature (lettre manuscrite + CV) à Nathalie OTT, UNISYS, route de Duclair, BP 5, Villers Ecalles, 76360 BARENTIN.

**UNISYS**

**sacem**

Société des Auteurs Compositeurs et Editeurs de Musique

cherche, pour son Siège à NEUILLY, un

**Responsable de la Gestion Administrative du Personnel**

Collaborateur du Chef du Personnel, vous prendrez en charge, avec une équipe de 5 personnes, la gestion administrative du Personnel des Régions (100 Délégations) : préparation et suivi de la paie, frais professionnels, congés, horaires...

28 ans min., DUT de Gestion du Personnel ou équiv., vous avez acquis une expérience d'au moins 3 ans dans ce type de fonction. Vous maîtrisez bien la micro-informatique, vous avez le sens de l'organisation ainsi que des qualités d'analyse et de synthèse.

Adressez votre dossier de candidature sous réf. CPG à SACEM, Département du Personnel, 225, avenue Charles de Gaulle 92521 Neuilly s/Seine Cedex.

Groupe de PME quartier Chaussée d'Antin recherche

**RESPONSABLE COMPTABILITE ET GESTION**

- Niveau de Formation Bac + 5  
- 2 à 3 ans d'expérience du contrôle de gestion et de la comptabilité  
- Bonne connaissance de la micro-informatique (tableurs, logiciels comptables)  
- Poste évolutif, autonome, dans un groupe de taille humaine où développement rapide dans le secteur informatique.

Adressez lettre manuscrite, CV et photo à : GENESYS 60, rue de la Chaussée d'Antin 75009 PARIS

**HLM** Union Nationale des Organismes d'Habitations à Loyer Modéré

Au sein du service CONTROLE DE GESTION de notre organisme, nous offrons à un jeune diplômé débutant ou avec une première expérience, le poste très formateur d'

**Assistant de Gestion**

Vous interviendrez de manière très opérationnelle auprès de nos centres de profit (services et filiales) dans l'analyse et le suivi de contrats, le contrôle des informations comptables, le suivi budgétaire, la réalisation de tableaux de bord...

De formation supérieure en gestion et/ou comptabilité, vous avez de la rigueur, le sens des chiffres, le goût du travail en équipe et un bon relationnel. Vous pratiquez bien sûr la micro-informatique. Poste basé à Paris 8.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo) sous réf. 2263-M à N. DUHART qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

**Coopers & Lybrand associés**  
Executive Selection  
3, av. Percier  
75008 Paris

**C&L**



## 22 MILLIARDS DE CA !

### UNE BASE SOLIDE POUR DIMENSIONNER VOS COMPETENCES EN GESTION-FINANCE

Avec 22 milliards de CA, 15 000 personnes, 1200 magasins et de solides résultats financiers, le Groupe Comptoirs Modernes est aujourd'hui le leader des sociétés françaises de supermarchés. Nous évoluons en permanence, investissons dans des plans de développement ambitieux pour préparer les modes de distribution des prochaines décennies. Pour aller plus loin nous recherchons de jeunes diplômés Bac + 4, Ecoles de Commerce, débutants ou ayant une première expérience, qui souhaitent un accès rapide à de larges responsabilités au sein de l'une de nos sociétés à : LYON, LE MANS, MEAUX, BOURGES, RENNES.

**CONTROLEUR DE GESTION**  
**TRESORIER**  
**AUDITEUR INTERNE**  
**ORGANISATEUR**

Réf. 741  
Réf. 742  
Réf. 743  
Réf. 744

Notre culture d'entreprise, qui valorise l'autonomie et les responsabilités, le développement de notre groupe tant en France qu'à l'étranger, offrent de rapides possibilités d'évolution de carrière.

Pour donner toute votre dimension, vous pouvez compter sur nous, adressez votre candidature (lettre manuscrite, CV) en précisant la référence du poste et les régions souhaitées à notre conseil KEY MEN - Tour Winterthur, La Défense 8 - 92085 PARIS LA DEFENSE Cédex 18. Pour nous contacter par téléphone du 8 au 15 Juin de 9H00 à 12H30 / 14H00 à 19H00, un numéro direct : (1) 46.04.77.88.

**comptoirs modernes**

STOC  
COMOD  
MAJDR

## DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET FINANCIER

Directement rattaché au PDG vous participez activement au développement de l'entreprise et vous êtes responsable de la gestion administrative et financière de celle-ci. Vous supervisez les services comptable, informatique et logistique et prenez en charge les fonctions juridiques et personnel. A trente ans, diplômé d'une école de commerce ou titulaire d'une maîtrise de gestion, vous avez une expérience similaire dans une PME du secteur de la distribution. Vous êtes un homme de communication sachant allier souplesse et fermeté, vous parlez couramment anglais et souhaitez donner une autre dimension à votre carrière. Poste situé à Antony - 92150. Si cette opportunité vous intéresse, adressez votre dossier de candidature sous référence 8.06/01 M à Béatrice Gallevsky - FAVEREAU CONSULTANTS 52, rue de la Fédération 75015 PARIS - qui la traitera en toute confidentialité.

## ASSISTANTS DE GESTION

Notre mission est de distribuer les produits de santé auprès des pharmacies d'officine. Avec 73 établissements, 5500 collaborateurs et 21 milliards de CA, l'OCP est le N°1 de la répartition pharmaceutique en France.

Jeune diplômé d'une école de commerce (option contrôle de gestion) ou titulaire d'un DESS de gestion, vous possédez le sens des contacts, une bonne capacité d'autonomie et un esprit rigoureux. Nous vous proposons de rejoindre notre équipe au sein du Département Contrôle de Gestion, d'aider les directeurs d'établissements dans l'élaboration et le suivi de leurs budgets, ainsi que dans la mise au point de tableaux de bords.

Vous contribuez à la formation des cadres opérationnels, vous participez à la réflexion sur l'optimisation de nos outils de gestion, vous réalisez des études économiques ponctuelles.

Ce poste nécessite de courts et fréquents déplacements.

Merci d'adresser : lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. E14M à OCP - Service Recrutement et Suivi des carrières - 24, rue des Ardennes - 75019 PARIS.



## SECOURS CATHOLIQUE

Votre compétence au service d'une grande cause ?

Une des principales associations humanitaires françaises : 104 délégations départementales, 820 salariés, 64 000 bénévoles dont l'action s'exerce tant en France qu'à l'étranger.

## CONSEILLER DE GESTION H-F

Sous la responsabilité du Directeur Administratif et Financier et assisté d'un contrôleur comptable : vous examinez les comptes des délégations départementales, leur justification, leur imputation, conformément aux procédures comptables, administratives et financières ; vous collaborez à l'analyse des politiques de secours et de recettes ; vous participez à la formation des trésoriers et comptables salariés et bénévoles.

Familiarité avec la comptabilité et possédant une expérience de contrôle de gestion, vous aurez de nombreux déplacements à effectuer dans les délégations. Il est important que vous partagiez les valeurs sur lesquelles est fondé le Secours Catholique pour vous y intégrer au mieux.

Merci d'adresser votre candidature (lettre man., CV, photo et prétentions) sous référence LM/18.6 à notre conseil : GROUPE PANISSOD 109, rue de Turenne 75003 Paris.

GROUPE PANISSOD S.A. RECRUTEMENT

## COMPTABLE

ECOLE DE GESTION (BAC + 4 à 5)

Diplômé(e) école de commerce ou universitaire, vous êtes de niveau expert comptable.

Votre expérience de la comptabilité (8 à 10 ans) et la maîtrise de la langue anglaise vous ouvrent les portes de ce poste dans lequel, sous l'autorité du Directeur Financier, vous aurez à assurer la supervision de la comptabilité générale et analytique de notre groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et prétentions sous réf. SCF à notre Direction Financière BUREAU VERITAS CEDEX 44 - 92077 PARIS-LA DEFENSE

Groupe Bureau Veritas

## GROUPE DE SOCIÉTÉS DE COMMISSAIRES AUX COMPTES (PARIS - ORLÈANS) À FORT DÉVELOPPEMENT

**Responsables de mission**  
**Auditeurs confirmés**  
**Auditeurs débutants** H/F

Les candidats devront être diplômés de l'enseignement supérieur et pour les candidats expérimentés, avoir acquis en cabinet la pratique de l'audit.

Prière d'adresser votre dossier (réf. 711 à : Francatip - 17, rue de la Banque - 75002 Paris

## CONSEILLER DE GESTION

ST-OUEN L'AUMONE - 95 -

SONAUTO Financement est spécialisée dans le financement des véhicules haut de gamme. Sa direction générale souhaite renforcer l'équipe qui anime cette petite structure très performante par un jeune gestionnaire de niveau BAC + 2 conforté par une première expérience ou BAC + 4 en début de carrière. Ce poste très opérationnel recouvre un ensemble de mission (reporting, élaboration des barèmes, évaluation du risque...). Son objectif est l'amélioration du résultat financier de l'entreprise. Il nécessite sur le plan personnel d'être un homme de chiffres à la fois rigoureux et imaginatif. Pour un premier contact, adressez lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 436 à :

**MEDIA PA**  
100/102, rue Nationale - 59800 LILLE, qui transmettra.

## YACCO PRECURSEUR, PRODUCTEUR, COMPETITEUR.

Depuis plus de 70 ans, notre société, française et indépendante (près de 300 collaborateurs), met au point, produit et commercialise des lubrifiants. Forte de son expérience, c'est une entreprise adaptée aux marchés nouveaux qui propose des produits toujours plus performants et consacrés dans les compétitions automobiles. Sa structure est celle d'une entreprise industrielle moderne où R&D, marketing, production automatisée, force de vente, gestion informatisée... jouent pleinement leur rôle. Elle souhaite confier à un jeune

## CONTROLEUR DE GESTION à PARIS

la responsabilité de l'ensemble du contrôle de gestion (très orienté vers l'aide à la prise de décisions), la gestion de trésorerie, la réalisation de missions spécifiques. Dépendant du Directeur Financier, il est assisté d'un collaborateur.

De formation SUP de CO, DAUPHINE... il a 28 ans, une expérience d'environ 3 ans dans la fonction, qu'il souhaite développer dans un cadre plus large.

Pour ce poste basé à PARIS, merci d'écrire avec CV, photo, salaire actuel sous réf. 064 LM à GALLOS & ASSOCIES, 116 Champs Elysées, 75008 Paris.

Société américaine en pleine expansion (située à Marne la Vallée - CA 100 MF - 85 personnes) recherche

## Responsable de la Comptabilité (H ou F)

Rattaché(e) à la Direction Financière, vous assurerez :  
• la comptabilité générale  
• l'élaboration du bilan annuel  
• l'établissement des reportings mensuels  
• la participation à l'élaboration et au suivi des budgets  
• l'animation d'une équipe de 3 personnes.

Titulaire d'un DECS ou équivalent, vous justifiez d'une expérience réussie à ce type de fonction. Maîtrisant l'anglais et la micro-informatique (Lotus), vous avez le goût et la précision des chiffres, le sens des responsabilités et de l'organisation.

Merci d'adresser - ou de faxer au 47 04 95 38 - dossier de candidature + salaire actuel sous référence LM/04 à Arcos & Partners s.a. - Liliane GAUBERT, 6 Av. d'Eylau 75116 PARIS.

Arcos & Partners s.a.



## FUTUR EXPERT COMPTABLE

Vous souhaitez être un

## CONSEIL GENERALISTE (audit, expertise, conseil, organisation, informatique)

Notre groupe est composé de plusieurs sociétés de conseil. Il intervient dans les domaines de : l'Expertise Comptable et l'Audit, le Droit des Affaires, l'Organisation, l'Informatique, l'Economie Sociale.

Nous souhaitons renforcer notre équipe avec des consultants débutants ou confirmés. Vous pourrez vous développer avec nous en maîtrisant toutes les facettes de l'activité de conseil "multi-compétence".

Concret, rigoureux, efficace, dynamique, vous saurez vous intégrer à notre équipe.

Envoyer dossier de candidature complet à D. LANGMANTIL, TRANSPARENCE, 13/15, rue Buffon - 75005 PARIS.



## MARCHÉS FINANCIERS

## FINANCES

## La Belgique rattache officiellement sa monnaie au mark allemand

M. Wilfried Martens, premier ministre de Belgique, a annoncé officiellement, à la fin de la semaine dernière, que le franc belge était désormais rattaché au mark allemand, ajoutant que d'autres pays allaient suivre l'exemple.

Dans un discours télévisé, le chef du gouvernement de Bruxelles a déclaré que le temps était venu de fixer définitivement la parité franc-belge-mark, opération rendue possible par le fait que l'économie belge était « l'une des plus saines de la CEE ». Il a ajouté : « Nous nous fixons comme objectif le maintien absolu de cette parité, comme si les devises belge et allemande n'en faisaient plus qu'une ».

Pour lui, une telle ligne de conduite signifie que la Belgique doit continuer sa politique d'austérité et d'assainissement, dont les volets sont la réduction du déficit budgétaire, la modernisation de l'économie et des négociations salariales « responsables ».

Pratiquement, la décision du gouvernement belge, évoquée dès le 22 mai (le Monde du 24 mai) revient à rétrécir encore le canal de fluctuation dans lequel évolue le franc belge vis-à-vis du mark, dans la limite de 2,25 % au-dessus et au-dessous d'un cours pivot, le cours de la devise de Bruxelles « collant » davantage à celui de la devise allemande.

F. R.

## INDUSTRIE

## L'offensive des opérateurs de télécoms

## Trois compagnies américaines s'implantent en Nouvelle-Zélande et en Tchécoslovaquie

Deux compagnies régionales de téléphone, Ameritech (basée à Chicago) et Bell Atlantic (Philadelphie), profitent du programme de privatisation lancé par le gouvernement néo-zélandais pour racheter une part de New Zealand Telecom, le principal fournisseur de services de télécommunications intérieures et internationales.

Ces deux compagnies - surnommées comme leurs cinq autres concurrents « baby Bell » car elles sont nées du démantèlement de « Ma Bell » (ATT) en 1984 - détendront chacune 24,95 % du capital de l'opérateur néo-zélandais aux côtés de deux associés locaux (Fay Richwhite et Freightways) pour 5 % chacun. Le reste des actions (40,1 %) sera introduit en Bourse.

Selon un communiqué publié par les deux « baby Bell », Fay Richwhite et Freightways « envisagent de former une nouvelle société pour s'occuper des appels internationaux de New Zealand Telecom ».

Zealand Telecom aboutissant dans les régions limitrophes des États-Unis, à savoir : Alaska, Hawaï, Porto-Rico et les îles Vierges américaines. Cela serait fait pour se conformer aux termes de la « modification de final judgment » (MFJ) qui interdit à Ameritech et Bell Atlantic de travailler dans les communications à grande distance aux États-Unis. Ameritech et Bell Atlantic envisagent de présenter immédiatement un recours pour être exemptés des dispositions de la MFJ.

De même, Bell Atlantic et US West, une autre compagnie régionale de téléphone basée à Denver, ont été retenues par le gouvernement tchèque pour offrir un service de radiotéléphone et moderniser le téléphone ordinaire du pays. Les deux entreprises vont former une société commune avec le ministère tchécoslovaque des postes et télécommunications, dont ils détendront ensemble 49 %.

## CONJONCTURE

## Les insuffisances du RMI

## M. Rocard relance l'insertion

## LILLE

## de notre correspondant

Le premier ministre, venu vendredi 15 juin à Lille signer un « plan lillois d'insertion » dans le cadre du RMI, a manifesté une certaine impatience face à ceux « qui déclarent que l'insertion, ça ne marche pas » et face à certaines « lenteurs ». A ce jour, seulement un tiers des 500 000 bénéficiaires du revenu minimum d'insertion bénéficient d'un contrat d'insertion.

« Je considère pour ma part, a-t-il déclaré, que plutôt que les moyens que nous avons déployés et les procédures que nous avons retenues, ce sont la volonté politique, les savoir-faire et les compétences qui sont souvent en cause. Comment, en effet, affirmer que l'insertion, ça ne peut marcher alors qu'en 1989 à peine 30 % des crédits que les départements ont reçus, sous leur responsabilité, de consacrer à l'insertion ont été dépensés dans des actions nouvelles, soit à peine 4 % des crédits consacrés au revenu minimum ? ».

M. Rocard entend que se mobilisent davantage les collectivités territoriales, en rappelant que le législateur leur a confié des missions en ce domaine.

En ce qui concerne l'Etat, M. Rocard a annoncé que les « cel-

lules d'appui » seront renforcées par 154 agents de l'ANPE, fixé à 120 000 places l'objectif à atteindre en 1991 pour les bénéficiaires des contrats de retour à l'emploi et emploi-solidaire. Il dégagea en outre 160 millions de francs l'an prochain pour la mise en place des fonds pour l'insertion des jeunes les plus en difficulté. M. Rocard a d'ailleurs signé à Lille un premier protocole pour la création d'un de ces fonds.

Enfin, le premier ministre a demandé aux préfets d'établir un rapport, pour la fin juillet, sur l'utilisation de l'ensemble des dispositifs d'insertion existants et de lui faire des propositions sur leur rationalisation et l'amélioration de la coordination des services de l'Etat.

Le plan lillois d'insertion, que M. Rocard devait signer à Lille, se veut exemplaire et ambitieux. Il vise à l'insertion dans les quatre ans de 1 100 personnes parmi les plus défavorisées de la population lilloise et cumulant le maximum de handicaps. Ce plan va mobiliser quelque 30 millions de francs par an, dont 10 millions apportés par la Communauté économique européenne.

JEAN-RENÉ LORE

## Un projet japonais de 10 milliards de dollars

## Une « ceinture verte » au Sahel

Le gouvernement japonais a rendu public samedi 16 juin un plan destiné à arrêter la désertification et à relancer la production agricole dans toute la partie occidentale du Sahel. Etalé sur trente ans, ce projet, qui devrait permettre de nourrir quarante millions de personnes, prévoit la création d'une cinquantaine de fermes géantes, dont la première va être installée à partir de juillet près de Niamey, au Niger. Le plan prévoit d'un radeau d'arbres d'une largeur de 10 mètres de part et d'autre du fleuve Niger sur 3 500 kilomètres est aussi envisagée.

Le ministère japonais de l'agriculture, des forêts et de la

pêche estime à plus de 10 milliards de dollars le coût final de cette vaste opération de sauvetage du Sahel. Le Japon serait maître d'œuvre mais ferait appel à d'autres pays (la France et le Nigeria sont cités dans le communiqué), et à la Banque Mondiale.

Cette initiative est révélatrice des ambitions japonaises en Afrique - dans une zone d'influence essentiellement française frappée par la misère et l'instabilité politique - et des moyens très importants que le Japon consacre, chaque année, à l'aide au développement.

## BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

	7 juin 1990
Total actif	677 548
Or	196 806
Disponibilités à vue à l'étranger	96 457
Emission	50 877
Avances au Fonds de stabilisation des changes	14 749
Or et autres actifs de réserve à recevoir du Fonds européen de coopération monétaire	56 664
Concours au Trésor public	36 750
Titres d'Etat (bons et obligations)	31 065
Autres titres des marchés monétaires et obligataires	276
Effets privés	124 171
Effets en cours de recouvrement	45 222
Total passif	677 548

Billets en circulation	245 528
Comptes courants des établissements financiers à la constitution de réserves	87 387
Comptes courants du Trésor public	8 231
Reprises de liquidités	18 335
Compte spécial du Fonds de stabilisation des changes - Contrepartie des allocations de droits de tirages spéciaux	8 213
Emission à l'étranger du Fonds européen de coopération monétaire	51 223
Réserves de réévaluation des avoirs publics en or	225 916

## TAUX DES OPÉRATIONS

Taux de la dernière opération	9,25 %
Taux des pensions de 5 à 10 jours	10,25 %
Taux des avances sur titres	12 %

## Rungis Marché international s'agrandit

Le MIN de Rungis (Marché d'intérêt national) s'appelle désormais Rungis Marché international. De plus, la Semmaris, société gestionnaire du marché de Rungis, étend son emprise sur 12 hectares supplémentaires (une zone baptisée Delta), et entreprend de nouvelles constructions, pour s'ouvrir davantage aux entreprises étrangères. Fort de ses 47 milliards de chiffre d'affaires en 1989, le marché veut conforter sa première place mondiale avec 2,2 millions de tonnes de produits frais reçus chaque année. D'ici à 1993, 50 000 mètres carrés de bâtiments seront édifiés, pour la distribution des produits frais et le stockage des produits au froid. Ces nouvelles locaux accueilleront des entreprises non encore insérées sur le marché, françaises ou européennes. Un centre international réservé aux entreprises prestataires de services sera également installé.

**Le Monde**  
PUBLICITÉ FINANCIÈRE  
45-55-91-82, poste 4330

## FAITS ET RÉSULTATS

o Finacor rachète PF publications (étude des fusions acquisitions). - Le groupe Finacor, premier courtier français sur les marchés monétaires et financiers, a racheté la société PF publications, spécialiste dans l'étude des fusions acquisitions. PF publications exploite notamment une base de données recensant près de quatre mille transactions, et publie DESA, une étude annuelle sur les fusions et acquisitions en France. Le groupe Finacor a réalisé en 1989 un produit net de 50,3 millions de francs et un bénéfice net consolidé part du groupe de 37,1 millions de francs.

o Virtex : hausse de 18 % des résultats. - Virtex, laboratoire vétérinaire, a déposé en 1989 un bénéfice net consolidé part du groupe de 36,3 millions de francs, en hausse de 18 % par rapport à l'exercice précédent. Le chiffre d'affaires consolidé est élevé à 603 millions contre 536 millions, en hausse de 13 %. Le dividende a été fixé à 7,80 francs net. Pour les quatre premiers mois de 1990 le chiffre d'affaires a atteint 244 millions, en progression de 11 %.

o Scribo : bénéfice net 1989 en hausse de 24 %. - Le groupe français Scribo, spécialisé dans l'industrie du bois, a annoncé qu'il avait réalisé en 1989 un bénéfice net

## PARIS, 18 juin

## Rapli

L'humeur était à nouveau morose, lundi, à la Bourse de Paris, à quelques séances de la liquidation mensuelle (jeudi 21 juin).

L'indice Cac 40, en repli de 0,07 % à l'ouverture, a accentué par la suite son recul. Vers 14 heures, il perdait 0,55 %. Cette nouvelle baisse a fait repasser l'indice sous le niveau du début de l'année. La petite reprise enregistrée dans le courant de la semaine précédente a donc été effacée. « Les opérateurs naviguent dans le brouillard », déclarent les spécialistes, qui ne voient pas très bien ce qui pourrait sortir le marché de l'ornière. En effet, aux États-Unis, les statistiques sur l'évolution de l'activité étaient très contradictoires pour avril et mai. Certaines, comme celle du commerce extérieur, indiquent un ralentissement spectaculaire de la croissance ; d'autres, au contraire, laissent à penser que l'économie ne se porte pas mal. En fait, les experts sont convaincus que la FED ne modifiera pas sa politique du « wait and see » à court terme, à afficher de justesse un record.

A Paris, les perspectives d'une croissance, moins rapide que les années précédentes, des résultats des entreprises ne sont pas de nature à favoriser les achats. De plus, soulignent les professionnels, une grande partie des dividendes sont à présent versés sous forme d'actions. La masse d'argent frais n'est donc pas énorme.

Le MATIF était très irrégulier, après une ouverture sous le signe de la baisse.

Parmi les titres en hausse sensible, on relevait l'Alcatel de Supermarché, Raffinage, Bic, Pechiney, CIP et Ingenico. Hausse de Sodéro et UIF.

## TOKYO, 18 juin

## Effrètement

La tendance a été très irrégulière lundi à la Bourse de Tokyo qui, après une séance sous le signe de la baisse, s'orientait à la baisse vers la clôture. L'indice Nikkei a cédé 181,60 yens soit 0,5 % à 32 376,80 yens.

En début de séance, le Nikkei progressait de 63,28 yens (soit 0,2 %) à 32 601,68 yens, alors que le Topix cédait 4,86 points à 2 391,66 points. Vendredi, le Nikkei avait perdu 129,71 yens.

Près de 170 millions de titres ont changé de mains lundi matin contre 250 millions vendredi matin et 450 millions pour l'ensemble de la journée.

Malgré la baisse lundi sur les marchés japonais du dollar face au yen, les opérateurs restaient à l'arme au pied. Ils restent préoccupés par la situation en URSS, et les conséquences de la dévaluation du mark allemand, déclarent les boursiers.

VALEURS	Cours de 15 juin	Cours de 18 juin
Alcatel	1 120	1 080
Bridgman	1 320	1 330
Carrefour	780	780
Fal Bank	2 600	2 580
Handy Motors	1 750	1 770
Industrie Electric	1 170	1 180
Michelin	1 070	1 050
Sony Corp.	8 810	8 420
Toshiba Motors	2 850	2 860

## PARIS :

## Second marché (sélection)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Arsault Associés	435	435	IFZ	300	300
Ayrol	105	105	IPAM	142	135 10
B.A.C.	235	235	Lois invest	324	324
Demachy Ass.	580	577	Locare	142 50	142
B.T. Tarnaud	190 80	190 80	Mans Com	258 10	258
B.I.C.M.	970	945	Micas Membre	237	235
Boroni (Ly)	389	389	Mollet	235	235
Boisset (Lyon)	250	250	Navale-Dumas	1260	1260
Cables de Lyon	2450	2431	Olivero Logica	550	550
C.A.I. de Fr. (C.C.I.)	1245	1250	On. Gest. Fin.	560	579
Calson	545	545	Pital	510	529
Cordis	694	701	Presbourg	93	93
C.E.E.	361	380	Présence Assur	427	427
C.E.G.P.	283 30	284 30	Publ. Pécunia	819	819
C.F.P.I.	286	290	Razaf	919	919
Chaires d'Origny	715	707	Remy et Associés	257	262 50
C.N.I.M.	1375	1335	Rhone-Alp. Eau & L.	321	321
Codetour	310	319	Sy-H. Mauguin	272 50	269
Comang	360	361	S.C.G.P.M.	666	666
Conform	1121	1129	Signa I.A.	240	242
Coesia	385 30	388	Solac Invest E.P.	103	103 90
Dalida	210 50	210 50	Sotico	532	533
Daphin	740	739	S.M.T. Goupil	272 10	272 10
Desgarnier et Gir.	251	255	Sopra	227 70	227 70
Devanture	1379	1380	Sopri	330	330
Deville	480	481	T.F.I.	330	330
Dolans	186	191 60	Thermador H. Jari	354	362
Edisons Balford	272	273	Unilog	181	181
Eyres Invest	15 05	15 15	Unan. Fr. de Fr.	483	480 90
Europ. Propulsion	407	400	Vall et Ca.	184 40	184
Finacor	196	196	Y. St-Laurent Groupe	1125	1117
Garcin	800	800			
G.F.F. (group. I.L.)	488	488			
Grand Linc	470	480			
Gravographe	248 80	249			
Gumel	1082	1080			
I.C.C.	287	285			
IDA	333	332			
Idreco	167 50	167			
L.M.S.	1259	1285			

LA BOURSE SUR MINITEL  
**36-15** TAPEZ  
LE MONDE

## Marché des options négociables le 15 juin 1990

Nombre de contrats : 61 244.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
		Juin dernier	Sept. dernier
Bonaparte	640	20	1
C.C.E.	600	30	1
EIF-Aquitaine	640	36	2,50
Environnement SA-PLC	50	1,50	1,50
Euro Disneyland SC	100	5,10	-
Havas	675	-	28
Leclercq-Coppée	450	38	19
Michelin	140	3,30	15
Nikol	1 500	15	-
Paribas	640	22	14
Paribas-Ricard	1 250	5	58
Peugeot SA	775	-	1,50
Rhône-Poulenc CT	490	-	20
Saint-Gobain	560	5	14
Socotec	1 700	13	64
Société générale	600	4	32
Suez Financière	440	7	18
Thomson-CSF	120	5	1,85

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 15 juin 1990

Nombre de contrats : 61 244

COURS	Options d'achat	Options de vente
	Sept. 90	Déc. 90
Dernier	101,56	101,64
Précédent	101,54	101,56

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Sept. 90	Déc. 90
102	0,83	1,40
	1,40	1,18
	1,18	1,54

## INDICES

CHANGES	BOURSES
Dollar : 5,6745	PARIS (INSEE, base 100 : 29-12-89)
Le dollar s'est inscrit en baisse lundi 18 juin, cédant du terrain vis-à-vis de toutes les devises, que ce soit à Francfort, Paris ou Tokyo. Les « bons » indices américains publiés la semaine dernière, notant la diminution du déficit commercial, n'ont eu aucune influence.	14 juin 15 juin
FRANCFORT 15 juin 18 juin	Valeurs françaises : 99,00 98,20
Dollar (en DM) : 1,695 1,680	Valeurs étrangères : 94,80 94,70
TOKYO 15 juin 18 juin	(S&P, base 100 : 31-12-81)
Dollar (en yens) : 154,52 153,75	Indice général CAC : 543,10 543,40
MARCHÉ MONÉTAIRE (effets privés)	(S&P, base 100 : 31-12-87)
Paris (18 juin) : 9 11/16 - 13/16 %	Indice CAC 40 : 2 028,08 2 011,87
New-York (15 juin) : 8 1/4 - 15/16 %	NEW-YORK (indice Dow Jones)
	14 juin 15 juin
	Industrielles : 2 928,22 2 935,89
	LONDRES (indice Financial Times)
	14 juin 15 juin
	Industrielles : 1 928,60 1 925,90
	Mines d'or : 168,20 167,90
	Fonds d'Etat : 79,95 79,76
	TOKYO
	15 juin 18 juin
	Nikkei Dow Jones : 32 538,40 32 376,80
	Indice général : 2 396,40 2 381,00

## LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
\$ E.-U.	5,6750 5,6770	+ 65 + 75	+ 140 + 160
\$ can.	4,8472 4,8501	- 171 - 138	- 340 - 292
Yen (100)	3,6846 3,6883	+ 66 + 82	+ 144 + 174
DM	3,3636 3,3661	+ 39 + 54	+ 87 + 109
Florin	2,9876 2,9903	+ 29 + 41	+ 63 + 81
Yen (100)	4,3592 4,3744	- 72 + 51	- 44 + 131
FS	3,9628 3,9699	+ 23 + 38	+ 62 + 84
L (1 000)	4,5840 4,5893	- 77 - 14	- 145 - 56
£	9,6929 9,7020	- 423 - 372	- 830 - 740

## TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	8 1/16	8 5/16	8 1/8	8 1/4	8 3/16	8 3/8	8 1/2	8 3/4
Yen	7 3/16	7 7/16	3 1/8	3 1/8	7 3/16	7 5/16	7 1/4	7 3/8
DM	7 11/16	7 15/16	7 7/8	8	8	8 1/8	8 3/8	8 1/2
Florin	8 1/8	8 1/4	8 1/8	8 1/4	8 1/4	8 3/8	8 1/2	8 5/8
F.S. (100)	9 1/8	9 5/8	9 9/16	9 13/16	9 9/16	9 13/16	9 5/8	9 7/8
S.S.	9 1/2	9 3/4	9 3/4	9 7/8	9 3/4	9 7/8	9 9/16	9 11/16
L (1 000)	9 1/2	10 1/2	10 5/8	11 1/8	10 3/4	11 1/4	11 1/8	11 5/8
£	14 9/16	14 13/16	14 7/8	15	14 7/8	15	14 7/8	15
Finan.	9 5/8	9 7/8	9 11/16	9 13/16	9 3/4	9 7/8	10 1/8	10 1/4

Ces cours prat



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 18 JUIN

Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									
Règlement mensuel										Comptes-rendus									

**COMPTANT** (sélection)[illegible]**SICAV** (selection)

VALEURS	Franchises Franch. incl.	Rachats net	Franchises Franch. incl.	Rachats net	Franchises C.T.	Franchises Franch. incl.	Rachats net
1670 34	1143 29	Frans Assemblée	29 31	29 31	Packemans G.T.	7545 24	7538 52
180 249	34 27	Frans B&B	36 34	34 32	Packemans G.T.	8035 48	8035 48
6945 23	823 28	Frans Court	118834 46	118834 46	Packemans Premier	85751 96	85560 18
105 30	684 23	Frans Court	234 25	230 19	Palmolive	120 34	117 81
105 30	105 18	Frans Court	358 04	348 78	Palmolive	56980 12	56980 12
1077 01	1146 33	Frans Court	1146 33	1146 33	Palmolive	10513 22	10513 22
5000 00	681 06	Frans Court	978 64	954 77	Palmolive	126 79	105 85
1000 02	898 72	Frans Court	34 01	33 18	Palmolive	2644 28	2644 28
1000 02	121 43	Frans Court	11164 51	10999 52	Palmer	135 11	128 41
131 83	121 43	Frans Court	4573 91	4562 50	Palmer	1009 61	1008 46
117 40	402 82	Frans Court	1151 71	1151 71	Palmer	1013 24	1013 24
1040 10	1055 12	Frans Court	61414 01	61259 96	Palmer	5272 82	5220 32
10830 98	10823 98	Frans Court	163 15	155 19	Palmer	1135 24	1119 46
100 74	897 30	Frans Court	10462 24	10462 24	Palmer	840 18	897 45
100 74	897 30	Frans Court	10462 24	10462 24	Palmer	273 54	262 18
682 04	802 74	Frans Court	102323 41	102163 36	Palmer	243 18	232 18
6001 72	5985 72	Frans Court	71591 30	71472 40	Palmer	534 14	805 36
1101 63	1101 63	Frans Court	574 89	558 24	Palmer	652 52	537 01
384 62	371 97	Frans Court	158 08	179 70	Palmer	1250 82	1251 04
151 70	122 13	Frans Court	242 28	245 78	Palmer	520 40	520 40
1632 22	1270 81	Frans Court	220 71	210 70	Palmer	794 90	758 85
108 85	105 65	Frans Court	233 83	289 86	Palmer	1473 20	1473 20
141 22	135 14	Frans Court	278 45	262 12	Palmer	1172 19	1172 19
128 51	122 93	Frans Court	350 70	344 34	Palmer	700 80	680 49
137 46	137 46	Frans Court	258 45	258 45	Palmer	1568 77	1568 77
115 82	116 03	Frans Court	449 42	429 09	Palmer	700 25	689 36
136 28	120 42	Frans Court	135 24	129 39	Palmer	430 40	436 78
5235 98	5230 37	Frans Court	179 35	171 23	Palmer	188 66	187 82
5235 98	5235 37	Frans Court	179 35	171 23	Palmer	715 17	715 17
1087 26	1071 21	Frans Court	5682 33	5673 81	Palmer	437 45	425 74
421 57	411 21	Frans Court	10023 10	10023 10	Palmer	231 48	231 48

## Actions

[illegible]

### Cote des Changes

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 18/6	COURS DES BILLETS achat	MONNAIES ET DEVICES	COURS préc.	COURS 18/6	MONNAIES ET DEVICES
Etats-Unis (1 unit.)	6 698	5 674	5 500	5 500			
France (100 fr.)	6 642	5 642					
Allemagne (100 dm.)	336 800	336 490	326 500	347	63 850	64 100	
Belgique (100 fr.)	16 367	16 362	15 750	Or fin (100 en barre)	63 800	64 300	
Canada (100 dollars)	16 367	16 362	15 750	Or fin (en lingot)	63 800	64 300	
Italie (1000 lire)	5 894	5 584	4 350	Napoléon (20F)	390	395	
Grèce (1000 drachmes)	65 430	5 584	4 350	Pièces Fr 10 (10)	402	402	
Inde (1000 rupees)	82 380	7 721	6 84	Pièces 50 francs (10 fr.)	412	412	
Grèce (100 drachmes)	4 444	4 444	4 060	Pièces 20 francs (20 fr.)	369	369	
Inde (1000 rupees)	82 380	7 721	6 84	Pièces 10 francs (10 fr.)	369	369	
Suède (1000 couronnes)	82 380	7 721	6 84	Pièces 5 francs (5 fr.)	369	369	
Norvège (1000 couronnes)	82 380	7 721	6 84	Pièces 2 francs (2 fr.)	369	369	
Autriche (100 sch.)	82 380	7 721	6 84	Pièces 1 franc (1 fr.)	369	369	
Espagne (100 pesetas)	82 380	7 721	6 84	Pièces 50 centimes (50 c.)	369	369	
Portugal (100 escudos)	82 380	7 721	6 84	Pièces 20 centimes (20 c.)	369	369	
Grèce (1000 drachmes)	82 380	7 721	6 84	Pièces 10 centimes (10 c.)	369	369	
Japon (1000 yens)	82 380	7 721	6 84	Pièces 5 centimes (5 c.)	369	369	

### Marché libre de l'or

[illegible]

## PUBLICITÉ FINANCIÈRE

**Renseignements :**  
45-55-91-82, poste 4330

e : coupon détaché - o : offert - \* : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché comin



Au comité directeur

## M. Mauroy rappelle à l'ordre les courants du PS

M. Pierre Mauroy a souligné, samedi 16 juin, devant le comité directeur du Parti socialiste, que, face au Front national, « il n'est ni possible ni souhaitable de rechercher un prétendu accord (...) autour de je ne sais quel front républicain », mais que, pour barrer la route à l'extrême droite, il peut être nécessaire de « voter pour un candidat de l'opposition s'il est un républicain et un démocrate véritable ».

Le premier secrétaire du PS a opposé cette attitude à celle de la droite, qui, pour l'élection cantonale partielle de Villeurbanne, refusait de choisir entre le candidat socialiste et celui du Front national. « Sa stratégie, a-t-il déclaré, c'est un étrange cocktail, avec une pincée de bons principes affirmés, mais dilués dans une grande dose d'indécision et d'hypocrisie. (...) J'attends de voir si la droite va user de la même rigueur pour exclure du comité de coordination de l'opposition le CNL, qui a appelé à voter Front national, que celle dont elle a usé pour Alain Carignon, qui a appelé à voter socialiste ».

M. Mauroy a défendu, d'autre part, la décision prise par le bureau exécutif du parti de renoncer pour le court terme à demander l'instauration du droit de vote des étrangers aux élections locales. Comme le gouvernement, a-t-il expliqué, le PS « doit lui aussi veiller à ce que, sur des sujets sensibles, ne se crée pas une distance trop grande avec l'opinion », de même qu'il devait, en la matière, tenir compte des « évidences constitutionnelles ».

L'attitude adoptée par les dirigeants du parti n'est, selon le premier secrétaire, ni un « renie-

ment » ni même un « renoncement », car, a-t-il dit, « nous conservons l'objectif du droit de vote. Le comité directeur a rejeté un texte de M. Marie-Noëlle Lienemann, député de l'Essonne, mettant en cause cette position. Le maire de Lille a confirmé sa volonté d'un débat sur les dépenses militaires, sujet sur lequel il a demandé à M. Jean-Yves Le Drian, député du Morbihan, délégué national du PS, de former un groupe de travail. « Les armes qui ont su préserver la paix pourraient, un jour, a-t-il déclaré, provoquer la guerre si nous ne comprenons pas que dans le monde d'aujourd'hui, à l'est comme dans le tiers-monde, la bataille est celle du développement économique et social ».

## M. Fabius : la lutte contre l'extrême droite

Le premier secrétaire a rappelé à l'ordre les différents courants du PS, qui, a-t-il dit, « ne sauraient devenir des partis dans le parti ». Les courants, a déclaré M. Mauroy, « peuvent représenter le meilleur des aiguillons lorsqu'ils nous apportent leurs idées, mais aussi le pire des poisons lorsqu'ils ne deviennent que des instruments de pouvoir ».

Comme il l'avait déjà fait au bureau exécutif, le premier secrétaire a adressé un avertissement à M. Jean-Luc Mélenchon, sénateur de l'Essonne, animateur, avec M. Julien Dray, de la Nouvelle école socialiste, à propos d'une caricature de M. Michel Rocard, publiée dans le bulletin de ce courant, qui montrait le premier ministre répétant le discours que lui suggérait M. Jean-Marie Le Pen. M. Mélenchon a présenté ses excuses pour ce dessin, qui, a-t-il dit, ne se voulait pas « insultant », et il a indiqué qu'il avait déjà fait « de vive voix » auprès de

M. Rocard, l'activité des courants ayant été critiquée par M. Mauroy. M. Laurent Fabius a tenu à corriger, dans son intervention, les commentaires auxquels avait donné lieu la réunion de ses amis, le 10 juin, au Pré-Saint-Gervais (Le Monde du 12 juin), en expliquant qu'il n'avait aucunement cherché à se démarquer de la direction du PS ni à s'opposer au premier ministre. Le président de l'Assemblée nationale a observé qu'une clarification des rapports entre les courants est nécessaire avant que les socialistes ne s'engagent dans l'élaboration de leur projet : sinon, a-t-il dit, chacun se sentira tenu de se taire, sauf à paraître critiquer le premier ministre et le gouvernement.

Au sujet de l'extrême droite, M. Fabius a déclaré que le PS « ne doit pas sous-traiter à d'autres la lutte contre le Front national », mais s'y engager lui-même davantage. Cela s'impose d'autant plus, selon M. Fabius, que le risque existe de voir « les idées d'extrême droite se développer aujourd'hui, dans la jeunesse, comme élément de contestation de l'ordre établi, à l'égal des idées d'extrême gauche il y a vingt ans ». Le président de l'Assemblée nationale recommande de faire connaître le programme du Front national sur des sujets tels que le SMIC, la fonction publique

ou le petit commerce, et de mettre l'accent sur l'entourage de M. Le Pen et sur le caractère paramilitaire de l'organisation de son mouvement.

M. Jean-Claude Petitdemange, rocardien, membre du secrétariat national chargé des élections, a donné le calendrier prévu par le PS pour le regroupement des scrutins locaux. Le mandat des conseillers généraux renouvelable en 1991 serait prolongé jusqu'à 1992, afin que les élections dans ces cantons aient lieu en même temps que les régionales. Les conseillers généraux élus en 1994 le seraient pour quatre ans seulement, ce qui permettrait de procéder en 1998 au renouvellement simultané des conseils régionaux et de l'intégralité des conseils généraux. Ces décisions pourraient figurer dans un projet de loi soumis le 27 juin au conseil des ministres.

La question du mode de scrutin pour les élections régionales reste, en revanche, ouverte. M. Petitdemange a rappelé que le bureau exécutif s'était prononcé pour la transposition du mode de scrutin municipal, adopté dans le cadre des départementales, mais il semble que le président de la République ne soit pas encore convaincu... P. J.

## Décès d'Etienne-Jean Lapassat, maire de Romans

Etienne-Jean Lapassat, maire de Romans (Drôme), est décédé samedi 16 juin 1990 au centre hospitalier de Valence. Agé de cinquante et un ans, M. Lapassat a succombé à des complications survenues après une intervention chirurgicale bénigne.

[Né le 12 mars 1939 à Romans, Etienne-Jean Lapassat, licencié en droit et en science politique, était professeur à l'Institut d'études politiques de Grenoble. Militant étudiant, M. Lapassat avait été vice-président de la section de Grenoble de l'UNEF. Membre de la Convention des institutions républicaines, il avait adhéré au Parti socialiste dès 1971. Conseiller général du canton de Romans-2, depuis 1973, date de sa première élection, M. Lapassat était entré à la mairie de Romans en 1977 avec M. Georges Fillioud dont il fut le premier adjoint. Il était devenu maire en 1983.]

Des adversaires de l'avortement occupent le centre d'orthogédie de l'hôpital Broussais. Des adversaires de l'avortement occupent, lundi 18 juin, le centre d'orthogédie de l'hôpital Broussais, à Paris (14<sup>e</sup> arrondissement), empêchant le personnel et les patientes de pénétrer dans les locaux.

Les occupants, qui se présentent comme des « chrétiens de France et du monde », ont distribué des publications de l'association Laissez-vivre et de Jeunes pour la vie, de Bruxelles.

Les manifestants se sont enchaînés à l'extérieur du centre d'orthogédie. « Résister aux lois injustes est un devoir pour l'homme, pour la société et pour la patrie », proclament dans un communiqué les occupants, qui ont baptisé leur action « Opération sauvegarde, sauvegarde une nation ». — (AFP.)

## La bataille de Port-Fréjus : lenteurs de procédure

M. François-Henri Binet, l'avocat parisien de M. René Espanol, l'entrepreneur de Fréjus qui accuse la municipalité d'avoir favorisé des intérêts privés, sous couvert d'utilité publique, dans l'aménagement d'un port de plaisance (Le Monde du 13 juin), a écrit, mercredi 13 juin, au doyen des juges d'instruction du tribunal de grande instance de Draguignan pour s'étonner que le greffe de la chambre criminelle n'ait pas encore enregistré la plainte avec constitution de partie civile déposée le 22 mai au parquet par son client. Il y rappelle l'article 681 du code de procédure pénale, qui commande au procureur de la République, dans un cas de ce genre, de présenter « sans délai » la requête à la chambre criminelle de la Cour de cassation, qui désigne alors la chambre d'accusation chargée de l'instruction.

Ayant appris qu'une enquête préliminaire avait été confiée à la police locale, M. Espanol craint, en effet, que sa plainte ne soit « enterrée ». Celui-ci a également fait savoir au doyen des juges d'instruction de Draguignan qu'il n'avait pas énoncé dans sa plainte « certains faits importants » qu'il se réserve, dit-il, « de communiquer seulement au magistrat instructeur, le moment venu, pour éviter les pressions sur les témoins ».

AFRIQUE DU SUD : 7 800 emplois risquent d'être supprimés dans les mines d'or. — Près de 8 000 emplois sont menacés dans la plus grande mine d'or du monde, Freegold, située dans la province d'Orange (Afrique du Sud), a annoncé, vendredi 15 juin, M. Lionel Hewitt, directeur général de la division aurifère de l'Anglo-American Corporation (AAC). Alors que les cours de l'or atteignent jeudi leur plus bas niveau, à 345 dollars l'once.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

## Une autre idée de la France

MARÉCHAL, pardon, général, nous voilà ! Devant toi le sauveur de la France, nous allons communier aujourd'hui dans le grand oubli d'un passé soigneusement travesti, effacé, biffé, réécrit, à jamais brouillé par la poudre aux yeux des feux d'artifice et des commémorations destinées à transformer en jour de gloire la page la moins glorieuse de notre histoire.

Combien d'entre nous l'ont entendu, cet appel inspiré, syncopé qui jaillira place de la Concorde d'un poste de TSF géant branché à l'époque sur la déroute et la capitulation d'un peuple asservi, résigné, assommé. Et combien se sont levés pour y répondre ? On les compte sur les doigts de la main. A Londres ils étaient vingt. Tandis qu'ici, le regard tourné vers la Mecque de Vichy, quarante millions de pétainistes se prosternaient devant ce vieillard sénile qui avait jeté le pays sous la botte allemande et sous l'escarpin italien, pour reprendre l'admirable formule de de Gaulle dans un appel, un autre, prononcé à la

BBC. Pendant tout l'été 40 il n'a cessé de prêcher dans le désert. Faut-il rappeler qu'en 1942 encore, en voyant arriver sur nos plages, lors d'une première tentative de débarquement, quelques centaines de jeunes soldats canadiens, des Dieppoïses ont couru donner l'alerte à la Kommandantur, encourageant ainsi un massacre dont les Alliés allaient garder jusqu'en 44 le souvenir méfiant et angoissé.

Et que dire de l'immense foule des Parisiens venus acclamer le maréchal bien-aimé, le père de la Patrie, sur le parvis de Notre-Dame quatre mois à peine avant de se précipiter sur le passage de de Gaulle aux Champs-Élysées ?

Un demi-siècle après, cette France tirée de l'abîme de honte où elle était tombée et hissée au rang de grande nation par cet illuminé capable de transformer des vaincus en vainqueurs, la France si elle veut retrouver véritablement son honneur doit enfin regarder la vérité en face. Et se rappeler, beau sujet de réflexion livré cette année à nos potaches, qu'un peuple sans souvenir est un peuple sans histoire.

Liban : un émissaire de Quai d'Orsay à Beyrouth. — Le secrétaire général du Quai d'Orsay, M. François Schœr, devait se rendre, lundi 18 juin dans la soirée, à Beyrouth à la demande de M. Roland Dumas, « dans le cadre de l'action continue menée par la France en faveur d'un règlement de la situation au Liban », a annoncé le ministre des affaires étrangères. M. Schœr devait notamment rencontrer le président Elias Hraoui. Il « prendra tous les contacts utiles à l'exécution de sa mission », qui « permettra de préciser et de mettre en œuvre la contribution que la France peut apporter à ce règlement, compte tenu des développements récents », précisait un communiqué.

Nouvelle contraction de l'emploi des cadres en mai. — Le marché de l'emploi des cadres a enregistré une nouvelle contraction en mai, avec une baisse de 8 % par rapport à mai 1989.

MARCEL LASSANGE  
**SOLDES**  
du Mardi 19  
au Samedi  
30 Juin 1990  
17, rue du Vieux-Colombier  
Paris (6<sup>e</sup>)  
21, rue Marbeuf  
Paris (8<sup>e</sup>)

Grande-Bretagne : déficit budgétaire. — Le secteur public britannique a enregistré un déficit budgétaire de 1,7 milliard de livres (16,5 milliards de francs) le mois dernier, a annoncé lundi 18 juin le Trésor. — (AFP.)

UN MESSAGE TRÈS ATTENDU  
ET UNE INVITATION DU PRÉSIDENT DE RODIN  
**C'EST DÉCIDÉ :  
JE  
SOLDE !**  
Et je déclenche, pour votre plaisir  
EXTRAIS SUR LA MODE  
CYCLOMES SUR LES PRIX !  
POUR VOUS, DES AVANTAGES  
SPECIALIAIRES :  
► Venez pour la mode "Sans Frontières",  
► Les prix se font "Hors-Kil",  
ils baissent follement,  
► Les plus illustres créations vous  
soutient au cou. ► Chaque mètre de  
tissu splendide s'offre à votre choix...  
...DEPUIS 15 F LE MÈTRE !  
**RODIN**  
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

Prix Public  
**73000 F<sup>HT</sup>**  
Prix Promo METRO  
**37500 F<sup>HT</sup>**

**IBM** Automatisez votre secrétariat de direction en économisant 35 500 F.  
Ce système IBM haut de gamme comprend l'ordinateur PS/2 8555-X31 à écran couleur VGA, l'imprimante laser IBM 4216 modèle 20 et, au choix, le traitement de texte TEXTOR 5, WORD 5 ou VISIO 4. Cet ensemble vaut habituellement 73 000 F HT. Il vous est exceptionnellement proposé à 37 500 F HT (44 475 F TTC), comprenant une journée de formation et la maintenance totale sur site pendant un an. Cette offre est limitée aux 220 premiers achats chez METRO, N° 1 en Europe au service des indépendants. METRO vend aussi à INFOMART (CNIT).

Appel gratuit au 05.396.486

**METRO**  
Micro Informatique

## L'ESSENTIEL

## SECTION A

## Débats

L'Année de Gaulle : « Le message essentiel », par Jean Marin ; « Les clés de l'avenir », par Jacques Chirac ; « Près de 2 000 ouvrages déjà », par André Passeron..... 2

## Le sommet franco-africain de La Baule

Un point de vue de M. Pelletier, ministre de la coopération..... 3

## Les débats politiques dans les deux Allemagnes

● RFA : le SPD force d'avenir ?.. 7  
● RDA : un projet d'unification immédiate renvoyée en commission au Parlement..... 8

## La contestation à Bucarest

Les « golans » sont de retour place de l'Université..... 8

## Elections partielles

Dans le canton de Villeurbanne-Sud, les socialistes l'ont emporté sur le FN. A l'élection municipale de Vierzion, les socialistes dissidents n'ont manqué la victoire que de 15 voix au premier tour..... 9 et 10

## SECTION B

## La manifestation des sans-logis à Paris

Environ 5 000 personnes — mal-logés, militants syndicaux et politiques — ont manifesté à Paris pour protester contre la crise du logement social, avec le renfort de l'abbé Pierre, qui, au « Grand Jury RTL-Le Monde », a lancé un appel à MM. Rocard et Chirac..... 11

## Un viol collectif

Une jeune fille violée par quatre individus en région parisienne..... 11

## Des magistrats contre les douanes

La cour d'appel de Chambéry relaxe un commerçant qui n'avait pas déclaré un compte bancaire en Suisse..... 12

## La « Flûte » à Glyndebourne

Pour le festival très huppé de Glyndebourne, Peter Sellars a mis en scène la Flûte enchantée. C'est toujours Mozart, et cette fois l'histoire se passe de nos jours, à Los Angeles..... 13

## Les pianos de Meslay

Un éblouissant week-end à la

Grange de Meslay, avec des pianistes inattendus, qui transcendent les modes et emmènent dans des mondes fastueux..... 14

## Mondiale

Les Pays-Bas, tenus en échec par l'Angleterre, ont perdu leur statut de favori. La Belgique confirme, devant l'Uruguay, son redressement..... 19

## Vingt-Quatre Heures du Mans

Déroute des Nissan japonaises devant les Jaguar britanniques..... 20

## SECTION C

## Une taxe à l'amende

La Commission européenne envisage de poursuivre la RFA à propos de la taxe imposée aux poids lourds..... 21

## La bataille SAE-Pelège

Lors de l'assemblée générale de la Société auxiliaire d'entreprises, le 20 juin, cadres et actionnaires veulent résister à la prise de contrôle du groupe Pelège..... 21

## M. Trump essaie de sauver son empire

Le promoteur immobilier américain n'a pas honoré son échéance de 30 millions de dollars. Il dispose encore d'un délai de dix jours..... 21

## CHAMPS ÉCONOMIQUES

● RDA : Une agriculture menacée ● Le message économique du général de Gaulle ● La zone franc : une protection à protéger ● La chronique de Paul Fabra  
pages 25 à 28

## Services

Abonnements..... 24  
Annonces classées..... 29 à 41  
Carnet..... 27  
Loto..... 20  
Marchés financiers..... 42 à 44  
Mots croisés..... 17  
Radio-Télévision..... 18  
Spectacles..... 16  
Météorologie..... 18

La télématique du Monde :  
3615 LEMONDE  
3615 LM

Le numéro du « Monde »  
daté 17-18 juin 1990  
a été tiré à 529 273 exemplaires.

Je suis, je suis